N° 3112 – MAI 2022

www.jeuneafrique.com

jeune afrique

AFRIQUE DE L'OUEST
Le temps des colonels
Spécial 18 pages

CAMEROUN
Bienvenue chez les « seigneurs » de Yaoundé

DOSSIER BANQUES
– 12 PAGES –



50 CHAMPIONS DE LA TECH

2^E ÉDITION
PALMARÈS EXCLUSIF 2022

Allemagne 9 € • Belgique 9 € • Canada 12,99 $CAN
Espagne 9 € • France 7,90 € • DOM 9 € • Italie 9 €
Maroc 50 MAD • Mauritanie 200 MRU • Pays-Bas 9,20 €
Portugal 9 € • RD Congo 10 USD • Suisse 15 CHF
Tunisie 8 TDN • TOM 1 000 XPF • Zone CFA 4 800 F CFA
ISSN 1950-1285



VISIT…

LANZAROTE Caliente.COM

MOBILISÉS POUR NOS 175 000 ENTREPRISES CLIENTES EN AFRIQUE

Nous sommes à vos côtés, présents dans 19 pays sur le continent africain, pour vous accompagner dans tous vos projets d'avenir.

C'EST VOUS L'AVENIR

SOCIETE GENERALE

Société Générale, S.A. au capital de 1 046 405 540 € – 552 120 222 RCS PARIS – Siège social : 29, bd Haussmann, 75009 PARIS. Crédit photo : Vitaly Yurasov – Mars 2022.



L'édito

Marwane Ben Yahmed
@marwaneBY

Ouattara, Bédié, Gbagbo… Rendez-vous en 2025 !

La Côte d'Ivoire de 2022 n'a plus rien à voir avec celle qui n'a cessé de nous inquiéter ces deux dernières années, et c'est tant mieux. Les décès d'Amadou Gon Coulibaly, puis de Hamed Bakayoko, qui ont conduit Alassane Ouattara à revenir sur son engagement de ne pas briguer un troisième mandat ; la crise pré- et post-électorale lors de la présidentielle d'octobre 2020 ; les tensions et querelles politiques incessantes ; l'épidémie de Covid-19… Depuis cette sinistre séquence, la raison a fini par prévaloir, et l'heure est à l'apaisement. Ouattara a été réélu, Laurent Gbagbo, acquitté par la Cour pénale internationale (CPI), est rentré en Côte d'Ivoire, et Henri Konan Bédié a mis de l'eau dans son champagne. Le chef de l'État a même rencontré ses deux prédécesseurs et adversaires de toujours, et le trio se donne à nouveau du « mon frère » en s'embrassant comme du bon pain, du moins devant les micros et les objectifs. Enfin, le dialogue politique, dirigé par le Premier ministre Patrick Achi, qui vient d'être reconduit dans ses fonctions, a été un franc succès, de l'avis même des délégués de l'opposition. Mais si, sur la forme, cela change beaucoup de choses et permet aux Ivoiriens de ne plus être étreints par l'anxiété, sur le fond, les perspectives n'ont en revanche guère évolué : les regards demeurent rivés sur la prochaine échéance cruciale, la présidentielle de 2025. Alassane Ouattara, Henri Konan Bédié et Laurent Gbagbo, qui auront respectivement 83 ans, 90 ans et 79 ans à cette date, écrasent toujours de tout leur poids la vie politique en terre d'Éburnie, et personne ne peut affirmer avec certitude qu'ils ne seront plus sur la ligne de départ dans trois ans. Une situation – cette sarabande qui dure depuis trois décennies – guère envisageable sous d'autres latitudes, mais, ici, c'est ainsi…

Du côté d'Alassane Ouattara, tout indique, même si l'intéressé n'en laisse rien paraître, qu'il entend cette fois sortir par la grande porte et donc préparer sa succession. Il sait qu'il ne trouvera plus jamais dans son camp l'alternative idéale que représentait feu Amadou Gon Coulibaly, fidèle parmi les fidèles depuis plus de trente ans, compétent, travailleur et respecté. Cette perte ne peut donc être « compensée » à l'identique. Patrick Achi représente pour l'instant l'option la plus rassurante à ses yeux, à condition qu'il fasse ses preuves, séduise les Ivoiriens et s'impose au sein du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP). Ce qui ne ressemble pas vraiment à une sinécure. Sans doute, si jamais cette option était retenue, qu'ADO mettrait en place une équipe pour accompagner son futur successeur, quel qu'il soit d'ailleurs. Parmi les membres les plus probables de sa *dream team*, son frère Téné Birahima Ouattara, à la tête de la Défense, son directeur de cabinet Fidèle Sarassoro, le nouveau vice-président (ex-gouverneur de la BCEAO) Tiemoko Meyliet Koné, Abdourahmane Cissé, Kandia Camara et le patron du RHDP Gilbert Koné Kafana. ADO a encore du temps devant lui pour mettre en place le puzzle. Surtout, il faudra des résultats tangibles en matière d'amélioration du quotidien des

> **La raison a fini par prévaloir, et l'heure est à l'apaisement.**

Ivoiriens… dans une conjoncture économique mondiale qui n'incite guère à l'optimisme. L'heure est donc au retroussage de manches. C'est d'ailleurs le sens du remaniement gouvernemental auquel nous venons d'assister.

Henri Konan Bédié, fidèle à son habitude, demeure en revanche muet comme une carpe du lac aux Caïmans (Yamoussoukro), même avec ses proches. Moins on en sait sur ses intentions, mieux il se porte. Sa succession, lui qui pense que le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) ne lui survivra pas, n'est pas à l'ordre du jour et ne le sera guère plus dans quelques mois. Il n'a jamais digéré le passé, estime toujours que sa place est au palais du Plateau et n'exclut donc pas de concourir en 2025, malgré son âge et le ras-le-bol de ses troupes, qui attendent désespérément leur tour depuis des lustres. Bref, le Sphinx s'évertue à gagner du temps et à préserver son statut, se rapprochant avec une prudence de sioux d'ADO, avec lequel il parle régulièrement au téléphone, tout en excipant de son alliance avec Gbagbo pour ne pas aller plus loin dans la réconciliation avec le chef de l'État. À ce rythme, le funambule de Daoukro a encore de beaux jours devant lui…

Enfin, Laurent Gbagbo. Il a quitté le Front populaire ivoirien (FPI), abandonné à Pascal Affi Nguessan, pour créer sa propre formation, le Parti des peuples africains-Côte d'Ivoire (PPA-CI). Et se montre relativement discret, en dehors de quelques saillies médiatiques, depuis son retour en fanfare, en juin 2021. Contrairement à ce que beaucoup imaginent, il ne fait pas d'une candidature en 2025 une obsession. Il veut surtout être respecté, considéré et obtenir son dû : le versement de la totalité de ses salaires et indemnités d'ancien président.

En dehors de nos trois ténors ou de ceux qu'ils désigneront pour prendre la relève, peut-on imaginer l'émergence d'un Macron ivoirien ? Un homme (ou une femme) qui incarnerait une nouvelle voie ? On évoque souvent le nom de Tidjane Thiam, ancien patron du BNETD et ministre du Plan sous Bédié, puis directeur général du Crédit suisse et de Prudential. Si tant est que l'intéressé en ait l'ambition, les écueils à surmonter semblent trop importants. Thiam n'a plus mis les pieds dans le pays depuis deux décennies

Peut-on imaginer une nouvelle voie incarnée par un Macron ivoirien ?

et, malgré son aura de grand patron qui a brillé dans des institutions financières de premier plan, n'est guère connu du grand public, en tout cas en dehors des salons feutrés d'Abidjan. Sans assise politique, il a peu de réseaux locaux. Seul un adoubement par Bédié pourrait le mettre sur orbite. Le risque d'un échec à la Lionel Zinsou au Bénin, pourtant soutenu à bout de bras par le président sortant Thomas Boni Yayi, semble trop grand pour cet homme qui n'est pas sans ego. « Il n'ira que s'il est sûr de l'emporter, explique un proche. Donc il n'ira pas. » Quant à Guillaume Soro, l'ancien chef rebelle devenu Premier ministre, puis président de l'Assemblée nationale, jadis numéro deux du pays et désormais en rupture de ban, il poursuit son exil mystérieux et a disparu des écrans radars, abandonné par le gros de ses troupes. Sans doute médite-t-il sur les vicissitudes du destin : s'il avait fait preuve de patience et était resté au RHDP, il aurait aujourd'hui un boulevard devant lui dans la course à la succession de Ouattara…

« On ne peut pas labourer, semer, récolter et manger le même jour », dit le proverbe. Si 2025 obnubile les politiques ivoiriens, il reste encore de nombreuses étapes d'ici là, et autant de possibles coups de théâtre ou surprises. Prochain (et ultime) test dans un an, avec les régionales. Un peu de patience, donc… ●

Humour et sagesse

Pour réfléchir ou sourire, chaque mois, notre sélection des citations les plus marquantes, les plus intelligentes ou les plus drôles.

Nous n'avons après tout que quelques années à passer dans ce mystère qu'est la vie. Autant l'éclairer par un peu de beauté, de passion, d'amusement.
Jean d'Ormesson

À chaque fois que vous vous retrouvez à penser comme la majorité des gens, faites une pause et réfléchissez.
Mark Twain

Ce sont toujours les cons qui l'emportent. Question de surnombre !
Frédéric Dard

Le pessimiste se plaint du vent, l'optimiste se dit que le temps va changer, le réaliste ajuste les voiles.
William Arthur Ward

Je ne perds jamais. Soit je gagne, soit j'apprends.
Nelson Mandela

Le plus grand voyageur, ce n'est pas celui qui a fait dix fois le tour de la terre, mais celui qui a fait une fois le tour de lui-même.
Gandhi

La première victime d'une guerre, c'est la vérité.
Rudyard Kipling

ELSEWEDY ELECTRIC
SOLUTIONS ÉNERGÉTIQUES INTÉGRÉES









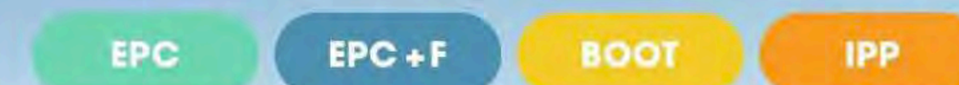


L'ÉNERGIE POUR UN AVENIR DURABLE
RÉDUCTION ANNUELLE DES ÉMISSIONS DE CARBONE : 242 000 tCO2e







NOS MODÈLES D'AFFAIRE OPÉRATIONNELS


SUIVEZ NOUS @ELSEWEDYELECTRIC

+202 275 99 700 - 709
INFO@ELSEWEDY.COM
WWW.ELSEWEDYELECTRIC.COM


SOMMAIRE

3 **L'édito**
Marwane Ben Yahmed

PREMIER PLAN

8 **L'homme du mois**
Vital Kamerhe

12 **Dix choses à savoir sur…**
Ketanji Onyika Brown Jackson

14 **Le match**
Kaïs Saïed *vs* Rached Ghannouchi

16 **Le jour où…**
Moussa Mara s'est rendu à Kidal

18 **L'actu vue par…**
Romuald Hazoumè, plasticien béninois

20 **L'œil de Glez**
Escale à Kigali

22 **Le dessous des cartes**
Ports : l'après-Bolloré a commencé

24 **Partis pris**
Pouvoirs sexuellement transmissibles, par François Soudan

26 Le triomphe du jardinage, par Stéphane Ballong

27 Faut-il traquer les prêtres géniteurs ? par Ludovic Lado

ENQUÊTE

28 **Côte d'Ivoire**
Ibrahim Lakiss, l'arbre qui cache la forêt

OBJECTIF
AFRIQUE DE L'OUEST

POLITIQUE
Le temps des colonels





POLITIQUE

38 **Sénégal**
Casamance, enfin la paix ?

44 **Tribune**
L'Ukraine, les hommes forts et nous

46 **Mali**
Moussa Diawara, le « mauvais génie » de Bamako

52 **Cameroun**
Bienvenue chez les « seigneurs » de Yaoundé

58 **Hommage**
Le jour où BBY a rencontré Patrice Lumumba

62 **Maroc**
Voyage au cœur de la boutchichiya

68 **Algérie**
La grande mue de la grande muette

76 **Tunisie**
« Je l'ai lu sur Facebook ! »

OBJECTIF AFRIQUE DE L'OUEST

78 **Politique**
Le temps des colonels

INTERNATIONAL

98 **Suisse-Afrique**
Et si l'Ukraine venait tout bouleverser ?

jeuneafrique

50 CHAMPIONS DE LA TECH

2e ÉDITION PALMARÈS EXCLUSIF 2022

ÉCONOMIE

110 **Classement**
Les 50 champions de la tech

112 **Start-up, telco, Gafam…**
Les 30 personnalités qui font la transition numérique

116 **Tech**
Les 10 lanceurs de tendances de la communauté tech

117 **Start-up**
Les 10 investisseurs qui boostent les start-up

118 **Chipper cash**
Réseau américain, succès africain

122 **Mobile Money**
Coura Sène, une Dakaroise au sommet de la vague

124 **Focus sur…**
Nitin Gajria, le « Monsieur Afrique » de Google

126 **Stratégie**
Interview de Hardy Pemhiwa, directeur général de Cassava Technologies

130 **La galaxie de**
Hassanein Hiridjee, PDG d'Axian

132 **Start-up**
Les champions africains à l'ère de la consolidation

136 **Formation**
Le Sénégal, nouvel eldorado des développeurs ?

140 **Tribune**
La cybersécurité, une urgence africaine

DOSSIER

142 **Banques**
Othman Benjelloun, l'indéracinable ?

FOCUS

160 **Voyages d'affaires**
Les « Big Four » plus puissants que jamais

CULTURE

168 **Société**
Entretien avec Fatou Diome, écrivaine franco-sénégalaise

173 **Art contemporain**
Gazelle Guirandou, la galeriste qui parie sur la jeune génération

175 **Exposition**
Quand nature et culture garantissent l'harmonie



GRAND FORMAT

179 **Congo**
Du bon usage de la crise

JEUNE AFRIQUE & VOUS

224 **Le tour de la question**

225 **Ce jour-là…**

226 **Post-Scriptum**

PHOTOS COUVERTURE : ÉDITION IA : DAVI AUGUSTO/COLAGÈNE ; ÉDITION MMO : HOC POUR JA ; ÉDITION AC : CYRIL MOREAU/BESTIMAGE ; ÉDITION AO : MONTAGE JA

jeuneafrique

Fondateur : Béchir Ben Yahmed, le 17 octobre 1960 à Tunis
bby@jeuneafrique.com

Édité par Jeune Afrique Media Group
Siège social : 57 bis, rue d'Auteuil – 75016 Paris
Tél. : +33 (0)1 44 30 19 60
Fax : +33 (0)1 45 20 09 69
Courriel : redaction@jeuneafrique.com

Directeur général : Amir Ben Yahmed
Vice-présidents : Danielle Ben Yahmed, François Soudan

Directeur de la publication : Marwane Ben Yahmed
mby@jeuneafrique.com

Directeur de la rédaction : François Soudan
f.soudan@jeuneafrique.com

La rédaction et l'équipe de Jeune Afrique sont à retrouver sur www.jeuneafrique.com/qui-sommes-nous/

Diffusion et abonnements
Ventes : +33 (0)1 44 30 18 23
Abonnements : Service abonnements Jeune Afrique, 235 avenue le Jour se Lève 92100 Boulogne Billancourt
Tél. : +33 (0)1 44 70 14 74
Courriel : abonnement-ja@jeuneafrique.com

Communication et publicité
DIFCOM (Agence internationale pour la diffusion de la communication)
S.A. au capital de 1,3 million d'euros
Régie publicitaire centrale de Jeune Afrique Media Group
57 bis, rue d'Auteuil, 75016 Paris
Tél. : +33 (0)1 44 30 19 60
Fax : +33 (0)1 45 20 08 23
+33 (0)1 44 30 19 86
Courriel : regie@jeuneafrique.com

ACPM
LE TIERS DE CONFIANCE LA VALEUR DES MÉDIAS

Imprimeur : Siep – France
Commission paritaire : 1026 D 80822
Dépôt légal : à parution ISSN 1950-1285



Abonnez-vous à jeuneafrique



Découvrez toutes nos offres d'abonnement sur
jeuneafrique.com
ou contactez-nous au
+33 (0)1 44 70 14 74

L'homme du mois

Vital Kamerhe
Le joker de Félix Tshisekedi ?

Renvoyé devant la justice après l'annulation de sa condamnation en appel, l'ancien bras droit du président est rentré à Kinshasa le 18 avril et pourrait revenir au centre du jeu. Un pari risqué.

La traversée du désert de Vital Kamerhe touche-t-elle à sa fin ? Le 11 avril, la Cour de cassation a annoncé l'annulation de la condamnation en appel pour détournement de fonds de l'ancien directeur de cabinet de Félix Tshisekedi. Renvoyé devant une cour d'appel différemment constituée, il va pouvoir être jugé à nouveau sur le cœur de l'affaire.

Célébrée comme une victoire par l'Union pour la nation congolaise (UNC), qui a longtemps dénoncé un « procès politique », cette décision n'est en soi qu'une étape. Mais elle crédibilise un peu plus la rumeur qui circulait déjà depuis des mois d'un possible retour aux affaires de l'ancien bras droit de Félix Tshisekedi.

Vital Kamerhe a-t-il vu le coup venir ? Remis en liberté provisoire le 6 décembre dernier et autorisé à se faire soigner en France, il a mené, jusqu'à son retour à Kinshasa, le 18 avril, une discrète convalescence parisienne. Pendant quatre mois, seule une poignée de proches a eu accès à lui, dont son épouse, Hamida Chatur, et son assistant personnel, Michel Moto. L'issue favorable du pourvoi en cassation n'a rien changé au silence auquel il s'astreint. Même son entourage dit vouloir rester prudent quant à l'issue de l'affaire. « Le dossier est tellement sensible », estime un cadre de l'UNC refusant de « céder au triomphalisme ».

Reste qu'en dépit des précautions prises par chacun l'hypothèse d'une « résurrection » politique de Vital Kamerhe n'est plus à exclure. Depuis sa chute, en avril 2020, la donne politique a profondément changé. Nombre de ses adversaires au sein du cabinet présidentiel ne sont plus là, tel Kitenge Yesu, l'ancien haut représentant personnel de Tshisekedi, ou l'avocat et conseiller Tete Kabwa – tous deux sont décédés durant sa détention. D'autres ont désormais maille à partir avec la justice et ne sont plus dans les bonnes grâces du chef de l'État : c'est le cas de l'ancien conseiller sécurité de Tshisekedi, François Beya.

Dans l'arène politique, l'influence de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) s'est progressivement diluée au sein d'une coalition hétéroclite, où d'autres partis ont négocié une place à la hauteur de leur contribution au renversement de la majorité. Surtout, Jean-Marc Kabund, patron par intérim de la formation présidentielle, dont l'hostilité à Vital Kamerhe était connue, a connu une disgrâce éclair.

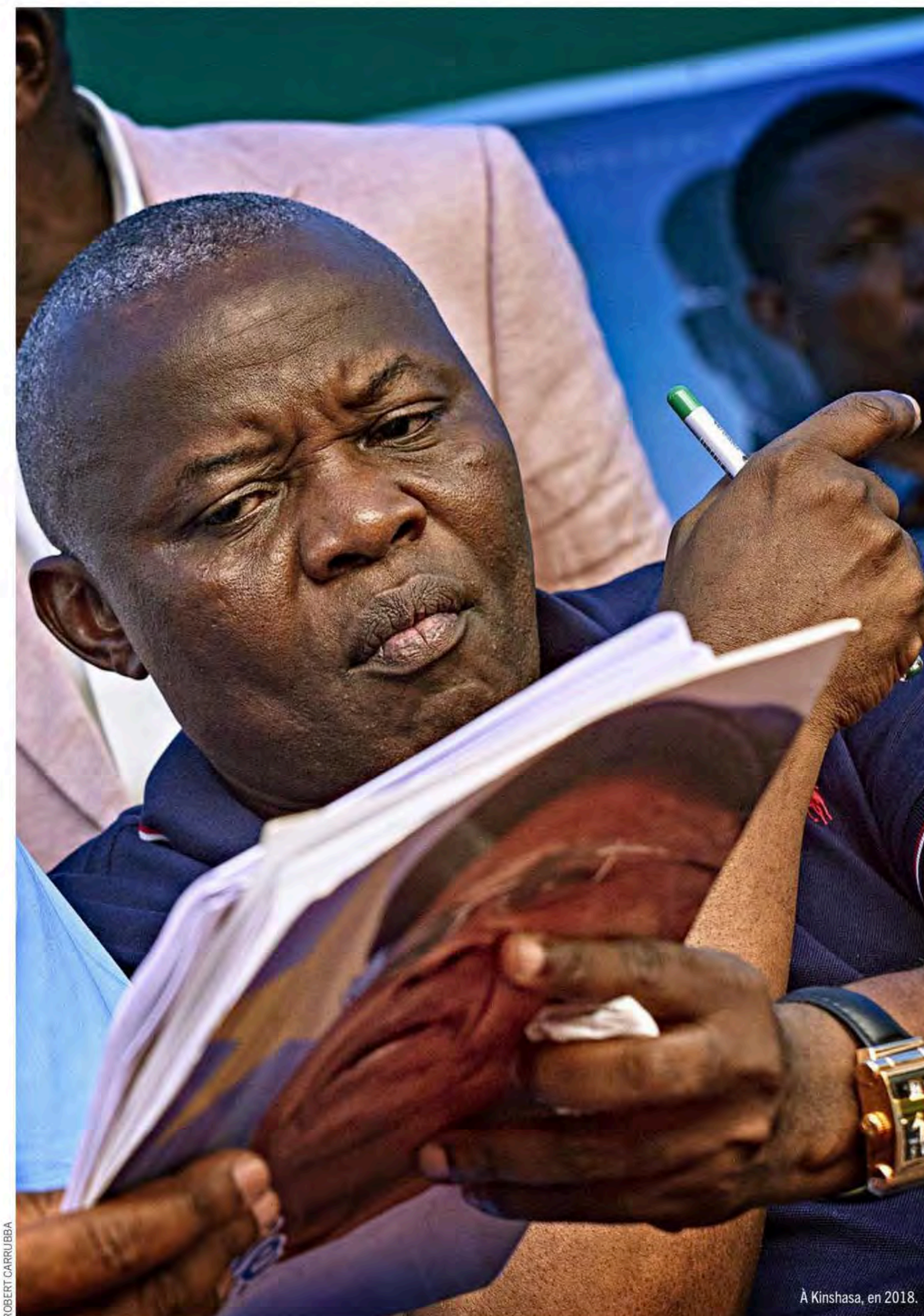
> **Entre « VK » et le chef de l'État, la rupture n'a jamais été réellement consommée.**

« Indéfectible loyauté »

Mais Kamerhe ne fait pas l'unanimité. Au sein d'une Union sacrée où les intérêts de chacun sont parfois difficilement conciliables, son retour éventuel n'est pas vu d'un bon œil par les alliés du président. « Le problème, avec Kamerhe, c'est que l'on doute tout le temps de sa fidélité », tacle l'un des pontes de l'Union sacrée. L'entourage de l'intéressé conteste cette image d'homme versatile qui lui colle à la peau et met en avant « l'indéfectible loyauté » dont il a fait preuve à l'égard du chef de l'État, malgré la procédure judiciaire dont il a fait l'objet.

Entre Kamerhe et Tshisekedi, la rupture n'a jamais été réellement consommée. Il y a certes eu un jeu de chaises musicales au sein du cabinet après l'incarcération de « VK », lequel a conduit à la marginalisation de plusieurs proches du patron de l'UNC. Il y a aussi eu les menaces du parti, qui s'est dit prêt à suspendre sa participation aux institutions après la condamnation de son président en appel.

Mais Kamerhe a continué à plaider l'apaisement →



ROBERT CARRUBBA

À Kinshasa, en 2018.

→ discrètement. « Il ne faut pas oublier qu'il avait appelé au calme au moment de son arrestation. Il n'a jamais eu la volonté d'entrer en conflit avec Tshisekedi », glisse un élu de l'UNC. Même l'entourage du président reconnaît que l'attitude de l'ancien « dircab » depuis son incarcération a joué en sa faveur. « Il ne s'est pas inscrit dans une logique vindicative », souligne-t-on au palais. « Kamerhe avait suffisamment d'expérience pour savoir qu'il fallait maintenir un dialogue avec le sommet de l'État », commente pour sa part un diplomate en poste dans la capitale.

Les autorités n'y ont pas été insensibles. Lors du remaniement qui a suivi la rupture entre Tshisekedi et son prédécesseur, Joseph Kabila, l'UNC et ses quinze députés ont réussi à obtenir cinq ministères dans le gouvernement de Sama Lukonde Kyenge. Deux de plus que le parti de Jean-Pierre Bemba, qui compte pourtant deux fois plus de députés.

« C'est quelqu'un de sérieux, de correct. Je suis convaincu qu'il jouera à nouveau un rôle dans ce pays. »

« Il ne faut pas oublier que nous avons un accord avec le président Tshisekedi, celui conclu à Nairobi. Certains gestes, comme ce remaniement, nous ont montré qu'il y accordait encore de l'importance », affirme un proche de Kamerhe. Selon cette source, certains termes de l'arrangement en question, qui prévoyait notamment que la primature serait confiée au patron de l'UNC, vont être renégociés.

Kamerhe a aussi veillé à maintenir un canal de discussion avec le chef de l'État, directement ou par le biais de collaborateurs, comme Pacifique Kahasha. Chargé de mission à la présidence, celui-ci a suivi de près les négociations concernant l'ancien directeur de cabinet. Si bien que, le 30 juin 2021, dans une interview donnée quatorze jours après la condamnation en appel de l'intéressé, Félix Tshisekedi a déclaré : « Vital Kamerhe est non seulement quelqu'un de sérieux, de correct, mais c'est en plus quelqu'un dont la République a besoin. Je suis convaincu qu'il jouera à nouveau un rôle dans ce pays. »

Natif du Sud-Kivu

Pour Félix Tshisekedi, un retour aux affaires de Kamerhe revêtirait un intérêt stratégique. Lui qui a fait du retour de la paix dans l'Est l'une de ses priorités travaille désormais au bilan qu'il présentera en 2023 pour décrocher ce second mandat qu'il a admis convoiter. Car, malgré l'instauration de l'état de siège ou l'intervention menée conjointement avec l'armée ougandaise, son bilan sécuritaire demeure maigre. Les députés provinciaux du Nord-Kivu ne lui ont-ils pas adressé un mémo dans lequel ils dénoncent un état de siège plus « politico-médiatique qu'opérationnel » ? Les élus du Parlement n'hésitent plus à s'exprimer contre le renouvellement de cette mesure, et la population des provinces concernées se montre de plus en plus critique.

Dans ce contexte, la voix d'un Vital Kamerhe, natif du Sud-Kivu et dont l'influence s'étend dans tout l'Est, peut se révéler précieuse. Suffisante pour contrer l'opposition, qui cherchera à tirer profit du bilan mitigé de Félix Tshisekedi aux frontières orientales de la RDC ? Possible. Mais son éventuelle libération aurait indéniablement un coût politique. Car le procès des cent jours, qui a abouti à sa condamnation, devait être la concrétisation d'une autre promesse – très médiatisée – de Félix Tshisekedi : celle de lutter contre la corruption. ●

Romain Gras



Tiémoko Meyliet Koné
Proche du chef de l'État ivoirien, qu'il connaît depuis de longues années, le gouverneur de la BCEAO a été nommé vice-président de la République.



Nasser Bourita
Madrid a validé le plan d'autonomie proposé par le Maroc pour le Sahara. Un revirement dont le ministre marocain des Affaires étrangères a été l'un des artisans.



Blaise Compaoré
En exil depuis sa chute, l'ancien président burkinabè a été condamné à la prison à perpétuité pour l'assassinat de Thomas Sankara.



Ibrahima Kassory Fofana
Tout juste porté à la tête de l'ancien parti au pouvoir en Guinée, le dernier Premier ministre d'Alpha Condé a été arrêté et accusé de détournement de fonds publics.

VINCENT FOURNIER/JA ; ALEXANDRE DUPEYRON POUR JA ; GOUHIER NICOLAS/ABACA ; LI YAN/CHINE NOUVELLE/SIPA

UBA
United Bank for Africa



Nous savons nous y prendre en matière de finance en Afrique

United Bank for Africa Plc est une institution financière panafricaine de premier plan qui offre des services bancaires à plus de 21 millions de clients à travers plus de 1000 agences et points de contact client, dans 20 pays en Afrique. Implantée aux USA, au Royaume-Uni et en France, UBA met en relation les particuliers et les entreprises à travers l'Afrique grâce à des offres de services bancaires aux particuliers, aux commerces et aux entreprises (petites et grandes), ainsi qu'à travers les paiements et transferts d'argent transfrontaliers innovants, le financement du commerce et autres services financiers connexes.



www.ubagroup.com | Afrique, États-Unis, Royaume-Uni, France
Africa's Global Bank

Ketanji Onyika Brown Jackson

Le 7 avril, le Sénat des États-Unis a confirmé le choix de Joe Biden : cette brillante magistrate sera la première Noire à siéger à la Cour suprême.

1 Harvard

Née le 14 septembre 1970 à Washington, Ketanji Onyika Brown Jackson a passé son enfance à Miami, en Floride. En 1996, elle sort diplômée de l'école de droit de Harvard, où sont passés avant elle Barack et Michelle Obama. Elle a deux filles.

2 Africanité

Descendants d'esclaves, ses parents ont toujours revendiqué leur africanité. Ils ont tenu à lui donner un prénom d'origine nigériane, même s'ils étaient conscients que porter un nom à consonance africaine pouvait être un handicap aux États-Unis, notamment dans la sphère professionnelle.

3 Diversité

La confirmation de sa nomination à la Cour suprême, par 53 voix contre 47 au Sénat, est une première pour une juge noire. Si cette nomination symbolise la diversité, ce choix ne va cependant pas changer l'orientation idéologique de la plus haute juridiction des États-Unis. Celle-ci demeure conservatrice : les républicains y comptent six juges, contre trois pour les démocrates.

4 Promesse

Sa désignation correspond à une promesse de campagne de Joe Biden. Le président a saisi l'occasion du départ à la retraite du juge Stephen Breyer pour tenir parole.

5 Manœuvre politique

La nomination de Ketanji Onyika Brown Jackson est un « coup » stratégique. Pour espérer remporter les élections de mi-mandat, en novembre, Joe Biden doit soigner sa cote de popularité auprès de l'électorat africain-américain, traditionnellement acquis aux démocrates.

6 Attaques

Lors de ses auditions devant le Sénat, la magistrate a fait l'objet d'attaques virulentes de la part des élus républicains. Le très conservateur Ted Cruz, sénateur du Texas, l'a accusée d'avoir « milité pour les prédateurs sexuels ». Trois républicains « modérés », parmi lesquels l'ancien candidat à la présidence Mitt Romney, se sont distingués en votant en sa faveur.

7 Irréprochable

Son parcours s'est fait sans heurts. En 2003, elle intègre la commission bipartite des États-Unis, où elle travaille sur le sujet de « la détermination des peines ». À partir de 2005, elle est l'assistante du défenseur public fédéral, à Washington. Sa carrière décolle véritablement en 2012, quand le président Obama la nomme juge fédérale dans la capitale.

8 Guantánamo

En tant qu'assistante du défenseur public fédéral, elle a eu à plaider pour certains détenus de Guantánamo, peu après les attentats du 11 septembre 2001. Lors des auditions préalables à la confirmation de sa nomination à la Cour suprême, ses détracteurs lui ont reproché d'avoir défendu des « combattants ennemis ». Elle leur a rétorqué que n'importe quel individu avait droit à la meilleure défense possible.

9 Anti-Trump

Juge au tribunal fédéral de Washington, elle a été plusieurs fois amenée à statuer contre l'administration Trump. En 2019, alors que le président, menacé de destitution, contestait la comparution de l'un de ses proches devant le Congrès, elle a rejeté la requête et a rappelé au camp Trump qu'« il [ressortait] de l'histoire américaine que les présidents [n'étaient] pas des rois ».

10 Famille

Elle est parente par alliance avec le républicain Paul Ryan, ancien président de la Chambre des représentants. « Nos idées politiques peuvent différer, mais l'intelligence, le caractère et l'intégrité de Ketanji ne font pour moi aucun doute », a-t-il écrit sur Twitter. ●

Fatoumata Diallo



2020 THE PRESIDENT AND FELLOWS OF HARVARD COLLEGE

PLUS DE 40 DESTINATIONS VERS L'AFRIQUE AU DÉPART DE PARIS.



AIRFRANCE

Kaïs Saïed
– 64 ans –

ATOUT
Le président bénéficie encore d'un large soutien populaire, plusieurs mois après son coup de force du 25 juillet 2021.

HANDICAP
Il subit la pression des instances internationales et des États-Unis, qui lui reprochent d'avoir écarté la Tunisie de la voie démocratique.



NICOLAS FAUQUÉ

VS



ONS ABID

Rached Ghannouchi
– 80 ans –

ATOUT
Il est le chef du parti le mieux structuré du pays et peut compter sur des appuis à l'étranger.

HANDICAP
Honni de nombreux Tunisiens, le chef islamiste incarne l'échec de la transition démocratique de ces dix dernières années.

Tunisie Conflit de légitimité

L'un est président de la République, l'autre chef d'une Assemblée dissoute par le premier. Ils se sont engagés dans un bras de fer dont l'issue devrait décider de leur avenir politique.

Le 9 avril 2012, lorsque plusieurs centaines de manifestants descendent l'avenue Habib-Bourguiba pour défendre les libertés, ils sont brutalement réprimés par les forces de l'ordre, avec l'aval d'Ennahdha, alors à peine arrivée au pouvoir. Dix ans plus tard, au même endroit, c'est au tour du parti islamiste de donner de la voix après la dissolution du Parlement décidée par Kaïs Saïed le 30 mars. Pour certains, la situation n'est qu'un juste retour des choses : après avoir fait la pluie et le beau temps pendant une décennie, Ennahdha est aujourd'hui mise au ban.

Tout tient essentiellement à un bras de fer entre deux hommes : l'un, Kaïs Saïed, est président de la République, l'autre, Rached Ghannouchi, est à la tête de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), dissoute par la volonté du premier. Chacun se prévaut d'une légitimité électorale et puise ses arguments dans les textes constitutionnels, estimant, en somme, qu'il est le chef et qu'il agit au nom du peuple. L'inimitié entre le patron d'Ennahdha et le chef de l'État est telle que ce dernier a tout tenté pour écarter celui qu'il perçoit comme un obstacle à son projet politique de gouvernance par la base.

Camouflet public

Dès le 25 juillet 2021, Saïed s'arroge l'essentiel des pouvoirs et gèle le Parlement, selon une interprétation très libre de la Constitution. Ghannouchi, dès lors, se voit privé de sa principale tribune. Devant le portail de l'hémicycle, dans la nuit du 25 juillet, un soldat lui interdit l'accès à la coupole. L'image, symbolique s'il en est, signe une défaite personnelle de Ghannouchi. Un camouflet public. Touché mais pas coulé, ce vieux briscard de la politique se tait, observe et patiente. Jusqu'au 30 mars, date à laquelle il tient une plénière à distance en indiquant que l'article 80, activé par Saïed pour suspendre l'ARP, permet également à cette dernière de rester en session permanente. Ce jour-là, une majorité de députés votent la levée des mesures exceptionnelles décidées par le président.

Une véritable provocation pour le locataire de Carthage, qui décide de dissoudre l'ARP. Une initiative qui profite à Ghannouchi, puisqu'elle force Saïed à assumer l'exercice solitaire du pouvoir et apporte de l'eau au moulin de ceux qui l'accusent d'avoir conduit un coup d'État. Saïed a pourtant largement bénéficié du rejet général des islamistes, principal ressort du soutien populaire que recueillent ses décisions. Sans directement les citer, il utilise la forme passive ou des métaphores pour désigner ceux qu'il accuse d'agir dans l'ombre, d'ourdir les pires projets et de comploter contre le pays. L'affaire du nahdhaoui Noureddine Bhiri, ex-ministre de la Justice placé en résidence surveillée sur des critères légaux obscurs, puis libéré le 7 mars, a d'ailleurs suscité fort peu de réactions au sein de l'opinion, signe que beaucoup ne tiendront pas rigueur au président de sévir avec les islamistes. Le clivage entre Saïed et Ennahdha est pourtant à bien des égards contre-nature.

Depuis 2011, le futur président a plus d'une fois montré que ses idées conservatrices étaient tout à fait compatibles avec celles d'Ennahdha. Il est même régulièrement consulté par le parti islamiste sur des points constitutionnels. Et son accession au pouvoir, en 2019, n'a pas été perçue comme une menace par Ennahdha. Des idées communes mais aussi un rejet de la figure tutélaire de Bourguiba, fondateur de la Tunisie moderne, auront suffi à créer des liens. Tout naturellement, Ennahdha participera au triomphe électoral de Kaïs Saïed en lui apportant près de 1 million de voix au second tour de la présidentielle de 2019.

> **Aucun des deux hommes n'envisage que l'avenir du pays puisse s'écrire sans lui.**

Carthage persiste et signe

La plupart des partis s'attendaient à un quinquennat consacré à la mise en place des structures constitutionnelles manquantes et à la poursuite du travail législatif. Il n'en a rien été : Saïed prend ombrage de l'influence de Ghannouchi et apprécie peu les rencontres régulières entre le président de l'ARP et des partenaires étrangers, qu'il interprète comme autant d'empiètements sur ses prérogatives en matière de politique extérieure. Mais il reproche surtout à Ghannouchi d'avoir placé sous sa coupe l'ancien chef du gouvernement Hichem Mechichi, qu'il a pourtant personnellement choisi. Au fil des mois, les liens se distendent. La crise institutionnelle s'installe.

Pendant près de dix-huit mois, la présidence, laquelle semble temporiser, prépare la première phase d'une offensive qui a totalement changé la trajectoire du pays. Au point de susciter la réprobation de la communauté internationale, qui reproche à Saïed de s'être écarté de la voie démocratique. Mais le président persiste et signe, sûr de la légitimité de ses décisions. En face, Ghannouchi continue de dénoncer les poursuites engagées par le parquet contre les anciens députés pour « atteinte à la sûreté de l'État ». À la légitimité populaire dont se prévaut le chef de l'État, le patron d'Ennahdha oppose la légitimité parlementaire, dans un pays où système présidentiel a souvent rimé avec pouvoir personnel. Une chose est sûre : aucun des deux hommes n'envisage que l'avenir de la Tunisie puisse s'écrire sans lui. ●

Frida Dahmani, à Tunis

Je me suis rendu à Kidal

Moussa Mara


JEAN-MARC PAU POUR JA

Le 17 mai 2014, malgré toutes les voix qui tentent de l'en dissuader, le Premier ministre se rend dans la ville du Nord, sous contrôle des rebelles. Et assiste à un bain de sang.

Ce samedi 17 mai 2014, malgré les mises en garde de la communauté internationale, qui m'avait fortement déconseillé de me rendre à Kidal, mon hélicoptère s'est posé sur la base de la Mission des Nations unies au Mali (Minusma). Nous n'étions vraiment pas en terrain conquis. La ville du Nord était une enclave occupée par les rebelles indépendantistes du HCUA et du MNLA.

Dès notre arrivée, l'accueil fut glacial. Les membres de la mission onusienne me voyaient comme un jeune homme impétueux. Vu la situation sécuritaire, je leur ai demandé de mettre à ma disposition des véhicules blindés. Contre toute attente, la Minusma s'y est opposée.

J'étais consterné. J'ai alors demandé au gouverneur de Kidal de me prêter son véhicule, une Toyota Prado ; et à l'armée, des pick-up BJ pour les ministres qui m'accompagnaient. Enfin, escortés par une centaine de militaires, nous avons pris la direction du camp des Fama. Il était environ 13 heures. Durant notre trajet, deux hélicoptères de l'armée française se sont mis à graviter au-dessus de nous. Les Français ont prétendu que c'était pour assurer notre sécurité, mais j'étais sûr que c'était surtout pour nous surveiller.

Plus nous approchions du camp des Fama, plus des déflagrations et des tirs se faisaient entendre. La situation devenait de plus en plus pesante. Les deux sentinelles qui assuraient la surveillance du camp se sont écroulées devant nous. L'une était grièvement blessée, l'autre est décédée sur le coup.

Vers 15 heures, nous avons pris la direction du gouvernorat. Nous roulions sous des rafales de tirs. Le général Mahamane Touré, chef d'état-major général de l'armée, a alors appelé, furieux, le chef de l'opération Serval : « Vous avez deux hélicoptères Apache au-dessus de nos têtes. Nous vous demandons de faire cesser les tirs », ordonna-t-il. La France n'a pas bougé et a même accusé l'armée malienne d'être à l'origine de ces tirs.

Peu de temps après, les rebelles ont tiré à bout portant sur les préfets, les sous-préfets et les membres de la société civile qui étaient encore sur place. Ils ont fait un carnage.

> **La France n'a pas bougé et a même accusé l'armée malienne d'être à l'origine des tirs.**

« Les rebelles ont déclaré la guerre au Mali », ai-je dénoncé sur les antennes de RFI. Il fallait passer à l'offensive.

Désillusion et cauchemar

J'ai dû passer la nuit sur place, coincé dans une tempête de sable. Dès le lendemain, à mon retour à Bamako, le président, le ministre de la Défense, Soumeylou Boubèye Maïga (SBM), et moi avons décidé d'envoyer un millier de militaires à Kidal.

Mais, le mercredi 21 mai, tout a dégénéré. Alors que nous étions en Conseil des ministres, nous avons appris que l'armée était passée à l'offensive sans aucun aval politique. Le président a décidé d'ordonner un cessez-le-feu, mais SBM et moi avons choisi de ne pas obéir : le combat devait se poursuivre. Il nous semblait que nous étions en position de force.

Une heure plus tard, IBK m'a pris à part : « Nous sommes en train de perdre », m'a-t-il dit. C'était la désillusion. Que s'était-il passé ? « Il y a une cinquantaine de morts dans nos rangs, une trentaine d'otages », m'informe SBM.

Il est 15 heures, je vais voir le président pour le prévenir. « Nous avons perdu », ai-je répété à IBK. Il me confie alors qu'il va présenter sa démission : « J'ai promis aux Maliens de leur ramener l'honneur, aujourd'hui je leur offre la défaite », dit-il. Il ne l'a pas fait. Cette journée était un cauchemar, mais, aujourd'hui encore, je ne regrette rien. ●

Propos recueillis par Fatoumata Diallo



ABIDJAN
13 & 14 JUIN 2022

RE CONNECT
BOOT
SHAPE



INSCRIPTION
www.theafricaceoforum.com

CO HOST



ORGANISER
JEUNE AFRIQUE MEDIA GROUP

MAIN SPONSOR
BUA GROUP

INSTITUTIONAL PARTNERS

DIAMOND



GOLD



PARTNERS



AWARDS



GALA DINNER



INTERNATIONAL OFFICIAL CARRIER



REGISTRATION PARTNER



Romuald Hazoumè

« Il faut arrêter avec le mythe de l'eldorado européen »

« Ni donneur de leçons ni écologiste », le plasticien béninois porte néanmoins un regard acéré sur ses contemporains, qu'il invite à faire preuve de courage et d'indépendance.

Jeune Afrique : La présidentielle française a été marquée par une percée de l'extrême droite chez les Français vivant en Afrique. Êtes-vous surpris ?

Romuald Hazoumè : Rien ne m'étonne en ce moment. Mais les Africains doivent prendre conscience que le mieux est de rester chez soi. Nous devons développer nos pays et ne plus penser que la solution se trouve dans l'émigration vers l'Occident. Il faut arrêter avec le mythe de l'eldorado européen. On peut réussir en Afrique.

Le Mali, la Guinée et le Burkina Faso sont dirigés par des juntes. Sont-elles une panacée face à la défaillance des États ?

Au Bénin, entre 1960 et 1972, nous avons connu une dizaine de coups d'État. Pour nous amener où ? Nulle part. C'est un éternel recommencement. Aujourd'hui encore, nous assistons à des coups d'État. Personne n'a tiré les leçons des expériences passées.

L'Afrique doit-elle jouer un rôle de médiatrice entre la Russie et l'Ukraine ?

Vouloir jouer un rôle d'arbitre ou de facilitateur, c'est se mettre le doigt dans l'œil et c'est une mauvaise idée. La priorité pour nous, Africains, c'est de développer nos pays, de ne plus être dépendants ni des États-Unis ni de la Russie. Nous en avons les moyens. Nous sommes le continent le plus riche du monde. Mais nous nous questionnons encore sur le bloc derrière lequel il faudrait se ranger.

Le Giec sort un nouveau rapport alarmant. L'usage du plastique comme matière première pour vos œuvres est-il dicté par des considérations écologiques ?

Pas forcément. Le plastique s'est imposé à moi parce que, dans l'environnement dans lequel je vivais, il y avait des bidons d'essence à chaque coin de rue. Je ne suis ni un donneur de leçons ni un écologiste. Mon travail est simplement une lecture de la manière dont les Africains vivent.

Le Bénin expose les œuvres restituées par la France. Il y a quatre ans, vous étiez opposé à leur restitution. Votre position a-t-elle évolué ?

Je n'ai pas changé d'avis, mais ma position a été incomprise. Je participe d'ailleurs à l'exposition organisée par le gouvernement, qui a mis la barre très haut. Aujourd'hui, il y a un respect et une mise en valeur de l'art et du patrimoine. C'est très bien. Mais que se passera-t-il lorsque Patrice Talon quittera le pouvoir ? Ces œuvres seront-elles préservées ? C'est en raison de toutes ces incertitudes que je suis contre. Mais en réalité, c'est par peur de les perdre une seconde fois. ●

Propos recueillis par Mawunyo Hermann Boko


FONDATION LOUIS VUITTON / MARTIN RAPHAËL MARTIQ





Partenaire de votre succès
www.ib-bank Suivez-nous sur


INTERNATIONAL BUSINESS BANK



Escale à Kigali

La mesure ressemble à une règle du jeu de Monopoly, où l'obtention de certains scores aux dés peut vous propulser vers des cases bien plus éloignées que ne le suggère le nombre de points obtenus. Pour avoir tenté une traversée de la Manche d'une quarantaine de kilomètres, des demandeurs d'asile partis de France pourraient se retrouver à 6592 kilomètres de la destination souhaitée. C'est en effet au Rwanda que le gouvernement britannique pourrait expédier certains demandeurs d'asile. Kigali deviendrait alors une sorte de zone de transit.

La mesure peut paraître surréaliste. Mais depuis 2019, en accord avec l'Union européenne et l'ONU, le Rwanda accueille déjà près de 1000 demandeurs d'asile qui, eux, n'ont pas réussi à quitter le continent africain. Bloqués en Libye, ceux-ci sont « téléportés » au camp de transit de Gashora, où ils sont notamment pris en charge par l'agence des Nations unies pour les réfugiés, dans l'attente du traitement de leur demande d'émigration en Europe.

Hommes célibataires

Soucieux de ménager la chèvre de la Francophonie et le chou du Commonwealth, Paul Kagame entend décliner le principe, cette fois, avec le Royaume-Uni « brexité ». Si certains observateurs pensent irréalisable le transfert massif de demandeurs d'asile vers le Rwanda – le Premier ministre britannique évoque des « dizaines de milliers de personnes » concernées pour près de 145 millions d'euros –, le pari est peut-être d'abord dissuasif, certains obstacles juridiques étant, de toute façon, susceptibles de gripper le projet.

Bluff ou pas, les intervenants du secteur des réfugiés expriment des inquiétudes quant à la situation des droits humains au Rwanda. Boris Johnson rétorque que seuls les hommes célibataires seraient concernés par le voyage vers Kigali et que cette expédition vaudrait de toute façon bien mieux que la traite des êtres humains perpétrée par « d'ignobles passeurs » qui transforment la mer en un « cimetière aquatique ».

De son côté, le Rwanda affirme que les demandeurs d'asile auraient droit à un logement décent, « à une protection totale en vertu de la législation rwandaise, à l'égalité d'accès à l'emploi, à l'inscription aux services de santé et aux services sociaux » et même à une procédure d'asile alternative. En 2022, 28526 personnes ont traversé la Manche à bord de petits bateaux. ●

Damien Glez

AFIS
AFRICA FINANCIAL INDUSTRY SUMMIT
2 0 2 2
SAVE THE DATE
28 & 29 novembre 2022
Lomé Togo
www.afis.africa
FOUNDER


ORGANISER


CO-HOST


Ports L'après-Bolloré a commencé

C'en est donc fini, ou presque, de « Bolloré l'Africain ». Le 31 mars, le milliardaire français, qui a constitué une grande partie de sa fortune en se lançant dans le commerce du bois sur le continent, puis en devenant l'un des acteurs majeurs du secteur de la logistique, a cédé l'essentiel des activités africaines du groupe qu'il dirige à Mediterranean Shipping Company (MSC) pour la modique somme de 5,7 milliards d'euros.

En octobre 2021, l'annonce par Bolloré Transport & Logistics (BTL) – plus connu sous le nom de Bolloré Africa Logistics (BAL) – de son intention de céder ses actifs avait aiguisé les appétits de ses principaux concurrents. Vincent Bolloré, dont le groupe a été condamné au Togo à une amende de 12 millions d'euros en février 2021 pour « corruption », en a-t-il eu assez de faire face aux procédures judiciaires engagées contre lui ?

Lutte acharnée

Plus prosaïquement, le groupe, qui réalise désormais 80 % de son chiffre d'affaires dans le secteur des médias, a voulu concentrer ses activités, à l'heure où la concurrence internationale monte en puissance. Car si Bolloré lâche ses ports, il conservera un pied en Afrique avec ses activités dans les médias (Canal+) et la communication (Havas).

La bataille a été rude pour mettre la main sur les seize terminaux portuaires, les trois lignes ferroviaires et le réseau logistique détenus par le groupe français. Maersk, CMA-CGM et MSC étaient sur les rangs. C'est finalement le géant italo-suisse dirigé par l'homme d'affaires Gianluigi Aponte qui l'a emporté. Et la conclusion de ce « deal » rebat les cartes du secteur au-delà du continent. En intégrant les actifs de BAL, MSC se hisse en effet à la première place mondiale. Et rend son slogan plus concret encore : « La terre couvre un tiers de la surface terrestre, nous couvrons le reste. » ●

Arthur Beaubois-Jude

Offre de rachat à **5,7 milliards d'euros**

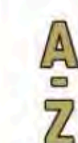
Les raisons de la vente


Investissements trop importants


Concurrence internationale grandissante


Scandales de corruption au Togo et en Guinée *(amende de 12 millions d'euros)*


Bonne entente entre la famille Bolloré (BAL) et la famille Aponte (MSC)



La stratégie de contrôle de la chaîne logistique de bout en bout opérée par MSC a pour volonté d'offrir des services de livraison de « porte à porte » entre le producteur et le consommateur

Que va-t-il rester de Bolloré en Afrique ?

Les médias avec



Qui édite des chaînes et distribue des bouquets pour l'Afrique

et



Acteur majeur de la télévision payante en Afrique anglophone, dont Vivendi est le premier actionnaire, à 15,37%

Investissements dans…

Les télécoms avec



Spécialiste de la fibre optique à domicile et futur relais de croissance de Bolloré en Afrique

Le conseil et la communication avec

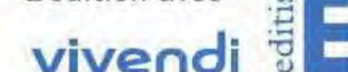


Le divertissement avec la construction de complexes culturels avec



18 salles de cinéma et de spectacle dans 12 pays
Niger, Bénin, Burkina Faso, Guinée, Togo, Madagascar, Sénégal, Nigeria, Cameroun, Gabon, Congo, Rwanda

L'édition avec



La Mediterranean Shipping Company (MSC), mastodonte en devenir de la logistique en Afrique

80 % des marchandises qui entrent et sortent du continent africain transitent par les ports
Selon David Elbez, directeur des investissements Afrique de TIL
Source : letemps.ch

Bolloré Africa Logistics

Réseau de **250** filiales
21 000 collaborateurs
Présence dans **47** pays d'Afrique

Groupe MSC : Medlog + TIL

630 camions et **850** remorques
30 entrepôts (en Afrique de l'Ouest)
8 000 collaborateurs

Tanger, Casablanca, Alexandrie, Port-Saïd, Dakar, Conakry, Freetown, Monrovia, San Pedro, Abidjan, Tema, Lomé, Cotonou, Lagos, Lekki, Onne, Kribi, Libreville-Owendo, Pointe-Noire, Luanda, Namibe, Moroni

Exploitation de terminaux à conteneurs et rouliers
- Bolloré Africa Logistics (BAL)
- Terminal Investment Limited (TIL) (groupe MSC)
- APM Terminals (groupe Maersk)
- CMA CGM
- Corridors exploités par BAL
- Concessions ferroviaires exploitées par BAL
- Voies navigables exploitées par BAL

MSC *vs* Maersk *vs* CMA CGM : le match mondial des géants du transport maritime



Indice mondial des conteneurs
Évaluation hebdomadaire des taux de fret



Les trois champions mondiaux

Les bénéfices record rendent possibles de grands investissements dans les ports et dans la logistique


Grâce à ces terminaux "maison", nous sommes en mesure d'accorder la priorité à certains navires lorsque cela est nécessaire, ce qui nous donne une meilleure maîtrise de la chaîne d'approvisionnement.

Communiqué MSC

*Équivalent vingt pieds (TEU en anglais : twenty-foot equivalent unit) : unité de mesure pour exprimer une capacité de transport en multiples du volume standard occupé par un conteneur 20 pieds (6 m).

Sources : Jeune Afrique, Groupe Bolloré, Alphaliner, Drewry Supply Chain Advisors



François Soudan
Pouvoirs sexuellement transmissibles

L'Afrique des idées reçues regorge d'aphorismes auxquels il convient de tordre le cou. Qu'ils soient le produit de libations coloniales ou de dictons apocryphes, aucun ne correspond vraiment à la réalité mais tous ont valeur de sentence auprès de ceux – politiciens, journalistes, « développeurs » – qui, une fois qu'ils les ont énoncés, croient avoir tout expliqué. Ainsi en va-t-il du célébrissime « Il ne peut y avoir deux crocodiles mâles dans un même marigot », répété ad nauseam pour signifier que, dans la culture africaine, il ne saurait y avoir d'autre pouvoir que le pouvoir d'un seul – et cela depuis la nuit des temps. Problème : rien n'est plus faux. Les sociétés et les royaumes précoloniaux abondaient en contre-pouvoirs, conseils de notables et assemblées consultatives diverses, au point parfois – notamment en Afrique centrale – de friser l'« acéphalie ». Ce n'est donc pas à une pseudo tradition mais au Blanc, au colon, que l'on doit l'autonomisation de la figure du « chef africain », maillon essentiel de l'administration coloniale pour lever les impôts, imposer le travail forcé et recruter les tirailleurs. Ce dicton des deux crocodiles qu'affectionnait tant Jacques Chirac n'a rien à voir avec les profondeurs de la culture africaine, même si nombre d'autocrates du continent se sont plu à le faire croire – pour d'évidentes raisons – à leurs visiteurs étrangers.

Autre pseudo proverbe immédiatement dégainé dès qu'est abordé le sujet brûlant de la corruption : « La chèvre broute là où elle est attachée. » En d'autres termes : du petit flic « mange-mille » au président dilapidateur en passant par le ministre glouton, chacun rançonne, gaspille ou détourne en fonction de ses possibilités. Plus la corde est longue, plus le pâturage est abondant. Là aussi, attention à l'effet de loupe : beaucoup de ceux qui protestent contre ce phénomène, hurlent à l'État voleur et dénoncent les larcins de cette espèce très commune de ruminant ne reprochent pas en réalité à la chèvre de brouter, mais de brouter seule. Ce sont la voracité solitaire et le déficit de redistribution qui sont ici fustigés, jusqu'au sein des familles. En Afrique centrale, dans les deux Congos, la quasi-totalité des dénonciations pour faits de corruption ou d'enrichissement illicite proviennent de proches parents, comme si voir l'un des siens « réussir » et progresser seul vers la table du banquet était insupportable.

Sorcellerie

Idée reçue encore que celle – très politiquement correcte – qui consiste à faire croire que le tribalisme est une vieille lune éteinte par les slogans sur l'État, la nation et l'entrée dans la mondialisation. La réalité est différente : se tenir à l'abri des miasmes de l'autochtonie, de l'exclusivisme religieux ou de la stigmatisation des « castés » – encore très présente dans l'univers social et politique d'Afrique de l'Ouest – est d'autant plus difficile que beaucoup de pouvoirs en place reposent toujours sur une asymétrie ethnique. Le tribalisme, tout comme le rôle joué par le monde de l'invisible et de la sorcellerie, relève du tabou, et le fait d'exposer ce dessous des cartes vaut à ceux qui s'y aventurent bien des procès en impureté idéologique. Et pourtant, ce produit des politiques identitaires pratiquées par les puissances coloniales demeure une clé essentielle. Comment comprendre, par exemple, les enjeux des élections générales d'août prochain en Angola sans tenir compte du clivage à la fois social et racialisé hérité des Portugais entre élites côtières et élites de l'hinterland ? Comment expliquer la persistance en Côte d'Ivoire du sentiment d'ivoirité porté simultanément par Henri Konan Bédié et Laurent Gbagbo sans faire référence aux années 1930, quand apparurent les premières associations nationalistes et xénophobes en réaction aux migrations venues du Nord induites par la colonisation ? Déjà largement amorcé depuis un demi-siècle, ce mouvement démographique fut, on le sait, accentué par la grande sécheresse sahélienne des années 1970. Le climat, cet autre acteur occulté de la scène politique africaine, a déséquilibré le substrat ivoirien, tout comme la descente du Sahara vers le Sud de plusieurs centaines de kilomètres a eu, sur le développement du jihadisme au Sahel, un effet catalysant autant si ce n'est plus important que la faillite de l'État malien et la malgouvernance, en exacerbant les conflits fonciers entre pasteurs peuls et agriculteurs bambaras.



Ce que l'on reproche à la chèvre, ce n'est pas de brouter là où elle est attachée. Mais de brouter seule.

Wokisme

Stéréotype aussi que cette obsession paralysante de la responsabilité coloniale dans tous les déboires de l'Afrique contemporaine, encore largement présente chez beaucoup d'intellectuels du continent, instrumentalisée par nombre de pouvoirs en place et remise au goût du jour par les adeptes du wokisme dans les universités occidentales. Là aussi, l'effet de loupe joue à plein : le colonialisme européen fut certes destructeur et globalement criminel, semant les germes du génocide au Rwanda et noyant dans le sang les insurrections en Algérie, au Cameroun, au Kenya, à Madagascar et partout ailleurs. Mais ce fut un colonialisme éphémère – soixante ans, en Afrique subsaharienne – limité dans ses moyens et économiquement impotent. Les « empires » français, britannique et portugais furent en réalité des empires au rabais, et si colonisation des esprits il y eut, force est de constater qu'elle s'accomplit surtout post mortem, via son appropriation paradoxale par des militants « décoloniaux ». Ainsi en va-t-il de l'hystérisation francophobe des leaders d'opinion afro-souverainistes, à l'œuvre de Dakar à Bangui en passant par Bamako, ou du tragique syndrome de dépendance et d'impuissance incarné par ceux qui, à la veille du second tour de la présidentielle française, appelaient à voter pour Marine Le Pen, persuadés qu'un changement de locataire à l'Élysée signifierait ipso facto un changement de pouvoir dans leur pays d'origine. Cette surévaluation systématique du rôle de la France en Afrique, dont le jumeau maléfique est la percée du vote en faveur d'Éric Zemmour chez les Français résidant sur le continent, est inversement proportionnelle à la réalité. La vieille rente de puissance de la France en Afrique est désormais épuisée, et la reculade stratégique incarnée par le retrait de l'opération Barkhane, queue d'une comète déjà éteinte en Irak et en Afghanistan, sonne la fin d'un monde. L'incapacité de Paris, mais aussi de Londres, de Bruxelles et de Washington à convaincre la majorité des États africains de les suivre dans la condamnation de l'invasion russe de l'Ukraine est significative à cet égard. Bien plus que de l'indifférence ou de l'équidistance, l'abstention des Africains à l'ONU est synonyme d'exaspération : « Vous qui prétendez tout régenter, disent-ils en substance aux vieilles puissances, Russie comprise, sachez que vos conflits, vos impasses et vos impérities, qu'il s'agisse du réchauffement climatique, de la pandémie de Covid-19 ou de la guerre en Ukraine, nous les payons au prix fort. Ne nous demandez pas en plus de les cautionner en prenant parti. » Cette opinion n'est ambiguë qu'aux yeux de ceux qui ne savent pas voir : partagée en Afrique, mais aussi en Amérique latine et en Asie, elle exprime la (re)naissance d'un Sud sur lequel les relations de domination verticale ont de moins en moins de prise.



Si la colonisation fut criminelle, elle fut aussi éphémère et économiquement impotente.

Je ne saurais conclure cette chronique, qui doit beaucoup à la lecture stimulante du dernier essai du politologue bien connu des Camerounais Jean-François Bayart (*L'Énergie de l'État*, éd. La Découverte), sans faire un sort à un dernier cliché : au grand vent de la mondialisation, l'exercice du pouvoir en Afrique serait de plus en plus conforme à la doxa et aux normes occidentales, c'est-à-dire de moins en moins clanique et de plus en plus asexué. Ce n'est (hélas ou non) pas le cas : je ne connais pas un seul État qui ne soit, à un degré ou à un autre, familial et népotique. Certes, seules trois républiques, le Gabon, le Togo et le Tchad, sont aujourd'hui dirigées par des « fils de », mais d'autres attendent leur tour dans les capitales voisines, et même si la notion de pouvoir sexuellement transmissible est de plus en plus rejetée par les populations, la « politique du ventre » (titre d'un livre presque culte du même Jean-François Bayart) au sens strict du terme a encore de beaux jours devant elle. On sait combien l'hégémonie sexuelle du mâle blanc et les hiérarchies raciales ont été consubstantielles à l'organisation des pouvoirs coloniaux. On voit aujourd'hui combien ceux qui leur ont succédé ont su lier leurs familles à leurs entreprises politiques et les lits conjugaux (ou extraconjugaux) aux fauteuils présidentiels. ●



Stéphane Ballong

Directeur adjoint de la rédaction

Le triomphe du jardinage

Les titres sont parfois trompeurs. Ainsi en va-t-il de celui-ci, qui laisse entrevoir un monde fleuri où l'on parlerait couramment taille, binage et arrosage. Ce serait bucolique et tentant. Mais c'est d'un sujet bien plus grave, au cœur des préoccupations du monde en général et de l'Afrique en particulier, dont il est question ici : la sécurité alimentaire et la manière de la garantir.

« Le triomphe du jardinage » est l'intitulé de la première partie d'un livre à succès paru en 2013 aux éditions Profile Books : *How Asia Works*. Son auteur, Joe Studwell, journaliste britannique spécialiste de l'Asie, y décrypte de manière édifiante la façon dont quatre pays d'Asie (la Chine, le Japon, la Corée du Sud et Taïwan) ont réussi à s'extraire de l'extrême pauvreté et à s'engager sur la voie de l'industrialisation en misant, notamment, sur les petites exploitations agricoles.

En ces temps où la flambée des prix des produits alimentaires fait de nouveau planer le spectre de la famine et où les discours sur la nécessité de promouvoir les produits locaux – par opposition à ceux qui sont importés – reprennent de la vigueur, l'enquête de Joe Studwell, maintes fois encensée par la presse économique internationale, nous rappelle plusieurs choses.

D'abord, dans nos pays, où les populations rurales demeurent majoritaires, l'agriculture est le secteur qui « offre la possibilité la plus immédiate d'accroître [notre] production économique ». Ensuite, et c'est là que le propos devient véritablement intéressant, parvenir à augmenter notre production n'est pas qu'une affaire d'argent, si nous nous référons aux cas des pays cités précédemment : c'est, avant tout, le fruit d'une politique agricole bien pensée, adaptée aux réalités locales.

> **Réussir à augmenter notre production est avant tout le fruit d'une politique agricole bien pensée.**

À chaque crise alimentaire sur le continent, les institutions internationales et les gouvernements promettent d'investir des milliards de dollars pour changer la donne. Bien sûr, il faut du capital pour former les paysans et les aider à s'adapter aux conséquences du changement climatique. Il faut des ressources financières pour qu'ils puissent se soigner convenablement, leur donner accès au crédit et faire en sorte que leur production soit achetée à des prix assez rémunérateurs pour leur permettre de vivre dignement de leur travail.

Mais Joe Studwell nous dit qu'en Asie, avant tout cela, une réforme foncière a été indispensable et que c'est elle qui a permis de garantir aux producteurs un accès équitable à des terres cultivables.

Attribution de parcelles

En Chine, en Corée du Sud ou au Japon, cela s'est traduit par l'attribution de parcelles d'à peine un hectare à des familles de cinq, voire sept personnes. « L'agriculture était alors une forme de jardinage à grande échelle », écrit Studwell. Ces familles ont pu augmenter leur production et leurs rendements, suffisamment pour se nourrir elles-mêmes et nourrir le reste de la population, tout en emmagasinant des surplus. Ne dit-on pas souvent, en économie, que l'augmentation de la production agricole et la création de surplus sont des préalables à la création d'épargne, laquelle peut être utilisée pour financer les investissements industriels ?

Ce qu'il faut comprendre ici, c'est que les grandes exploitations mécanisées de plusieurs milliers d'hectares – comme au Brésil ou en Australie –, dont certains rêvent pour l'Afrique, ne sont pas la panacée. Sur le continent, notamment dans sa partie ouest et centrale, la sécurité alimentaire et, partant, le développement économique s'obtiendront avec les petits agriculteurs ou ne s'obtiendront pas. ●



Ludovic Lado

Jésuite et universitaire

Faut-il traquer les prêtres géniteurs ?

Au début d'avril, les évêques de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) publiaient un document de dix-neuf pages sur la fidélité au célibat sacerdotal. L'élément le plus médiatisé de ce rapport est l'invitation faite aux prêtres ayant des enfants de quitter le sacerdoce pour s'occuper de leur progéniture. Le problème est réel, mais le renvoi de l'état clérical est-il une solution pertinente ?

La recommandation des évêques congolais n'a pas manqué de relancer le débat sur le caractère normatif du célibat sacerdotal pour le clergé de rite romain. L'ouverture du mariage aux membres du clergé qui souhaitent avoir des enfants peut être une solution. Mais le pape François ne s'est pas montré favorable à cette option, qui aurait pourtant l'avantage de permettre aux prêtres d'assumer leur responsabilité de père sans quitter les ordres.

La dimension économique du débat n'est pas négligeable, car le problème de la prise en charge des enfants d'un prêtre en exercice se pose. Qui l'assume, le prêtre ou son diocèse ? Avec quels moyens ? Cet aspect avait prévalu dans les délibérations originelles ayant abouti à l'institution du célibat sacerdotal. Il s'agissait de protéger les biens de l'Église de la prétention à l'héritage de la progéniture du clergé. L'Église a tranché : les prêtres n'auront pas d'enfants. Oui, mais quand ils en ont ?

Sur le plan légal, si le droit canon qui régit la vie de l'Église punit un prêtre qui contracte un mariage civil, il reste curieusement silencieux sur les cas des prêtres géniteurs en exercice. Jusqu'ici, leur gestion était laissée à la discrétion de chaque évêque, en fonction du caractère scandaleux et public de la situation. En publiant leur lettre, les évêques congolais ont rompu avec cette tradition de silence. Mais pourquoi seulement au Congo alors que le problème est universel ? Pourquoi l'Église universelle ne légifère-t-elle pas sur le sujet ? Le lien avec la prochaine visite du pape François au Congo a été vite fait, à tort ou à raison ! Quoi qu'il en soit, un tel document sur un sujet aussi sensible ne peut pas avoir été publié sans l'aval du Vatican. Qu'il soit signé par l'épiscopat d'un pays qui compte le plus grand nombre de catholiques en Afrique n'est pas anodin non plus.

> **La dimension économique avait prévalu dans les délibérations ayant abouti à leur célibat.**

Tolérance zéro

La portée de ce document est plus que nationale. Le pape François s'est déjà fait remarquer par sa politique de tolérance zéro à l'égard des prêtres pédophiles, qui sont désormais systématiquement renvoyés de l'état clérical. Traquer les prêtres ayant des enfants ne serait-il pas une énième bombe que le Vatican souhaiterait désamorcer en amont ? Il y a lieu de le penser, surtout après les dégâts causés par la mauvaise gestion des cas de prêtres pédophiles. Pour que le Vatican en arrive à autoriser la publication d'un tel document qui rompt avec une certaine pratique, il doit y avoir un nombre non négligeable de plaintes qui lui sont parvenues des églises locales.

Pour qui connaît le modus operandi des conférences épiscopales africaines, l'unanimité d'un épiscopat africain sur un sujet aussi délicat est une exception. Or tous les évêques congolais, sans exception, ont signé ledit document sur une question que l'Église (universelle comme locale) n'aborde habituellement qu'avec beaucoup de prudence et loin des caméras. L'unanimité des évêques congolais tranche avec la réception contrastée de leur document dans les milieux cléricaux. Si certains pensent qu'il s'agit d'un phénomène marginal qui devrait être traité discrètement, et au cas par cas, d'autres estiment que c'est l'occasion d'en finir avec l'hypocrisie. ●

CÔTE D'IVOIRE

Ibrahim Lakiss, l'arbre qui cache la forêt

Arrêté à la fin de novembre 2021, cet exploitant forestier ivoiro-libanais est soupçonné d'avoir mis en place un système de racket avec la complicité de responsables régionaux, d'opérateurs privés et de membres du ministère des Eaux et Forêts. *Jeune Afrique* dévoile les coulisses d'un scandale qui pourrait éclabousser le ministre Alain-Richard Donwahi.

VINCENT DUHEM

DR

Ibrahim Lakiss sur l'une de ses parcelles, près d'Abengourou, dans l'est de la Côte d'Ivoire, en avril 2021. Il venait constater les dégâts causés par les scieurs clandestins.



La coupe de bois de lingué est strictement réglementée et même interdite depuis 2013 sur une bonne partie du territoire ivoirien.

ALFREDO D'AMATO/PANOS-REA

Planté en plein cœur de la très cossue commune de Cocody, l'International Trade Center (ITC) est l'un des nouveaux coins chics d'Abidjan. L'antenne ivoirienne du cabinet d'audit et de conseil PricewaterhouseCoopers (PWC) y a établi ses bureaux. La bourgeoisie aime se délasser dans ce petit centre commercial au sol marbré, mitoyen de l'hôtel Sofitel Ivoire, avec son magasin de l'enseigne française Monoprix, son caviste hors de prix et ses restaurants bien sous tous rapports. On y donne ses rendez-vous professionnels, on vient y brancher le dimanche. Et, en de très rares occasions, on s'y fait arrêter.

Il est tout juste 21 heures, ce samedi 20 novembre 2021. Les enquêteurs de l'Unité de lutte contre la grande criminalité (ULGC) sont sur le point de mettre la main sur un exploitant forestier qu'ils pistent depuis près d'une semaine. Son téléphone borne à plus d'une centaine de kilomètres de là, non loin de Niablé, dans l'est de la Côte d'Ivoire, mais la source est formelle. L'homme qu'ils recherchent est bien là, attablé en terrasse avec sa femme, un cigare aux lèvres, une montre en or au poignet. Ibrahim Lakiss dirige la plus grosse scierie d'Abengourou. L'étendue précise de sa fortune est incertaine. Mais, dans le milieu, on le dit milliardaire.

Conduit au camp de Sebroko, dans le quartier d'Attécoubé, à Abidjan, où est établie l'ULGC, il sera déféré à la Maison d'arrêt et de correction d'Abidjan (Maca) deux semaines plus tard, où il se trouve encore. Ibrahim Lakiss est poursuivi pour association de malfaiteurs, corruption, extorsion de fonds, déboisement sans autorisation du domaine forestier, blanchiment, enrichissement illicite et harcèlement moral. Son arrestation est le fruit d'une enquête de plusieurs semaines qui a mis au jour un système quasi mafieux et ébranlé le ministère des Eaux et Forêts, jusqu'à son ministre, Alain-Richard Donwahi, nommé le 19 juillet 2017 et en poste au moment des faits. Issu de l'une des grandes familles qui dirigent le pays depuis plus de soixante ans, Alain-Richard Donwahi avait déjà été épinglé pour sa mauvaise gestion du ministère de la Défense, dont il a tenu les rênes de janvier 2016 à 2017. À l'époque, cet ancien cadre du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) était sous pression pour rejoindre le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP). Hédoniste, amateur de moto, il se rend régulièrement en hélicoptère dans son fief de la Nawa, dont il est le président du Conseil régional. Il est aussi l'un des dignitaires importants de la Grande Loge de Côte d'Ivoire (GLCI). L'avocat Sylvère Kuyo, qui a succédé à Hamed Bakayoko comme Grand Maître, en a fait son adjoint. Contacté, Alain-Richard Donwahi n'a pas répondu aux sollicitations de *Jeune Afrique*.

QUATRE SOCIÉTÉS ONT RÉUSSI, EN GRAISSANT QUELQUES PATTES, À OBTENIR DES AUTORISATIONS POUR ACHETER DU BOIS ILLÉGALEMENT COUPÉ.

Courriers et plaintes

Tout commence à la fin de l'année 2020. Constatant que sa concession au nord de Bouaké est régulièrement pillée, un exploitant forestier, industriel et exportateur de bois de lingué, décide de saisir les autorités. Il envoie une série de courriers à la primature, à différents ministères, à l'inspection générale d'État, ainsi qu'au président de la Haute Autorité pour la bonne gouvernance. Une plainte à la gendarmerie aboutit finalement à quelques arrestations. Mais le pillage se poursuit, jusqu'au jour où le dossier est transmis à l'ULGC. Dirigée par le colonel Inza Fofana, alias « Gruman », cette dernière dépend officiellement de la direction générale de la police, mais elle est en réalité coiffée par le ministre de la Défense et frère du président, Téné Birahima Ouattara. Nous →

ENQUÊTE

→ sommes en octobre 2021, et l'enquête va brusquement s'accélérer.

Est rapidement mis au jour un vaste trafic de bois de lingué, dont la coupe est réglementée et même interdite depuis 2013 sur une bonne partie du territoire ivoirien (au-dessus du 8e parallèle), dont bénéficiaient quatre sociétés, SNG, Hung Ivory Coast, Sexin Ressources, Kysy Entreprise. Deux sont détenues par des Chinois, une par des Vietnamiens et une par des Libanais. Bien que ne faisant pas partie de la liste des unités de transformation agréées par le ministère, elles exerçaient leurs activités grâce à des autorisations de mainlevée. Délivré par le ministère, ce document permet normalement à des opérateurs privés d'acheter des stocks de bois coupés illégalement après leur saisie par les autorités. Les sociétés chinoises étaient parvenues à en obtenir en graissant quelques pattes. Elles les utilisaient pour justifier d'autres cargaisons illégales de bois.

Plusieurs trafiquants de nationalité chinoise sont interpellés à la fin d'octobre 2021, et leurs scieries, fermées. Sur l'un d'eux, les limiers de l'ULGC saisissent un document qui va changer le cours de l'enquête : un carnet de répartition des sommes remises à différents fonctionnaires du ministère des Eaux et Forêts, et à des agents des ports d'Abidjan et de San Pedro grâce à qui le bois coupé illégalement était expédié en Chine. « On a découvert qu'une véritable mafia chinoise avait prospéré et qu'une partie du ministère était corrompue. La pierre angulaire de ce système n'était autre que le chef de cabinet d'Alain-Richard Donwahi », explique l'un des responsables de l'enquête dans la pénombre d'un bar abidjanais. Également préfet, Youssouf Traoré est un proche collaborateur du ministre, aux côtés duquel il se trouvait déjà lorsque celui-ci officiait à la Défense. Étrangement, tous les trafiquants chinois sont relâchés peu de temps après leur arrestation sans être poursuivis. Si Ibrahim Lakiss n'est pas impliqué dans ce trafic, son nom revient régulièrement lors des différentes auditions. Et c'est vers lui que les enquêteurs décident d'orienter leurs investigations. Libanais d'origine, âgé d'un peu moins de 50 ans, il est issu d'une famille bien connue en Côte d'Ivoire – elle s'y est établie au début du XXe siècle –, notamment dans la filière café-cacao. Son cousin Ali Lakiss fut notamment le patron de la Société Amer et Frères (Saf Cacao), dont la faillite, en 2018, avait défrayé la chronique.

Train de vie fastueux

Né à Akoupé, une petite ville de l'est de la Côte d'Ivoire, à 140 kilomètres d'Abidjan, Ibrahim s'est très vite tourné vers la filière bois, à la fin des années 1990. Fêtard et flambeur, l'Ivoiro-Libanais a le contact facile. Il se fait un nom auprès des barons du Front populaire ivoirien (FPI). L'un de ses parrains est notamment Lazare Koffi Koffi, ministre de la Jeunesse, de la Formation professionnelle et de l'Emploi de 2000 à 2003, puis des Eaux et Forêts dans le dernier gouvernement de Laurent Gbagbo. Au fil des ans, Ibrahim Lakiss devient à son niveau un petit baron. Il possède plusieurs permis de port d'arme et collectionne les grosses cylindrées. Il est notamment le fier propriétaire de la première Cadillac Escalade importée en Côte d'Ivoire. Au début de 2010, il crée la Nouvelle Société forestière de l'Indenie (NSEFI) et ouvre sa propre scierie à Abengourou. « Il s'était constitué un solide carnet d'adresses dans la police et au sein du système judiciaire », explique l'un de ses anciens amis, qui assure que Lakiss jouait parfois le rôle d'indic.



Le ministre des Eaux et Forêts, Alain-Richard Donwahi (à dr.), lors de l'opération « 1 jour, 50 millions d'arbres », dans la forêt classée d'Anguededou, le 29 octobre 2021.

LUC GNAGO/REUTERS

Les affaires de Lakiss ne pâtissent pas du changement de régime. Il fréquente toujours les hautes sphères du pouvoir, ministres, juges, hommes d'affaires, sportifs et pions de l'appareil sécuritaire. Lorsqu'il était en détention à Sebroko à la fin de 2021, Lakiss a notamment reçu la visite du directeur général adjoint de la police, ainsi que celle du préfet de police d'Abidjan. L'information est remontée aux oreilles du ministre de la Défense, qui a convoqué les concernés pour les mettre en garde. Ces dernières années, l'influence et la richesse de Lakiss s'étaient encore accrues. Il a dix téléphones portables – dont un pour les footballeurs, un autre pour les ministres. Outre un vaste appartement à Marcory, en Zone 4, lieu de résidence d'environ 70 % des expatriés – à commencer par les Français – et des riches Libanais établis depuis plus longtemps à Abidjan, il s'est offert une villa dans le luxueux quartier Beverly-Hills, à Cocody, où se presse l'élite fortunée du pays. La ministre des Affaires étrangères, Kandia Camara, est sa voisine. Dans son fief d'Abengourou, l'Ivoiro-Libanais, qui apprécie les grosses cylindrées, a construit une demeure clinquante où il aime recevoir et étaler sa richesse, se prélasser dans sa piscine, son bar privé, s'amuser avec son singe de compagnie. Le soir, on déguste du saumon fumé accompagné de grands crus.

Ce train de vie fastueux détonne dans le milieu des exploitants de bois. Comment a-t-il pu amasser une telle fortune ? se demandent ses concurrents. Devant les enquêteurs, les agents des Eaux et Forêts avancent une explication. Ils décrivent Ibrahim Lakiss comme une sorte de ministre bis, la pierre angulaire d'un cabinet noir présent au sein même du ministère. « Il donnait des instructions au chef de la Brigade spéciale de surveillance et d'intervention (BSSI), demandant et dictant les ordres de mission, distribuant des documents administratifs, déterminant le nombre de véhicules à affecter à telle ou telle mission. Il était également en mesure de faire muter des fonctionnaires à sa guise, y compris des directeurs », peut-on lire dans un rapport d'enquête consulté par *Jeune Afrique*.

Conversation troublante

Créée par décret en janvier 2018, la BSSI est opérationnelle depuis août 2020. Ses 650 hommes dépendent directement du ministère des Eaux et Forêts. Elle a été présentée comme le dernier outil de la lutte contre la déforestation, dont Donwahi s'est fait le chantre. Mais, selon plusieurs sources judiciaires, c'est surtout auprès de la police forestière que son influence était importante, à tel point qu'il avait réussi à la détourner de sa mission principale pour en faire l'instrument d'un vaste système de racket des industriels du bois, principalement libanais. « Le principe était d'envoyer la police contrôler des cibles précises, souvent des concurrents de Lakiss, de leur infliger de lourdes amendes qui étaient, par la suite, négociées par lui-même [Lakiss] à la baisse », explique le rapport d'enquête mentionné plus haut. Le préjudice pour l'État est estimé à 40 milliards de F CFA (environ 6 millions d'euros) en un peu plus d'un an.

LES ENQUÊTEURS ONT DÉCOUVERT QUE LA PIERRE ANGULAIRE DU SYSTÈME N'ÉTAIT AUTRE QUE LE CHEF DE CABINET DU MINISTRE.

Les enquêteurs ont notamment récupéré une conversation WhatsApp sur le téléphone du directeur de la police forestière. « Bonjour fils, Yu Yan vient de se mettre en règle sur les 10 kg », écrit-il. Le destinataire n'est autre qu'Ibrahim Lakiss. « Fais-lui comprendre que ça, ce n'est pas pour toi, que c'est pour le patron, qu'il faut qu'il te gère lui-même, que tu viens de le sauver, sinon après la mission, il allait avoir une dose », répond-il. On comprend à la lecture de plusieurs autres échanges entre les deux hommes que le chef de la police forestière rendait régulièrement compte à Lakiss de certaines de ses missions.

Comment un tel système a-t-il pu s'instaurer, et qu'en savait le ministre Alain-Richard Donwahi ? Est-il le « patron » auquel fait référence Lakiss dans son message ? Lors de son interrogatoire, l'un des opérateurs chinois arrêtés avait affirmé que certaines →


MINISTERE DES EAUX ET FORETS
CABINET
LE MINISTRE

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union - Discipline - Travail

Abidjan, le

N° 1 3 1 /MINEFICAB

AUTORISATION DE MAIN-LEVEE

Vu les procès-verbaux de saisies de différentes missions de la BSSI et les rapports de constats de présence de stocks de billons de lingués abattus illégalement par des tiers, du Directeur Régional du Worodougou et du Béré, le Ministre des Eaux et Forêts autorise la Société SNG, code Ind : 040, sise à SEGUELA qui a satisfait aux conditions de vente aux enchères du 11 Mars 2020 en référence au procès-verbal n°010-BSSI/20, à procéder à l'enlèvement de quatre cent cinquante trois mètres cubes (453 m3) de billons de lingués.
Un délai non prorogeable de trois (03) mois lui est accordé à cet effet à partir de la date de signature de la présente autorisation qui lui est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Itinéraire : Les produits partent des zones administratives de la Direction Régionale de SEGUELA à la scierie SNG située à DABOUAN.
NB :
- Cette main-levée ne tient lieu, ni de document d'autorisation de coupe, ni de documents d'exportation.
- Les Directeurs Régionaux des Eaux et Forêts de Séguéla et de Daloa sont chargés de l'exécution, du suivi et de la supervision de cette activité. Le Directeur Régional de Séguéla produira un rapport dès la date de fin d'exécution de la présente.
- Reçu de versement n°300477475

Vu, vu le C.C. DJANRA
pour exécution

Ampliations :
- DR SEGUELA et visa
- DR DALOA
- CDT BSSI

Alain Richard DONWAHI

Colonel Hubert KATCHIA

Autorisation de mainlevée signée par Alain-Richard Donwahi.

RAPPORT

Trafic de bois de Lingué par des sociétés d'obédience chinoise en complicité active avec le Ministère des Eaux et Forêts

Intervenant :
Unité Spéciale de Lutte contre la Grande Criminalité

Service Enquêteur :
Brigade de Recherches de la Gendarmerie Nationale

Préjudice : environ 40 (quarante) milliards de Francs

Objet : Rapport concernant :
- la répression d'un trafic de bois organisé par des sociétés d'obédience étrangère avec la complicité des Autorités ivoiriennes concernées
- la répression d'un racket systématique en bande organisée dans laquelle se mélangent harmonieusement, le chef de Cabinet, le chef d'une brigade spéciale, le Directeur de la Police forestière et un opérateur économique privé.

Ce trafic, bien que connu de longue date, fortement décrié, décrit en détail dans de nombreuses plaintes ignorées, volontairement ou non, a continué de prospérer au mépris des textes en vigueur.

Fac-similé d'un rapport d'enquête sur le trafic de bois de lingué.

→ sommes remises pour permettre à ses activités illicites de perdurer étaient destinées au ministre. Des faits que le chef de cabinet de ce dernier n'a pas confirmés devant les enquêteurs. Reçu à la fin de janvier par le ministre de la Défense, qui suit le dossier de près et en tient informé le président, Alain-Richard Donwahi a fait part de son plus grand étonnement devant les suspicions qui le visent. Un certain nombre d'éléments que *Jeune Afrique* s'est procurés mettent pourtant en doute cette version. Ils attestent, au minimum, d'une certaine proximité entre Ibrahim Lakiss et le ministre. Il y a d'abord ces photos, non datées, sur lesquelles les deux hommes posent ensemble. Sur certaines, Alain-Richard Donwahi est accompagné de la femme et des enfants de l'homme d'affaires ivoiro-libanais.

Il y a aussi ces deux messages vocaux transmis à *Jeune Afrique*, où la voix a été authentifiée par trois sources comme étant celle d'Ibrahim Lakiss. Il y évoque le paiement d'une amende par la société italienne Tranchivoire. « Le responsable de Tranchivoire m'a fait savoir qu'il a rencontré le chef de cabinet hier. Il avait proposé un montant insignifiant de 4 millions de F CFA. Le chef-cab lui a proposé 10 millions. Monsieur le ministre, on ne peut pas cautionner cela alors que cette société certifiée a reconnu les faits pour 60 millions. Il faut qu'on maintienne les 60 millions. Ils sont dans le besoin. Ils sont coincés, ils vont payer », peut-on notamment entendre. La discussion n'est pas datée, mais, selon un agent des eaux et forêts, elle remonte à août 2021. « Tranchivoire travaillait dans une forêt classée sans respecter la législation. On a fait un procès-verbal, et la société a reconnu les faits en commission, acceptant de payer une amende de 60 millions », raconte-t-il.

Dernier élément troublant : selon plusieurs documents consultés par JA, Alain-Richard Donwahi a autorisé à plusieurs reprises la BSSI à mettre certains de ses éléments à

disposition d'Ibrahim Lakiss pour une « mission de contrôle ». Pour quelles raisons ? Contactés par JA, l'homme d'affaires ainsi que son avocat se sont refusés à tout commentaire avant la fin de l'instruction. Donwahi n'a pas non plus répondu à nos sollicitations. Un agent des eaux et forêts a sa petite idée. Il se souvient notamment de cet épisode d'octobre 2021. « À la demande de Lakiss, nous sommes allés effectuer des missions de contrôle dans plusieurs forêts classées. Le ministre fut informé et donna sa validation », raconte-t-il. La particularité de ces forêts est qu'il était question à ce moment-là qu'elles soient cédées à des opérateurs privés qui, en échange de ces concessions, s'engageraient à réaliser des travaux d'aménagement. « Lakiss avait des vues sur ces forêts. Il racontait à tout le monde que le ministre les lui avait promises. L'objectif des missions de contrôle était d'empêcher les sociétés qui exploitaient alors ces zones de couper du bois en attendant qu'il puisse le faire », ajoute notre source.

Le président demande un audit

« Tout ceci est faux et a été monté de toutes pièces par ses concurrents, répond un proche d'Ibrahim Lakiss, qui dénonce un acharnement. Lakiss est un fusible qu'on a fait sauter alors que les vrais organisateurs du trafic n'ont pas été inquiétés. Pourquoi est-ce que les Chinois interpellés ont-ils tous été libérés quelques jours plus tard ? Pourquoi aucun responsable des Eaux et Forêts n'est visé ? C'est pourtant eux qui signent les ordres de mission. » Quid de la proximité supposée de Lakiss avec Alain-Richard Donwahi ? « Il était son ministre de tutelle, il est normal qu'il ait eu des contacts avec lui », dit ce proche. « Lakiss n'est ni le premier ni le seul à agir de la sorte. Le problème, c'est qu'il a trop parlé, au point d'exaspérer les agents des Eaux et Forêts et les exploitants de la filière. Résultat, il prend pour tout le monde », estime de son côté un membre de la BSSI.

L'enquête se poursuit pour démêler le vrai du faux. D'abord ouverte devant le Pôle pénal économique et financier du tribunal de première instance d'Abidjan, la procédure judiciaire a été confiée au début de janvier à la Cour de cassation, la plus haute juridiction de l'administration ivoirienne. À la demande du chef de l'État ivoirien, l'Inspection générale d'État a en parallèle entamé, à la fin de février, un audit complet du ministère des Eaux et Forêts. Outre Lakiss, trois autres personnalités pourraient être inquiétées : Youssouf Traoré, chef de cabinet du ministre, le lieutenant-colonel Kader Coulibaly, chef de la BSSI, et le colonel Raphaël Yao Oka, directeur de la police forestière. Ces deux derniers ont été discrètement remerciés à la fin de 2021. Tous ont été convoqués le 13 avril dans les bureaux de la Cour de cassation pour une confrontation au cours de laquelle Lakiss a nié les faits qui lui sont reprochés. « Cette affaire est très gênante, notamment pour le ministre », reconnaît un proche d'Alassane Ouattara. « C'est avant tout une histoire politique. Donwahi n'est pas pire que les autres. À chaque fois qu'un remaniement est attendu, il y a une affaire qui sort dans la presse contre lui. Il y a une volonté manifeste de le soumettre. Et Lakiss en a fait les frais », répond un proche de Donwahi.

Pour plusieurs experts forestiers, ce scandale est surtout révélateur de la manière dont est gérée la forêt en Côte d'Ivoire. « C'est une ressource qui appartient à l'État et qui est partagée avec des exploitants privés. La loi forestière est tellement contraignante que 75 % de l'exploitation peut être considérée comme illégale. Cela favorise les arrangements et l'enrichissement personnel. Pendant longtemps, la Société de développement des forêts (Sodefor) avait la haute main sur ce système. Mais depuis son arrivée Donwahi a repris le contrôle, sans forcément changer le système », explique un expert forestier. La situation est pourtant inquiétante. La Côte d'Ivoire ne compte plus que 3 millions d'hectares de forêts, contre millions dans les années 1960, en raison de la déforestation massive engendrée par la culture du cacao et de la coupe illégale du bois. Selon les experts, si rien n'est fait, il n'y aura plus de forêt d'ici à 2030. Une dizaine d'années, donc, pour inverser la tendance. Ou profiter encore un maximum de ce juteux business. ●

EN RAISON DE LA DÉFORESTATION LIÉE À LA CULTURE DE CACAO ET À LA COUPE ILLÉGALE, IL NE RESTE PLUS QUE 3 MILLIONS D'HECTARES DE FORÊTS, CONTRE 16 MILLIONS DANS LES ANNÉES 1960.

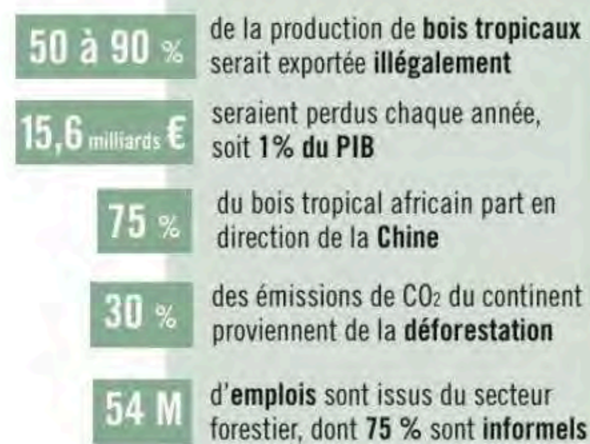
Trafic de bois précieux, le pillage continue

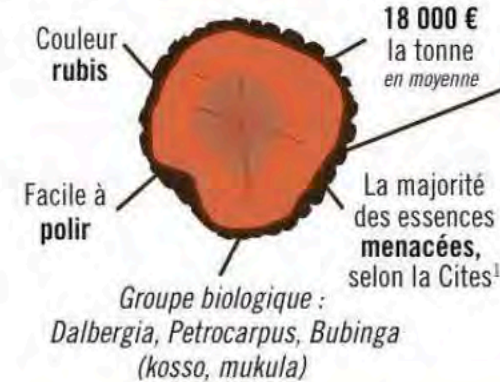
Les chiffres sont édifiants : 123 000 tonnes, soit 4 500 conteneurs, 365 900 grumes ou encore 182 900 arbres. C'est la quantité de bois de rose, aussi appelé « bois de vène » ou « kosso », qui a quitté illégalement le Mali pour être transformée dans les usines chinoises entre mai 2020 et janvier 2022, selon l'Agence internationale de l'environnement (EIA). Et ce en violation d'une loi en vigueur depuis deux ans interdisant sa récolte et son exportation, et en dépit de son inscription en 2017 sur la liste des espèces menacées de la Convention sur le commerce international des espèces sauvages (Cites).

Comme en Casamance, dans l'ouest du Cameroun ou dans l'est de la RDC, le pillage de bois précieux a prospéré à la faveur de l'instabilité politique et sécuritaire. Depuis plus d'une décennie, ce commerce illicite se propage en Afrique de pays en pays à mesure que les forêts sont décimées. Orchestré par la mafia chinoise, les groupes armés et parfois même par les gouvernements locaux, il a connu son apogée en 2014, tiré par le boom de la demande chinoise en mobilier de luxe. Si le trafic a depuis légèrement diminué, il est loin d'avoir disparu. Rien qu'entre 2016 et 2020, plus de 2 millions de grumes ont été abattues en Afrique de l'Ouest, puis exportées sans avoir été déclarées par les pays d'origine.

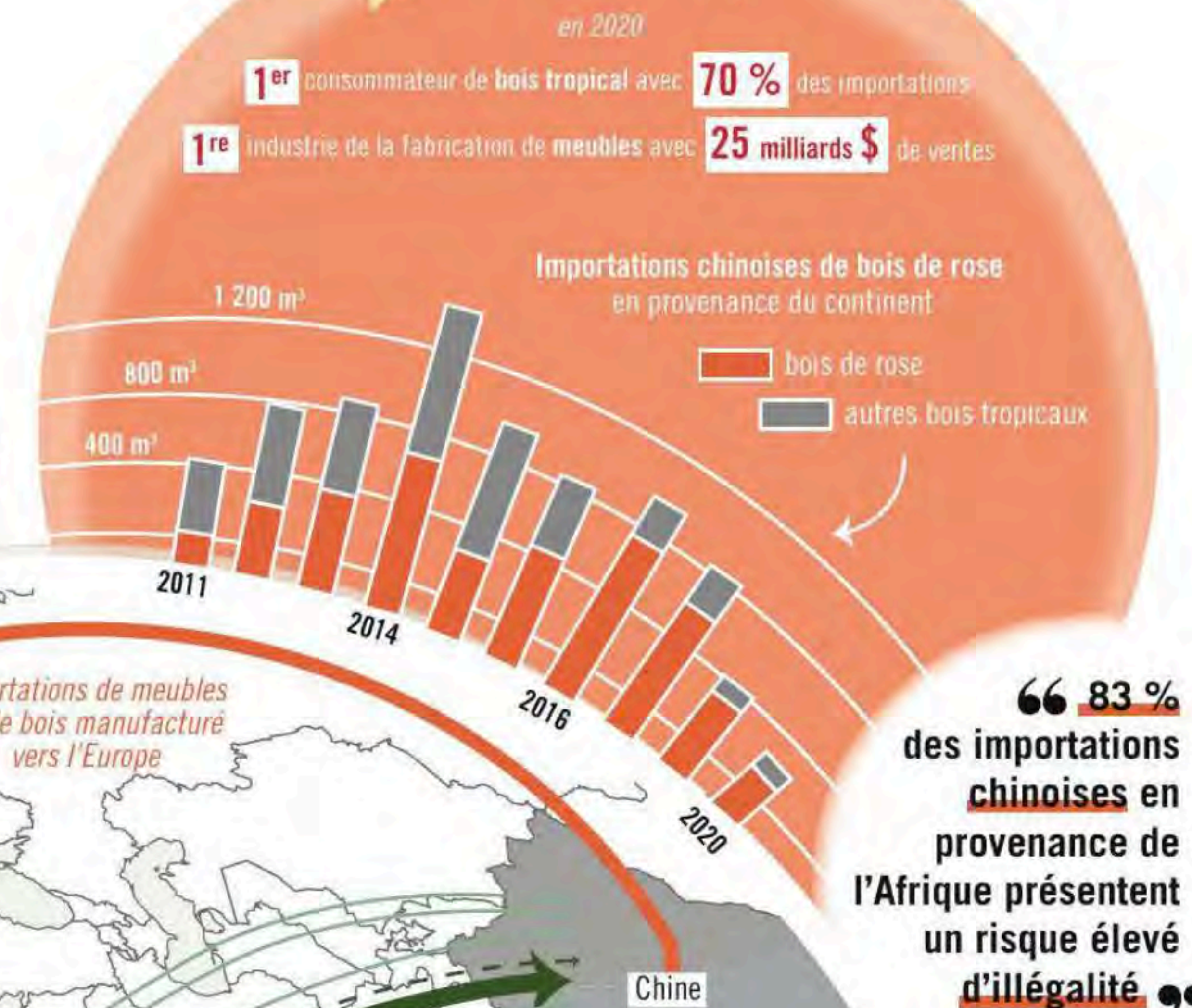
Face à la recrudescence de ce trafic, la Cites a décidé, le 28 mars, de prendre des mesures sans précédent, donnant un mois aux États de la région où l'espèce est endémique pour démontrer que son commerce est conforme à la Convention ou pour y mettre fin. L'organisation a également ordonné aux principaux bénéficiaires de ce marché lucratif de rejeter tous les permis d'exportation de cette essence. Ces mesures seront-elles suffisantes ? Rien n'est moins sûr. ●

Marie Toulemonde



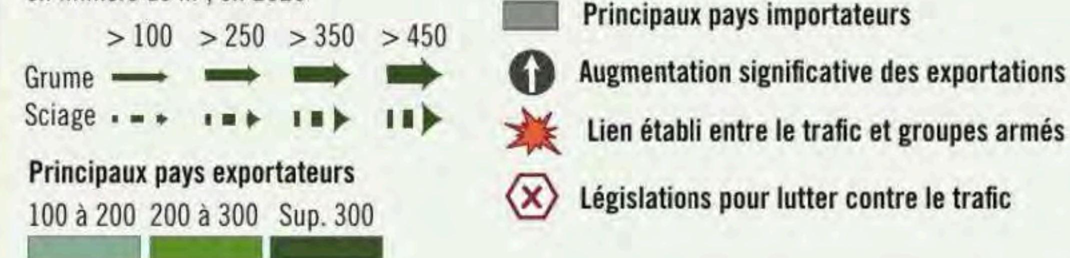




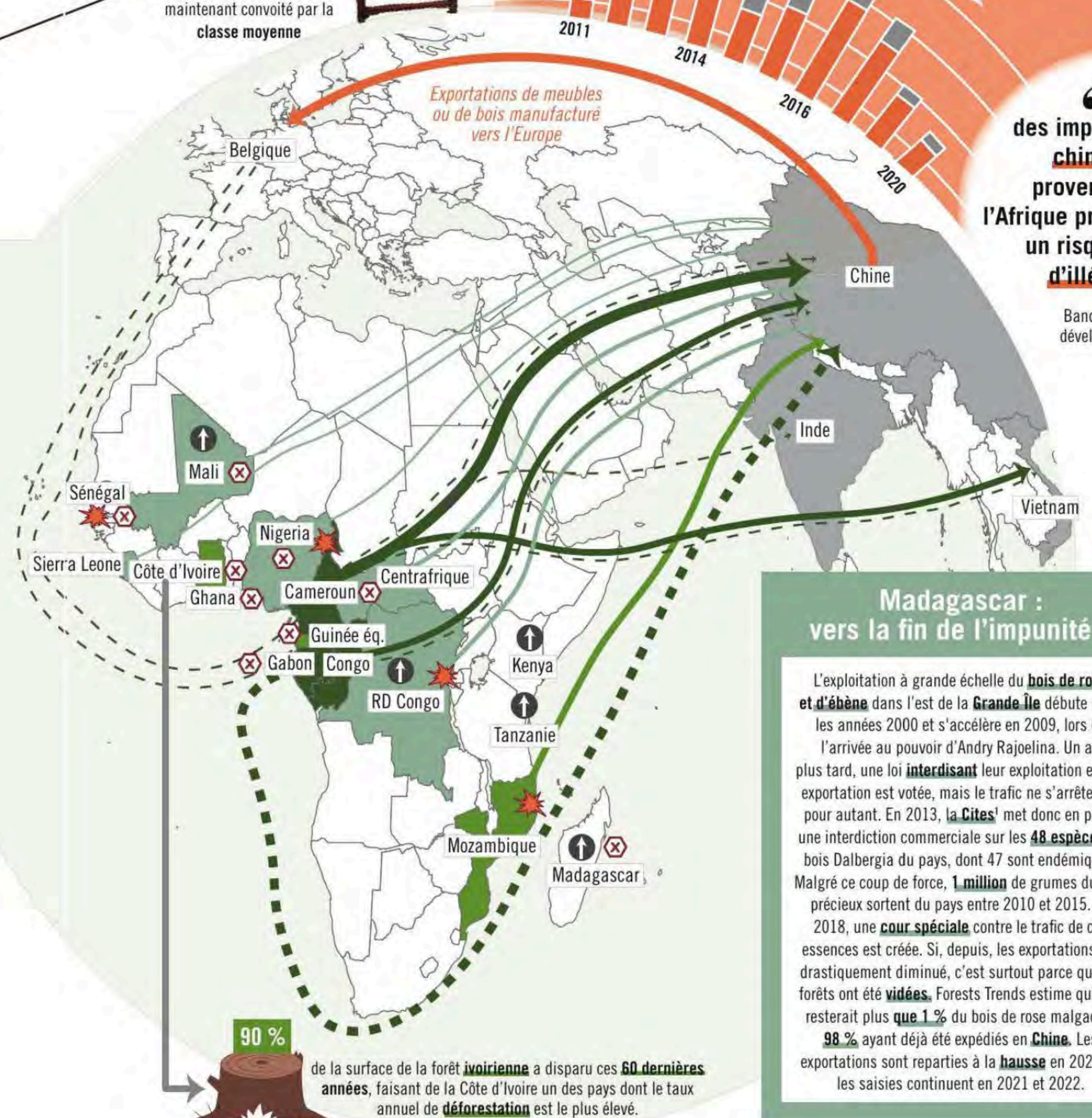


« 83 % des importations chinoises en provenance de l'Afrique présentent un risque élevé d'illégalité »

Banque africaine de développement (BAD)







Madagascar : vers la fin de l'impunité ?

L'exploitation à grande échelle du bois de rose et d'ébène dans l'est de la Grande Île débute dans les années 2000 et s'accélère en 2009, lors de l'arrivée au pouvoir d'Andry Rajoelina. Un an plus tard, une loi interdisant leur exploitation et leur exportation est votée, mais le trafic ne s'arrête pas pour autant. En 2013, la Cites[1] met donc en place une interdiction commerciale sur les 48 espèces de bois Dalbergia du pays, dont 47 sont endémiques. Malgré ce coup de force, 1 million de grumes du bois précieux sortent du pays entre 2010 et 2015. En 2018, une cour spéciale contre le trafic de ces essences est créée. Si, depuis, les exportations ont drastiquement diminué, c'est surtout parce que les forêts ont été vidées. Forests Trends estime qu'il ne resterait plus que 1 % du bois de rose malgache, 98 % ayant déjà été expédiés en Chine. Les exportations sont reparties à la hausse en 2020, et les saisies continuent en 2021 et 2022.

[1] Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (Cites)
[2] Importations supérieures à 100 000 m³
Sources : Organisation mondiale des bois tropicaux, Banque africaine de développement, Environmental Investigation Agency, Forests Trends, FAO, ONUDC

Politique

Tribune L'Ukraine, les hommes forts et nous
Mali Moussa Diawara, le « mauvais génie » de Bamako
Cameroun Bienvenue chez les « seigneurs » de Yaoundé
Hommage Le jour où BBY a rencontré Patrice Lumumba
Maroc Voyage au cœur de la Boutchichiya
Algérie La grande mue de la grande muette
Tunisie « Je l'ai lu sur Facebook »

SÉNÉGAL

CASAMANCE, ENFIN LA PAIX ?

Dakar a lancé en mars une offensive d'une ampleur inédite contre les positions rebelles. Pris en tenaille, les indépendantistes du MFDC se sont éparpillés dans le maquis. Le plus vieux conflit du continent pourrait vivre là ses dernières heures.

MARIÈME SOUMARÉ, ENVOYÉE SPÉCIALE



JOHN WESSELS/AFP

Des membres des forces armées sénégalaises en patrouille dans la forêt de Blaze, le 9 février 2021.

Cette nuit-là, lorsque les rebelles viennent frapper à sa porte, Nema Coly ne dort pas. Il est 1 heure, ou 2 heures du matin, et cela fait plusieurs jours déjà que son village, situé à la frontière entre le Sénégal et la Gambie, est pilonné par les tirs de l'armée sénégalaise. Lancée le 13 mars au matin, l'opération « de sécurisation » est menée dans la zone du Nord-Sindian, et les militaires paraissent bien décidés à en déloger les combattants du Mouvement des forces démocratiques de la Casamance (MFDC).

Nema Coly n'a vu aucun soldat, mais le plafond de sa maison a tremblé quand les tirs ont retenti. Alors, quand les rebelles viennent lui conseiller de quitter le village, elle regroupe ses trois enfants et fait ses valises. Côté gambien, une semaine après le début des combats, l'Agence de gestion des crises recensait déjà plus de 6 000 personnes déplacées ou réfugiées. Si la majorité a fui vers le nord, certaines se sont réfugiées plus au sud du Fogny, l'une des trois zones qui composent le département de Bignona. Le 19 mars, des tirs ont été entendus dans la ville du même nom, où l'armée estime que plusieurs rebelles se sont cachés.

Ce n'est pas la première fois que la peur des combats pousse Nema Coly à fuir. « Avant, on se réfugiait en Gambie. Mais on nous a dit que même les villages gambiens étaient sous les balles », raconte-t-elle. C'est donc à Mediégué, localité sénégalaise située à une soixantaine de kilomètres de la frontière, qu'elle a trouvé refuge, laissant derrière elle son mari et ses plantations de mil, de maïs et d'arachide.

Forêt dense et minée

Pour accéder à Mediégué, comptez une heure de trajet depuis Bignona. Peu de véhicules circulent sur cette route de latérite qui s'enfonce dans la forêt : de rares minibus, quelques motos Jakarta, des charrettes couvertes de branchages tirées par des bœufs… et un Kankourang, ce djinn de la tradition joola censé éloigner les mauvais esprits. C'est après le village de Sindian que le MFDC a établi ses cantonnements, dans cette forêt dense et minée souvent décrite comme une zone de non-droit. Plusieurs factions indépendantistes s'y sont installées.

Jusqu'à présent, l'armée a dit ne s'attaquer qu'aux positions du chef rebelle Salif Sadio. Mais plusieurs sources estiment qu'une faction loyale à son frère ennemi, César Atoute Badiate, dont les bases sont principalement situées dans le sud du pays, aurait également subi le feu des militaires au début d'avril. Selon plusieurs témoins, les soldats sénégalais ont établi leur base dans le village de Lefeu et quadrillent la région.



MUHAMADOU BITTAYE/AFP

Les sept soldats sénégalais capturés par le MFDC, le jour de leur libération, à Baipal, en Gambie, le 14 février 2022.

Que se passe-t-il vraiment dans cette partie de la Casamance, où Salif Sadio s'est fixé en 2006 après avoir été délogé de ses positions situées plus au sud ? Très peu d'informations sur la progression des soldats dans le maquis filtrent, sinon celles que distille l'armée. Selon un bilan communiqué le 22 mars, l'opération aurait fait un mort dans ses rangs, huit blessés légers et « plusieurs » victimes dans les rangs du MFDC. L'armée se targue aussi d'avoir récupéré une dizaine de bases rebelles et, surtout, d'avoir délogé Salif Sadio de son fief.

Dans ces bases, les militaires ont mis la main sur une partie de l'arsenal de l'aile nord du MFDC, constitué sans doute au cours de quarante années de rébellion : grenades, chargeurs de kalachnikov, M16, lance-grenades… Sur des photographies prises par l'armée, on distingue ce qui pourrait être le bunker où se retranchait Salif Sadio, un campement sommaire avec de vieux matelas équipés de moustiquaires, éclairé à l'énergie solaire. Ils ont aussi retrouvé, en plus d'un tas de vélos rouillés, du matériel militaire subtilisé : un camion de la Micega, la mission de la Cedeao en Gambie, ainsi qu'une radio fabriquée par l'armée française. Des cargaisons de bois aussi, et des caisses remplies de chanvre indien. « Une véritable entreprise mafieuse », insiste un gradé.

L'armée se targue d'avoir récupéré une dizaine de bases rebelles et d'avoir délogé Salif Sadio de son fief.



SEYLLOU/AFP

Le Sénégalais Macky Sall (à g.) et son homologue gambien, Adama Barrow, lors de l'inauguration du pont de Farafenni, destiné à désenclaver la Casamance, le 21 janvier 2019.

Dans le Fogny, les rebelles ont développé une économie de guerre indispensable à leur survie. Culture du chanvre, coupe de bois de vène… Dans cette zone surnommée l'« Espagne », tant elle est promesse d'enrichissement, les jeunes arrosent les champs de cannabis comme d'autres plantent des légumes, et repartent dans leurs villages au bout de quelques mois avec plus d'argent en poche qu'aucun commerce licite ne pourrait leur en rapporter. Longtemps, le MFDC a contrôlé cette zone où Dakar semble bien loin et où l'on dit encore « je vais au Sénégal » lorsqu'on la quitte. « L'État nous a abandonnés, déplore une figure du Fogny. Après Sindian, le goudron s'arrête, il n'y a plus de courant. Il n'y a rien ici. »

Valises de billets

Une rengaine au cœur des revendications des indépendantistes, qui prirent les armes et le maquis après la répression sanglante d'une manifestation à Ziguinchor, en décembre 1982. Depuis, la Casamance oscille entre violences et périodes d'accalmie. Sous Abdou Diouf, la rébellion a subi la féroce répression de l'armée et de nombreuses exactions, avant de se faire largement acheter par les « messieurs Casamance » mandatés par Abdoulaye Wade – ils arrivaient à Ziguinchor avec des valises remplies de billets. Le 30 décembre 2004, l'ancien président avait obtenu un accord de paix du leader historique de la rébellion, l'abbé Diamacoune Senghor, décédé en 2007 à Paris. Mais cela n'a jamais permis de mettre un terme définitif au conflit.

Avec la reprise des combats, en mars, les braquages sont redevenus monnaie courante, réveillant de mauvais souvenirs dans la population, qui pensait révolue l'époque des check-points et des coupeurs de route. Ces dernières années, celle qu'on qualifie de plus vieille rébellion d'Afrique s'était presque fait oublier. Divisé et affaibli, le MFDC a aussi perdu une bonne partie du soutien dont il bénéficiait localement. L'indépendance, qui y croit encore ?

Dès son arrivée au pouvoir, en 2012, Macky Sall a sorti le grand jeu : infrastructures routières, électrification et construction du pont de Farafenni, au-dessus du fleuve Gambie, qui permet désormais de rallier la capitale en quatre à cinq heures. « Il faut le reconnaître, Macky Sall a plus fait pour la région en dix ans que [tous ses prédécesseurs] depuis l'indépendance, affirme Seynabou Cissé, coordinatrice du Comité régional de solidarité des femmes pour la paix en Casamance. Est-ce la lassitude face au conflit ou les retombées des efforts de

développement? En tout cas, la perte d'engouement des Casamançais pour la lutte du MFDC est réelle. »

Au sein même du mouvement, l'idée d'indépendance ne subsiste que chez certains irréductibles. « Ils ne le diront pas, mais ils commencent à se rendre compte que ça n'arrivera pas », glisse une source qui communique régulièrement avec l'aile sud, de César Atoute Badiate. « Tout le monde est fatigué de se battre. L'armée aussi », renchérit une figure historique de la branche politique du mouvement. Malade et vieillissant, cet intellectuel a renoncé à lutter pour l'indépendance. « Je n'étais pas sénégalais, mais j'ai été forcé de le devenir, confie-t-il. À présent, nous sommes dans une dynamique de paix, mais voilà qu'un beau jour l'État se réveille en parlant de "sécurisation" et nous attaque. Macky Sall est un bulldozer qui casse tout et ne sait pas s'arrêter. »

« Une revanche »

Les derniers combattants pourront-ils se relever de cette offensive? De nombreux spécialistes du conflit en doutent. Privés de la base arrière que constituait la Gambie de Yahya Jammeh, les hommes de Salif Sadio sont acculés. Jamais l'armée n'avait déployé une telle armada de soldats et autant de matériel. Elle refuse de communiquer sur son dispositif, mais des témoins ont vu passer 100, voire 200 véhicules de l'armée à Bignona la veille de l'assaut. Preuve de l'importance de l'opération, celle-ci n'est pas dirigée par le commandant de la zone 5, le colonel Thierno Diop, pourtant responsable de la région, mais pourrait être directement gérée par le général Birame Diop, chef d'état-major des armées. Là encore, impossible d'obtenir confirmation.

Le timing de l'assaut n'a surpris personne. « C'est une revanche après les affrontements entre les hommes de Salif Sadio et les soldats de la Micega [les rebelles avaient alors capturé sept soldats, libérés trois semaines plus tard]. Les images des soldats mis à terre ont joué sur la psyché militaire : l'armée a vécu cette prise d'otages comme une humiliation », analyse un spécialiste. Mais cet accrochage en janvier n'a fait que précipiter les choses : après avoir mené une opération similaire en 2021 dans le sud de la Casamance, l'armée avait depuis longtemps prévu de s'attaquer à la zone nord.

À l'occasion de la fête nationale, le 4 avril, Macky Sall s'est adressé aux forces armées sans jamais nommer la Casamance. « Je renouvelle mon soutien à celles et ceux en opérations pour la défense de l'intégrité territoriale, la lutte contre la criminalité transfrontalière et le pillage de nos ressources naturelles », a déclaré le président, qui a rappelé avoir donné l'ordre de « poursuivre sans répit ces opérations jusqu'à ce que tous les objectifs soient atteints ». Connue de tous, la stratégie de Macky Sall n'a pas dévié : s'assurer d'être en position de force pour dominer les discussions avec ce qu'il reste de la rébellion. Derrière l'objectif officiel – « démanteler les bases du MFDC le long de la frontière nord » et mettre fin aux trafics – se cacherait donc un deuxième but : « neutraliser » définitivement Salif Sadio, pourtant officiellement engagé dans un processus de négociation avec l'État depuis 2012.

« Macky Sall est un bulldozer qui casse tout et ne sait pas s'arrêter. »

En parallèle, le Sénégal continue de discuter avec les groupes « modérés » prêts à déposer les armes. Dans une note consultée par JA, non datée mais diffusée dès le début des combats, la branche de Diakaye, également située dans le Nord, condamne le regain de violence et invite les acteurs à « reconsidérer leur position » et à favoriser le dialogue. « L'opération de mars a rebattu les cartes. Les factions du MFDC opposées à Salif Sadio savent que le peu qu'elles pourraient obtenir de l'État est remis en question. Il n'est pas exclu que l'armée redirige ses opérations vers leurs propres bases », avance une source au fait des négociations.

Mais qui dialogue avec qui et dans quel but? Organisé autour d'un « comité provisoire » constitué des responsables politiques du mouvement, le MFDC-Sud tente de convenir d'une position commune et de définir des « lignes rouges ». Mais l'unification du groupe est une gageure, et beaucoup d'acteurs locaux doutent de l'existence même de canaux de discussions. « À notre niveau, personne ne peut dire qui négocie quoi », assure la figure du MFDC déjà citée. Plusieurs rencontres ont certes été organisées entre différentes factions du mouvement, mais, depuis celle de Praia (Cap-Vert), en avril 2021, les émissaires de la rébellion sont restés silencieux. Les discussions avec le MFDC sont en réalité gérées comme les opérations militaires : par l'armée et dans le plus grand secret. Elles sont pilotées par l'amiral Farba Sarr, un ancien responsable de la Direction générale du renseignement extérieur (DGRE) qui a la confiance de Macky Sall, dont il fut le ministre conseiller. Deux organisations exercent une fonction de « facilitateur » : la communauté catholique Sant'Egidio pour la faction nord et le Centre Henry-Dunant pour le dialogue humanitaire pour l'aile sud.

« La tête haute »

Dans la zone sud, l'État et ses partenaires étrangers financent allègrement le retour des populations dans les ex-territoires rebelles. « Au départ, nous pensions que c'était impossible. En 2020, nous comptions 21 volontaires. Ils étaient 124 l'année suivante », relate Robert Sagna, ancien maire de Ziguinchor et coordinateur du Groupe de réflexion pour la paix en Casamance (GRPC). Il se félicite de la mise en place de programmes de réinsertion pour les anciens combattants. « Beaucoup voudraient sortir du conflit, mais avec la tête haute », observe Ndèye Marie Diédhiou Thiam, présidente de la Plateforme des femmes pour la paix en Casamance. Pour construire une paix durable, Dakar devra donc mener des « négociations sincères », à même de convaincre les combattants de déposer les armes pour de bon, estime une source proche du dossier. Encore faudrait-il que l'État, galvanisé par ses victoires militaires, sache concéder aux rebelles des garanties suffisantes. ●

SALIF SADIO, L'ENNEMI PUBLIC NUMÉRO UN

Il est perçu comme le plus radical, celui qui ne déposera jamais les armes. À la tête de l'aile nord du MFDC, Salif Sadio est la cible prioritaire de l'offensive du 13 mars. Dès qu'il s'agit de le localiser, chacun y va de son hypothèse. Selon les uns, il aurait tenté de fuir par le sud en évitant les positions de l'armée. D'autres le disent terré dans le maquis, d'où aucun soldat ne pourrait le déloger. Selon une source officielle, le combattant se trouve déjà hors du Sénégal. Probablement en Gambie, qu'il aurait réussi à atteindre avec six de ses lieutenants. Serait-ce inenvisageable? « Salif Sadio a conservé des connexions avec l'armée gambienne depuis la période de Yahya Jammeh », confie une source proche du dossier. Battu par Adama Barrow à la présidentielle de 2016, l'autocrate permettait à la rébellion de se replier sur son territoire. D'anciens combattants du MFDC auraient d'ailleurs rejoint l'armée gambienne, et, à son arrivée au pouvoir, Adama Barrow a tout fait pour les en écarter. Ennemi juré du responsable de l'aile sud du MFDC, César Atoute Badiate, engagé dans des pourparlers de paix, Salif Sadio a été délogé de ses bases proches de la frontière bissau-guinéenne en 2006. Badiate avait alors participé à l'opération aux côtés de l'armée sénégalaise, en en profitant pour récupérer ses positions et des armes. « Il n'y a pas un MFDC, mais des MFDC. L'unification est impossible, car Sadio veut être le chef », résume une source proche du pouvoir. « Il a très peu d'interactions en dehors de ses propres hommes, que ce soit avec les ailes extérieures du MFDC ou avec l'aile politique. Il considère tous ceux qui ne sont pas avec lui comme les valets du Sénégal », poursuit une source à Ziguinchor. En 2019, il avait dénoncé les négociations avec l'État et menacé de reprendre les armes. Ses émissaires avaient porté dans le nord de la Casamance la promesse d'une indépendance prochaine. « Ils ne l'attraperont pas, reprend une figure locale du Fogny. Pas vivant, en tout cas. » Selon lui, la majorité des combattants du MFDC se seraient dispersés depuis le début de l'assaut. « Avec sa bande, ils ont prêté serment quelque part dans le bois sacré. Il a passé trop de temps dans le maquis pour revenir en arrière », ajoute un cadre local de Ziguinchor. N'a-t-il pas fait vœu de célibat tant que la région ne serait pas indépendante? Une chose est sûre : Salif Sadio est l'ennemi public numéro un au Sénégal. L'armée ira-t-elle jusqu'à le tuer? « En l'éliminant, le Sénégal prendrait le risque d'en faire un martyr », avance un acteur des négociations entre le MFDC et l'État. Salif Sadio pourrait-il être déjà mort, ainsi que le laissent entendre certains? Il y a peu de chances, conclut notre interlocuteur : « Si l'armée était parvenue à le neutraliser, elle se serait empressée de le faire savoir. » ●

M.S.



Le chef rebelle casamançais, le 23 janvier 2018.

ALLEN YERO EMBALO/AFP



Tribune

Georges Dougueli
Journaliste à Jeune Afrique

L'Ukraine, les hommes forts et nous

Huit semaines après le déclenchement de l'offensive russe contre l'Ukraine, que le président Vladimir Poutine a promis de « démilitariser » et de « dénazifier », le sujet continue de diviser le continent.

Pour des raisons qu'ils n'ont pas encore explicitées, de nombreux pays du continent ont voté contre la résolution condamnant la Russie, tandis que d'autres se sont abstenus ou n'ont tout simplement pas envoyé de représentant à la séance. Le sujet sème également la discorde au sein de la société.

La violence des joutes verbales sur les réseaux sociaux révèle des contradictions susceptibles de déboussoler les plus jeunes. Que de principes chers aux peuples anciennement colonisés foulés aux pieds ! Que de compromis avec soi-même et avec sa conscience !

Pour valider la conquête militaire de l'Ukraine et de la Crimée, certains n'hésitent pas à remettre en question le principe de l'intangibilité des frontières issues de la colonisation, adopté dans les années 1960 par l'OUA pour prémunir l'Afrique contre toutes sortes de conflits liés aux ressources.

D'autres, naguère intransigeants sur le droit des peuples africains à disposer d'eux-mêmes, ne s'offusquent pas des ingérences de Moscou dans les élections d'autres pays, même lorsque le Kremlin tente d'imposer à Kiev des gouvernements pro-Russes. Tous ont le souverainisme chatouilleux quand il s'agit de leur propre pays, mais, par solidarité avec les Russes, ils contestent à l'Ukraine le droit de signer des alliances avec l'Otan ou d'adhérer à l'Union européenne.

Que dire de ces opposants qui risquent la prison pour avoir exercé leur liberté de manifester mais qui, dans le même temps, soutiennent un pouvoir russe privant l'opposant Alexeï Navalny de sa liberté pour les mêmes raisons ?

De nombreuses incohérences et, surtout, un grand malaise en résultent. Particulièrement quand on observe que le soutien à Vladimir Poutine transcende les partis. Qu'ils soient issus des différentes majorités au pouvoir ou des oppositions autoproclamées progressistes, les admirateurs tonitruants du président russe ont remporté la bataille de la communication et tentent de réduire au silence toute contradiction.

Les admirateurs du président russe ont remporté la bataille de la communication.

Regarder la télévision et lire les journaux papier ou numériques peut laisser croire en l'existence d'une empathie pour l'agresseur, laquelle s'accompagnerait d'une parfaite indifférence aux souffrances d'Ukrainiens bombardés et jetés sur les routes de l'exil.

Le fantasme de l'éternité

D'où vient cette fascination pour la figure de l'homme fort dans une partie du monde où la jeunesse prend les chemins de l'exil, en quête d'avenir et de liberté ? Sûrement pas de son histoire. Certes, des pharaons, négus et autres *mansa* ont régenté pendant des siècles la vie de leurs semblables, mais, sur le même continent, ils ont cohabité avec des communautés acéphales, sans dieux ni maîtres. Il n'y a pas en Afrique plus qu'ailleurs un attachement particulier à la monarchie.

La réalité est peut-être plus prosaïque. Cette histoire d'amour avec le tyran russe tient davantage d'une addiction à l'image de l'homme providentiel, construite autour de la figure des dirigeants politiques ou militaires, charismatiques et narcissiques, tenaillés par le fantasme de l'éternité, imposant leurs décisions par la force, sans tenir compte des contre-pouvoirs qu'ils auront pris soin de neutraliser.

Lors de sa visite à Accra, au Ghana, le 11 juillet 2009, le président américain Barack Obama avait déjà dénoncé cette mythologie du sauveur, celui qui, par la seule force de son énergie peu commune, voire de sa bonne étoile, s'impose en dirigeant indispensable.

Sublimant les peuples qui prennent en main leur destinée, Obama avait déclaré : « L'Histoire est du côté de ces courageux Africains, et non dans le camp de ceux qui se servent de coups d'État ou qui modifient les Constitutions pour rester au pouvoir. L'Afrique n'a pas besoin d'hommes forts mais d'institutions fortes. »

Raisonnement fallacieux

L'admiration pour les hommes forts est peut-être, aussi, la manifestation d'un besoin d'ordre et d'un désir d'autorité. Contrairement aux dirigeants successifs du Mali, de la RCA, du Nigeria et même de la RD Congo, présumés pusillanimes, le Russe, lui, sait se montrer implacable vis-à-vis de ses ennemis. Pour en finir avec les insurgés islamistes ou les rebellions politico-militaires, ces Africains cautionneraient des entorses à l'État de droit et des violations des droits humains. D'autant que leur commerce avec les Russes, les Chinois et les Turcs ne souffrira d'aucune conséquence.

S'agissant du système de gouvernement susceptible d'assurer l'émancipation et l'épanouissement de la population, les mêmes pourfendeurs du modèle occidental expriment leur dédain pour la démocratie libérale autant que leurs envies de « despotisme éclairé » à la Lee Kwan Yew, « père » de la cité-État de Singapour, dont la réussite montre que la démocratie à l'occidentale ne précède pas nécessairement le développement.

Ils soutiennent donc moins Poutine qu'ils ne rejettent l'Occident « donneur de leçons ». Celui qui n'applique pas à lui-même les principes et les valeurs qu'il impose aux autres, à l'instar de la France, qui a soutenu l'investiture de Mahamat Déby Itno comme président du Conseil militaire de transition du Tchad.

Ils citent aussi l'extension, abusive, du mandat onusien portant sur l'intervention de l'Otan en Libye. Quel rapport avec l'Ukraine ? Le raisonnement est fallacieux mais la stratégie qui le sous-tend a ses adeptes : soutenir la Russie et affaiblir le partenaire historique occidental procéderait d'une triangulation susceptible de profiter à long terme au continent. Peut-être serait-il plus judicieux de miser sur la paix mondiale en disant simplement non à la guerre et de s'y tenir.

Ils soutiennent moins Poutine qu'ils ne rejettent l'Occident donneur de leçons.



MICHELE CATTANI/AFP

Des drapeaux russe et malien brandis par des manifestants, à Bamako, lors d'une manifestation contre la présence française, le 27 mai 2021.

POLITIQUE



MONTAGE JA

MALI

Sous la présidence d'Ibrahim Boubacar Keïta, le patron de la redoutée Sécurité d'État était l'un des hommes les plus puissants du pays. Il est désormais sous les verrous, mais toujours aussi craint.

MOUSSA DIAWARA, LE « MAUVAIS GÉNIE » DE BAMAKO

FATOUMATA DIALLO ET BENJAMIN ROGER

En cette matinée du 18 août 2020, l'heure est grave au domicile familial des Keïta, à Sébénikoro. Et pour cause : depuis la nuit, les nouvelles en provenance du camp militaire de Kati sont préoccupantes. Des soldats s'y sont mutinés et en ont pris le contrôle. Le coup d'État que tout le monde redoutait ces dernières semaines à Bamako semble, cette fois, bien enclenché. Les tenants du régime tentent de trouver une parade. Autour d'Ibrahim Boubacar Keïta pour cette réunion de crise : son fils Karim, son Premier ministre, Boubou Cissé, et le patron de la Direction générale de la sécurité d'État, Moussa Diawara.

À la mi-journée, ce général influent, dont tous connaissent l'entregent au sein de l'armée, glisse au président qu'il va sortir pour essayer de désamorcer la crise. Soucieux de rester le plus discret possible, il embarque sur une moto et disparaît dans l'agitation bamakoise.

Vers 16 h 30, les forces spéciales du colonel Assimi Goïta déboulent chez le chef de l'État, l'arrêtent et l'embarquent à Kati. Dans la rue, la foule en liesse applaudit. C'en est terminé d'un pouvoir à bout de souffle, dont beaucoup de Maliens n'attendaient que la chute. Entre-temps, Moussa Diawara n'est jamais revenu.

Très vite, l'attitude du militaire durant cette journée cruciale suscite des questions. Comment le chef de la puissante Sécurité d'État (SE), dont beaucoup connaissent la silhouette à Bamako, a-t-il pu prendre la fuite sans être inquiété alors que la résidence présidentielle était déjà encerclée? Était-il dans

le coup? A-t-il trahi son patron de toujours? Un an et demi après le putsch, le flou reste tel qu'au sein de certaines chancelleries internationales on continue à s'interroger sur le rôle exact de Diawara durant ces quelques heures où tout a basculé.

Cette image de Brutus, plusieurs sources dans l'entourage d'IBK se refusent à y croire. « Moussa a toujours été d'une loyauté sans faille envers le président, affirme un de ses intimes. Le coup d'État était irréversible. Il savait que la partie était perdue. Il a donc essayé de gérer la situation comme il le pouvait et de trouver un terrain d'entente avec les putschistes pour que la dignité du président soit préservée. » « Il n'a pas trahi, renchérit un membre des renseignements. C'est surtout par son incompétence que ce coup est arrivé. Il n'a pas su l'anticiper, ni l'empêcher. Et une fois que c'était fait, il a d'abord agi pour sauver ses propres intérêts. »

Double jeu du maître espion?

IBK, lui-même, n'a jamais voulu croire que son sécurocrate pouvait ne pas être loyal. Pourtant, avant même le putsch, alors que l'autorité du président commençait à tanguer, certains l'alertaient sur le potentiel double jeu de son maître espion. « Il ne me fera pas ça, il est comme un fils pour moi », a répondu un jour le chef de l'État à un de ses amis qui s'en inquiétait. IBK adoptait volontiers ce ton paternaliste avec les plus jeunes pour lesquels il avait de l'estime, mais « Moussa », comme il l'appelait, avait une place toute particulière dans son cœur.

C'est au début des années 2000 que s'est nouée la relation entre le politicien au langage châtié et l'officier de la Garde nationale. Après avoir commandé la compagnie de Mopti (Centre) et supervisé la sécurité de la Coupe d'Afrique des nations organisée au Mali en 2002, Moussa Diawara devient l'aide de camp d'IBK quand ce dernier accède à la tête de l'Assemblée nationale. Lors de ce mandat au perchoir (2002-2007), les deux hommes tissent de solides liens de confiance. Diawara devient un des plus proches collaborateurs d'IBK, qui nourrit, déjà, des ambitions présidentielles. En 2012, il prend la tête de son corps d'armée, devenant chef d'état-major de la Garde nationale. Affable, accessible et à l'écoute des autres, le gradé est apprécié de ses troupes.

Quand, en 2013, IBK accède enfin au palais de Koulouba, c'est tout naturellement vers Diawara qu'il se tourne pour reconstruire un semblant d'appareil sécuritaire dans un État en ruine. Il lui confie une place de choix et hautement stratégique : celle de directeur de la Sécurité d'État, les services du renseignement intérieur. Son cousin, le général Oumar Dao, est, lui, nommé chef d'état-major particulier du président.

Malgré son allure débonnaire, tous craignent ce personnage influent, susceptible d'avoir des dossiers sur chacun.

Rapidement, Diawara devient un des hommes clés du nouveau régime. Un des rares à avoir accès en permanence à IBK, à l'instar de son épouse Aminata ou de son fils Karim. « Il était le seul parmi nous qui pouvait toquer à sa porte à 4 heures du matin », confie un ex-collaborateur à la présidence. Au fil des mois, l'influence de « Moussa » ne cesse de croître. Et ne se cantonne pas uniquement aux questions militaires et sécuritaires. L'homme a l'oreille du chef et son mot à dire sur tout ou presque, y compris sur la nomination des ministres. « IBK avait une faiblesse, selon un de ses confidents, il écoutait trop et pouvait être influencé par ses derniers interlocuteurs avant de trancher. Or Moussa était souvent l'un de ceux-là. »

Moussa Diawara n'hésite pas non plus à faire pression sur les membres du gouvernement ou sur les cadres de l'administration pour obtenir ce qu'il veut et servir ses intérêts. Malgré son allure débonnaire, tous craignent ce personnage puissant, susceptible d'avoir des dossiers sur chacun. « Personne ne voulait se le mettre à dos parce que ses rapports étaient confidentiels et allaient directement sur le bureau d'IBK », glisse une ancienne source gouvernementale. Sa part d'ombre, liée à ses fonctions à la SE, alimente les fantasmes et les rumeurs. « C'est une sorte de grand méchant loup, auquel on colle tout un tas d'histoires alors qu'elles ne sont pas forcément vraies », analyse un observateur étranger.

Promu général de brigade en 2014 – le premier dans l'histoire de la Garde nationale, de quoi accentuer encore son prestige –, Diawara convainc le chef de l'État de faire de son corps d'origine un pilier de son système sécuritaire. « La Garde a été équipée, renforcée et assurait la sécurité présidentielle. Elle était un peu devenue la garde prétorienne d'IBK », estime un officier. Selon de récentes estimations, elle compterait aujourd'hui 10 000 membres, sur les quelque 22 000 hommes de l'armée.

À la tête de la Sécurité d'État, l'action de Moussa Diawara est plus décriée. Pour plusieurs militaires, l'ex-aide de camp doit ce poste prestigieux à son statut d'« homme du président » plus qu'à ses talents de sécurocrate. « Il ne connaissait rien aux services de renseignements. Il était là juste parce qu'il avait la confiance du chef », considère l'un d'eux.



NICOLAS REMENE/LE PICTORIUM/MAXPPP

Karim Keïta, le fils de l'ancien président, sur la base de l'armée de l'air du Mali, en juillet 2018.

En 2015, une série d'attentats – contre le restaurant La Terrasse, l'hôtel Radisson… – sème la peur à Bamako. Dans les mois qui suivent, Moussa Diawara, habile communicant, n'hésite pas à promouvoir l'action d'une structure opaque jusqu'à présent habituée à œuvrer dans le secret. « Chaque mois, on lisait dans les journaux et on entendait à la radio que la SE avait arrêté untel ou untel, se rappelle un officier. Cela en surprenait plus d'un dans l'armée, mais il faut reconnaître qu'elle en a tiré une certaine aura, même si cela n'était pas forcément justifié. »

Réputé jovial et fêtard, Moussa Diawara ne fait pas que parler de lui avec la SE. Le 9 mars 2019, le chef des renseignements fête ses 50 ans en grande pompe avec des dizaines d'invités dans sa luxueuse villa de Bamako. Seaux à champagne, roses blanches, concert privé de la star congolaise Fally Ipupa, 4×4 en cadeau… Les images de cette soirée à plusieurs dizaines de milliers d'euros, qui dès le lendemain fuitent sur les réseaux sociaux, font scandale.

Nombre de Maliens ne comprennent pas une telle scène alors que des militaires meurent chaque semaine au front. Gêné par cette affaire, le cinquantenaire ira de lui-même s'expliquer auprès d'IBK, qui lui maintiendra sa confiance. À la fin de 2019, le président envisage même de le nommer ministre de la Défense, mais l'intéressé refuse. « Cette fête d'anniversaire était inopportune, admet une figure de l'ancien régime. L'exercice de telles fonctions impose une certaine sobriété, qu'il n'a pas forcément respectée. »

Sulfureux businessman

La sobriété, l'intéressé n'en est pas vraiment adepte. Militaire de carrière, certes, mais doté d'un sens certain des affaires. « Il est probablement l'un des plus riches du pays », lâche un bon connaisseur du gotha bamakois. Avec son fils « Abba », il gère des dizaines de camions-citernes qui importent du carburant depuis des années. « Il avait notamment le marché de ravitaillement et d'approvisionnement d'Énergie du Mali (EDM) », indique une source dans l'administration. D'autres l'accusent également de trafic d'influence. « Il pesait pour obtenir la nomination de gens ou faciliter les activités d'opérateurs économiques et, en retour, ils les faisaient passer à la caisse », poursuit une bonne source.

Parmi ses partenaires de business, l'âme damnée du régime déchu de son père : Karim Keïta. Le nom des deux hommes revient avec insistance quand sont évoquées les affaires de corruption sous la présidence IBK. Affaire de l'avion présidentiel, affaire de la surfacturation d'équipement militaire… Selon une source militaire, Moussa Diawara et Karim Keïta, à l'époque député et président de la Commission sécurité et défense à l'Assemblée nationale, auraient remporté plusieurs marchés du ministère de la Défense à travers des sociétés fictives. « À eux deux, ils formaient une vraie mafia », accuse un haut gradé.


DR

Moussa Diawara, lors de la somptueuse fête organisée à l'occasion de ses 50 ans, en 2019, à Bamako.

En arrivant à la SE, Diawara aurait également perpétué les vieux liens entre les services de renseignements maliens et les narcotrafiquants du Nord. Dans les dernières années du régime d'IBK, plusieurs dirigeants occidentaux, en particulier onusiens et français, s'étaient directement inquiétés auprès du président malien de l'implication personnelle de son ancien aide de camp dans des affaires de trafic de drogue.

Le nom de Moussa Diawara est même cité noir sur blanc dans un rapport du groupe d'experts de l'ONU sur le Mali publié le 7 août 2020, quelques jours avant le coup d'État fatal à IBK. « Le groupe d'experts a reçu des informations confidentielles selon lesquelles [des] interventions visant à faire libérer des trafiquants de drogue, condamnés par la justice au Niger le 29 avril 2020, s'inscrivaient dans le cadre d'un vaste plan de protection des membres de la tribu arabe des Lemhar – y compris les détenus pour suspicion de terrorisme –, fourni en échange de versements mensuels effectués par Mohamed Ould Mataly, au moins jusqu'en juillet 2018, au général Moussa Diawara, chef de la sécurité d'État », indique ce texte.

Des secrets, « le mauvais génie de Bamako », comme le surnomme un diplomate étranger, en a des dizaines. Le 18 août 2020, quand il décide de s'évaporer dans la nature à bord d'une moto, seul lui et une poignée de fidèles sont capables de retracer avec exactitude son itinéraire. Ce jour-là, la foule amassée devant la résidence d'IBK espère le voir dans le convoi des forces spéciales qui exfiltre l'ancien président vers Kati. Mais, tout comme Karim Keïta, Moussa Diawara manque à l'appel.

Où pouvait-il bien se trouver ? Selon des sources concordantes, le général aurait d'abord trouvé refuge à une dizaine de kilomètres de Bamako, dans la ville de Kalabancoro. Il y est hébergé par Yamadou Keïta, un camarade de longue date qui fait des affaires dans le domaine de la sécurité. Moussa Diawara s'y cache quelques semaines, avant de fuir par la route en Gambie, où il est accueilli par Ousman Sowe, le patron des renseignements, avec lequel il s'est lié d'amitié.

La suite s'écrit au conditionnel. Certains affirment qu'il se serait réfugié à Dubaï. D'autres pensent qu'il est resté caché dans la sous-région. Invisible durant plusieurs mois, il réapparaît en tout cas en mai 2021, à l'occasion du mariage de son fils Abba. Sa photo fait alors la une de tous les journaux maliens qui annoncent son retour à Bamako. On raconte même qu'il doit s'entretenir avec les autorités de la transition.

Plusieurs sources attestent qu'à ce moment-là Diawara rentre au pays à bord d'un vol commercial Istanbul-Bamako de la compagnie Turkish Airlines. Pourquoi le général a-t-il décidé de revenir neuf mois après la chute d'IBK ? Craint, mais aussi détesté, a-t-il obtenu des garanties sur sa sécurité ?

Ce retour, Diawara le négocie avec Bah N'Daw, l'éphémère président de la transition. Les deux hommes se connaissent bien. Certains assurent qu'en 2014, le chef de la SE a favorisé la nomination de son aîné comme ministre de la Défense sous IBK.

Sitôt à Bamako, Moussa Diawara devient un discret conseiller du président de la transition, qui lui offre sa protection et lui promet de le nommer conseiller spécial chargé des questions de sécurité. En échange, l'ancien patron de la Sécurité d'État doit aider à évincer les jeunes colonels que Bah N'Daw supporte de moins en moins. Il a pour cela un atout de taille : il les connaît bien, pour avoir commandé certains d'entre eux à la Garde nationale.

De retour à Bamako, Diawara bénéficie de la protection de Bah N'Daw. En échange, il doit aider à évincer les jeunes colonels.

Mais rien ne se passe comme prévu. Le 24 mai, le remaniement, qui évince Camara et Koné, est mort-né. Bah N'Daw est arrêté par les colonels, et cette fois-ci Moussa Diawara ne parvient pas à s'enfuir. Lui aussi est interpellé. « Sa proximité claire avec Bah N'Daw lui a valu cette arrestation », commente une source bien informée au Mali. Dans la nuit du 24 au 25 mai, il est placé en résidence surveillée à l'École de gendarmerie du camp 1 à Bamako. Il y passera quelques jours avant d'être relâché.

Détention cinq étoiles

Moussa Diawara fait alors tout pour convaincre les putschistes qu'il n'est pas contre eux. Sans succès. Il est à nouveau arrêté et inculpé, le 9 juillet, pour « complicité de séquestration et d'enlèvement », « torture » et « associations de malfaiteurs » dans l'affaire de la disparition de Birama Touré, en janvier 2016. La justice lui reproche de ne pas avoir signalé la détention « clandestine » de ce journaliste, qui, selon plusieurs sources, est mort, après avoir été torturé dans les locaux de la SE.

Depuis, Moussa Diawara est toujours détenu dans les locaux de l'École de la gendarmerie de Bamako. Une geôle dans laquelle le général mène une vie de détenu cinq étoiles. Là, pas question de vivre dans les dortoirs exigus et surpeuplés de la maison d'arrêt centrale. Au camp 1, Diawara a droit à un deux-pièces, dont il peut sortir allègrement pour discuter avec les officiers du camp. « Il est toujours très respecté. Il a encadré ces jeunes et a facilité la promotion de nombre d'entre eux », reconnaît l'un de ses avocats. Son influence est telle qu'il choisit lui-même ses visiteurs. Au début de son incarcération, une équipe de la division des droits de l'homme de la Minusma a ainsi été priée de rebrousser chemin.

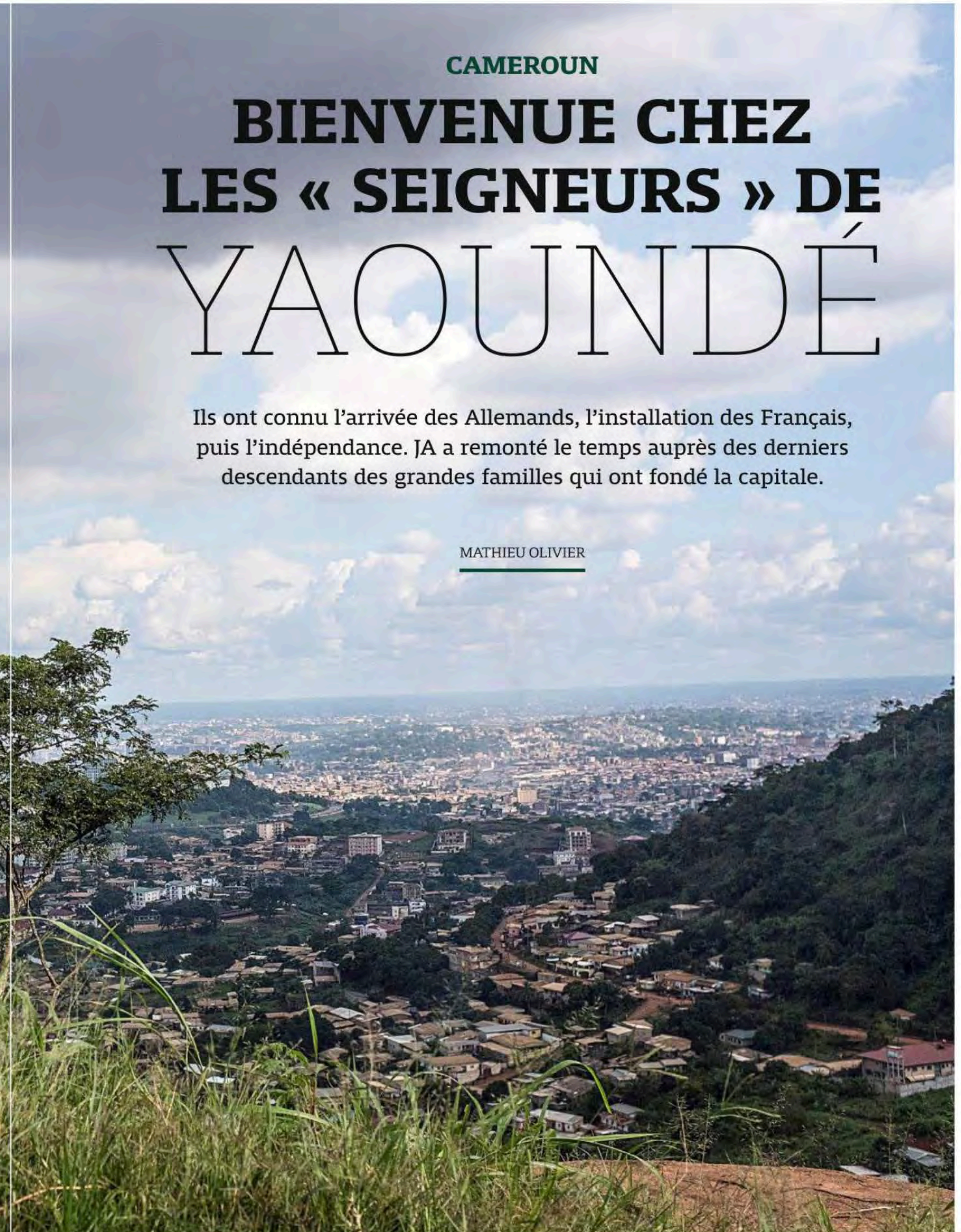
« Son dossier judiciaire est vide. Les juges ne parviennent pas à mettre sur la table des preuves tangibles qui pourraient permettre de l'inculper », affirme une source proche du dossier. L'instruction peine à avancer, mais les nouveaux maîtres du Mali semblent ne surtout pas vouloir que Diawara recouvre sa liberté. Sans doute ont-ils raison de se méfier. Celui qui fut pendant sept ans le premier espion du Mali a déjà prouvé qu'il savait ressusciter. ●

POLITIQUE



MARCO LONGARI/AFP

Vue de Yaoundé, en 2018.



CAMEROUN

BIENVENUE CHEZ LES « SEIGNEURS » DE YAOUNDÉ

Ils ont connu l'arrivée des Allemands, l'installation des Français, puis l'indépendance. JA a remonté le temps auprès des derniers descendants des grandes familles qui ont fondé la capitale.

MATHIEU OLIVIER

Un coup de sifflet a mis fin aux conversations. Les montres indiquent 17 heures tapantes. La petite dizaine de notables habitués des lieux a quitté la terrasse du Cannibale pour se positionner à l'intérieur du café, face à l'écran de télévision. Les uns ont leur place attitrée, au premier rang. D'autres se perchent sur un tabouret, accoudés au bar. Ces quinquagénaires sont majoritairement avocats ou fonctionnaires. Mais, en ce 13 janvier 2022, tous sont sélectionneurs de l'équipe de football du Cameroun. Les Lions indomptables s'apprêtent à affronter l'Éthiopie pour leur deuxième rencontre de la Coupe d'Afrique des nations (CAN). Le premier match, une victoire sur le Burkina Faso, a été poussif. Alors forcément, les spectateurs du Cannibale ont l'enthousiasme difficile, malgré les quelques bouteilles de bière servies sur les tables.

Augustin Onambélé Fouda a opté pour un doigt de whisky, qu'il a allongé d'un Coca-Cola bien frais. Propriétaire des lieux, il s'est installé à sa place, juste à côté de la porte d'entrée qui donne sur le carrefour Elig-Essono, dans le cœur historique de Yaoundé. Dans cette atmosphère déjà sombre, il fume cigarette sur cigarette. Le longiligne pharmacien ne fait pas montre d'un élan particulier pour son équipe nationale, dont il regrette les gloires passées. Tandis que certains désespèrent de la mauvaise qualité d'une passe, que d'autres réclament l'indulgence pour le geste manqué d'un attaquant, lui quitte régulièrement sa place, n'accordant qu'une attention toute relative à cette rencontre, qui se terminera pourtant par une victoire des Camerounais quatre buts à un.

Augustin, comme chacun l'appelle, n'a de toute façon jamais été le plus démonstratif des hommes. À deux pas d'ici, un cimetière abrite les tombes de sa famille, et une chapelle y a été érigée par son père, André. Il est le patron de ce lieu où les notables de la capitale ont pris l'habitude de venir discuter politique sans concession. Même si une partie des clients sont fonctionnaires, l'appareil d'État n'y a pas bonne presse. Le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC, au pouvoir) non plus, malgré la présence de certains de ses élus. On y partage autant de verres que de secrets sur les abus des puissants. Quelques-uns trouvent la force de s'indigner, faisant monter le volume sonore des débats. Augustin Onambélé Fouda fait partie des plus « silencieux ».

La politique, le patron du Cannibale a appris à la détester un soir de 1996, plus exactement le 30 janvier. Candidat à la mairie du 1er arrondissement de Yaoundé, il ambitionne de reprendre le flambeau de son père, André Fouda. Décédé seize ans plus tôt, ce dernier a occupé le poste de premier magistrat de la capitale de 1956 à 1980. L'ancien fonctionnaire des Postes, Télégraphes et Téléphones (PTT), décoré pour avoir combattu aux côtés de la résistance française durant la Seconde Guerre mondiale, reste le premier Noir à avoir présidé aux destinées de la ville, qu'il a marquée de son empreinte. Ce 30 janvier 1996, à la mairie du 1er arrondissement, l'ambition est donc lourde à assumer pour celui qui rêve de marcher dans les pas de son père.

Perte de contrôle

Héritier des Fouda, Augustin est surtout celui des Mvog Ada (« descendants » d'Ada, en ewondo), l'une des principales lignées fondatrices de Yaoundé. Le cœur de la capitale est son fief, où tous s'attendent à le voir régner au nom du RDPC. « Les Mvog Ada cherchaient un successeur politique à André Fouda, et Augustin a relevé le défi », se souvient un proche. Mais l'affaire est mal embarquée. Face à lui, le parti a favorisé la candidature d'un autre fils de la région, Émile Andzé Andzé, dont le père est Gilbert Andzé Tsoungui, alors tout-puissant ministre de l'Administration territoriale. « C'était la guerre des "fils de", se souvient un contemporain. Les Fouda considéraient qu'ils avaient la préséance et que Paul Biya devait les soutenir. » Le président en décide autrement : avec son soutien officieux, Émile Andzé Andzé est élu.

« Les membres de la famille l'ont vécu comme un crime de lèse-majesté », explique l'un d'entre eux. « Un de plus », nous glisse un autre, fustigeant l'« affront » fait aux Mvog Ada par Paul Biya. En réalité, depuis le décès d'André Fouda, la ville a peu à peu échappé à leur contrôle. Le premier successeur du maire, Basile Emah (1980-2001), qui a été un proche collaborateur d'André Fouda, est bien un cousin, mais il est issu de la lignée Mvog Betsi. Or cette famille ewondo, présente dans la région depuis la période précoloniale, est plutôt originaire des anciens faubourgs de la capitale (notamment les alentours du mont Febe) et non de son centre historique. S'il fait donc bien partie de la grande famille ewondo des Mvog Tsoung Mballa, comme les Mvog Ada, il est contesté par ces derniers.

Ses successeurs à la mairie de la capitale, Nicolas Amougou Noma (2001-2004) et Gilbert Tsimi Evouna (2004-2020), sont encore moins acceptés. Le premier est un Bene, tandis que le second est un Angok, deux familles qui ne font pas partie des Mvog Tsoung Mballa. « Nous ne saluons même pas Gilbert Tsimi Evouna lorsqu'il y a une cérémonie », sourit un membre de la famille Fouda. « Les Mvog Ada défendent l'héritage d'un de leurs premiers chefs, Essono Ela, depuis la fin du XIXe siècle. Yaoundé, et surtout son centre administratif, est le bastion qu'ils ne doivent pas perdre », confie un historien qui est également de la lignée.

Essono Ela est l'homme qui a accueilli en 1887 les premiers colons au nord-ouest de ce qui deviendra Yaoundé. Les Allemands, venus de Douala, sont une soixantaine à parcourir l'intérieur des terres dont la protection leur a été confiée trois ans plus tôt à Berlin. Plusieurs membres de l'expédition sont décédés en chemin, et les survivants, selon certains témoignages, besoin d'inhumer les corps. Descendant de Fouda Ada, Essono Ela est le chef d'une des familles Mvog Tsoung Mballa, dont le village est situé dans une zone où se dresse aujourd'hui le palais de justice. Il accepte de laisser les Allemands enterrer leurs morts à l'emplacement actuel du ministère des Finances et leur concède un terrain. Un an plus tard, un fort allemand y est construit.

« Succession de déguerpissements »

« À partir de là, l'histoire des Mvog Ada, mais aussi des autres familles Mvog Tsoung Mballa de Yaoundé, est une succession de déguerpissements », explique notre historien. « Les Mvog Ada ont d'abord été repoussés vers les terres qui sont aujourd'hui les quartiers de la Briqueterie et de Nlongkack », raconte l'un de leurs héritiers. Ces « expropriations » ne se font pas sans heurts. Hans Dominik, l'un des premiers chefs du fort de Yaoundé, n'hésite ainsi pas à s'imposer par la force, allant jusqu'à faire distribuer des coups de fouet à Essono Ela.

L'officier Dominik – il fut promu major peu avant sa mort – et ses successeurs s'immiscent également dans la politique locale, favorisant l'ascension de chefs locaux acquis aux Allemands, comme Charles Atangana-Ntsama. Formé à Kribi par les religieux, ce dernier officie d'abord comme interprète auprès des autorités coloniales, qui finissent par en faire le chef « des Ewondos et des Benes » en 1911. « C'est peut-être le premier affront ressenti par les Mvog Ada », explique notre historien. Charles Atangana-Ntsama est en effet un descendant des Atemengue, une branche des Mvog Tsoung Mballa considérée comme « mineure ».

Les héritiers d'Essono Ela et des Mvog Ada tentent à plusieurs reprises d'écarter Charles Atangana-Ntsama, notamment en 1907, lorsque plusieurs d'entre eux s'allient pour le maudire. En vain. Informé par un participant à la réunion, l'intéressé s'appuie sur les Allemands pour faire disparaître ses adversaires – plusieurs sont exécutés ou envoyés en exil.

La Première Guerre mondiale change-t-elle la donne? Le mouvement se poursuit en →



Augustin Onambélé Fouda, à son domicile, le 7 avril 2022.

MABOUP POUR JA

C'ÉTAIT LA GUERRE DES « FILS DE ». LES FOUDA CONSIDÉRAIENT QUE PAUL BIYA DEVAIT LES SOUTENIR.



MABOUP POUR JA

Thérèse Fouda, devant l'entrée de son musée, à Yaoundé, le 7 avril 2022.

→ réalité après 1918, alors que les Français prennent le relais de l'Allemagne. « Jusqu'à la fin des années 1940, la croissance de Yaoundé est assez faible, le développement est plutôt à Douala, explique notre historien. Mais la ville s'élargit progressivement avec des populations d'autres régions du Cameroun, notamment les Bassas ou les Bamilékés. » L'hippodrome, le stade de football ou l'hôtel de ville sont alors construits sur les terres ancestrales des Mvog Ada. De 15 000 habitants en 1945, Yaoundé passe à 60 000 en 1956.

« Le pouvoir central s'est mis à exproprier les tribus autochtones comme si elles n'avaient aucun droit sur les terres laissées par leurs pères », résume un expert. Les Mvog Ada saisissent donc immédiatement l'opportunité de faire élire un des leurs à la tête de Yaoundé, lors des premières élections municipales, en novembre 1956. André Fouda, qui bénéficie de la bienveillance des Français, parvient à s'imposer face au favori Constantin Ngoah, en rassemblant tant bien que mal le vote des Ewondos autour de sa candidature.

L'heure du retour des Mvog Ada est-elle venue ? À l'aube de l'indépendance, André Fouda profite de sa proximité avec Ahmadou Ahidjo, qu'il a contribué à faire élire face à André Marie Mbida. Le chef de l'État, ressortissant du Nord, y voit aussi son intérêt. « Ahidjo venait régulièrement chez nous. Il fumait le cigare et buvait une bière que mon père nous envoyait commander dans la boutique d'à côté », se souvient Thérèse, l'une des filles du maire. Reste à consolider ce pouvoir et à l'ancrer dans le paysage politique du pays, au sein duquel un homme commence déjà une irrésistible ascension : Paul Biya.

Ancien de l'administration coloniale, André Fouda envoie ses enfants étudier en France, notamment à Toulouse. Dans les années 1970, Thérèse se souvient de ses années passées à parcourir les pavés de la rue du Taur et à fréquenter l'université des sciences Paul-Sabatier. « Mon père nous a dit de ne pas travailler dans la fonction publique », nous raconte-t-elle, installée dans un fauteuil à l'entrée du musée des peuples de la forêt d'Afrique centrale. Devenue pharmacienne, elle a fondé l'endroit voilà près de vingt ans, au cœur de Yaoundé, à un pas du bar de son frère Augustin, et y raconte volontiers les destins d'Essono Ela et de ses héritiers.

« Les politiques, je ne les fréquente pas », tranche-t-elle. Pourtant, chez ses frères, sœurs et cousins, la politique n'est jamais loin. Raphaël Onambélé Ela, fils de Joseph Onambélé Mbazoa (neveu d'Essono Ela) et fils adoptif d'André Fouda, montre ainsi rapidement de grandes ambitions. Il se voit comme le successeur désigné du maire de la ville, comme chef de famille des Mvog Ada et héritier politique. « Dès le début des années 1960, Raphaël a estimé qu'il devait prendre la place qui lui revenait », se souvient un ami.

« Il avait tendance à regarder tout le monde de haut, et cela agaçait André Fouda, de vingt-cinq ans son aîné », poursuit un membre de la famille, tandis que Thérèse se souvient de ses airs d'intellectuel ». Surtout, Raphaël est très critique envers le pouvoir d'Ahmadou Ahidjo. En privé, il déplore qu'un ancien télégraphiste préside aux destinées du pays et refuse de se compromettre avec ceux qu'il appelle alors « les illettrés ». Dans ces cercles, un Bulu a déjà entamé la conquête du pouvoir et lui conseille alors la prudence. Il se nomme Paul Biya.

Après le décès d'André Fouda, en 1980, Raphaël Onambélé Ela va-t-il devenir l'étoile des Mvog Ada dans le milieu politique ? En 1985, trois ans après son élection, Paul Biya le nomme secrétaire d'État à l'Information et à la Culture. Une autre Mvog Ada, Rose Zang Nguélé, a également accédé, en 1984, au rang de ministre, aux Affaires sociales, mais le petit-fils d'Essono Ela se voit logiquement comme la tête de pont. « Il y a cru, confie l'un de ses proches. Mais il a vite déchanté. »

« Oubliés du pouvoir »

Dès 1988, Raphaël disparaît du gouvernement, tout comme Rose Zang Nguélé. Paul Biya, déjà passé maître dans les jeux de pouvoir, se méfie de ces grandes familles qui pourraient lui faire de l'ombre. Les Mvog Ada, notamment les ambitieux réunis autour de Louis, le fils aîné d'André Fouda, sont alors tentés par la « rébellion ».

« Nous nous sommes rapprochés de certains opposants pour protester contre le fait que nous ayons fait partie des oubliés du pouvoir », se souvient un membre du clan. Au début des années 1990, Geneviève Fouda, fille aînée de l'ancien maire de Yaoundé, rejoint l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (UNDP), de Bello Bouba Maigari, et fait parler d'elle jusqu'au Social Democratic Front de John Fru Ndi, qui défie massivement Paul Biya en 1992. Louis Fouda choisit, quant à lui, de soutenir Victor Ayissi Mvodo, qui s'est mis lui aussi en tête de succéder au président en vue de l'élection de 1997. Candidat déclaré, Ayissi Mvodo meurt avant même de pouvoir participer au scrutin, à l'issue duquel le chef de l'État est réélu. Pour les Fouda et leurs alliés, le mal est fait.

« Biya a vu cela comme une tentative de rassembler tous les Ewondo contre lui. Cela a été la vraie rupture », explique un cousin. « Le président a adapté sa stratégie. Pour ses nominations, il est allé chercher dans les branches secondaires des familles. C'était une façon de diviser », poursuit cette source. En 1996, il contribue à faire échouer Augustin Fouda dans le 1er arrondissement de Yaoundé, favorisant le fils de son ministre Gilbert Andzé Tsoungui. Alors que le pharmacien dépense beaucoup et croit à une nomination gouvernementale, Paul Biya confie en 1997 à sa belle-sœur, Marie-Madeleine Fouda, le portefeuille des Affaires sociales. Dix ans plus tard, il choisit cette fois un membre « éloigné » de la famille, André Mama Fouda, pour la Santé. « Augustin l'a vécu comme un affront », confie l'un de ses proches.

Sur le plan politique, que reste-t-il des Mvog Ada, cette famille que certains de ses membres n'hésitent pas, officiellement sur le ton de la plaisanterie, à qualifier de « seigneurs de Yaoundé » ? « Beaucoup se contentent de gérer le patrimoine immobilier », résume un ami, qui évoque les villas des Fouda dans le 5e arrondissement. Raphaël Onambélé Ela et Louis Fouda sont décédés. Geneviève s'est retirée de la vie publique, et Thérèse se contente de regarder le monde politique de haut, avec le sourire et un léger dégoût aux lèvres. Les petits-enfants d'André Fouda ou de Joseph Onambélé Mbazoa ne veulent pas non plus se lancer. Quant à Philippe Mbarga Mboa, petit-fils d'Essono Ela et ministre auprès de la présidence sans discontinuer depuis 2011 – après avoir été au gouvernement entre 2002 et 2007 –, il est, à 73 ans, trop contesté pour être le pilier de la famille.

Dans les fratries Fouda et Onambélé, qui lui reprochent ses attitudes de « play-boy », la simple mention de son nom amuse, signe qu'il n'exerce sur eux aucune influence. Au début de 2017, il a été chargé par Paul Biya de jouer les médiateurs dans un conflit dans lequel apparaît un collectif de Mvog Ada, représenté par l'ancien président du conseil d'administration de l'hôpital général de Yaoundé, Ignace Atangana, et par l'avocat Joseph Antoine Onambelé, cousin de feu Raphaël Onambélé Ela. Ces derniers reprochent à l'État de s'être accaparé des terres appartenant à des familles du centre de la ville, en face du Palais des sports, afin d'y construire un centre commercial. Malgré la médiation « familiale » de Mbarga Mboa, l'affaire est devant la justice, symbole de la relation contrariée que les descendants des fondateurs de Yaoundé entretiennent avec l'État.

> « NOUS LUTTONS POUR CONSERVER CE QU'IL RESTE DE NOTRE PATRIMOINE », EXPLIQUE IGNACE ATANGANA.

« Nous luttons pour conserver ce qu'il reste de notre patrimoine », conclut Ignace Atangana. Son cousin Augustin Fouda l'observe combattre, sans trop s'en mêler. À l'entrée de son café-restaurant, dans ce cœur de Yaoundé, où un quartier porte son nom, le sexagénaire sirote toujours son whisky allongé de Coca-Cola. Bien malin qui saura dire si le candidat déçu, derrière la fumée de cigarette qui l'enveloppe, a définitivement tiré un trait sur ses ambitions politiques. ●

LE JOUR OÙ BBY A RENCONTRÉ PATRICE LUMUMBA

Avant de s'éteindre, le 3 mai 2021, il y a tout juste un an, **Béchir Ben Yahmed,** le fondateur du Groupe Jeune Afrique, avait mis un point final à ses Mémoires. Il y retrace son enfance sur l'île de Djerba, sa proximité avec Bourguiba, dont il fut ministre, sa passion pour la presse, sa lutte contre la colonisation, sa foi dans le panafricanisme, ses rencontres avec des personnalités marquantes. Parmi elles, le Premier ministre du Congo. Extrait.

BONNES FEUILLES

« J'ai découvert le Liberia en août 1960, alors que l'idée de créer un organisme continental de développement faisait son chemin au sein des nouvelles élites africaines : ce serait la Banque africaine de développement (BAD).

Romeo Horton, le gouverneur de la Banque centrale du Liberia, avait organisé une réunion à cette fin, à laquelle je participai en tant que représentant de la Tunisie, avec mes compatriotes Mansour Moalla, qui préparait le lancement de la Banque centrale de Tunisie, et Abdelaziz Mathari, qui présidait toujours la STB [Société tunisienne de Banque][1]. Ma participation à ce trio était un peu incongrue. Je venais du secteur privé, mal accepté à l'époque. En ma double qualité d'ancien de HEC et d'ancien ministre, on m'avait cependant inclus dans la délégation.

Le Liberia était une destination symbolique. Il était, avec l'Éthiopie, le seul pays d'Afrique à ne pas avoir été colonisé (il l'avait été en réalité, par les Noirs d'origine américaine, qui avaient pris l'ascendant sur les « autochtones »). Nous pensions que ces deux États étaient des paradis. Or je découvris à quelques années d'intervalle des pays très pauvres, où les inégalités étaient criantes et les habitants, analphabètes.

Nous étions donc à Monrovia depuis quelques jours, Mathari, Moalla et moi, quand un télex de la présidence tunisienne nous parvint. Le Premier ministre congolais, Patrice Lumumba, de passage à Tunis, avait demandé [au président] Bourguiba de lui fournir des experts pour l'aider à élaborer un plan de développement et prendre le contrôle de la Banque centrale, encore aux mains des Belges.

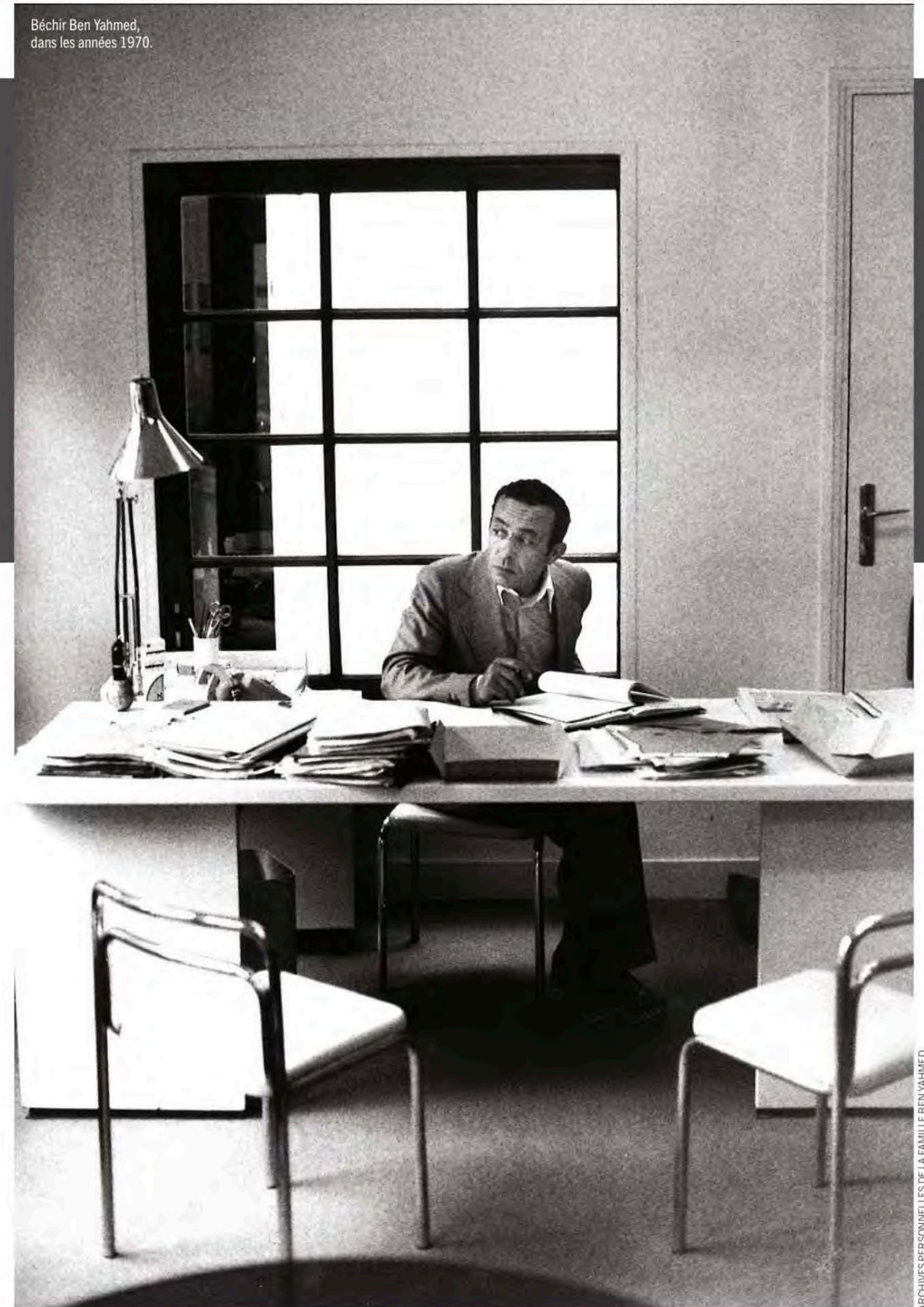
Lumumba rentrait chez lui via Accra et Lomé. On nous demanda de nous mettre à sa disposition. Nous nous présentâmes à lui à Accra, où Frantz Fanon[2], ambassadeur du GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne), avait organisé notre rencontre. Prenant place à bord de l'Iliouchine du Premier ministre congolais, nous fîmes cap sur Léopoldville (future Kinshasa).

Durant tout le vol je restai à ses côtés, lui parlant d'*Afrique Action*[3], dont je projetai la création, et qui ne l'intéressait pas du tout. Ses pensées étaient ailleurs : son pays, indépendant depuis deux mois, était en proie à de sérieux troubles. →

1. Diplômé de HEC-Paris tout comme Béchir Ben Yahmed, Abdelaziz Mathari fut chef de cabinet du président tunisien Habib Bourguiba, puis fonda la Société tunisienne de banque (STB) avec BBY et Serge Guetta.

2. Psychiatre et essayiste français, auteur, entre autres, des *Damnés de la Terre*, le Martiniquais Frantz Fanon (1925-1961) est l'un des fondateurs du courant de pensée tiers-mondiste et une figure majeure de l'anticolonialisme.

3. Cet hebdomadaire, qui succède à *L'Action* (1955-1958), sera en effet fondé par Béchir Ben Yahmed le 17 octobre 1960. Il changera de nom et deviendra *Jeune Afrique* le 21 novembre 1961.



Béchir Ben Yahmed, dans les années 1970.

ARCHIVES PERSONNELLES DE LA FAMILLE BEN YAHMED

POLITIQUE **HOMMAGE**

BONNES FEUILLES



ALLYN BAUM/THE NEW YORK TIMES / REA

Patrice Lumumba, le Premier ministre congolais, à New York, le 24 juillet 1960.

→ Nous avions tous deux la trentaine. Lumumba était, en 1960, ce que serait Thomas Sankara vingt ans plus tard : désireux de construire un grand pays, mais idéaliste et totalement inexpérimenté. Le panafricanisme sincère était en lui. Il m'apparut sincère jusqu'au bout des ongles, à la recherche d'une solution pour l'immense et riche Congo, déchiré par le tribalisme et convoité par les deux grandes puissances de la guerre froide qu'étaient les États-Unis et l'URSS.

À notre arrivée à Léopoldville, alors que l'usage voulait que les ministres vinssent accueillir le chef du gouvernement à l'aéroport, ils ne furent que quelques-uns à venir à sa rencontre, tous ou presque issus de la même ethnie que lui. Mauvais présage !

Le Congo que nous découvrions était désorganisé, divisé, fragile. Léopoldville était en proie à des émeutes. Les Blancs – Belges pour la plupart – s'étaient enfuis. Certains avaient abandonné leurs voitures américaines en pleine rue. Nous logions dans une maison-hôtel où une vingtaine de Congolais assuraient le service. Une matrone belge les commandait d'une manière incroyablement dure. Seule ! Et ils étaient près de vingt, courbant l'échine devant elle !

Lumumba décida de réunir immédiatement un Conseil des ministres et, se tournant vers nous : « Puisqu'il y a de la place, vous y participez. » Il ouvrit la séance en s'adressant à notre trio tunisien : « J'ai décidé de demander aux Belges de nous transférer les rênes de la Banque centrale. Albert Delvaux, notre ministre résident à Bruxelles, dirigera la délégation chargée de cette négociation. »

Il constitua donc une délégation, dont nous faisions partie *ipso facto*. Puis, nous prenant à part : « Je n'ai pas confiance en mes gens, les Belges vont les acheter. Je n'ai confiance qu'en vous. Tenez bon et rapportez-moi l'accord. » Il nous donna des billets en première classe de Swissair, qui était à l'époque une grande compagnie aérienne, et nous souhaita bon voyage.

La négociation ne se déroula pas à Bruxelles mais dans un endroit jugé neutre : les locaux des Nations unies à Genève. En nous voyant arriver, les membres de la délégation belge ricanèrent, se demandant sans doute « qui étaient ces Arabes ». Les Congolais, eux, ne vinrent pas. Le métis censé diriger la délégation, Albert Delvaux, était introuvable. Lui et ses amis étaient restés à l'hôtel, si bien que nous nous retrouvâmes seuls face aux Belges. Il n'y eut pas de négociations, et je compris alors que Lumumba avait eu bien raison de ne pas avoir confiance en ses émissaires congolais.

Moalla et Mathari regagnèrent Tunis écœurés. Je me souviens de m'être senti seul à Genève, humilié, pessimiste quant à l'avenir de l'Afrique. Ne sachant que faire, j'écrivis une lettre d'explication et de démission à Lumumba, la glissai dans une enveloppe avec mon billet d'avion de retour, la postai et repartis pour Tunis. Je suis persuadé qu'il ne l'a jamais reçue, mais que pouvais-je faire d'autre ?

En dépit de ces vicissitudes, Lumumba aura épousé l'Histoire. J'avais été impressionné par son parcours, même si je savais qu'il manquait d'expérience et de moyens, au moins autant humains que financiers.

Le destin de cet homme très en avance sur son temps était presque écrit d'avance. Sans aller jusqu'à imaginer qu'il serait assassiné, je pressentais que l'avenir serait très compliqué.

Cependant, compte tenu de son charisme et de la présence sur place des Nations unies, je crus qu'il pourrait réussir. Le 17 janvier 1961, en apprenant sa mort, j'ai pleuré.

En cette époque de guerre froide, Lumumba passait aux yeux des Occidentaux pour un quasi-communiste. N'était-il pas aidé par la Russie ? Sa mort fut le fruit d'un règlement de comptes postcolonial entre, d'un côté, les Soviétiques et, de l'autre, les Occidentaux, auxquels l'officier Désiré Mobutu prêta main-forte.

Les Américains collaborèrent avec ses assassins, parce que, pour eux, il était procommuniste ou risquait d'être manipulé par les communistes. Or le Lumumba que j'ai connu était certes de gauche, et plus pro-Russe que pro-Américain, mais avant tout un « non-aligné ». Un homme libre.

Ce nouveau contact avec un leader d'Afrique subsaharienne m'avait conforté dans mon projet de créer un journal panafricain pour les « Noirs » et les « Arabes ». Plus j'avançais, plus je sentais qu'il n'y avait pas de « différence de civilisation » entre eux. Durant tous mes échanges avec Lumumba, je m'étais senti en parfaite harmonie. Ce sentiment de fraternité ne s'explique pas. Il était profondément ancré en moi. ●

« Cet homme très en avance sur son temps aura épousé l'Histoire. Le 17 janvier 1961, en apprenant sa mort, j'ai pleuré. »



J'assume,
de Béchir Ben Yahmed,
éd. du Rocher, 2021, 525 p.,
24,90 euros

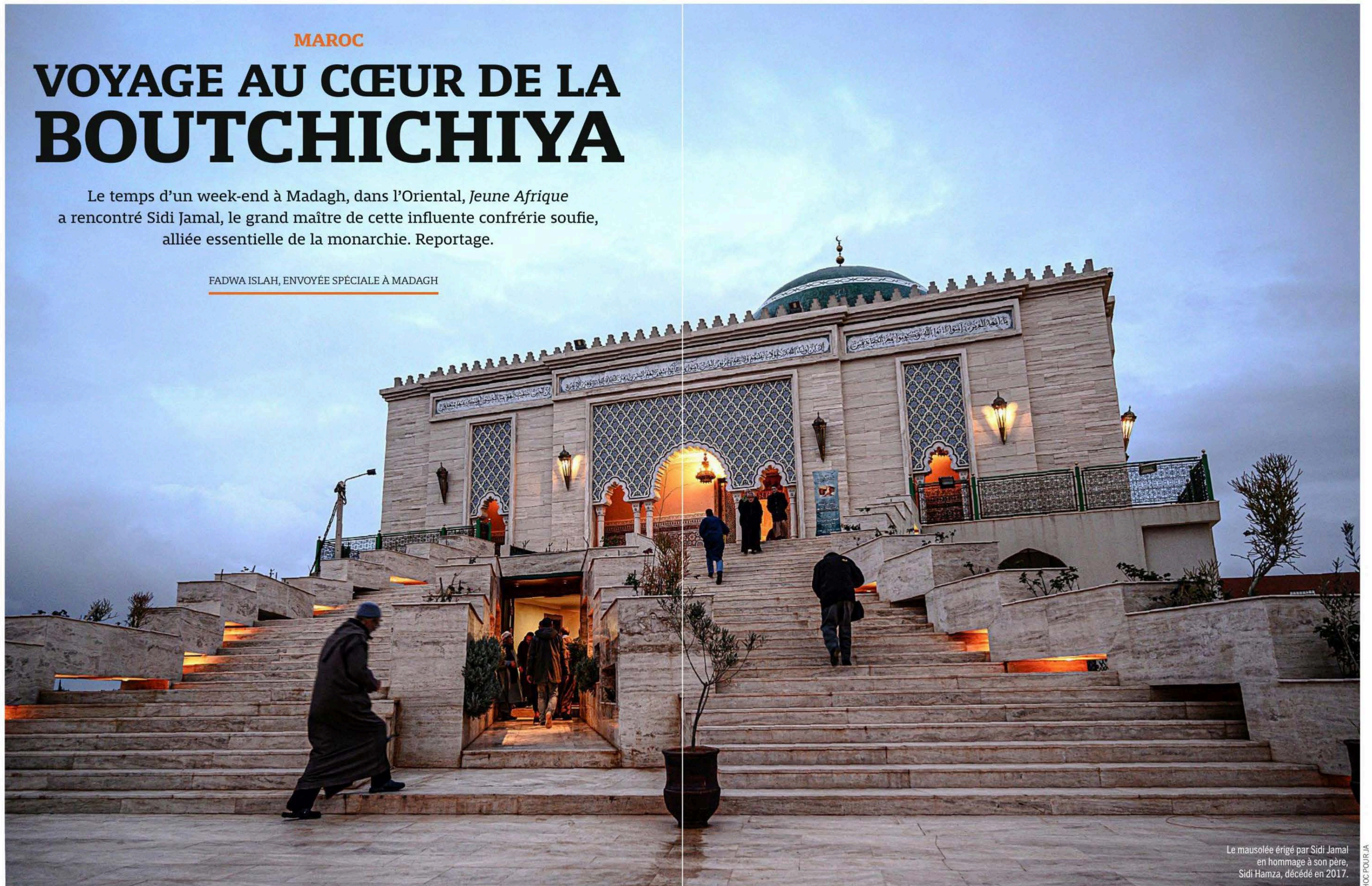
POLITIQUE

MAROC

VOYAGE AU CŒUR DE LA BOUTCHICHIYA

Le temps d'un week-end à Madagh, dans l'Oriental, *Jeune Afrique* a rencontré Sidi Jamal, le grand maître de cette influente confrérie soufie, alliée essentielle de la monarchie. Reportage.

FADWA ISLAH, ENVOYÉE SPÉCIALE À MADAGH



Le mausolée érigé par Sidi Jamal en hommage à son père, Sidi Hamza, décédé en 2017.

HOC POUR JA

Sur la petite route qui mène à Madagh, à une dizaine de kilomètres de Berkane, la blancheur des orangers en fleur tranche avec la grisaille du ciel pluvieux de ce vendredi de mars. Les averses de la veille ont cédé la place à un petit crachin serré. Impossible d'y voir clair à plus de 500 mètres. Dans cette région agricole de l'Oriental – à deux pas de la frontière algérienne –, la pluie est vécue comme une aubaine, la sécheresse ayant mis à mal les ressources en eau et l'économie du pays. « *Al-hamdou lillah,* Dieu est grand ! », commente sobrement Redouane, le chauffeur qui nous conduit à la bourgade de 14 000 habitants, fief de la confrérie soufie Qadiriya Boutchichiya.

Dès notre arrivée aux portes de la ville, avant même de descendre de voiture, nous sommes interpellés par un homme en burnous qui monte la garde. « C'est pour une *ziyara* ? Chez qui allez-vous ? » s'enquiert-il, avant d'aller chercher celui qui semble être le responsable de la sécurité. Quelques coups de téléphone plus tard, nous sommes invités à attendre à l'intérieur de l'un des nombreux salons de réception du siège de la confrérie. Là, entre le portrait du grand maître de la confrérie, Sidi Jamal, et celui de son défunt père, Sidi Hamza, nous patientons en regardant la télévision.

Sur l'écran défilent des extraits des éditions précédentes des Rencontres mondiales du soufisme, événement organisé chaque année par la Fondation Moultaqa – présidée par Sidi Mounir al-Qadiri al-Boutchichi, fils aîné du cheikh. À l'approche de l'appel de la prière du *zohr* (celle du midi), les couloirs alentour bruissent d'allées et venues. Puis c'est le branle-bas de combat : direction la grande mosquée de Madagh pour la prière du vendredi. Construit sous l'impulsion de Sidi Jamal, ce bâtiment à l'architecture néo-mauresque peut accueillir jusqu'à 10 000 fidèles. Démesuré pour une ville de cette taille ? Voire. C'est là que l'on célèbre les grands événements religieux annuels tels que la Nuit du destin, ou encore le Mawlid an-Nabawi, la fête qui commémore la naissance du prophète Mohammed. Des milliers de visiteurs déferlent alors sur Madagh.

À la fin du prêche, auquel ont assisté les notables de la région, des nuées d'adeptes se précipitent pour baiser la main du cheikh et recevoir sa *baraka* – bénédiction. Très affable, patient, l'homme en djellaba de laine blanche ne se départit à aucun moment de son sourire malgré son âge avancé (80 ans). Il faut l'intervention de sa garde rapprochée pour mettre un terme aux sollicitations. Nous le retrouvons finalement autour d'un couscous auquel nous sommes conviés avec quelques-uns de ses proches. Se trouver dans le cercle restreint du cheikh, partager avec lui un plat – plusieurs en vérité : couscous, pastilla, méchoui et autres délices de la cuisine marocaine – est un privilège rare qui fait rêver tous les adeptes de l'ordre.

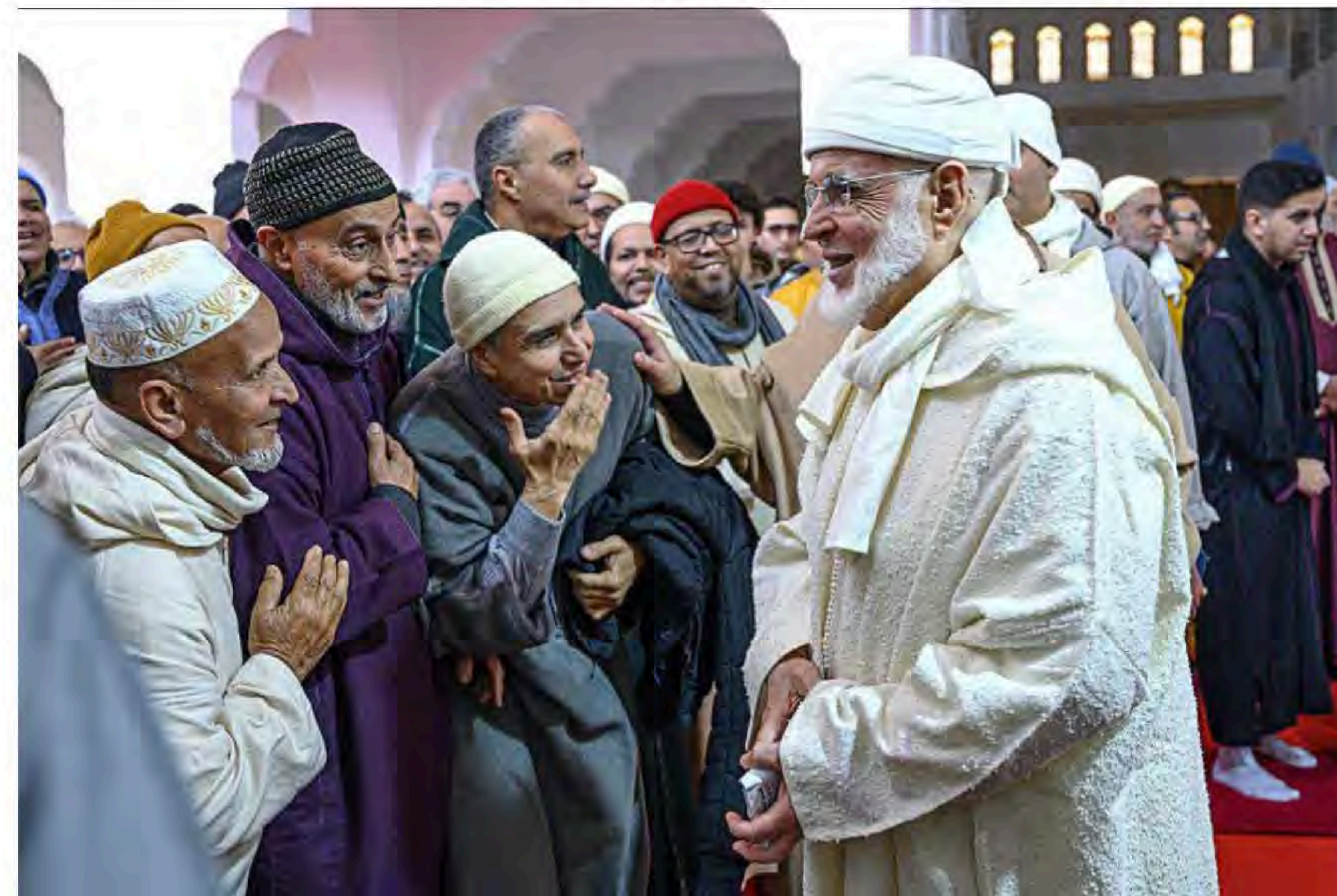
Il s'enquiert de la santé, de la vie de famille des personnes présentes, les encourage à se dépasser professionnellement. Et le cheikh ne parle pas que de spiritualité. Grand fan de foot, un sport qu'il pratiquait dans sa jeunesse, il évoque le match MAS-FAR et les débordements des ultras qui ont fait la une de la presse marocaine cette semaine-là. En bon pédagogue, il adapte son discours à son interlocuteur et donne la réplique aussi bien aux intellectuels qu'aux *faqir* portés par leur seule foi… « Le soufi est comme l'eau, il prend la forme du verre qui le contient », nous dit-il pour illustrer l'esprit de cet islam ancré dans son temps et dans son espace. « La vraie connaissance ne s'obtient qu'avec humilité. La démarche pour s'acheminer vers elle est semblable à celle d'une personne qui veut boire l'eau d'un ruisseau : elle devra se baisser pour boire. L'eau est toujours située dans le lieu le plus bas, il nous faut être comme l'eau », insiste le maître.

« Le soufi est comme l'eau, il prend la forme du verre qui le contient », nous dit le cheikh pour illustrer cet islam ancré dans son temps et son espace.

Une aura de saint

Vénéré par des centaines de milliers de disciples dans le monde – parmi lesquels des intellectuels, des hommes d'État, des artistes, mais aussi des personnes lambda, Sidi Jamal est un homme (presque) comme les autres. Avec ses airs de grand-père bienveillant, il affiche un visage serein, « illuminé par la lumière du Créateur », comme se plaisent à répéter ses disciples. Une aura de saint qui proviendrait du fait qu'il est dépositaire du *sirr*, ce secret spirituel qui se transmet de génération en génération, d'un cheikh à l'autre – dans son cas, de père en fils.

Venus d'Irak, les ancêtres de Sidi Hamza s'établirent dans la partie orientale du Maroc vers le milieu du XVIIe siècle, dans la région des Béni Snassen. La confrérie est dite *qadiriya* en référence à son fondateur, Abdel Qader al-Jilani, grand maître soufi qui vécut à Bagdad au XIIe siècle. Sidi Jamal al-Qadiri al-Boutchichi est le fils aîné de feu cheikh Sidi Hamza (1922-2017). Il est né à Madagh en 1942, l'année même où son père et son grand-père, Sidi Hajj Abbas (1890-1972), commencèrent leur initiation avec le cheikh Sidi Abou Madyan (1873-1957). Ce dernier avait lui-même hérité du secret spirituel de plusieurs maîtres, notamment issus des voies Chadhiliya et Tijaniya. Il s'installa ensuite à Madagh, dans le centre spirituel fondé au début du XXe siècle par l'aïeul Sidi Hajj Mokhtar (1853-1914), figure de la résistance contre l'occupation française dans l'Oriental et leader des tribus des Beni Snassen.



HOC POUR JA

Le grand maître de la confrérie, Sidi Jamal al-Qadiri al-Boutchichi, avec ses adeptes, à la grande mosquée de Madagh, le 18 mars 2022.

« Le père de Sidi Jamal lui portait un très grand amour et lui accorda la faveur de demeurer dans son entourage intime jusqu'à sa mort. Sidi Jamal est resté ainsi à son service, veillant avec attention au moindre de ses besoins », raconte l'un des proches du grand maître. En parallèle de ce compagnonnage, il a appris à Madagh le Coran et les sciences islamiques, avant de poursuivre son cursus scolaire (bilingue, en français et en arabe) au lycée Moulay-Idriss de Fès. Après l'obtention de son baccalauréat lettres, il poursuit sa formation en passant une licence en sciences de la loi islamique à la Faculté de la charia de Fès. Plus tard, il rejoindra la célèbre école des sciences religieuses islamiques Dar al-Hadith al-Hassaniya pour un 3e cycle d'études supérieures, couronné par un doctorat d'État qu'il soutiendra en 2001 en présentant une thèse intitulée « L'institution de la zaouïa au Maroc, entre tradition et modernité ». Il s'y livre à un plaidoyer pour un renouveau de l'institution afin qu'elle puisse relever les défis du monde actuel et retrouver son rayonnement d'antan – mis à mal au lendemain de l'indépendance.

Mais, comme le veut la tradition soufie, le futur cheikh se plie à une exigence séculaire, la quête de Dieu n'ayant pas vocation à soustraire l'homme à ses devoirs ici-bas. Pas même pour l'héritier d'une grande zaouïa… Sidi Jamal a ainsi choisi de mener une carrière d'enseignant dans l'Éducation nationale. Il a été ainsi professeur à la fois de français et d'arabe, puis inspecteur de la province de Berkane. Un choix de carrière qui lui a permis de se préparer aux tâches qui lui seront confiées par la suite au sein de la zaouïa. « Sidi Jamal a toujours cultivé le goût de la transmission, estimant que celle-ci atteignait l'excellence lorsque l'amour et le respect fondent la relation entre l'enseignant et l'élève », rappelle son entourage.

Succession en douceur

En 2017, à la mort de Sidi Hamza, Sidi Jamal devient le guide spirituel de la confrérie. Cette succession s'est effectuée de façon fluide. La constitution non écrite de la zaouïa dispose que le cheikh nomme son héritier de son vivant pour éviter toute lutte pour le pouvoir et assurer une transition en douceur, un peu

sur le modèle de la monarchie alaouite, dont les Boutchichi sont de grands soutiens. « Ceux qui ont connu cheikh Hamza ont pu croire, devant la ferveur et le dévouement de ses disciples, que la zaouïa serait affaiblie, fragilisée par sa disparition. Il n'en fut rien. C'est même le contraire », souligne l'un des adeptes. « La confrérie ne cesse de se renforcer aux quatre coins de la planète. Le vaste travail de modernisation et d'ouverture sur le monde entamé par le maître disparu se poursuit aujourd'hui avec son fils », renchérit notre guide durant cette visite au cœur de l'un des grands réacteurs de l'islam – et du pouvoir – marocain.

« Ballet diplomatique »

Les valeurs que porte la confrérie, sa méthode, basée sur l'éducation, le travail, l'effort individuel dans la quête spirituelle, la confraternité, font d'elle un acteur majeur de la politique religieuse du royaume par le biais de relais et d'antennes locales en Afrique, en Europe, aux États-Unis, au Canada, en Australie, en Asie… Dans ces extensions de la zaouïa mère, les adeptes de la confrérie se retrouvent parfois plusieurs fois par semaine pour effectuer des *dhikr* (la remémoration de Dieu), des *wird* (invocation mystique) et des *samaâ* (audition spirituelle), conformément aux préceptes de la *tariqa* (la méthode de la zaouïa). Des réunions où se retrouvent des disciples de toutes origines sociales, des intellectuels au grand public en passant par de puissants hommes d'affaires, des diplomates, des hauts commis de l'État, des officiers de l'armée et des services sécuritaires. Au point que certains voient dans cette confrérie de l'Oriental une sorte de franc-maçonnerie qui ne dirait pas son nom, une confrérie religieuse qui se serait muée en réseau mondial influent, à l'intersection des pouvoirs politique et économique. « C'est vouloir transposer un concept occidental… conteste un proche du cheikh. L'esprit du soufisme est très différent de celui qui prévaut au sein de la franc-maçonnerie. Et puis, si vous voyez une personne régulièrement lors de séances de *dhikr*, cela crée des liens… c'est naturel de faire ensemble des affaires ou de s'entraider. »

Ce réseau tentaculaire, nous avons eu l'occasion d'en prendre la mesure. Ce jour-là, qui coïncide avec le 15 chaabane, une date où des veillées religieuses sont organisées un peu partout dans le royaume, la zaouïa reçoit des personnalités marocaines (dont on nous a demandé de taire les noms par respect pour leur intimité spirituelle) et étrangères venues



HOC POUR JA

Le cheikh de la zaouïa entouré de ses fils Sidi Mounir (à dr.) et Sidi Mouad.

La confrérie est un acteur majeur de la politique religieuse du Maroc par le biais de ses relais et antennes aux quatre coins du monde.

assister à cette cérémonie de ce mois qui précède le mois sacré du ramadan. Une veillée religieuse est organisée le lendemain, samedi : en fin d'après-midi pour les femmes, le soir pour les hommes. Nous assistons à celle des initiées de la gent féminine (appelées « *faqirate* ») venues en nombre saluer le cheikh et assister à une séance collective de *dhikr* et de *samaâ*.

La soirée se prolonge jusqu'au petit matin dans plusieurs pièces de la zaouïa, à grands coups de *dikhr*, musique soufie, chants religieux, entrecoupés de moments de repos dans les salons adjacents et les dortoirs, où l'on prend des nouvelles les uns des autres, et où l'on échange à bâtons rompus sur le foot, la présidentielle française, les affaires… Certains refont leurs ablutions dans l'une des innombrables salles de bains mises à disposition par la confrérie, pendant que d'autres se restaurent : soit dans l'une des nombreuses salles de réfectoire de la zaouïa, où sont servis aux disciples profusion de mets, témoins de la générosité légendaire des Boutchichi – soupe de blé concassé dite *tchicha* (qui a donné son nom à cette branche de la Qadiriya, l'un des ancêtres de Sidi Jamal ayant sauvé de nombreux nécessiteux lors d'une famine en leur offrant de la tchicha), agneau aux pruneaux et autres plats traditionnels marocains. Certains préfèrent commander des sushis, des pizzas, des tacos… livrés depuis Berkane ou même Oujda ! Le tout sur fond de fragrances d'encens, de fleur d'oranger, de musc, de bois de cèdre et des mille et une senteurs qui font l'art de vivre marocain.

Plus qu'une simple veillée, ces soirées sont un défi logistique et diplomatique pour la zaouïa où aucun détail n'est laissé au hasard.

Plus tard, en allant prendre congé du cheikh et de son fils Sidi Mounir, nous aurons également un aperçu des coulisses, où de nombreuses personnes s'affairent, téléphone à la main, pour le bon déroulement de la veillée. Venus dans leur voiture personnelle, en covoiturage ou en bus, les *faqir* affluent de toutes les villes du royaume, et chacun prend sa place selon un ordre immuable.

Dans le carré VIP défilent de grandes personnalités marocaines et étrangères. Le cheikh reçoit lors de pauses dans des appartements dédiés des délégations d'adeptes venues du Mali, du Nigeria, du Canada, d'Angleterre, de Tunisie… comme dans une sorte de ballet diplomatique. Son fils et héritier, Sidi Mounir, l'épaule dans ces fonctions protocolaires, le relayant pour faire le *swab* (politesse) dû aux convives du seigneur des lieux. « Ces visites ont lieu toute l'année. Sidi Jamal accueille chaque samedi les disciples aux soirées de *samaâ*. En toutes occasions, il se montre disponible et bienveillant pour recevoir et conseiller les disciples de la voie, mais également les sympathisants ou les simples curieux », nous confie l'un de ses proches conseillers. Mais si les disciples viennent à lui, le cheikh va également à eux. « En dehors du pèlerinage à La Mecque, qu'il a effectué en 2005, l'essentiel de ses déplacements consiste à rendre visite aux adeptes de la confrérie, que ce soit dans les grandes villes du Maroc ou dans les différentes antennes de la zaouïa à l'étranger, en France, en Belgique, en Angleterre… », précise notre interlocuteur. Et dans tous ces travaux, ces missions, ces tâches quotidiennes, Sidi Mounir, le dauphin du cheikh, est là, secondant son père et veillant à la bonne gestion des affaires. Suivant la méthode de ses aïeuls, il fait les choses à sa manière.

Sidi Mounir incarne la nouvelle génération. Éduqué dans la tradition soufie, il est diplômé de Dar al-Hadith al-Hassaniya comme son père, mais aussi de l'École de guerre économique de Paris. Il a soutenu en 2005 sa thèse de doctorat à l'École pratique des hautes études (EPHE), en France, et ne cesse depuis de publier des ouvrages sur le soufisme. Ce soir-là, il a troqué son costume-cravate pour une djellaba marron en laine et un *selham*. Il joue dans la zaouïa le rôle de modernisateur, mis en œuvre par son grand-père Sidi Hamza et perpétué par son père, Sidi Jamal. Le dauphin du cheikh essaie de maintenir la confrérie à la page des évolutions technologiques, la zaouïa disposant désormais d'un studio où sont enregistrés des live, des débats, des conférences, relayés sur les réseaux sociaux, avec des *community managers*, de jeunes geeks disciples de la zaouïa. « Pratiquement tout se fait chez nous sur la base du volontariat. Chaque disciple expert dans un domaine essaie d'apporter un peu de son savoir, de ses compétences, pour participer au rayonnement de cet édifice », confie Sidi Mounir, qui nous reçoit dans son bureau, sobre et rempli de livres.

Le royaume est « notre seul parti »

Ce nouveau souffle a permis à la zaouïa de rester active durant la pandémie de Covid-19. Comme toute institution internationale, la zaouïa Qadiriya a substitué les webinaires et les réunions Zoom aux rencontres physiques. La modernisation passe aussi par le discours. « Il s'agit de reprendre des thématiques issues de la modernité, de les enraciner dans la tradition islamique et de leur insuffler l'esprit du soufisme. Ce sont ces thématiques qui sont mises en avant à l'occasion des Rencontres mondiales du soufisme, organisées chaque année et où l'on entend parler aussi bien d'écologie que de développement durable ou de bonne gouvernance », martèle Sidi Mounir. La *tariqa* est impliquée également dans la défense des causes nationales du royaume, « notre seul parti », comme on dit ici. « Cheikh Sidi Jamal et la *machyakha*, par la parole et par les actes, montrent cette direction et rappellent sans relâche cette exigence. Qu'être disciple et citoyen engagé dans la recherche et la défense du bien commun et du vivre-ensemble, loin de tout esprit partisan, est un enseignement fondamental de la *tariqa* », conclut l'un des disciples. ●

INTELLECTUELS, ARTISTES, POLITIQUES…

Quel est le point commun entre le ministre marocain des Affaires islamiques, Ahmed Toufiq, le rappeur Abd al Malik, le directeur du Festival Fès des Musiques sacrées, Faouzi Skalli, feue la philosophe Eva de Vitray-Meyerovitch ou encore l'ex-sénatrice française Bariza Khiari ? Tous sont des disciples de Sidi Jamal al-Qadiri al-Boutchichi, le grand cheikh de la zaouïa Qadiriya Boutchichiya, ou ont un lien fort avec lui.

Par le nombre très important d'intellectuels, d'artistes, de hauts gradés de l'armée, de personnages publics et d'hommes politiques, toutes sensibilités confondues, qui en font partie, la confrérie constitue une force de lobbying extraordinaire et ne peut ainsi être réduite qu'à son aspect spirituel. La Boutchichiya n'hésite pas à reprendre à son compte les grandes causes du trône alaouite. En 2011, ses disciples avaient organisé de grandes marches de soutien au oui lors du référendum sur la nouvelle Constitution proposée par le roi.

Ce n'est donc pas un hasard si Mohammed VI a nommé en 2002 un adepte de la confrérie à la tête du ministère des Affaires islamiques. Ahmed Toufiq, toujours en fonction, avait alors conduit une reprise en main du champ religieux pour « immuniser » l'islam marocain contre les idées extrémistes. ● **F.I.**

POLITIQUE

Lors de l'investiture du président Abdelmadjid Tebboune, le 19 décembre 2019, à Alger.

ZINEDINE ZEBAR / STARFACE

ALGÉRIE

LA GRANDE MUE DE LA GRANDE MUETTE

Un peu plus de deux ans après la mort d'Ahmed Gaïd Salah, le tandem Tebboune-Chengriha a remplacé pratiquement tous les fidèles de l'ancien tout-puissant chef-d'état major. Et repris en main l'appareil sécuritaire tout entier.

FARID ALILAT

Le premier avait des méthodes brutales dans sa gestion des hommes et de l'institution militaire. Il était imposant par sa carrure, tranchant et offensif dans ses prises de position et omniprésent sur la scène politique. Le second est d'un caractère discret, peu intrusif et ne cherche pas à être sous les feux de la rampe. Entre Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'armée et vice-ministre de la Défense, décédé en décembre 2019, et Saïd Chengriha, qui lui a succédé à la tête de l'état-major, il y a un monde. Et c'est ce gouffre entre les deux hommes qui dessine le nouveau visage de l'armée algérienne post-Gaïd Salah. À mi-chemin du premier mandat du président Abdelmadjid Tebboune, le duo que ce dernier forme avec Saïd Chengriha a opéré une grande mue au sein de la grande muette, aussi bien sur le mode opératoire que sur le choix des généraux qui en constituent aujourd'hui l'ossature. Une révolution silencieuse qui a commencé par une opération de purge au sein du système Gaïd Salah, dont le legs pèse lourd.

Réhabilitation de Toufik et de Nezzar

C'est à l'été 2018, peu de temps après le scandale des 701 kg de cocaïne qui a ébranlé l'État, que Gaïd Salah a établi son emprise sur l'armée en y faisant le ménage. Plusieurs généraux majors sont écartés et mis aux arrêts pour des délits de corruption et de détournements présumés avant d'être libérés quelques mois plus tard sur intervention de Saïd Bouteflika, alors puissant conseiller de son frère président et aujourd'hui incarcéré à la prison d'El Harrach, à Alger. Mais cette remise en liberté des parias de Gaïd Salah ne constitue qu'une pause dans son plan de prise de pouvoir de l'appareil militaire et sécuritaire tout entier. Plus que jamais l'homme fort du pays, après la chute du régime de Bouteflika en avril 2019, chef incontesté et incontestable de l'armée, Gaïd Salah va alors placer ses hommes au sein de tous les départements de la Défense, des différentes directions des services de renseignements ainsi que des régions militaires.

Gaïd Salah oriente de manière autoritaire le cours de l'élection présidentielle de décembre 2019 et favorise l'arrivée au pouvoir d'Abdelmadjid Tebboune au détriment du candidat Azzedine Mihoubi, qui, semble-t-il, avait les faveurs d'une partie de l'establishment militaire. Jamais depuis l'ère du colonel Boumédiène, dans les années 1960 et 1970, un général n'avait acquis autant d'influence et de puissance dans ce système politique opaque. Mais sa disparition, peu de temps après l'investiture de Tebboune, change radicalement la donne, tant au niveau de la présidence qu'au sein de l'institution militaire. Délié de l'emprise du colérique général, Tebboune amorce la mue de l'armée en tandem avec le nouveau chef d'état-major. Ce dernier, contrairement à son prédécesseur, refuse le poste de vice-ministre de la Défense. C'est déjà en soi un changement majeur par rapport à l'ère Bouteflika-Gaïd Salah.



Le général major Saïd Chengriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le 30 décembre 2019.

ZINEDINE ZEBAR/STARFACE

L'autre évolution importante tient à la personnalité même de Saïd Chengriha. À 75 ans, ce général, qu'on présente comme pondéré, discret – sans être effacé – ne nourrit aucune ambition politique, contrairement à son prédécesseur. « Il s'attelle à recentrer l'armée sur ses seules missions constitutionnelles, bien loin des démons de la politique », explique l'une de ses vieilles connaissances. Une politique de refonte de l'état-major et du remplacement systématique de l'ancienne équipe par des hommes proches de Chengriha ou qui lui ont été recommandés par ses anciens compagnons est donc mise en place. L'objectif ? Débarrasser l'armée des fidèles de l'ancien chef d'état-major, soupçonnés de menacer le pouvoir personnel d'Abdelmadjid Tebboune.

Le déboulonnage des réseaux de l'ancien chef d'état-major démarre avec une opération de réhabilitation de deux de ses principales bêtes noires, les anciens généraux Mohamed Mediène, dit « Toufik », ex-patron des services de renseignements, et Khaled Nezzar, ancien ministre de la Défense dans les années 1990. Le premier est relaxé en janvier 2020 par le tribunal militaire de Blida après avoir été condamné à quinze ans de prison pour « complot contre l'armée et complot contre l'autorité de l'État ». En fuite à l'étranger et poursuivi dans le cadre de la même affaire, Nezzar est autorisé à rentrer et se voit lui aussi blanchi par la justice. Ces réhabilitations n'ont pas seulement une portée symbolique. Elles auront une incidence politique, dans la mesure où la remise en liberté de Toufik permettra le retour sur le devant de la scène ou en coulisses de certains hommes connus pour leur proximité avec l'ancien patron du Département du renseignement et de la sécurité (DRS), dissous en 2016.

> **Pondéré, discret – sans être effacé –, Saïd Chengriha ne nourrit aucune ambition politique, contrairement à son prédécesseur.**

« Mahfoud Polisario » à la DGDSE

Le premier à faire les frais de cette refonte est le général-major Wassini Bouazza. Nommé en avril 2019 patron de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), ce général influent aura été l'une des chevilles ouvrières de la campagne anticorruption qui a ciblé anciens oligarques et ministres. La mort de Gaïd Salah signa la fin de sa carrière et sa chute brutale. Écarté au lendemain de l'élection de Tebboune, il purge aujourd'hui une peine de seize ans de prison. Wassini liquidé, le général Abdelghani Rachedi prend sa succession. Cet homme qu'on présente comme un intellectuel a auparavant dirigé l'Institut des hautes études de sécurité nationale, établissement de formation de hauts cadres militaires et civils, →

→ avant d'être nommé attaché militaire aux Émirats arabes unis, où il a tissé de solides liens avec des dirigeants du Golfe. S'est-il rendu, comme l'affirment certaines sources, à Abou Dhabi en avril 2021 pour négocier l'extradition de l'ex-patron de Sonatrach, Abdelmoumen Ould Kaddour ? Mystère, mais ce dernier sera bien extradé à Alger en août 2021. Ancien des services passé par la justice militaire, le général Rachedi est réputé procédurier. Au sein de la DGSI, dont les principales missions sont le contre-espionnage et l'analyse prospective de la situation intérieure, il a apporté calme et sérénité après la succession de difficultés que cette direction névralgique a connues avant son arrivée.

Le deuxième changement important concerne la Direction générale de la documentation et de la sécurité extérieure (DGDSE), une institution qui a pris une importance majeure dans le contexte d'instabilité permanente à toutes les frontières de l'Algérie, tant au Maghreb qu'au Sahel. L'homme fort qui la dirige depuis janvier 2021 est le général-major Nour-Eddine Mekri, surnommé « Mahfoud Polisario » en raison de son expérience dans le dossier du Sahara occidental. Une compétence précieuse dans le conflit qui oppose l'Algérie et le Maroc, singulièrement revivifié depuis l'accession au pouvoir d'Abdelmadjid Tebboune. Proche de Toufik, Mekri a été très actif depuis sa nomination à la tête des services extérieurs. Il a enchaîné les voyages au Niger, en Égypte, en Espagne ou encore en Turquie. Il était même aux côtés du ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, lors de sa visite à Moscou les 3 et 4 avril. Celui dont on dit qu'il a été derrière le rabibochage entre Le Caire et Alger après les tensions sur la Libye est sorti indemne de l'enquête qui a visé son prédécesseur, Youcef Bouzit, et qui a paralysé un grand nombre de cadres de l'institution.

> **Créée en catimini, la Direction générale de la lutte contre la subversion a été confiée au général M'henna Djebbar, un proche de Toufik.**

Sans fracas ni publicité

La mue de l'armée et des services de renseignements est aussi passée par la création en catimini de la Direction générale de la lutte contre la subversion (DGLS), confiée en novembre 2021 au général M'henna Djebbar. Un revenant. Considéré comme l'un des fidèles de Toufik, Djebbar est passé par la case prison en octobre 2019 pour enrichissement illicite, avant d'être remis en liberté en juillet 2020. Le général Djebbar affiche une longue carrière comme patron de la Direction centrale de la sécurité des armées (DCSA), chargée de la lutte contre le terrorisme dans les années 1990. Réputé proche de l'actuel chef d'état-major, il a aujourd'hui pour mission de lutter contre la « subversion politique », un champ qui s'est particulièrement étendu pendant le mandat d'Abdelmadjid Tebboune... Il pourrait être également missionné pour créer le noyau d'un nouveau service de renseignements réformé et unifié, à l'image de ce qu'était le DRS avant le début de son démantèlement à l'été 2013.

Ces changements plutôt en douceur affectent également de nombreuses institutions relevant du ministère de la Défense. C'est le cas de l'état-major de la gendarmerie nationale, que pilote le général Yahia Ali Oulhadj depuis août 2021. Tout comme bon nombre de généraux qui gravitent autour de Saïd Chengriha, Oulhadj a été écarté par Gaïd Salah avant d'être mis à la retraite. Sa reprise de service consolide le projet de restructuration mis en place par le patron de l'armée. Très discret mais voué à jouer un rôle important dans l'appareil de coordination entre l'armée, la présidence et les services de renseignements, le colonel Boumédiène Benattou incarne cette génération d'officiers écartés par Ahmed Gaïd Salah, qui lui avait retiré brutalement en août 2018 son poste de contrôleur général de l'armée. Une disgrâce qui durera moins de deux ans. En mars 2021, Bennatou arrive au palais d'El Mouradia comme conseiller chargé des affaires en lien avec la défense et la sécurité. Il sert également de courroie de transmission entre la présidence et le ministère de la Défense. Deux ans après la mort d'Ahmed Gaïd Salah, l'armée a achevé sa nouvelle mue. Cette fois sans fracas ni publicité. ●

LES RÉGIONS MILITAIRES AUSSI

À l'instar des autres institutions qui dépendent du ministère de la Défense, les principales régions militaires ont connu des changements au cours des deux dernières années. Le général-major Omar Tlemsani dirige depuis juillet 2020 la 4e région militaire à Ouargla, dans le sud du pays. Homme de tranchées, il s'est illustré dans le combat contre le terrorisme dans les années 1990 à la tête du 4e régiment para-commando.

Autre baroudeur, fondateur, lui, du 25e régiment de reconnaissance parachutiste, le général Omar Hambli commande depuis mars 2020 la 5e région militaire, dans le Constantinois. Le général-major Hadj Laaroussi Djamel hérite, de son côté, du commandement de la 2e région militaire, qui englobe l'Oranie. Une région hautement sensible en raison de sa proximité avec la frontière algéro-marocaine. ●

F.A.

©Photo : A Ravera
FRANCE 24
LE DÉBAT
STÉPHANIE ANTOINE
DU LUNDI AU JEUDI À 18H10 TU
Des invités débattent, commentent et analysent l'actualité du jour
1re chaîne d'information internationale en Afrique francophone*
À (re)voir sur france24.com

*Source : Kantar TNS - Africascope 2021

POLITIQUE



YASSINE MAHJOUB

TUNISIE

« Je l'ai lu sur acebook ! »

Avec plus de 7 millions d'utilisateurs, le réseau social est devenu le « média » de référence d'une grande partie de la population. Une confiance aveugle qui biaise le débat public et menace rien de moins que la démocratie.

FRIDA DAHMANI, À TUNIS

Survenu durant un week-end, le naufrage du *Xello*, au large de Gabès (Sud-Est) à l'aube du 16 avril, aurait pu n'être ébruité qu'en cours de journée, mais c'était compter sans l'extrême appétence des réseaux sociaux tunisiens pour les événements qui sortent de l'ordinaire. Dès les premières heures du matin, la Toile se lance dans une enquête improvisée sur le parcours, la cargaison et tout ce qui concerne le navire échoué, chacun s'empressant de publier un compte rendu circonstancié avec des « scoops » en prime.

« Les réseaux sociaux supplantent les médias traditionnels », constate Larbi Chouikha, professeur à l'Institut de presse et des sciences de l'information à l'université de La Manouba. Mais Facebook n'est pas un média classique : il fait dans l'anonymat, et ce qui est publié n'est pas nécessairement vérifié. Il n'empêche, malgré les mises en garde des uns et des autres, Facebook est davantage qu'un réseau social pour les plus de 7 millions de Tunisiens, soit 70 % de la population, titulaires d'un compte : il est désormais assimilé à un média, mais plus incontournable que les autres. Il est ainsi fréquent d'entendre « je t'assure, je l'ai vu sur Facebook ! » lorsque l'origine d'une information douteuse est questionnée.

C'est que le premier à se référer à Facebook et à le citer comme source d'information fiable n'est autre que le président Kaïs Saïed lui-même. Plusieurs fois, dans ses discours, lorsqu'il dénonce la corruption et diverses malversations, il mentionne des faits rapportés par des pages en ligne qu'il semble tenir pour acquis. Ainsi quand, en août 2021, certaines pages Facebook signalent la découverte d'un stock de fer, laissant penser à de la spéculation, le président participe à la descente des forces de l'ordre et de la douane dans un dépôt de la région de Bir Mcherga. Mais l'opération, largement médiatisée, a tourné court. Le stock correspondait à une commande destinée à la Libye qui attendait l'ouverture des frontières pour être livrée.

Avant Kaïs Saïed, certains députés et ministres des gouvernements précédents avaient eux aussi fait mention d'informations piochées sur le réseau social. D'autres n'ont pas hésité à porter plainte à la suite de la diffusion sur le réseau social de rumeurs les mettant en cause, comme l'ancien ministre Mehdi Ben Gharbia, en octobre 2020, après s'être vu accusé sur Facebook de complicité dans l'assassinat d'une jeune femme. Cette absence de discernement, couplée au sentiment d'impunité de ceux qui partagent les plus folles rumeurs, présente un sérieux danger pour le débat public. Ceux qui connaissent les enjeux, les entourloupes et les pièges des réseaux sociaux déplorent le phénomène. Le chroniqueur et journaliste Haythem el-Mekki assure qu'« il est impossible d'avoir un débat serein. Il faut démolir toutes les intox répandues sur tel sujet, rétablir la réalité et l'exactitude des faits pour pouvoir commencer à commenter. Et, là, il faut également anticiper les manipulations qui vont apparaître en réaction au statut initial ».

« Médiocratie »

Une gageure pour qui est en quête de vérité. Mais est-ce réellement la vocation des réseaux sociaux ? « Avant la révolution, on cherchait à retrouver des amis, à socialiser. Dès 2011, avec la chute du régime et le rôle qu'a joué le web dans la transmission d'informations lors du soulèvement populaire, Facebook est devenu un espace d'échanges. En 2014, l'entrée en fonction de nouveaux algorithmes a fait de Facebook un fléau pour la vie politique et le débat public. Les réseaux sociaux contribuent à la médiocratie », déplore Haythem el-Mekki.

LE PREMIER À S'Y RÉFÉRER COMME SOURCE D'INFORMATION N'EST AUTRE QUE LE CHEF DE L'ÉTAT LUI-MÊME.

Le réseau social bénéficie du discrédit général qui frappe la presse, dont les liens incestueux avec le monde politique sont tenus pour acquis. Une suspicion qui, curieusement, devient beaucoup moins tatillonne s'agissant du réseau social. De sorte qu'un article de presse potentiellement biaisé suscite parfois moins de confiance qu'une fake news avérée. « Avec Facebook, l'internaute a l'impression d'échapper aux intoxications sans mesurer la manipulation de masse qui s'y opère », analyse Larbi Chouikha. Noureddine Taboubi, secrétaire général de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), opposé à l'initiative présidentielle du 25 juillet, en a fait l'expérience. Harcelé et critiqué sur Facebook par des partisans du chef de l'État, il a suffi qu'il s'en ouvre, lors d'un entretien téléphonique, à la cheffe du gouvernement, Najla Bouden, fin mars 2022, pour que, dès le lendemain, lesdites pages ne soient plus accessibles.

« Les rapports entre les réseaux et la politique sont très étroits, malgré tout ce que l'on veut nous faire croire », observe un syndicaliste. Ceux qui s'intéressent de bonne foi à un sujet anodin sans rapport avec la politique vont, petit à petit, sous l'effet des algorithmes, être au contact de contenus qui conviennent à leur système de pensée. « Quitte à faire usage d'intox, quitte à participer à une montée continue des extrêmes avec une polarisation du paysage politique et une émergence de la pensée complotiste », décrypte Haythem el-Mekki. Une passivité d'autant plus irrésistible que l'internaute a l'impression de maîtriser et de choisir ce qu'il lit.


PRÉSIDENCE DE TUNISIE

Le président Kaïs Saïed lors d'une descente de la police et de la douane dans un dépôt où était entreposé un stock de fer, à Bir Mcherga, le 28 août 2021. Une opération qui fera pschitt…

« Caisse de résonance des frustrations »

Le contexte est en outre propice à l'activation de réseaux d'influence qui, bien souvent, sont des leurres, comme les faux profils qui ont proliféré lors des élections de 2019. Facebook avait d'ailleurs, sans remettre en question son système, qui favorise ce phénomène, dénoncé l'entreprise UReputation, laquelle avait déboursé 800 000 dollars pour manipuler les réseaux sociaux au profit du candidat Nabil Karoui, son donneur d'ordre. Entre faux profils, infox, pseudo-médias et même un très cynique site de fact-checking, la société avait mis en place un véritable écosystème destiné à favoriser la candidature Karoui. En toute opacité. « Internet a créé une société fondée sur la ruse où des personnes en trompent d'autres », prédisait Jaron Lanier, l'un des pionniers de la réalité virtuelle. Kaïs Saïed, vainqueur de la présidentielle, avait pointé les moyens financiers de son concurrent en assurant avoir fait campagne avec des dépenses minimales. Mais le candidat devenu président a profité plus que tout autre du réseau social. Un rapport de la Cour des comptes révèle ainsi qu'il a bénéficié du soutien de 30 pages qui totalisaient 3 045 466 abonnés, soit près de la moitié du corps électoral.

Loin de conduire à l'expression d'une pluralité d'opinions et de points de vue, Facebook accentue au contraire les effets d'un système fermé, où chacun est le centre de son petit monde. Par le jeu des algorithmes, et selon ses goûts musicaux, ses opinions politiques ou son club de football favori, l'internaute est orienté vers des pages et des groupes qui rejoignent ses préférences. « Facebook a transformé les Tunisiens en autant de membres de tribus qui se livrent une guerre acharnée », résume Haythem el-Mekki. Cette addiction à Facebook n'est pas uniquement liée à des affinités communes entre internautes mais aussi, selon le conseiller en communication politique Kerim Bouzouita, à « la captologie, qui consiste à changer nos comportements à travers des outils technologiques. Notre addiction à nos écrans en est un effet. Ils tentent pour cela d'activer le circuit de la récompense, celui de la dopamine. Cela va du clic sur le like à la machine à sous virtuelle et gratuite. Avec ces outils, on crée une société malade. La structure du cerveau des jeunes qui n'ont connu que ça va être forcément différente. La Tunisie sera détruite par Facebook plutôt que par les politiques ».

Espace d'influence opaque, Facebook est aussi devenu une arène publique et politique. Outre la censure pratiquée par l'application, les autorités évaluent le contenu partagé avec le public. Le député Yacine Ayari a été plusieurs fois épinglé pour des posts personnels, considérés comme portant atteinte à l'institution militaire et qui lui ont valu, malgré son immunité parlementaire, d'être condamné à des peines de prison, dont la dernière, de 10 mois, a été prononcée en février 2022. Il n'est pas le seul. Certains journalistes ont aussi subi les conséquences de publications qui dérangeaient le pouvoir en place. Mais avant même qu'une action en justice soit intentée à l'auteur d'un post, Facebook peut se muer en tribunal populaire. La communauté veille et montre très vite les limites de sa bienveillance. En 2012, la levée de boucliers contre Jabeur Mejri et Ghazi Béji, qui avaient diffusé des caricatures du Prophète, avait abouti à leur condamnation, dans le monde réel cette fois, à sept ans de prison. « Facebook est devenu la caisse de résonance de toutes les frustrations possibles et imaginables », déplore Hassen Zargouni, directeur général du cabinet Sigma Conseil. ●

FACEBOOK ACCENTUE LES EFFETS D'UN SYSTÈME FERMÉ OÙ CHACUN EST LE CENTRE DE SON PETIT MONDE.

OBJECTIF AFRIQUE DE L'OUEST



OLYMPIA DE MAISMONT/AFP

Prestation de serment du lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, à Ouagadougou, le 2 mars, au lendemain de l'adoption de la charte de la transition.

POLITIQUE

Le temps des colonels

Assimi Goïta, Mamadi Doumbouya et Paul-Henri Damiba sont arrivés au pouvoir à la faveur de coups d'État plutôt populaires. Qui sont ces putschistes décomplexés devenus les présidents de transitions qui s'éternisent ?

BENJAMIN ROGER

Beaucoup s'accordaient pour le dire. Plus d'un demi-siècle après les indépendances, l'Afrique de l'Ouest semblait bien engagée sur la voie de la démocratie. Alternances dans plusieurs pays, reconnaissance de leur défaite par les perdants, participation importante des citoyens… Certes, tout n'était pas parfait – loin de là –, mais les élections étaient devenues la routine. Le temps des coups d'État, à son apogée entre les années 1960 et le début des années 1990, semblait révolu. Et les images de militaires déboulant en armes dans les palais, puis annonçant à la télévision nationale la mise en place d'un comité nommé par un acronyme à rallonge, appartenir au passé.

En septembre 2015, le général Gilbert Diendéré ratait son coup contre les autorités de transition au Burkina Faso et rendait le pouvoir, en s'excusant, une semaine seulement après l'avoir pris par la force. Après ce « coup d'État le plus bête du monde », plusieurs observateurs faisaient la même analyse : les putschs militaires ne passent plus en Afrique de l'Ouest. Et pourtant. Cinq ans plus tard, une série de coups d'État dans des capitales francophones ébranle ce constat.

Sueurs froides

Premier épisode au Mali, le 18 août 2020. Ce jour-là, le régime d'Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), de plus en plus contesté malgré sa réélection deux ans plus tôt, est renversé en quelques heures par l'armée sous les vivats des Bamakois. Dans leurs palais, plusieurs présidents commencent à avoir des sueurs froides et craignent que ce coup réussi et populaire ne fasse des émules dans leurs propres états-majors. Il en fera.

Le 5 septembre 2021, en Guinée, c'est au tour d'Alpha Condé, vivement critiqué pour son troisième mandat, d'être arrêté par des militaires. Là encore, tout Conakry applaudit. Cette fois, la question devient brûlante : qui sera le prochain sur la liste ? Réponse : Roch Marc Christian Kaboré, qui, tout juste réélu mais contesté pour son incapacité à endiguer l'insécurité au Burkina Faso, démissionne sous la pression de l'armée le 24 janvier 2022. Là encore, nombre de Ouagalais saluent sa destitution par les militaires.

Tous ces putschs ont pour point commun d'avoir été menés par de « jeunes » quadragénaires, colonels ou lieutenants-colonels, aux profils relativement similaires : le Malien Assimi Goïta, le Guinéen Mamadi Doumbouya et le Burkinabè Paul-Henri Sandaogo Damiba. Tous ont été formés à l'étranger et ont dirigé des forces spéciales ou d'élite.

Goïta et Damiba, longtemps à la tête de troupes sur le terrain face aux groupes jihadistes, ont aussi pour caractéristique commune d'être des anciens enfants de troupes, passés respectivement par le prytanée militaire de Kati et le prytanée militaire de Kadiogo, avant de poursuivre des formations d'officier.

« La Cedeao fait du Mali un cas d'école car, s'il est mal géré, ce sera encore plus compliqué avec la Guinée et le Burkina Faso. »

Tous partagent également une forme de patriotisme et de souverainisme, ce qui fait oser à certains la comparaison avec d'illustres aînés qui ont marqué l'histoire du continent : les capitaines Thomas Sankara et Jerry John Rawlings.

« Dans ces trois pays, les chefs étaient devenus totalement illégitimes. En les déposant, les colonels ont en quelque sorte restauré la légitimité de l'État », analyse un diplomate ouest-africain. IBK, au Mali, et Roch Marc Christian Kaboré, au Burkina Faso, étaient perçus, malgré leurs réélections, comme incapables de contrer l'offensive des groupes jihadistes qui gangrenaient leurs pays. Et, en Guinée, Alpha Condé n'était plus respecté depuis le tripatouillage constitutionnel qui lui avait permis de briguer un troisième mandat en octobre 2020.

« Si IBK, Kaboré et Condé étaient aussi critiqués par leurs compatriotes, c'est aussi parce qu'ils ont été incapables de tenir leurs promesses respectives, poursuit notre interlocuteur. Les deux premiers sur le retour de la sécurité et de l'autorité de l'État, le troisième sur l'instauration de la démocratie, qu'il a honteusement bafouée après s'en être fait le héraut pendant des années. »

Vieilles antiennes

De ces promesses non tenues sont nées de grandes déceptions parmi les populations. Alimentant au passage la défiance grandissante à l'égard des dirigeants, déjà considérés comme corrompus et coupés des dures réalités quotidiennes, retranchés dans leur tour d'ivoire. « En Afrique de l'Ouest, il y a un discrédit total de la classe politique et, in fine, de la démocratie, estime une source française qui suit la région. Les opinions publiques, bien souvent jeunes, n'y croient plus. Dans ce contexte, l'armée incarne la seule forme d'alternance à peu près solide et structurée. Et nous nous retrouvons alors avec des colonels au pouvoir, sans qu'ils y soient vraiment préparés. »

Une fois installés dans le fauteuil des chefs qu'ils ont démis, Goïta, Doumbouya et Damiba ont repris les vieilles antiennes que des cohortes de putschistes avaient répétées avant eux : concertations des « forces vives » de la nation, mise en place de nouvelles institutions, refondation de l'État… À ceci près que, là où il y a encore quelques années les transitions duraient douze mois ou à peine plus, les jeunes colonels réclament désormais des baux bien plus longs. Cinq ans pour Goïta (soit l'équivalent d'un mandat présidentiel au Mali), trois pour Damiba… Quant à Doumbouya, plus de six mois après son arrivée au pouvoir, il n'a toujours pas donné d'indications sur la durée de sa présence au palais de Sékhoutouréya. « Quand on les entend demander ça, il est difficile de ne pas penser qu'ils ont un appétit pour le pouvoir, souffle notre diplomate ouest-africain. L'agenda des transitions n'est rassurant dans aucun de ces pays. »

Face à cette nouvelle génération de putschistes décomplexés, la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), souvent →



JOHN WESSELS/AFP

Le Guinéen Mamadi Doumbouya, à l'issue d'une réunion avec la Cedeao, le 17 septembre 2021, à Conakry.



BURKINA FASO PRESIDENCY/AFP — FRANCIS KOKOROKO/REUTERS

Le chef de la junte burkinabè, Paul-Henri Damiba. Assimi Goïta, président de la transition au Mali.

→ accusée d'être un syndicat de chefs d'État défendant leurs privilèges, semble impuissante. Par principe, elle a condamné ces trois putschs et a immédiatement suspendu le Mali, la Guinée et le Burkina Faso de ses instances. Puis des missions de médiation sont intervenues, et des « chronogrammes » ont été réclamés, demandant l'organisation d'élections dans un « délai raisonnable ». Le tout sans grand effet.

Si Doumbouya et Damiba ont jusqu'à présent bénéficié d'une certaine clémence, ce n'est pas le cas pour Goïta. Depuis son second coup d'État, le 24 mai 2021, qui lui a permis d'avoir les pleins pouvoirs à Bamako, la junte malienne réclame une transition de cinq ans. Une position inacceptable pour les présidents des pays membres de la Cedeao. Le 9 janvier, ils ont adopté des sanctions économiques et financières très dures contre le Mali, qui vit depuis sous un sévère embargo. « La Cedeao fait du Mali un cas d'école car, s'il est mal géré, ce sera encore plus compliqué avec la Guinée et le Burkina Faso. Nous avons affaire à de jeunes officiers, tous colonels, qui ont une vision pour leur pays. Il faut les aider à ce que cette vision soit celle qui réponde au désir réel des peuples », estime Robert Dussey, le ministre des Affaires étrangères du Togo, qui plaide pour des compromis « au cas par cas ».

En Guinée, beaucoup commencent à s'interroger sur la lenteur de Doumbouya, qui a mis près de six mois à instaurer le Conseil national de transition (CNT), et son mode de gouvernance opaque. Au Mali et au Burkina Faso, l'arrivée des militaires au pouvoir n'a, sans surprise, pas mis un terme aux attaques meurtrières des groupes jihadistes, alors que l'une de leurs principales promesses était justement de rétablir un semblant de sécurité dans leurs pays. La junte malienne a aussi suscité une vague de réprobation, aussi bien en Afrique qu'en dehors du continent, en faisant le choix de recourir aux mercenaires de la nébuleuse russe Wagner.

Dérives autoritaires

« Les nombreux problèmes auxquels ils sont confrontés ne peuvent évidemment pas se régler d'un coup de baguette magique, estime un responsable ouest-africain. Mais le temps passe, et un certain scepticisme commence à émerger. Après avoir soulevé un espoir de changement, les colonels risquent de susciter, eux aussi, d'importantes déceptions. Le problème est que ces gens n'apprécient guère être contestés et qu'ils sont culturellement plus répressifs que des civils. »

De fait, la junte malienne est souvent pointée du doigt pour ses dérives autoritaires. Des opposants politiques ont été intimidés, d'autres arrêtés. Les journalistes, eux, sont presque réduits au silence. Le 17 mars, les autorités maliennes ont suspendu la diffusion de France 24 et de RFI, accusés d'avoir diffusé de « fausses allégations » d'exactions commises par l'armée malienne.

En Guinée, les arrestations de proches d'Alpha Condé et les saisies des maisons de Sidya Touré et de Cellou Dalein Diallo, sous prétexte de récupération de ces domaines par l'État, ont aussi fait couler beaucoup d'encre. Au Burkina Faso, le lieutenant-colonel Damiba, lui, ne s'est pas encore illustré dans ce domaine. Mais nul doute que, s'il venait à durcir son pouvoir, il serait confronté à la société civile et à la presse burkinabè, qui figurent parmi les plus actives de la sous-région. ●

Jean-Claude Brou

Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao)

« Attention aux illusions que peuvent générer les coups d'État »

L'ancien ministre ivoirien défend son bilan à la tête de la Commission de l'organisation ouest-africaine. Et justifie la décision controversée d'imposer des sanctions économiques au régime putschiste de Bamako.



JACQUES TORREGANO POUR JA

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANE BALLONG

La matinée est printanière, et Jean-Claude Kassi Brou intarissable. L'ancien ministre ivoirien, qui nous rend ce jour-là visite au siège de *Jeune Afrique*, sait que la popularité de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), dont il préside la Commission depuis le 1er mars 2018, est en chute libre. Alors il se démène : pour expliquer la décision d'imposer des sanctions au Mali, où les militaires rechignent à quitter le pouvoir.

« Il n'y a pas de bon coup d'État, martèle-t-il. Prendre le pouvoir par la force est toujours néfaste concernant l'image d'un pays. » Des propos formulés à l'égard de Bamako mais qui trouvent un écho à Conakry et à Ouagadougou, où une large partie de l'opinion publique a applaudi à la chute d'Alpha Condé et à celle de Roch Marc Christian Kaboré. Jean-Claude Brou a décidé de faire œuvre de pédagogie, il insiste : les militaires doivent se garder de « s'installer » au pouvoir au mépris des principes fondateurs de la Cedeao.

« En Guinée, nous avons expliqué aux autorités que le contexte

politique et sécuritaire était bien différent de celui du Mali, et qu'une élection devait être organisée au bout d'une transition de six mois », souligne-t-il. Mamadi Doumbouya, le tombeur d'Alpha Condé, n'a pourtant toujours pas proposé de calendrier pour la transition. La Cedeao a tenté plusieurs médiations, sans succès. Elle s'est résolue à fixer à la Guinée un ultimatum et à la menacer de « sanctions économiques et financières ».

Au Burkina Faso, où les négociations achoppent pour l'instant sur la durée de la transition (la junte a proposé trente-six mois), l'ancien cadre du FMI ne désespère pas de trouver un accord autour d'un calendrier « raisonnable » qui tienne compte de la situation sécuritaire et humanitaire du pays.

Expliquer, convaincre, mais aussi faire le bilan de son propre mandat… Jean-Claude Brou quittera ses fonctions à la tête de l'organe exécutif de la Cedeao à la fin de juin. De ces quatre ans et demi à la présidence de la Commission, il aimerait que l'on retienne la mise en place d'un marché régional de l'électricité, celle d'un visa unique, ou encore cet ambitieux projet d'autoroute entre Abidjan et Lagos pour lequel les investisseurs se sont engagés, au début de mars, à hauteur de 15 milliards de dollars. La réalisation de cet axe, qui traverse cinq pays, va booster les économies de la zone Cedeao, s'enthousiasme-t-il. Mais les putschistes ouest-africains le laisseront-ils savourer son plaisir?

Jeune Afrique : Crise sécuritaire, coups d'État, instabilité politique… La Cedeao est sollicitée sur plusieurs fronts. Comment gérez-vous cela?

Jean-Claude Brou : Les crises auxquelles vous faites référence peuvent survenir dans une communauté comme la nôtre, et, lorsque cela se produit, il faut les traiter conformément aux dispositions qui régissent l'institution. Avec une certaine persévérance, de la flexibilité mais aussi de la fermeté, on arrive toujours à trouver des solutions.

Dans le passé, nous avons connu des crises bien plus graves. En Gambie par exemple, la Cedeao a dû intervenir par la force pour rétablir l'ordre. Aujourd'hui, ce pays vient d'organiser sa deuxième élection présidentielle démocratique, suivie d'élections législatives que nous avons accompagnées. Nous sommes très heureux de constater que les choses se sont fortement améliorées. Et de savoir que nous y avons contribué de manière claire, ferme et précise.

En moins d'un an, trois pays ouest-africains ont connu des coups d'État. Des sanctions sévères leur ont été imposées. Est-ce la meilleure option?

Les situations sont différentes dans chacun de ces pays. Pour bien comprendre notre démarche, il faut d'abord prendre en compte les principes fondateurs de notre Communauté, tout particulièrement le protocole sur la démocratie et la bonne gouvernance que nous avons adopté en 2001. Celui-ci indique clairement que les changements de pouvoir non constitutionnels ne sont pas acceptés. Il indique tout aussi clairement que l'armée est apolitique.

« Les Constitutions relèvent de la souveraineté des États, nous mêler de ces questions serait donc une ingérence. »

La Cedeao a été créée en 1975 pour mettre en place une zone de libre-échange dans laquelle les biens et les personnes circulent librement, parce que cette libre circulation est un facteur de croissance et de création de richesse. Les coups d'État militaires que nous avons déjà connus dans notre espace communautaire sont venus créer l'incertitude et un environnement peu propice à l'investissement. Le résultat a été catastrophique. Il faut faire attention aux illusions que peuvent générer les coups d'État.

Pour la Cedeao, c'est zéro tolérance face aux putschs?

Oui. Et comme toute règle, elle est assortie d'un dispositif de sanctions. Dans notre Communauté, les sanctions sont progressives : elles sont d'abord administratives, ensuite individuelles – en ciblant les dirigeants du pays concerné – puis économiques et financières.

Dans les cas extrêmes, la Cedeao peut être amenée à déployer une force militaire. Ce sont là des règles que les États membres ont eux-mêmes adoptées. Cela étant dit, nous n'utilisons les sanctions qu'en dernier recours, après un processus de médiation.

Dans le cas du Mali, ces sanctions sont particulièrement dures.

Il faut rappeler que les sanctions prononcées le 9 janvier avaient été annoncées aux autorités maliennes depuis novembre. Et que les médiations de la Cedeao pour éviter d'en arriver là avaient commencé bien avant. En face, il y avait un tel manque de volonté d'aller vers des élections dans un délai raisonnable que les chefs d'État de la Communauté n'ont pu faire autrement.

Souvenez-vous que, après le premier coup d'État intervenu au Mali, en août 2020, la Cedeao avait fait preuve de flexibilité en acceptant le principe d'une transition d'une durée de dix-huit mois, alors que la norme est de douze mois dans la zone – comme le montrent les exemples du Niger et du Burkina Faso dans le passé.

Les chefs d'État de la Communauté avaient alors estimé que, compte tenu de la situation sécuritaire au Mali, il fallait donner aux autorités de transition un peu plus de temps pour organiser les élections dans de bonnes conditions. Un chronogramme avait été établi, un président et un Premier ministre civils avaient été désignés. Tout se passait bien.

Jusqu'à ce que survienne le deuxième coup d'État, en mai 2021. Même après ce deuxième putsch, les chefs d'État de la Cedeao, tout en mettant en place des sanctions administratives contre le Mali, ont accepté que la junte conduise la transition jusqu'à son terme et jusqu'aux élections, initialement prévues en février 2022.

Brusquement, la dynamique a changé côté malien. Les nouveaux dirigeants du pays ont commencé à dire que les élections n'étaient plus une priorité et qu'il fallait avant tout faire des réformes. Là encore, dans un souci de dialogue et d'accompagnement, nous avons demandé un nouveau chronogramme, lequel était attendu en octobre, puis en novembre… Ce n'est que le 31 décembre que les autorités maliennes nous l'ont fourni, en proposant une transition de cinq ans – durée qu'elles ont ramenée à quatre ans quelques jours plus tard. Dans certains pays, c'est l'équivalent d'un mandat pour un président élu démocratiquement. Bien évidemment, les chefs d'État de la Cedeao ont trouvé cela inacceptable!

Gel des avoirs du Mali à sa banque centrale [la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest, la BCEAO, est l'institut d'émission des États de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, l'Uemoa] et dans les banques commerciales, fermetures des frontières, rappel des ambassadeurs : ce sont des sanctions inédites qui pénalisent, d'abord et avant tout, les populations.

Non, ces sanctions ne sont pas inédites. Elles ont déjà frappé d'autres pays de la Communauté dans le passé : en 2010, la Côte d'Ivoire a subi le gel de ses avoirs au niveau de sa banque centrale [la BCEAO]. À cette époque, le Mali, en tant que membre de la Cedeao, avait soutenu cette mesure.

Par ailleurs, ces sanctions sont prévues dans notre dispositif juridique; ce n'est pas quelque chose que nous avons inventé. Et, parce que notre objectif n'est pas de pénaliser les populations, nous avons laissé des ouvertures pour que le Mali puisse continuer à se fournir en produits alimentaires et pharmaceutiques, à être alimenté en électricité achetée dans les pays voisins. Autant de produits et services essentiels pour les populations.

On reproche souvent à la Cedeao de sanctionner facilement les putschs mais d'être moins regardante lorsque certains chefs d'État tripatouillent les Constitutions pour se maintenir au pouvoir. Que répondez-vous?

Nous avons déjà entendu ce type de remarques. La Cedeao est une communauté intergouvernementale, et non une institution supranationale. En l'occurrence, les Constitutions relèvent de la souveraineté des États; nous mêler de ces questions serait donc une ingérence.

« Les premiers responsables des sanctions, ce sont les autorités de la transition elles-mêmes. »

Par ailleurs, de manière tout à fait souveraine, les États eux-mêmes mettent en place des organes tels que le Conseil constitutionnel, la Cour suprême ou encore la Cour constitutionnelle, pour veiller au respect de ces textes. Le seul levier dont dispose la Cedeao, c'est la règle qu'elle a mise en place pour interdire toute modification de Constitution à moins de six mois d'une élection.

Vous dites que les sanctions financières et économiques sont prévues dans les textes de la Cedeao. Pourtant, les statuts de la BCEAO ont été violés dans le cas du Mali.

Je suis président de la Commission de la Cedeao, je ne peux pas parler pour l'Uemoa.

Les autorités maliennes disent que la Cedeao a utilisé les outils d'application des sanctions de l'Uemoa. Que répondez-vous?

Premièrement, les sanctions qui ont été imposées par la Cedeao le 9 janvier sont prévues dans notre dispositif juridique. Deuxièmement, ce n'est pas la première fois que nous les utilisons. Et, troisièmement, ce que demande la Cedeao, c'est le gel des avoirs dans les banques centrales des pays membres de la Communauté.

Maintenant, à chaque pays de prendre ses dispositions avec sa banque centrale. Pour ma part, je ne peux pas me prononcer sur les mécanismes d'une institution pour laquelle je n'ai pas de compétence. Mais la Communauté a pris des sanctions conformes à son dispositif réglementaire.

Par ailleurs, j'insiste : les premiers responsables de cette situation, ce sont les autorités de la transition malienne, qui, depuis mai 2021, n'ont pas fait le nécessaire pour éviter d'en arriver là, malgré tous nos efforts de médiation.

Quelle est la solution pour sortir de l'impasse?

Nous avons la responsabilité collective de trouver une solution pour normaliser la situation. C'est pour cela que, même après l'application des sanctions, les contacts n'ont jamais été rompus. Ils n'étaient pas publics, mais les échanges ont continué : nous avons mis en place un comité local qui compte des représentants de la Cedeao, de l'UA et des Nations unies grâce auquel nous avons continué de discuter avec nos frères du Mali.

Ce que nous visons tous, c'est le retour du Mali au sein de la Communauté, en tant que membre actif qui y a toujours joué un rôle important.

Qu'est-il ressorti de ces échanges?

Fin janvier-début février, les choses ont commencé à s'accélérer. Le travail de nos équipes, qui ont appréhendé les sujets point par point, a permis de montrer qu'on peut raisonnablement organiser, dans de bonnes conditions, le retour à l'ordre constitutionnel dans un délai de douze à seize mois.

De leur côté, les autorités maliennes proposent désormais un calendrier de vingt-quatre mois. Aujourd'hui, il leur appartient de prendre une décision politique forte et de montrer que ce qu'elles veulent pour leur pays, c'est permettre à ses citoyens de choisir librement leurs dirigeants. ●

africanews.
le seul média d'information panafricain multilingue


BUSINESS AFRICA

Rendez-vous **tous les jeudis** à partir de 21h10 WAT, avec notre **programme d'information économique africaine et internationale,** présenté par Laetitia Ruth Lago, Ronald Kato & Afolake Oyinloye.

Disponible sur : CANAL+ chaîne #173 - DStv chaîne #417 - zap chaîne #143

Ce médiateur nommé Faure Gnassingbé

Depuis des mois, le président togolais et son ministre des Affaires étrangères multiplient les initiatives – le plus souvent en coulisses – pour faciliter le dialogue entre les putschistes et les organisations régionales.

GEORGES DOUGUELI


TWITTER FAURE E. GNASSINGBÉ

Le 29 décembre 2020, à Lomé. Échange entre le chef de l'État togolais (à dr.) et Assimi Goïta, qui n'était alors « que » vice-président de la transition du Mali.

Il n'est pas le plus expansif des chefs d'État. Pas le plus démonstratif non plus. En Afrique de l'Ouest, Faure Essozimna Gnassingbé est pourtant l'un des plus entreprenants en matière de facilitation. Pas seulement grâce aux congrès organisés à Lomé mais aussi, et surtout, grâce au travail de médiation qu'il mène dans les coulisses : un activisme discret, à l'image de la diplomatie togolaise, omniprésente mais secrète.

Mali, Guinée, Guinée-Bissau, Tchad... Lomé propose le dialogue aux frères ennemis. Deux hommes sont à la manœuvre : d'abord le chef de l'État, qui a hérité de son père, le général Gnassingbé Eyadéma, sa propension à se poser en médiateur. Et Robert Dussey, ministre des Affaires étrangères depuis neuf ans, sherpa envoyé aux quatre coins du continent, dont la personnalité est proche de celle du président qu'il sert. La silhouette svelte et célère de cet homme de réseaux se meut avec agilité dans l'espace ouest-africain, où les coups d'État succèdent aux crises postélectorales. Le président togolais goûte particulièrement les médiations, une activité traditionnellement réservée aux « doyens » – ce qu'il est devenu, en dépit de son relativement jeune âge (55 ans) mais compte tenu de sa longévité au pouvoir (dix-sept ans).

« Parmi les chefs d'État de la sous-région, Faure se distingue par sa disposition à l'écoute, sa capacité à parler avec presque tous les acteurs. Ce qui lui permet de renouer le dialogue parallèlement aux rencontres officielles organisées par ses pairs de la Cedeao », explique un ministre togolais.

Faure Gnassingbé est en effet l'un des rares chefs d'État à entretenir une relation suivie avec Assimi Goïta. Robert Dussey se rend régulièrement à Bamako et ne rate pas une occasion de plaider la cause des Maliens. « Nous avons toujours privilégié l'accompagnement plutôt que les sanctions, même si cela ne plaît pas à tout le monde », confie-t-il. Le Togo a par ailleurs encouragé Assimi Goïta à mettre en œuvre des réformes préconisées par la Cedeao en vue d'une « transition pacifique et inclusive ». Dans le cas du Mali, c'est un atout précieux pour la Cedeao, car il permet de maintenir le contact avec la junte, dont les relations avec la Communauté ont souvent été exécrables.

Une rente et un statut de sage

Au-delà de l'Afrique de l'Ouest, la diplomatie togolaise est aussi active en Afrique centrale. Après le décès du président Idriss Déby Itno (IDI), en avril 2021, elle a entrepris une discrète médiation entre le pouvoir tchadien et plusieurs groupes rebelles, dont le Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (Fact). Robert Dussey s'est rendu à plusieurs reprises à N'Djamena pour s'entretenir avec le président de la transition, Mahamat Idriss Déby, tandis que plusieurs rounds de négociation avec les groupes rebelles ont été organisés au Togo : la médiation togolaise avait pour objectif de favoriser la participation des neuf groupes politico-militaires présents à Lomé au dialogue national – aujourd'hui en préparation au Tchad.

S'impliquer dans les médiations a aussi un coût et, a priori, n'apporte pas grand-chose sur le plan intérieur. L'intérêt est de l'ordre de l'influence et de l'image, surtout pour les petits pays. Cet exercice confère une visibilité sur la scène internationale et peut valoir un statut de sage, comme ce fut le cas pour Omar Bongo Ondimba. C'est une « rente diplomatique », comme il existe une « rente militaire », telle celle dont a bénéficié IDI, auquel la communauté internationale pardonnait tout en raison de son rôle majeur dans la lutte contre le terrorisme. En faisant de Lomé la capitale du dialogue, Faure Gnassingbé entend bien tirer des dividendes de son investissement. Y compris sur le plan intérieur. ●

OBJECTIF **AFRIQUE DE L'OUEST**

Une classe politique désarmée

Qu'ils aient appartenu aux pouvoirs déchus ou aux ex-oppositions, la plupart des partis, et leurs leaders, doivent composer avec l'inflexibilité des militaires. Entre mobilisation discrète et critiques frontales, ont-ils encore leur mot à dire ?

FATOUMATA DIALLO, MARIÈME SOUMARÉ ET NADOUN COULIBALY



Manifestation de soutien à Assimi Goïta, dans la capitale malienne, le 8 septembre 2020.

AP/SIPA

À ses proches, Assimi Goïta, le président de la transition au Mali, ne l'a jamais caché. Il connaît peu, voire pas du tout, son Premier ministre, Choguel Kokalla Maïga. Il lui aurait préféré le profil d'un homme de dossier, capable de le représenter en toutes circonstances, comme Abdoulaye Diop, son ministre des Affaires étrangères. Mais ce soir du 24 mai 2021, quand la junte convoque en catimini les cadres du Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP), à Kati, pour leur proposer la primature, le choix est hautement stratégique. La transition vient de basculer, et les militaires le savent : c'est auprès du peuple qu'ils trouveront leur salut. Pourtant, dès la première phase de la transition conduite par le président Bah N'Daw et son Premier ministre Moctar Ouane, les esprits s'échauffent parmi les cadres du M5-RFP. Ils estiment que la transition leur a été volée, eux qui, pourtant, ont battu le pavé jusqu'à ouvrir la voie du renversement d'Ibrahim Boubacar Keita (IBK) par les militaires.

À Bamako, le volubile M5-RFP avait même demandé la dissolution du Conseil national de transition (CNT). Onze mois après s'être emparé de Koulouba, le pari est gagnant pour la junte. En choisissant un Premier ministre au sein du Mouvement, l'armée espère faire taire la rue et profiter d'un regain de légitimité populaire face à la méfiance de la communauté internationale. L'arrivée de Choguel Maïga à la primature a permis de faire basculer l'Union pour la république (URD) de Soumaïla Cissé – l'un des partis les plus populaires au Mali – dans les rangs de la junte. Avec deux ministres au gouvernement, dont l'un au stratégique ministère de la Refondation, les caciques de l'URD, qui ont longtemps combattu le régime d'IBK, affichent leur soutien aux militaires sans sourciller. Et vont assister aux dernières assises nationales de décembre 2021, boudées par le reste des partis politiques.

Désenchantement à Bamako

Les partis traditionnels qui ont longtemps gouverné le pays comme le Rassemblement pour le Mali (RPM) et l'Alliance pour la démocratie au Mali-Parti africain pour la solidarité et la justice (Adema-PASJ) sont aux abois. En plus de souffrir d'un déficit de leadership, ils se font discrets sur la scène politique, de crainte de subir les foudres du pouvoir.

Le pluralisme se retrouve de plus en plus menacé. Tandis que les partis « pro-junte » occupent l'espace médiatique, les formations traditionnelles luttent en coulisse pour leur survie. Car jouer le rôle d'opposition peut exposer à des arrestations. « Avec la junte, si tu ne dis pas "À bas la France ! Vive Choguel", tu es considéré comme un ennemi », déplore le cadre d'un parti. Cette stratégie fait émerger certaines figures de la société civile comme Adama Diarra, alias Ben le Cerveau, l'activiste pro-Kremlin. « Sous la junte, de nouvelles figures se sont emparées du pouvoir. La notoriété de Ben le Cerveau a explosé, bien plus que celle de tout homme politique car il bénéficie des moyens de l'État », souligne un observateur.

Si, à Bamako, il a fallu attendre la deuxième phase de transition pour que l'opposition soit mise au ban de la scène politique, à Conakry comme à Ouagadougou, le désenchantement est arrivé encore plus tôt.

Mise à l'écart à Conakry

Au lendemain du coup d'État du 5 septembre 2021 qui a fait chuter Alpha Condé, le nouveau maître de Conakry, Mamadi Doumbouya, avait profité de l'euphorie générale et de sa notoriété naissante pour fixer rapidement un rendez-vous avec les leaders politiques. Il avait convié l'ensemble « des forces vives de la nation » pour une semaine de consultations.

Ils étaient tous là : des représentants du Rassemblement du peuple de Guinée (RPG), l'ex-parti présidentiel – qui faisaient profil bas – aux principaux responsables de l'opposition à Alpha Condé, ravis de répondre aux questions de la presse et de donner leur avis sur les militaires. Un avis largement favorable et enthousiaste. Tous croyaient en cette nécessité de refonte de la transition, et tous voulaient en être. « Il faut accompagner les militaires pour réussir cette transition », affirmait à l'époque Sidya Touré, le président de l'Union des forces républicaines (UFR).

L'idylle fut de courte durée. Six mois après le coup, les politiques dénoncent à l'unisson une gestion opaque du pouvoir par Mamadi Doumbouya. « Certaines personnalités sont trop influentes dans l'entourage du chef de l'État », critique un membre éminent de la classe politique, qui dénonce l'existence de « canaux informels » de discussion. Doumbouya est-il mal conseillé ? Le camp présidentiel se défend de tout agenda caché. « Nous voulons présenter un projet de transition rationnel et défendable, mais nous nous laissons la responsabilité de la planification », balaie un proche de Mamadi Doumbouya.

Alors quand, le 22 mars dernier, le président de la transition guinéenne ouvre des assises nationales à travers le pays, une soixantaine de formations politiques qui n'adhèrent guère à la gestion actuelle du pouvoir boudent l'événement. Pour elles, ces consultations ne sont qu'une diversion de plus de Doumbouya pour se maintenir au pouvoir. Elles interpellent publiquement les dirigeants, leur demandant à être plus impliquées dans la transition et appelant à la nomination d'un facilitateur de la Cedeao.

Du côté de Ouagadougou, où le colonel Paul-Henri Sandaogo →

→ Damiba imprime à peine ses marques, la classe politique, qui s'attendait à tout sauf au putsch du 24 janvier 2022, se fait discrète.

Profil bas à Ouaga

Sous-représentés au sein de l'Assemblée législative de la transition (avec seulement huit représentants) et quasi absents du gouvernement, les partis politiques préfèrent se restructurer hors des arcanes du pouvoir. « Comment les partis peuvent-ils avoir si peu de représentants alors qu'ils sont plusieurs dizaines ? Nous avons l'impression que les politiques ne sont pas les bienvenus dans cette transition », regrette Boubacar Sannou, le premier vice-président du Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP). Le numéro deux du parti de Blaise Compaoré se dit prêt à accompagner la transition… du moment que la junte les consulte.

Au-delà des tractations politiques, en Guinée comme au Mali, les militaires sont accusés d'user de procédures judiciaires et économiques pour éliminer leurs adversaires politiques. À Conakry, au nom de la lutte contre l'impunité, la justice ne chôme pas depuis l'arrivée au pouvoir de Doumbouya. De nombreux anciens dignitaires du régime déchu comme Tibou Kamara, l'homme qui murmurait à l'oreille de Condé, ont été convoqués.

> **« Avec la junte, si tu ne dis pas "À bas la France ! Vive Choguel", tu es considéré comme un ennemi… »**

Le 6 avril, c'est l'ancien Premier ministre Ibrahima Kassory Fofana, désormais chef intérimaire de l'ancien parti présidentiel, et le très stratégique ministre de la Défense de Condé, Mohamed Diané, qui se retrouvaient derrière les barreaux après deux heures d'audition. Aly Touré, le procureur spécial de la Cour de répression des infractions économiques et financières (Crief), affirme détenir des « indices sérieux de détournement de deniers publics, enrichissement illicite, blanchiment d'argent, corruption et complicité » contre ces anciens ministres. Leurs avocats dénoncent une procédure « politique » et « expéditive ».


ISSOUF SANOGO/AFP

À Conakry, Cellou Dalein Diallo (g.) et Sidya Touré ont été sommés de quitter leurs résidences respectives.

Maisons sous scellés

Une épée de Damoclès pèse également sur les leaders politiques de l'ancienne opposition, menacés par une vaste campagne de récupération des biens de l'État engagée par les nouvelles autoritaires militaires début février. Ni Cellou Dalein Diallo, le président de l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG), ni Sidya Touré n'ont réussi à arrêter les pelleteuses de l'État, qui ont réduit en poussière les villas qu'ils occupaient depuis plus d'une vingtaine d'années. Le 8 avril, Mamadi Doumbouya posait la première pierre d'une école publique de 18 classes sur les ruines de l'ancien domicile du chef de l'UFDG. Circulez, y a rien à voir.

À Ouaga, les prédateurs de deniers publics sont dans le collimateur de Paul-Henri Damiba, qui donne carte blanche à l'Autorité supérieure de contrôle d'État et de la lutte contre la corruption (ASCE-LC). Une importante opération d'audit des sociétés publiques est lancée. En parallèle, l'ASCE cible les propriétaires d'immeubles à Ouaga 2000, le quartier huppé de la capitale, fait apposer des scellés sur les maisons et somme les éventuels propriétaires de s'expliquer. À défaut, elle menace de les expulser.

Au Mali voisin, la lutte contre l'impunité a pris un tournant dramatique avec le décès de Soumeylou Boubèye Maïga, survenu le 21 mars. Incarcéré en août 2021 à la maison d'arrêt centrale de Bamako, il avait été hospitalisé d'urgence en décembre dernier à la clinique Pasteur, dans la capitale malienne. Face à la dégradation de son état de santé, ses proches et un collège de médecins avaient demandé à Goïta personnellement d'ordonner son évacuation. En vain. Indignée par le sort qui a été réservé à l'ancien patron de la Sécurité d'État, une partie de l'opinion publique qualifie sa disparition d'« assassinat politique ».

Les colonels pourront-ils survivre sans les partis politiques traditionnels ? En Guinée, certains commencent à en douter. « Une transition n'est pas là pour "réussir" ou "échouer". Il est dangereux de faire croire aux militaires qu'ils peuvent gouverner », estime un proche d'Alpha Condé. Au Mali, certains politiques préfèrent quant à eux se mettre en retrait, comme le regrette le cadre d'un des principaux partis : « Quand la contradiction est considérée comme une menace pour la junte, mieux vaut se taire. » ●

AFRICA CEO FORUM
ANNUAL SUMMIT
ABIDJAN
13 & 14 JUIN 2022
RE CONNECT BOOT SHAPE
INSCRIPTION
www.theafricaceoforum.com
CO HOST
IFC International Finance Corporation
Creating Markets, Creating Opportunities
ORGANISER
JEUNE AFRIQUE MEDIA GROUP
MAIN SPONSOR
BUA GROUP
INSTITUTIONAL PARTNERS
AFC
BADEA
Banque européenne d'investissement
CGECI
DIAMOND
BOLLORÉ
eni
HUAWEI
MCB
msc
MTN
OCP
orange
PETROCI
SOCIETE GENERALE
GOLD
AFREXIMBANK
aktif bank
bnetd
CIE
DASSAULT AVIATION
ELSEWEDY ELECTRIC
JESA
MOODY'S INVESTORS SERVICE
snedai
SOFIBANQUE
PARTNERS
AMETHIS
ATS
APIX S.A.
BOAD
BRVM
CEPICI
Deloitte.
Ecobank
Envol Immobilier
EY
GLOBELEQ
KeysFinance Partners
KPMG
MAERSK
McKinsey&Company
MONACO RESOURCES
PROPARCO
TANGER MED SPECIAL AGENCY
Seplat Energy
VEOLIA
VISA
AWARDS
mazars
GALA DINNER
ARISE
INTERNATIONAL OFFICIAL CARRIER
AIRFRANCE KLM
REGISTRATION PARTNER
cfao

OBJECTIF **AFRIQUE DE L'OUEST**



E. AHOUNOU/AID

Tribune

Oswald Padonou
Politologue béninois

Partenaires et influences à géométrie variable

L'histoire et la géographie du continent africain en font un carrefour, un espace à la confluence des intérêts de puissances rivales, en Occident (États-Unis, Union européenne, Royaume-Uni) et en Orient (Chine, Russie, Turquie). Si la géographie reste à peu près statique, l'histoire, elle, s'accélère, et la stabilité et la prospérité de l'Afrique de l'Ouest, notamment, dépendent en partie du substrat de ses relations avec ces différents partenaires extra-africains.

L'accélération de l'histoire, c'est à la fois le refus du déclassement de l'influence de l'Occident en Afrique, les grandes ambitions africaines des émergents d'Orient – qui font croître leur influence sur les plans économique, culturel, politique… et même directement sur les opinions publiques – et, surtout, l'énième rendez-vous manqué des États africains, dont l'attrait stratégique n'apporte jusqu'à présent qu'un supplément de chantage affectif et une redistribution des cartes toujours au détriment de la région.

L'appétence des nouveaux partenaires n'a pas d'incidence sur le volume des investissements directs étrangers (IDE) vers l'Afrique de l'Ouest, qui, avant la crise sanitaire, a diminué de 21 % en 2019 et de 18 % en 2020 pour tomber à 9,8 milliards de dollars. Ce qui a changé, depuis plusieurs années maintenant, c'est que la Chine est devenue le premier partenaire commercial de la région, que la Turquie fait progresser ses parts de marché, que la Russie est le premier fournisseur d'armes et l'un des plus importants exportateurs de blé vers l'Afrique de l'Ouest. Les pays occidentaux ont perdu des parts de marché en proportion, mais ils continuent d'investir dans la région pour se maintenir dans la compétition.

Volonté de ne rien choisir

On aurait pu conclure que les nouveaux grands partenaires ne sont pas fondamentalement différents des autres, si la stratégie politique qui porte les investissements et le commerce n'avait pas été tout autre. Sur la politique des prêts et sur les exigences liées au respect de l'État de droit et de la démocratie, la Chine, la Russie et la Turquie sont peu regardantes. Comme certains Occidentaux, pour lesquels dans la pratique et dans des contextes de violence politique, la realpolitik l'emporte souvent sur le discours droits-de-l'hommiste.

> **La realpolitik l'emporte souvent sur le discours droits-de-l'hommiste.**

L'influence économique des uns et des autres, marquée en Afrique de l'Ouest par la diversification des partenariats, se duplique dans l'espace politique avec des singularités. Sans antécédent colonial ou impérialiste sur le continent, la Chine, la Russie et la Turquie affichent leur volonté de se démarquer des Occidentaux, quand bien même leurs méthodes ne sont pas toujours exemptes de reproches. Les Occidentaux, eux, s'efforcent de préserver leurs espaces d'influence en discréditant leurs rivaux.

Quant aux Ouest-Africains, ils veulent ne pas choisir. Ne rien choisir ! Ni entre les partenaires ni parmi leurs offres, encore moins entre leurs conditions. Car si les partenaires anciens et nouveaux ont leur agenda africain renouvelé à l'occasion des sommets États-Unis-Afrique, Europe-Afrique, Chine-Afrique, Russie-Afrique et Turquie-Afrique, pour ne citer que ceux-là, l'Afrique de l'Ouest, comme l'Afrique subsaharienne tout entière, peine à définir une véritable stratégie pour capter d'importants dividendes de ses relations avec les puissances extra-africaines.

Au contraire, la région est divisée. Au Mali, l'alliance militaire avec la Russie et Wagner, comme la rupture avec la France et les Occidentaux, reste une aventure politique solitaire dans laquelle la Cedeao et le gouvernement de transition ont été incapables de trouver un modus vivendi dans l'intérêt du pays et de la région. Les tensions ont été entretenues sur fond de reproches, de menaces, de volonté de libération, d'affirmation de souveraineté, mais également de compromissions vis-à-vis de ce qui aurait dû être l'intérêt régional.

Surfant sur cette division et sur la sensibilité de l'opinion publique ouest-africaine, majoritairement jeune, à un discours neuf, décomplexé et pragmatique, les nouveaux partenaires déploient une véritable diplomatie publique, avec une stratégie de conquête des cœurs, pour exploiter les ressentiments, justifiés ou non.

Pour l'heure, ce que révèlent les enquêtes d'Afrobaromètre sur la perception des influences étrangères en 2021, c'est une appréciation positive à la fois de la Chine et des États-Unis. En moyenne, presque deux tiers (63 %) des Africains estiment l'influence de la Chine dans leur pays « quelque peu positive » ou « très positive », tandis que 14 % la considèrent négative. Les opinions quant à l'influence américaine sont à peu près similaires (60 % d'opinions favorables contre 13 % d'opinions défavorables).

Rapports de force

Cet équilibre cache cependant la complexité et la variabilité des rapports de force et d'influence dans la région. Quand, le 2 mars, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté la résolution qui « exige que la Russie cesse immédiatement de recourir à la force contre l'Ukraine », il n'aura échappé à personne que la configuration dispersée des votes montre une fois de plus l'influence relative de chaque catégorie d'acteurs, les uns neutralisant les autres avec leurs alliés. Le Burkina Faso, la Guinée et le Mali, dirigés par des juntes militaires, se sont abstenus. Leurs situations de transition politique et, à certains égards, géostratégique exigent d'eux prudence et non-alignement.

> **D'un côté, l'angélisme des nouveaux venus ; de l'autre, le statu quo imposé par les anciens.**

Mais, au fond, c'est toute l'Afrique de l'Ouest qui se trouve en transition. Une transition qui requiert lucidité et maîtrise, car l'angélisme des nouveaux venus et le statu quo imposé par les anciens recèlent des risques d'instrumentalisation. Si les Russes et les Turcs se sont indirectement affrontés en Libye, ils peuvent encore le faire en Afrique de l'Ouest !



PAUL LORGERIE/REUTERS

Manifestation du mouvement Yerewolo Debout sur les remparts, à Bamako, le 4 février.

Abdoulaye Diop

Président de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine

« L'Union se remet de la pandémie, mais la crise sécuritaire s'aggrave »

PROPOS RECUEILLIS À OUAGADOUGOU PAR NADOUN COULIBALY

Un an après sa prise de fonction à la présidence de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), le Sénégalais Abdoulaye Diop décrypte les défis auxquels est confrontée l'institution d'intégration économique régionale : relance post-pandémie, gestion des crises sanitaire et sécuritaire, dynamisation du commerce intra-africain, en tenant compte des coups d'État et des transitions au Mali et au Burkina Faso... Autant de dossiers que le collège de commissaires de l'Union aborde avec la volonté de moderniser son cadre d'action, en assimilant les nouveaux enjeux, du numérique au climat, sans oublier le social.

Jeune Afrique : Comment se porte l'Union ?

Abdoulaye Diop : Nos économies ont été résilientes grâce aux plans de riposte mis en place par les États, en parfaite synergie avec les institutions de l'Union. Le Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers [CREPMF] a permis de maintenir un bon fonctionnement du marché financier régional. Notre espace communautaire s'en sort avec un taux de croissance positif pour 2021, de 6,1 %, comparable à la moyenne des années précédant la crise sanitaire.

On peut donc dire que l'Union se remet progressivement des effets de la pandémie. Mais la crise sanitaire n'est pas finie, et la crise sécuritaire semble s'aggraver... Conséquence : le déficit budgétaire a représenté 5,7 % du PIB en 2021. Et l'évolution des prix à la consommation nous préoccupe. Le taux d'inflation moyen a été de 2,1 % en 2020 et de 3,4 % en 2021, une évolution liée en partie à l'augmentation des prix des produits alimentaires. C'est le corollaire de la perturbation des circuits d'approvisionnement, mais aussi de la crise sécuritaire (avec son cortège de déplacés internes qui ne peuvent plus vaquer à leurs activités), auxquelles il faut ajouter la flambée des prix mondiaux, qui affecte aussi fortement nos économies.

Quelles sont les perspectives pour 2022 ?

L'activité économique au sein de l'Union devrait garder son dynamisme avec un taux de croissance de 6,5 %. Quant au déficit budgétaire global, il devrait représenter 4,6 % du PIB. Mais ces perspectives restent assujetties à l'évolution de la crise sanitaire, des cours du pétrole, de l'environnement sécuritaire dans l'Union et des tensions géopolitiques dans le monde.

Quels sont les principaux défis à relever pour l'Uemoa ?

En premier lieu, la relance de nos économies ainsi que l'approfondissement du marché commun, au vu de la faiblesse des échanges intracommunautaires, avec l'entrée en vigueur de la Zone de libre-échange continentale africaine [Zlecaf].

Quant au défi sécuritaire, hélas ! il devient pesant. Notre région subit des attaques terroristes qui déstabilisent nos populations et ont des conséquences terribles : pertes en vies humaines, innombrables blessés, déplacements massifs de populations... Cela constitue une sérieuse menace pour les acquis socio-économiques de notre union – le marché commun et la libre circulation des personnes et des biens – et favorise le développement de trafics d'armes, d'êtres humains... ainsi que la cybercriminalité.



UEMOA

En quoi consiste le CAP 2025 ?

Ces défis ne pouvant être relevés au cours d'un seul mandat, nous avons voulu, dès notre prise de fonction, en mai 2021, les décliner dans une vision claire : le Cadre d'actions prioritaires 2025 [CAP 2025], adossé à des objectifs stratégiques, constitue une boussole pour notre collège de commissaires.

Par ailleurs, nous avons défini des actions phares pour faire de la Commission une institution moderne et performante dans ses relations avec les États membres, avec les populations et avec tous les acteurs de la vie économique et sociale. Elles prennent en compte les nouveaux défis (économie numérique, développement du secteur privé, changement climatique), mais aussi l'emploi des jeunes et la lutte contre la pauvreté, qui sont des priorités pour nos États. En plus des questions économiques, les questions sociales seront centrales dans nos nouvelles actions.

Qu'en est-il du financement des projets intégrateurs ?

Actuellement, 68 projets intégrateurs sont en cours d'exécution dans nos huit États membres, tous financés par la Commission de l'Uemoa pour un montant global de près de 282 milliards de F CFA [environ 430 millions d'euros]. Ils concernent l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'environnement, l'énergie, l'aménagement du territoire communautaire et les transports.

Que devient le projet de boucle ferroviaire ?

En 2014, l'Uemoa s'est dotée d'un programme d'actions prioritaires de développement du transport ferroviaire dans lequel le projet régional de boucle Abidjan-Ouagadougou-Niamey-Cotonou-Lomé a été retenu comme une priorité.

Notre commission s'est fortement impliquée dans sa mise en œuvre. Elle s'est attelée à la réalisation d'actions importantes comme l'harmonisation des normes et des standards de conception, de construction, de réhabilitation et d'exploitation des réseaux communautaires, en se mobilisant pour le financement de certains tronçons.

Mais la mise en œuvre de ce projet rencontre une série de difficultés liées notamment à l'existence de conventions de concession pour certaines lignes, dont quelques-unes font encore l'objet de litiges entre États et concessionnaires.

Par ailleurs, le coût relativement élevé des infrastructures ferroviaires pour une rentabilité diffuse à long terme nécessite des montages financiers spécifiques. Ce qui ne facilite pas la prise en compte de ces ambitions dans les budgets des États. Pour nous, il s'agit donc de lever ces difficultés pour faire aboutir ce projet, qui est important dans la marche de l'intégration régionale.

> **« Lutte contre la pauvreté, emploi des jeunes... Les questions sociales vont devenir centrales dans nos actions. »**

L'Uemoa a financé la construction de postes de contrôle juxtaposés (PCJ). A-t-elle permis de simplifier le passage des frontières ?

Ces postes ont permis d'harmoniser, de moderniser et de faciliter les opérations de passage aux frontières. Mais nous constatons que des problèmes persistent sur les corridors routiers prioritaires de l'espace Uemoa – tracasseries sur lesquelles l'Observatoire des pratiques anormales, que nous avons mis en place, collecte des données.

Quelle réponse l'Uemoa peut-elle apporter pour minimiser l'impact de la crise sécuritaire au Sahel sur les zones frontalières ?

Je considère que la question sécuritaire est aujourd'hui l'un des principaux défis pour nos membres. Elle a été prise en main très tôt par les chefs d'État, qui ont créé un comité de haut niveau sur la paix et la sécurité, lequel oriente les actions de l'Union. Un accord-cadre en matière de sécurité et de renseignement entre nos États permet d'assurer une synergie d'action au niveau ministériel. En outre, des concertations sur la paix, la sécurité et le développement sont organisées dans les zones frontalières, pour promouvoir une approche partagée et globale visant à renforcer l'action des collectivités territoriales. Sous la houlette de la Commission, un cadre de concertation des commissions nationales de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre dans l'espace Uemoa a été mis en place. Cela permet de renforcer leurs capacités et de les rendre plus opérationnelles.

Enfin, aux niveaux sous-régional et transrégional, la Commission travaille à renforcer les partenariats stratégiques avec le G5 Sahel, la Misahel et la Cedeao.

La résurgence des coups d'État constitue-t-elle selon vous un recul de la démocratie en Afrique de l'Ouest ?

Nous sommes profondément préoccupés par l'interruption des expériences démocratiques au Mali et au Burkina. Au-delà des spécificités de chaque pays, nous avons des valeurs et des principes communs et universels que nous devons préserver. Les populations de notre espace communautaire ont consenti beaucoup de sacrifices pour les conquérir. Cela ne doit pas être vain.

Quels risques les coups d'État et transitions en cours font-ils planer sur l'économie ?

Les coups d'État et les sanctions qui en résultent ont forcément un impact sur la situation économique du pays lui-même et sur celle de l'Union. J'espère que cette période sera courte, pour qu'elle n'affecte pas sensiblement les performances des États concernés et, conséquemment, de toute l'Union. Au moment opportun, nous ferons évaluer la situation économique et financière, ce qui nous permettra de mieux apprécier l'impact global de ces sanctions.

Je formule le vœu que la situation dans ces pays puisse très rapidement revenir à la normale pour le bien-être des populations qui sont, hélas ! celles qui souffrent le plus. ●

L'axe Bamako-Conakry boosté par les sanctions

Solidaire des autorités de transition maliennes, sous le coup de l'embargo de la Cedeao depuis janvier, la junte guinéenne a non seulement gardé ses frontières avec le Mali ouvertes, mais elle s'attelle aussi à réhabiliter le corridor entre les deux pays.

JULIEN CLÉMENÇOT, ENVOYÉ SPÉCIAL À CONAKRY

Conakry, le 10 janvier 2022. La déclaration du Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD) est, comme à l'accoutumée, martiale et solennelle. Trente-cinq militaires, bérets ou calots vissés sur la tête, se tiennent en rangs serrés derrière la lieutenante-colonelle Aminata Diallo lorsque celle-ci annonce que la Guinée maintient sa frontière ouverte avec le Mali.

À la tête du pays depuis le renversement d'Alpha Condé, en septembre dernier, le CNRD, dirigé par le colonel Mamadi Doumbouya, joue sans hésiter la carte de la solidarité avec son voisin, face à l'embargo décidé par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) pour sanctionner le projet des colonels maliens de prolonger la transition. Seule la Guinée a donc maintenu ouvertes ses frontières avec le Mali, les treize autres membres de la Cedeao les ont fermées.

« C'est une décision naturelle. Les deux pays sont liés par l'Histoire. Et personne n'a oublié que le Mali est le seul pays à ne pas avoir fermé sa frontière avec la Guinée durant l'épidémie d'Ebola », explique l'ancien Premier ministre guinéen Kabiné Komara. À Conakry, Mamadi Doumbouya sait qu'il sera lui aussi bientôt sous la pression de la Cedeao pour accélérer le calendrier de la transition et la remise du pouvoir aux civils, et qu'il n'est pas dans son intérêt de se couper du soutien de Bamako. Des contacts ont été pris immédiatement pour faciliter la circulation des biens et des personnes, avec la visite d'une délégation gouvernementale malienne à Conakry dès le 17 janvier. « L'ambition est d'élever nos relations à un niveau de partenariat stratégique durable », déclare alors le ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop. Dans la foulée, Amara Camara, le secrétaire général de la présidence guinéenne se rend à Bamako pour rencontrer le président de la transition malienne, Assimi Goïta – en marge des obsèques de l'ex-président Ibrahim Boubacar Keïta.

La reconstruction de la RN1 a repris côté guinéen. Objectif : effectuer la liaison entre les deux capitales par la route en une journée au lieu de deux.

Trois mois plus tard, dans l'enceinte du port de Conakry, le nouveau partenariat guinéo-malien trouve un début d'application. Le turc Albayrak, qui a obtenu en 2018 la concession du terminal vraquier à travers sa filiale Alport, a aménagé un espace pour les camions maliens. « Développer le corridor entre les deux pays est un projet que nous avions déjà avant les sanctions, précise Egavit Ercan, directeur du protocole et de l'information d'Alport. Nous avons d'ailleurs participé à la foire de Bamako, au début de 2020, pour rencontrer des exportateurs et des importateurs. » Échaudés par des temps d'attente trop longs, la plupart avaient décliné l'invitation. Le responsable d'Alport espère que l'embargo imposé par la Cedeao va changer la donne pour Conakry, qui, jusqu'à présent, ne voyait passer que 5 % à 7 % des importations du Mali, 65 % d'entre elles transitant par Dakar et le reste par Abidjan, Lomé ou Tema. « Sur 6 à 7 millions de tonnes, nous n'en captons que 400 000 », confirme Egavit Ercan.

Convois de camions de coton

Alport mise aussi sur le travail effectué ces dernières années pour convaincre les commerçants et les industriels de privilégier Conakry comme point d'entrée vers le Mali. « Depuis que les quais sont éclairés, le port travaille 24 heures/24, et le temps d'attente des bateaux a pu être presque divisé par trois : 40 000 tonnes de blé peuvent ainsi être déchargées en treize jours », souligne Egavit Ercan.

À Bamako, on a bien reçu le signal. Rattachés au ministère des Transports du Mali, les entrepôts maliens installés sur le port de Conakry cherchent à s'agrandir. Leurs responsables sont allés à Abidjan pour y étudier l'entreposage du coton, et la Compagnie malienne pour le développement des textiles, qui pilote l'ensemble de la filière de son pays, a conduit plusieurs missions pour vérifier que les installations de la capitale guinéenne seraient à même de recevoir leurs exportations. « Le coton requiert des hangars bien aérés, qui doivent répondre à des normes de sécurité incendie spécifiques », explique Mohamed Sidibé, transitaire et président de l'association des Maliens de l'extérieur en Guinée. En avril, un premier convoi de 1 200 camions transportant 30 000 tonnes de coton était attendu. « 70 % du coton malien pourrait, à terme, passer par Conakry », espère-t-il, également ravi de voir son pays redevenir le premier producteur d'or blanc africain (au coude-à-coude avec le Bénin), avec une récolte de 760 000 t pour la campagne 2021-2022. Du côté de Bolloré, concessionnaire du terminal à conteneurs par lequel le coton devra passer, on reste plus prudent. « Tout le monde en parle, mais on n'a pas encore vu arriver le premier chargement. »

Pour la première fois, un bureau des douanes malien va être installé au sein du port de Conakry, souligne, optimiste, Mohamed Sidibé. Et les relations entre les acteurs de la chaîne logistique font l'objet d'une attention nouvelle. « Nous avons organisé des réunions pour fluidifier les relations entre les différents intervenants. Par exemple en demandant un peu de souplesse aux consignataires pour éviter que les transporteurs paient des amendes parce qu'ils ne rendent pas les conteneurs assez vite », explique un représentant du Port autonome de Conakry (PAC). Mohamed Sidibé confirme aussi que des rencontres avec les transporteurs ont eu lieu, afin qu'ils alignent les prix entre Bamako et Conakry sur ceux pratiqués entre Bamako et Abidjan ou Dakar.

Terminal spécial

Autre amélioration attendue : la reconstruction de la route nationale 1 (RN1), notamment entre Kindia et Mamou. Presque à l'arrêt pendant plusieurs mois, les travaux ont repris à un rythme soutenu. La banque chinoise qui finance ce chantier de 357 millions d'euros avait suspendu ses paiements à la suite du coup d'État et attendait des éclaircissements de la part de la junte, laquelle a fait le nécessaire : la société CRBC est de nouveau payée.

« La portion de la RN1 entre Kindia et Mamou est très difficile. Conakry n'est qu'à 900 km de Bamako, mais la route est si accidentée côté guinéen que les transporteurs préféraient passer par Abidjan [1 400 km] et par Dakar [1 700 km] », reconnaît Kabiné Komara. La chaussée est en cours d'agrandissement, les virages les plus dangereux ont été rabotés, et le gros des travaux devrait être achevé avant le début de la saison des pluies, en juillet. L'objectif est de pouvoir rouler à une vitesse comprise entre 80 et 100 km/h, ce qui permettra de rallier Conakry depuis Bamako en une journée, contre deux aujourd'hui et cinq il y a un an. Si ce chantier n'est pas mené à bien, les marchandises reprendront le chemin de Dakar et d'Abidjan une fois les sanctions levées.

Même s'il faut attendre quelques semaines pour voir si le trafic entre les deux capitales s'intensifie, Mohamed Sidibé y met « beaucoup d'espoir ». Il imagine déjà la construction d'un terminal spécial pour le Mali au PAC depuis lequel riz, sucre, blé, ciment et engins roulants seront acheminés vers Bamako. D'autres échanges (huile de palme, noix de kola, bétail, maïs...) devraient se multiplier quand la RN1 sera achevée.

« On ne parle pas de coopération mais d'intégration », précise le transitaire. Le projet est ancien. En avril 1968, Sékou Touré avait proposé à son homologue malien de fusionner leurs deux pays pour constituer « une seule et même nation, un seul et même État ». Modibo Keïta avait répondu que l'union politique proposée était « passionnément recherchée par le Mali » mais qu'elle « demandait une solide préparation ». Quelques mois plus tard, le coup d'État militaire du lieutenant Moussa Traoré avait brisé net cet élan. ●


Au port de Conakry, en avril.

JULIEN CLÉMENÇOT POUR JA

Agrobusiness : recettes locales

Organisation des filières, hausse de la production, nouvelles sources de financement, bourse des matières premières… Du Bénin au Sénégal en passant par le Ghana, il existe des solutions pour muscler le secteur agricole. Et espérer atteindre l'autosuffisance alimentaire.

ESTELLE MAUSSION

« Considérant le risque élevé de pénurie et de flambée des prix en raison de la crise mondiale, j'appelle à une mobilisation générale pour accroître et valoriser davantage nos produits agricoles, d'élevage et de pêche. » Cette déclaration faite au début du mois d'avril par le président Macky Sall vaut pour le Sénégal comme pour toute l'Afrique de l'Ouest. Elle résume la bataille de longue date que mène la région pour assurer sa souveraineté alimentaire.

Puissance agricole dotée de trois locomotives de production – Nigeria, Ghana et Côte d'Ivoire –, mais aussi de nombreux pays où l'agriculture tient une place prépondérante dans l'économie, parmi lesquels le Niger, le Mali et le Burkina Faso, l'Afrique de l'Ouest peine pourtant à répondre à ses besoins, ce qui l'oblige à importer. Si aucun pays n'a trouvé la recette miracle, plusieurs ont élaboré des parades et enregistré des succès. Tour d'horizon non exhaustif.

Alors que l'engagement de Malabo, en 2014, visant à consacrer 10 % des dépenses publiques à l'agriculture, reste un vœu pieux dans la région, celle-ci s'efforce ces dernières années de muscler son secteur agricole. Plusieurs bonnes pratiques se sont ainsi généralisées : l'adoption de plans de long terme (dix ans au plus) permettant aux politiques et aux projets de produire leurs effets, les efforts de structuration des filières, l'investissement dans la formation, la multiplication des partenariats entre acteurs publics et privés sur la production, la distribution et la transformation, ainsi que l'essor des certifications pour augmenter la valeur ajoutée créée localement (cacao en Côte d'Ivoire, mangue au Sénégal, ananas et soja au Togo, noix de cajou et hibiscus au Burkina Faso, etc.).

Malgré un contexte difficile entre forte demande, inflation et tensions sur l'approvisionnement liées à la guerre en Ukraine, il y a des réussites. C'est le cas de la filière coton au Bénin, même si sa réorganisation efficace n'échappe pas aux critiques : le président Patrice Talon a fait sa fortune dans le secteur et y conserve des intérêts.

Au Nigeria, la Banque centrale joue un rôle moteur à travers un programme qui facilite les relations entre les petits producteurs de riz et les acheteurs.

Sortie du giron de l'État pour passer sous la gestion privée de l'Association interprofessionnelle du coton (AIC), la filière a été redynamisée : accès facilité aux intrants, soutien technique aux producteurs, réhabilitation de routes pour fluidifier le transport, entre autres. Résultat, le Bénin, quatrième producteur d'or blanc de la région avec quelque 450 000 tonnes en 2016-2017, a détrôné le Mali de la première place dès la campagne 2018-2019, les deux pays étant au coude-à-coude en 2021-2022 avec une production d'environ 760 000 tonnes. Une vitalité qui génère des revenus et encourage les investissements dans la transformation.

Privatisation, la bonne idée?

D'autres exemples, à différentes échelles, témoignent de progrès dans l'organisation des filières. Au Nigeria, qui produit en moyenne 7,5 millions de tonnes de riz par an mais en consomme 10 millions, la Banque centrale joue un rôle moteur dans le développement du secteur à travers un programme de prêts intitulé Anchor Borrowers' Programme (ABP), qui facilite la relation entre petits producteurs et acheteurs. Lancé en 2015, le programme, même s'il n'est pas exempt de ratés, a bénéficié à 4,8 millions de paysans et permis de faire passer la capacité locale de traitement de riz de 350 000 à 3 millions de tonnes. Il doit aussi booster la production d'une vingtaine d'autres denrées, dont le maïs, l'huile de palme, le cacao, le coton, le manioc et la tomate.

Au Sénégal, fer de lance de l'agroécologie dans la région depuis 2015, ce sont une quinzaine d'interprofessions (producteurs, transformateurs, transporteurs et commerçants) qui, en partenariat avec l'État, assurent le pilotage de l'offre, des marchés et des filières. Ce système permet d'articuler agriculture familiale (le modèle majoritaire) et projets d'agrobusiness, menés principalement dans les filières des fruits et légumes pour l'export, et dans le riz, l'oignon et la pomme de terre pour le marché national. Il doit être renforcé par la création d'agropoles afin d'accélérer la dynamique sur le volet de la transformation.



Séchage du riz à l'extérieur de l'usine de transformation de Tamanaa, au Ghana.

NYANI QUARMYNE/PANOS-REA

Le rôle des interprofessions

En Côte d'Ivoire, parallèlement aux cultures de rente relativement bien structurées du cacao, du café et de l'anacarde, d'autres filières vivrières émergent, dont celle de la banane plantain. Développée par des groupes de vendeuses à partir du marché Gouro d'Adjamé, dans le nord d'Abidjan, elle alimente le reste du pays et les marchés voisins. La réhabilitation du marché, lancée en début d'année, doit encourager son essor.

« Le Ghana montre aussi la voie sur plusieurs aspects, dont l'organisation des filières, la priorité donnée au volet technique dans la formation, et la construction d'un tissu de transformation de produits locaux permettant, par exemple, de commercialiser de la farine de manioc », explique Ollo Sib, analyste du Programme alimentaire mondial (PAM) pour l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest. Depuis 2017, le pays applique le programme Planting for Food and Jobs (PFJ), financièrement ambitieux (entre 70 et 100 millions de dollars par an) et agissant sur l'ensemble de la chaîne de valeur. Un modèle – qui lui a permis d'augmenter sa production de riz et de devenir exportateur de maïs – que le Burkina Faso et le Togo regardent avec attention. En 2018, Accra a aussi inauguré la première Bourse des matières premières agricoles de la région. S'il peine à monter en puissance, ce concept fait déjà l'objet d'une expérimentation locale à travers des *nano commodities exchanges*, qui doivent faciliter les échanges et la fixation des prix.

Pour consolider ses modèles agricoles, la région doit encore progresser sur deux points. D'une part, elle a besoin de trouver de nouvelles ressources financières, notamment des capitaux étrangers, en ayant recours à des financements structurés. Si le Cocobod, au Ghana (le régulateur de la filière cacao), la Compagnie malienne pour le développement du textile (CMDT, majoritairement détenue par l'État), au Mali, et la Société pour le développement du coton (Sodeco, filiale du groupe Société de financement et de participation, SFP), au Bénin, ont sauté le pas, ils pourraient être imités par d'autres acteurs des cultures de rente.

D'autre part, force est de constater que nombre de filières gagneraient à être développées au niveau régional. L'alliance (même imparfaite) entre le Ghana et la Côte d'Ivoire sur le cacao s'inscrit dans cette logique, de même que l'action menée depuis 2000 par le Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (Roppa), qui réunit 13 pays, avec le Cap-Vert et le Nigeria en membres associés. Mais cela demeure un vaste chantier. ●



PASCAL LAUENER/EPA-EFE/MAXPPP

Le sultan d'Agadez, Ibrahim Oumarou, accueillant le président de la Confédération suisse et ministre des Affaires étrangères, Ignazio Cassis, au Niger, le 9 février.

SUISSE-AFRIQUE

Et si l'Ukraine venait tout bouleverser ?

La confédération helvétique a fait de sa coopération avec le continent l'une de ses priorités. Mais le conflit européen pourrait remettre certaines de ses ambitions en question.

MARJORIE CESSAC

La guerre en Ukraine et ses multiples conséquences pour l'ordre mondial pourraient venir tout bouleverser. Toujours est-il qu'en janvier, la Suisse a dévoilé son intérêt grandissant pour l'Afrique en même temps que sa nouvelle stratégie en direction du continent. Avec un ton nouveau et la volonté décomplexée de faire la part belle aux affaires. « L'Afrique subsaharienne, ce sont surtout de nouvelles opportunités », s'était ainsi exclamé le libéral Ignazio Cassis, actuel président de la Confédération, alors que Berne présentait un document spécifique à l'Afrique subsaharienne. →

→ Quelques mois plus tôt, un rapport identique avait été consacré au Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord. « Ces régions sont appelées à jouer un rôle de plus en plus important, même pour la Suisse », insistait encore le chef de l'exécutif helvétique.

En plus de ses missions traditionnelles dans la médiation des conflits et dans l'aide humanitaire, qu'elle n'entend surtout pas abandonner, la Suisse veut également s'investir dans d'autres domaines. Berne dit vouloir contribuer au décollage économique du continent, en soutenant notamment l'entrepreneuriat local, l'éducation de base, la formation professionnelle et la numérisation. À l'instar de ce projet de studio d'enregistrement dévolu à l'éducation numérique, MOOC (Massive Open Online Course) développé au Sénégal. Cette initiative a été mise en place par l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) avec le soutien financier de la Direction du développement et de la coopération. « Améliorer les conditions cadres des économies africaines profitera aussi aux entreprises suisses », estime le Département fédéral des Affaires étrangères (DFAE).

« Changement de perception »

S'ils saluent cette reconnaissance du continent, certains membres de l'opposition regrettent toutefois que la priorité ne soit pas davantage donnée à la rémunération des produits importés, tels que les fèves de cacao du Ghana et de Côte d'Ivoire qui alimentent les grands chocolatiers suisses, et que les prêts ne bénéficient pas également à des entreprises africaines. Ils pointent le risque de voir les pays les plus fragiles relégués peu à peu à l'arrière-plan. Et ce, même si, sur le papier, les pays du Sahel, de la Corne de l'Afrique, de la région des Grands Lacs, ainsi que les « lions africains » en général (cette appellation désigne les pays du continent à fort potentiel économique comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigeria, le Rwanda, l'Afrique du Sud, le Kenya ou l'Éthiopie) figurent au rang des régions prioritaires de la confédération.

« Cette nouvelle stratégie dénote un changement de perception, confirme Didier Péclard, directeur des études africaines à l'université de Genève. Elle s'inscrit plus qu'avant dans le soutien à des économies qui marchent, plutôt que dans la tradition suisse de coopération et d'allègement de la pauvreté. » Une manière selon lui d'épouser une tendance plus générale sur le continent qui repose sur le paradigme de l'*Africa rising*. Un mouvement qui s'est traduit, entre 2000 et 2015 pour certains pays, par une très forte croissance mais aussi par un creusement des inégalités en raison de son développement fondé sur l'exploitation des ressources naturelles plus que sur l'industrialisation de l'économie locale.

Berne a conclu plusieurs accords de coopération avec l'Angola, le Bénin, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Gambie… et négocie avec le Soudan.

Nul n'est toutefois dupe : cette stratégie répond aussi en partie à un impératif de contrôle des flux migratoires et, comme ailleurs en Europe, à une pression politique forte. Sur la question des migrations, Berne a conclu ces dernières années plusieurs accords de coopération avec l'Angola, le Bénin, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Gambie… et en négocie un autre avec le Soudan. La Suisse est en outre engagée dans un partenariat migratoire avec le Nigeria, auquel se sont ajoutés, en 2019, deux accords de réadmission conclus avec l'Éthiopie et le Botswana. Elle s'appuie aussi sur des projets d'aide ciblés. Comme au Niger, un pays situé sur la route des réfugiés se déplaçant en direction du nord. À Agadez, un centre pour migrants a été ouvert, ainsi qu'un projet financé par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) visant à soutenir les personnes handicapées. Tandis que Maradi accueille un projet de formation pour enfants réfugiés ou n'ayant pas accès à l'éducation.

Reste que cette stratégie à peine formulée pourrait bien être perturbée par le conflit en Ukraine, qui rebat déjà les cartes. « L'approche prônée, fondée sur des partenariats d'égal à égal, va certainement être maintenue malgré les défis additionnels et multiformes auxquels le monde devra faire face », prévient-on avec prudence au DFAE. De fait, première place mondiale de négoce de pétrole et de gaz russe, la Suisse est attendue au tournant sur la question des sanctions européennes à l'égard de Moscou. Sans compter qu'elle abrite les plus grands négociants au monde de matières premières et reste la principale plaque tournante pour les céréales ukrainiennes et russes. Or, « les négociants doivent aussi contribuer à garantir la sécurité alimentaire au niveau mondial », soulignait le 24 mars l'association Public Eye, qui réclame une participation active de Berne au projet onusien en la matière. À la mi-mars, face à l'urgence, António Guterres, le secrétaire général des Nations unies, a annoncé la création du Global Crisis Response Group on Food, Energy and Finance. Une initiative internationale coordonnée pour soutenir les pays les plus menacés de famine, au rang desquels figurent plusieurs États africains.

Avant la guerre en Ukraine, la pandémie avait déjà montré « l'urgence pour ces économies de pouvoir faire face aux pénuries et aux hausses de prix », comme a pu le constater sur le terrain la Fédération genevoise de coopération (FGC), qui travaille avec 25 partenaires africains dans un grand nombre de pays subsahariens. Depuis de longues années déjà, et en amont des catastrophes, son objectif est de promouvoir l'autonomie alimentaire sur place. « C'est l'avenir », convient sans hésiter Isabelle Lejeune, coordinatrice, au sein de ce groupement, des questions de souveraineté alimentaire. « Nous menons un véritable travail de fourmi pour encourager les jeunes à se lancer dans l'agro-écologie et pour promouvoir l'usage de céréales locales comme le mil et le manioc », précise-t-elle. Un plaidoyer qui, chaque jour, trouve davantage de justification sur place. ●



PARTENAIRE LOGISTIQUE DE L'AFRIQUE

Depuis son siège social à Genève, en Suisse, MSC continue d'étendre son réseau maritime, routier et ferroviaire afin d'offrir à ses clients des solutions de transport sur mesure. Ces derniers peuvent compter sur des services hebdomadaires, des infrastructures de pointe et des équipes locales dans plus de 40 pays en Afrique. MSC connecte le continent africain au reste du monde.



msc.com/africa

MOVING THE WORLD, TOGETHER.

INTERVIEW

Jérôme Chenal

Directeur de recherche à l'École polytechnique fédérale de Lausanne

« Il faut rompre avec l'image parfois caricaturale du continent »

PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER CASLIN


FRANÇOIS WAVRE/LUNDI13 POUR JA

L'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) porte toujours une attention très particulière à l'Afrique. Depuis deux ans, pour y soutenir la recherche scientifique d'excellence, elle a développé l'initiative Excellence in Africa en partenariat avec l'université Mohammed-VI polytechnique (UM6P), située à Ben Guerir, non loin de Marrakech. Dix-huit pays africains participent à ce projet qui doit s'étendre sur une dizaine d'années.

Fin connaisseur du continent, qu'il sillonne en tous sens depuis plusieurs décennies, Jérôme Chenal, 49 ans, est chargé du programme pour l'EPFL, devenue au fil du temps une composante essentielle de la coopération suisse en Afrique. Sollicité à ce titre par le gouvernement confédéral lors de la consultation organisée sur la stratégie 2021-2024 du pays en direction du continent, il nous livre son analyse.

Jeune Afrique : Quel regard portez-vous sur la coopération suisse en Afrique ?

Jérôme Chenal : En quarante ans de présence sur le continent, notamment pour travailler sur des projets de développement rural, la Suisse a acquis une connaissance du terrain qui lui permet d'apporter une expertise susceptible de répondre aux besoins identifiés par les pays eux-mêmes. C'est notamment le cas au Sahel, où la coopération suisse dispose de réseaux et d'outils, ainsi que d'une connaissance du contexte local, qui lui donnent les capacités de poursuivre son travail sur place même dans la tourmente, comme c'est aujourd'hui le cas.

Le gouvernement confédéral a sollicité l'EPFL pour qu'elle participe à la définition de la stratégie africaine de la Suisse pour la période 2021-2024. Comment se sont passées ces consultations et quels ont été leurs résultats ?

Le Département fédéral des Affaires étrangères a consulté près de 300 personnes et institutions impliquées, de près ou de loin, en Afrique, dont l'EPFL en effet. Ce qui a permis à tout le monde de prendre connaissance de cette stratégie avant sa validation et, ainsi, de mieux se l'approprier. Son message principal est en rupture complète avec les pratiques suivies jusqu'alors par la coopération extérieure suisse.

Cette stratégie rompt d'abord avec l'image, parfois caricaturale, que la Suisse peut avoir de l'Afrique, pour proposer une vision plus réaliste du continent, sans condescendance. Elle définit également une coopération qui correspond vraiment aux moyens dont nous disposons et à ce que nous souhaitons réaliser sur le continent. La Suisse est un petit pays qui n'a pas les moyens de se lancer dans de très grands projets physiques. Cette stratégie lui impose de rester concentrée sur ses expertises, dans le numérique par exemple, ou dans les plaidoyers pour la paix, entre autres.

Est-elle révélatrice de nouvelles ambitions ?

Je ne suis pas sûr que la Suisse ait vraiment des ambitions africaines, en dehors de celles affichées par ses grands groupes privés qui voient dans le continent de nouveaux marchés pour développer leurs activités. Berne, de son côté, se préoccupe surtout de mettre de l'huile dans les rouages. Ses ambassades apportent leur soutien, mais ne disposent pas de réseau économique sur place, comme c'est, par exemple, le cas pour la France.

Cette stratégie est surtout révélatrice d'une prise de conscience des réalités africaines et de leurs enjeux, bien plus vastes que par le passé. Elle correspond également à l'arrivée d'une nouvelle génération de responsables politiques dans le pays, plus ouverte au monde que la précédente et qui affiche la volonté d'en finir avec un certain paternalisme pour écouter enfin ce que les Africains ont à dire. ●

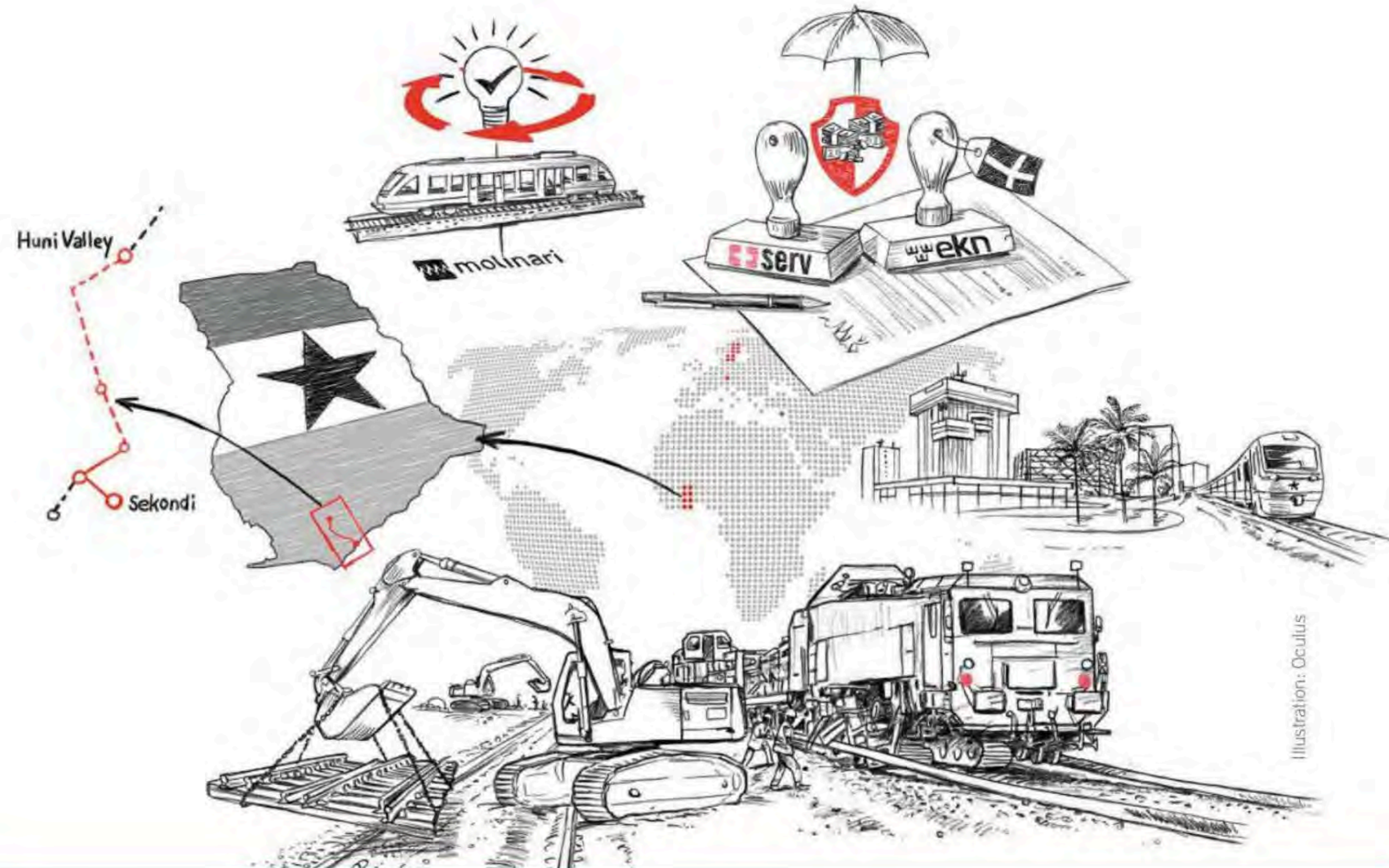


Illustration: Oculus

100 km de voies ferrées au Ghana avec le soutien de l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation.

Inspirez-vous de cet exemple de réussite pour votre projet d'infrastructure.



Nos assurances englobent tous les secteurs et marchés. Parce que vos projets d'infrastructure comptent.

Vos avantages

Maximiser les exportations
- Diversifiez vos pitchs.
- Optimisez vos liquidités.
- Réduisez les coûts de vos crédits.

Minimiser les risques
- Assurez vos garanties.
- Couvrez vos coûts de production.
- Assurez le paiement de votre livraison jusqu'à la fin.

SERV Assurance suisse contre les risques à l'exportation
www.serv-ch.com
+41 21 613 35 84
pathfinding@serv-ch.com



INTERNATIONAL **SUISSE-AFRIQUE**

ÉCONOMIE

Virage à négocier

Face à la hausse des prix des matières premières consécutive à la crise ukrainienne, les négociants internationaux réorganisent en urgence leurs approvisionnements, notamment vers le continent.

OLIVIER CASLIN

En décidant, le 29 février, de s'aligner sur les sanctions infligées par l'Occident à Moscou en réponse au conflit ouvert avec l'Ukraine, et ainsi de mettre entre parenthèses sa sacro-sainte neutralité, la Confédération suisse a pris une décision qualifiée d'« historique » par la presse helvétique. En 2014, après l'annexion de la Crimée par la Russie, Berne s'était drapé dans cette même neutralité et sa tradition de « bons offices » pour s'abstenir de sanctionner les oligarques proches de Vladimir Poutine, dans la foulée des États-Unis et de l'Union européenne.

« Le Conseil fédéral n'avait pas d'autre choix cette fois, vu les pressions exercées de toute part, de l'extérieur comme de l'intérieur du pays », rappelle un éditorialiste genevois. Les bruits de bottes à l'est de l'Europe ont provoqué en quelques jours d'énormes fluctuations des prix des matières premières énergétiques et alimentaires, qui, par ricochet, ont placé la Confédération, place forte du négoce international, au centre de toutes les attentions. Berne a bien tenté de tergiverser un peu, Guy Parmelin, le ministre de l'Économie, appelant « à la prudence devant toute sanction qui mettrait en danger l'approvisionnement alimentaire mondial ». L'argument est vite devenu caduc à mesure que grandissait, dès les premiers jours de la guerre, la menace d'une insécurité alimentaire dans certains pays du Sud. La révélation, au même moment, des premiers éléments d'enquête montrant qu'un commerce florissant se poursuivait entre les exportateurs de brut russe et les traders genevois et la réprobation générale qui en a découlé « ont certainement contribué à pousser le gouvernement à agir », reprend notre éditorialiste.

Sans que cela ait un quelconque impact sur le négoce lui-même, qui, sans plus de réglementation, « reste aligné sur la loi de l'offre et de la demande », comme le résume un trader. « Le secteur n'a aucun problème à suivre les décisions internationales. Il a l'habitude des crises et il a encore prouvé dans un passé récent qu'il savait s'adapter en toutes circonstances », assure Florence Schurch, secrétaire générale de la Swiss Trading & Shipping Association (STSA), l'organisation professionnelle du secteur installée à Genève.

Porte de sortie

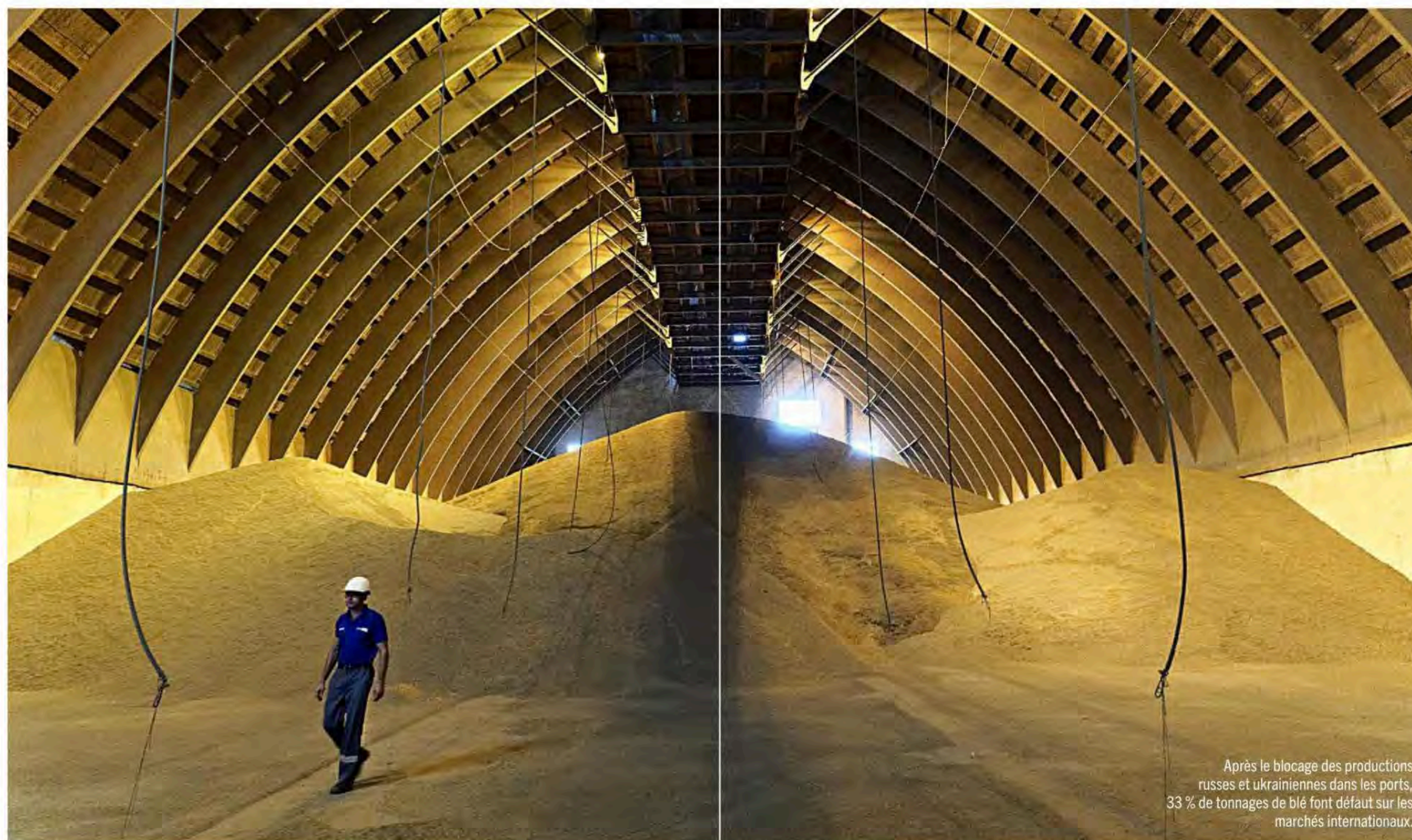
Les résultats record, en milliards de dollars, annoncés par les grandes maisons de la place en 2021, après ceux déjà enregistrés au lendemain de la crise financière de 2008, du Printemps arabe de 2011 ou de la chute des cours des matières premières, en 2014, démontrent en effet toute leur agilité commerciale. Après avoir su faire preuve de créativité durant la pandémie, aussi bien pour trouver les fonds nécessaires aux transactions que pour réaliser physiquement les opérations par temps de Covid, les traders doivent pourtant, cette fois encore, trouver de nouvelles solutions.

D'autant que, selon les Suisses eux-mêmes, près de 80 % des ressources naturelles énergétiques et alimentaires russes étaient jusqu'à présent mises sur le marché international depuis Genève, Zoug ou Lugano. Coincés entre les accords de fourniture déjà passés qui restent à honorer et la promesse maintes fois répétée de ne plus signer de nouveaux contrats *spot* avec des sociétés liées au Kremlin, les négociants cherchent donc une porte de sortie, qui s'imposera à eux à mesure que dureront les hostilités. « Difficile, à court ou moyen terme, de détourner un pipeline ou de construire un gazoduc, mais, si le conflit s'installe, de nouvelles chaînes d'approvisionnement verront le jour », affirme Florence Schurch.

C'est déjà le cas ces dernières semaines, notamment pour pallier l'absence de 33 % de tonnages de blé sur les marchés internationaux après le blocage des productions russes et ukrainiennes dans les ports. De nouvelles routes céréalières se dessinent depuis l'Argentine ou l'Australie, en particulier vers l'Afrique et le Moyen-Orient, où certains pays, comme la Tunisie, la Libye, le Liban, le Bénin ou le Rwanda s'approvisionnaient jusqu'alors presque exclusivement en blé ukrainien ou russe, voire les deux dans le cas de l'Égypte.

Dans les hydrocarbures, les réflexions ont également commencé, notamment en direction des pays producteurs dits alternatifs, comme en Afrique. « La première étape est de faire venir les investissements sur le continent et, d'ici à dix-huit mois, de nouveaux puits peuvent entrer en production », veut croire notre négociant. Et la part du brut africain, estimée aujourd'hui à 5 % des approvisionnements mondiaux, pourrait doubler à plus long terme dans les échanges internationaux... Dans l'immédiat, le continent va surtout voir sa facture énergétique augmenter un peu plus dans les prochaines semaines, alors que, selon la FAO, les prix des céréales, du gasoil et des intrants agricoles ont déjà progressé respectivement de 48 %, 85 % et 35 % au niveau mondial depuis 2019. « Cette crise montre davantage l'urgence pour l'Afrique d'assurer son indépendance alimentaire et énergétique », reprend le trader. Et de définir ainsi ses propres routes commerciales, sans devoir forcément passer par Genève. ●

De nouvelles routes céréalières se dessinent depuis l'Argentine ou l'Australie, en particulier vers l'Afrique et le Moyen-Orient.



Après le blocage des productions russes et ukrainiennes dans les ports, 33 % de tonnages de blé font défaut sur les marchés internationaux.

VINCENT MUNDY/BLOOMBERG VIA GETTY IMAGES

TRANSPORT MARITIME

MSC, machines avant toutes !

Premier armateur du monde depuis le début de l'année, la Mediterranean Shipping Company est aussi en passe de devenir le leader de la manutention portuaire sur le continent grâce à l'acquisition des actifs du français Bolloré.

OLIVIER CASLIN

L'année 2022 promet de rester « historique » pour le groupe italo-suisse Mediterranean Shipping Company (MSC). La compagnie maritime est d'abord devenue, le 5 janvier, le premier armateur mondial, en détrônant, pour quelques milliers de conteneurs supplémentaires de capacité, le danois Maersk. En un peu moins de cinquante ans d'existence, l'opérateur a pris 17 % du marché maritime mondial de transport de conteneurs, avec une flotte capable de transporter très exactement 4,284 millions d'équivalents vingt pieds (EVP).

MSC a surtout renforcé sa position en Afrique, en devenant leader de la manutention portuaire, avec le rachat, officialisé le 31 mars, des actifs du français Bolloré sur le continent, réunis sous la marque Bolloré Africa Logistics (BAL). Pour 5,7 milliards d'euros, la compagnie – lancée en 1971 par Gianluigi Aponte et dirigée depuis 2014 par son fils Diego – a mis la main sur 16 terminaux portuaires qui viennent s'ajouter à ceux qu'elle exploitait déjà à Lomé et à San Pedro, trois lignes ferroviaires et tout un réseau logistique composé de ports secs et d'entrepôts de stockage installés à travers le continent.

Roi sur les mers avec 633 navires, MSC règne désormais également sur terre avec la gestion, d'ici à début 2023, de près d'une soixantaine de terminaux portuaires à travers le monde, dont un tiers en Afrique.

Si la Suisse est devenue symboliquement la première puissance commerciale maritime du monde, elle le doit donc à un ancien capitaine de ferry napolitain passé par Anvers avant de s'installer à Genève en 1978, d'où il bâtit son empire familial. Outre dans le transport de conteneurs, MSC s'est également fait un nom dans le domaine de la croisière, où le groupe croise le fer avec les grandes compagnies américaines du secteur grâce à une flotte ultramoderne de 17 paquebots.



Au terminal à conteneurs du port de Doraleh, à Djibouti.

V.FOURNIER/JA

Géants des mers

L'opérateur emploie aujourd'hui 70 000 personnes à travers le monde et a réalisé un chiffre d'affaires de 38 milliards de dollars (près de 31 milliards d'euros) en 2020. Non coté en Bourse, MSC n'est pas tenu de publier ses comptes, mais il est fort probable que la compagnie ait enregistré en 2021 une hausse de son chiffre d'affaires proche de celle (44 %) réalisée par son concurrent Maersk la même année.

Après avoir navigué à vue avec l'arrivée du Covid, MSC profite depuis un an, comme les autres armateurs, de l'envolée des taux de fret pour se constituer un trésor qui lui permet aujourd'hui de réaliser son rêve de devenir un « logisticien global ». En s'emparant des ports africains de BAL, la compagnie maritime ajoute en effet un maillon supplémentaire et indispensable à la chaîne de transport multimodal qu'elle s'est patiemment constituée.

L'histoire retient que le tout premier service proposé par MSC au début des années 1970 consistait à relier Anvers, en Belgique, à Mogadiscio, en Somalie. Qu'en 1999 la compagnie a franchi un cap en envoyant les premiers géants des mers (plus de 14 000 EVP de capacité) rallier Lomé et la côte ouest-africaine. Et que cette année confirme une nouvelle fois l'importance du continent dans le développement de MSC. ●











QUESTIONS À…

Michael Rheinegger

Directeur général du SABC

« Difficile aujourd'hui, pour un entrepreneur, d'être absent du continent »


DR

Fondé en 2010, le Cercle d'affaires Suisse-Afrique (SABC) a pour mission de mettre en relation les milieux d'affaires suisses et africains. Association indépendante, elle met à la disposition de ses 90 membres (employant ensemble plus de 100 000 personnes en Afrique) son réseau d'expertise et d'expériences acquises sur le continent, favorisant les partenariats.

Jeune Afrique : Quel impact le Covid-19 a-t-il eu sur vos activités ?

Michael Rheinegger : L'objectif premier du SABC étant de mettre les gens en contact, la pandémie nous a obligés à revoir certains fonctionnements. Nous avons dû nous réinventer en nous appuyant sur le numérique pour proposer de nouveaux formats d'échange, avec de bons résultats puisque le nombre de participants à nos événements à distance était plus important. Nous gardons toujours une expertise de terrain en invitant les représentants des entreprises suisses en Afrique et ceux des États africains en Suisse.

Quel format avez-vous retenu pour l'Africa Business Day 2022 ?

Alors que la précédente édition, en 2021, avait réuni virtuellement 300 participants de 27 pays différents, la prochaine se déroulera en présentiel et à distance. Nous voulons nous concentrer sur les grandes tendances qui vont accompagner le développement démographique de l'Afrique dans les trente prochaines années en matière d'urbanisation, de nouvelles technologies, de changement climatique, ainsi que sur leurs implications pour les acteurs économiques actifs sur le continent.

Comment évolue la présence du secteur privé suisse en Afrique ?

L'intérêt de nos entreprises pour le continent n'a pas faibli avec la pandémie. Il semble même avoir augmenté, notamment avec la redéfinition en cours des chaînes régionales de valeur. L'Afrique du Nord semble particulièrement bien positionnée. Le continent en général n'a jamais semblé aussi proche de l'Europe, mais dispose-t-il des capacités en matière de ressources humaines ou d'industrialisation de ses économies pour en profiter ?

Les entreprises suisses sont très sensibles à l'argument de la « dernière frontière », d'une Afrique pourvoyeuse de main-d'œuvre et de matières premières, mais où beaucoup reste à faire en matière de renforcement des capacités et de création de marchés, sur fond de forte augmentation démographique. Difficile aujourd'hui d'être absent du continent pour un entrepreneur.

Quel est le rôle du SABC dans ce contexte ?

Nous poursuivons notre plaidoyer en faveur de l'Afrique auprès des entreprises suisses en insistant sur l'intérêt d'un tel partenariat pour les deux parties. Le SABC est en première ligne pour relayer les dernières tendances politiques et économiques du continent auprès de ses membres. Nous sommes par exemple beaucoup plus présents auprès des différentes organisations sous-régionales africaines, jusqu'à la commission de la Zlecaf [Zone de libre-échange continentale africaine]. Ce qui nous a permis d'attirer les grands groupes suisses ou implantés en Suisse. De leur côté, les PME ont montré peu d'intérêt [pour le continent] durant la pandémie. Mais nous constatons une nouvelle dynamique, en particulier dans les secteurs des technologies de l'information, de l'agro-industrie, des énergies renouvelables, de la santé et des technologies propres. À noter également la présence, de plus en plus importante au sein de SABC, de sociétés africaines installées en Suisse.

Où en sont vos relations avec le gouvernement confédéral ?

Nous avons beaucoup d'échanges. Le SABC a notamment été sollicité par Berne lors la définition de la stratégie Afrique 2021-2024, et nous avons été très satisfaits de voir que le continent figurait au rang de ses priorités : pour participer à son développement mais également pour soutenir davantage son secteur privé sur place. Ce qui n'était pas vraiment dans les mentalités suisses jusqu'à présent. Il faut maintenant voir comment le secteur public et le secteur privé peuvent travailler ensemble tout en ayant un impact positif pour les pays africains. ●

Propos recueillis par Olivier Caslin



jeune afrique

50 CHAMPIONS DE LA TECH

2^E ÉDITION PALMARÈS EXCLUSIF 2022

Réalisée par *Jeune Afrique* et *The Africa Report*, la deuxième édition de notre palmarès exclusif vous présente les principales figures d'un secteur en pleine expansion.

JULIEN CLÉMENÇOT

Pour la deuxième année consécutive, *Jeune Afrique* (JA) et *The Africa Report* (TAR), magazine anglophone du groupe Jeune Afrique, publient en exclusivité un classement des 50 personnalités aux avant-postes de la transformation numérique du continent. Afin de donner plus de lisibilité à ces champions de la tech, nous avons choisi de faire évoluer la recette et de découper notre palmarès en trois parties.

La première compte 30 noms, mêlant startupers et dirigeants de grands groupes, extraits d'une liste de près de 150 chefs d'entreprise constituée par nos rédactions. Tous ont fait à leur manière l'actualité sur les douze derniers mois.

Ils ont levé des fonds, vu la valorisation de leur start-up grimper, mené des projets de transformation de leur modèle, investi de nouveaux marchés, financé des projets, avalé des concurrents ou, au contraire, vendu leur société. C'est à partir de ces informations, toutes croisées, que JA et TAR ont bâti ce palmarès, qui se veut le reflet de l'évolution du secteur de la tech et des modes de vie et de consommation des Africains.

Un continent où les investisseurs spécialisés dans le financement du secteur numérique sont plus nombreux d'année en année. JA et TAR en ont sélectionné dix, des capital-investisseurs mais aussi des promoteurs de fonds d'amorçage actifs sur la période 2021-2022, en prenant en compte le nombre d'opérations, la taille de leur fonds et la qualité des projets financés et des équipes de gestion.

Enfin, parce que sans eux rien n'est possible, nous avons établi un classement de dix lanceurs de tendance, une catégorie vaste qui mêle régulateurs, patrons d'agence publique, d'incubateur, de lobby et influenceurs.

Au total, pour ces trois sélections, ce sont quelque 250 noms qui ont été intégrés à notre base de données, avant que chaque profil ne soit étudié par la rédaction pour constituer le classement 2022 des 50 champions du numérique de *Jeune Afrique*. ●

2e ÉDITION
PALMARÈS
EXCLUSIF
2022

Start-up, telco, Gafam… Les 30 personnalités qui font la transition numérique

Ils dirigent Chipper Cash, OPay, Wave, TradeDepot, Andela mais aussi MTN, Vodacom, Orange, Google, Amazon, Teraco et Huawei : retrouvez dans ce classement exclusif les trente patrons les plus importants de la tech africaine.

LA RÉDACTION

Le classement des champions de la tech 2022 par *Jeune Afrique* est marqué par l'effervescence du secteur, boosté par l'évolution des modes de consommation pendant la crise sanitaire. Après une année record en matière de levées de fonds (plus de 5 milliards de dollars), les start-up africaines continuent sur leur lancée en 2022, en collectant près de 2 milliards de dollars au cours du premier trimestre.

Les fintech figurent cette année encore parmi les jeunes pousses les plus en vue, notamment au Nigeria, dont l'immense marché constitue un atout de taille.

Placé très haut dans le classement 2021, Olugbenga Agboola, cofondateur et CEO de la plateforme de paiement Flutterwave, aurait pu occuper la première place après avoir collecté 250 millions de dollars en février. Sa société est désormais valorisée à 3 milliards de dollars. Mais les récentes révélations sur sa gouvernance, même si elles ne proviennent pour l'heure que d'une enquête journalistique, nous ont incités à la prudence *(lire p. 114)*.

Ce sont donc les trajectoires de Chipper Cash et d'OPay, tous deux membres du club fermé des licornes africaines, que nous mettons en avant. Elles illustrent l'engouement des investisseurs étrangers pour ces nouveaux services financiers sur un continent où 80 % de la population reste non bancarisée.

L'Ougandais Ham Serunjogi et le Ghanéen Maijid Moujaled (classés 1ers), cofondateurs de Chipper Cash *(lire pp. 118-120)*, ont entre autres fait affaire avec la société d'investissement américaine SVB Capital et Jeff Bezos, tandis que Yahui Zhou (2e), à la tête d'OPay, a convaincu le japonais SoftBank de participer à son tour de table. Si Chipper Cash occupe la première place de notre classement, il le doit à sa présence dans sept pays quand OPay est toujours concentré sur le marché nigérian.

Dans la zone francophone, on retiendra l'ascension éclair de Wave sous la houlette de Carine Coura Sene (5e). La Sénégalaise *(lire pp. 122-123)* est l'une des huit dirigeantes du classement qui montrent que de plus en plus de femmes occupent des postes à responsabilités dans ce secteur. Après avoir réussi un premier tour de table de 200 millions de dollars, Wave, désormais valorisé à 1,7 milliard de dollars, va tenter d'exporter son succès sénégalais en Côte d'Ivoire, au Bénin et en Guinée.

> **S'ils sont parfois en difficulté face à l'agilité des start-up, les opérateurs de télécoms restent incontournables.**

De quoi donner quelques sueurs froides à Alioune Ndiaye, CEO d'Orange Middle East and Africa (Omea), classé 16e, l'opérateur restant le leader historique sur le créneau du mobile money dans la région. S'ils sont parfois en difficulté face à l'agilité des start-up, les opérateurs restent néanmoins incontournables cette année encore : ils couvrent l'Afrique avec leurs réseaux, et surtout opèrent une profonde transformation de leur modèle, développant de nouveaux services qui, demain, pourront être étendus dans les pays où ils ne disposent pas de licence télécoms.

Implication des Gafam

Ralph Mupita (3e), promu PDG du sud-africain MTN en septembre 2020, profite des excellents résultats de son groupe, qui affiche une hausse de son résultat net de près de 25 %, tout en ayant investi près de 2 milliards de dollars au cours de l'année. Le chiffre des services data de MTN explose (+ 30 %), en même temps que le groupe continue à étendre son réseau de fibre optique, long de 100 000 km.

Classé 4e, le Nigérian Segun Ogunsanya, nouveau patron d'Airtel Afrique, bénéficie lui aussi de résultats exceptionnels (+ 24 % sur les neuf premiers mois de son exercice 2021-2022), et de la croissance de ses activités data et mobile money (+ 37,2 %).

S'ils se sont longtemps contentés d'offrir leurs services sur le continent sans y faire d'investissements, les Gafam changent petit à petit de politique. *Jeune Afrique* salue l'implication grandissante de Google en classant le directeur général de sa branche Afrique subsaharienne, l'indien Nitin Gajria (7e), dans le premier tiers de son palmarès. L'entreprise a annoncé l'an dernier avoir planifié un milliard d'investissement sur le continent pour les cinq ans à venir. Cela se traduit par la construction du câble Equiano, dont on sait qu'il reliera l'Afrique du Sud au Portugal, en desservant notamment le Togo (inauguré en mars) et le Nigeria. Et ce n'est sans doute qu'un début.

RANG	GENRE	PRÉNOM	NOM	NATIONALITÉ	FONCTION	RAISON SOCIALE	SECTEUR
1	M	Ham/Maijid	Serunjogi/Moujaled	Ougandaise/ Ghanéenne	Cofondateurs - CEO/Président	Chipper Cash	Fintech
2	M	Yahui	Zhou	Chinoise	CEO	OPay	Fintech
3	M	Ralph	Mupita	Zimbabwéenne	CEO	MTN	Télécommunications
4	M	Segun	Ogunsanya	Nigériane	CEO	Airtel Nigeria	Télécommunications
5	F	Coura Carine	Sene	Sénégalaise	Directrice de la zone Uemoa	Wave	Fintech
6	M	Ashraf	Sabry	Égyptienne	Fondateur et CEO	Fawry	Fintech
7	M	Nitin	Gajria	Indienne	Directeur général	Google Sub - Saharan Africa	Gafam
8	M	Strive	Masiyiwa	Zimbabwéenne	Président exécutif	Cassava Technologies	Télécommunications
9	M	Jeremy	Johnson	Américaine	Cofondateur et CEO	Andela	Éducation / RH
10	M	Shameel	Joosub	Sud-africaine	CEO	Vodacom	Télécommunications
11	M	Mostafa	Kandil	Égyptienne	CEO	SWVL	Transport
12	M	Daniel	Yu	Américaine	Cofondateur et CEO	Wasoko	Logistique
13	M/F	Karim/Zohra	Beguir/Slim	Tunisienne	Cofondateur et CEO	InstaDeep	Intelligence artificielle
14	M	Hassanein	Hiridjee	Française	CEO	Axian	Télécommunications
15	M	Jan	Hnizdo	Sud-africaine	CEO	Teraco Data Environments	Infrastructures
16	M	Alioune	Ndiaye	Sénégalaise	CEO	Orange Middle East and Africa	Télécommunications
17	F	Funke	Opeke	Nigériane	Fondatrice et CEO	MainOne	Télécommunications
18	M	Grant	Brooke	Britannique	Cofondateur et CEO	Twiga Foods	Agritech
19	F	Amrote	Abdella	Éthiopienne	General manager	Amazon Web Services	Gafam
20	M	Terry	He	Chinoise	Président	Huawei Northern Africa	Télécommunications
21	M	Onyekachi	Izukanne	Nigériane	Cofondateur et CEO	TradeDepot	E-commerce
22	F	Mamongae	Mahlare	Sud-africaine	CEO	Takealot	E-commerce
23	M	Jérémy/ Sacha	Hodara/ Poignonnec	Française	Cofondateurs et CEO	Jumia	E-commerce
24	F	Nunu	Ntshingila	Sud-africaine	Directrice Afrique	Meta	Gafam
25	M	Femi	Kuti	Nigériane	Cofondateur et CEO	Reliance Health	Santé
26	M	Abasi	Ene-Obong	Nigériane	CEO	54Gene	Santé
27	M	Gregory	Rockson	Ghanéenne	Cofondateur et CEO	mPharma	Santé
28	M	Mohamed	Abdulaziz	Égyptienne	Cofondateur et CEO	Brimore	E-commerce
29	F	Lucy	Hoffman	États-Unis	Cofondatrice et CEO	Carry1st	Jeux vidéo
30	M / F	Meshack/ Malaika	Alloys/ Judd	Kényane/ Américaine	Cofondateurs et CEO	Sendy	Logistique

Facebook, dirigé en Afrique par la Sud-Africaine Nunu Ntshingila (24e), suit la même tendance, même si son projet de câble 2Africa, prévu pour faire le tour du continent, est moins avancé. Amazon Web Services (AWS), dirigé en Afrique subsaharienne par l'Éthiopienne Amrote Abdella (19e), ex-directrice régionale de Microsoft, poursuit lui aussi son renforcement sur le continent depuis l'annonce, en 2020, de l'ouverture de ses services pour l'Afrique depuis Cape Town, où il emploie déjà plus de 4000 personnes.

Comme pour les start-up, ce classement met aussi en valeur l'intérêt des investisseurs pour le potentiel des opérateurs d'infrastructures africains. Premier l'an dernier, Strive Masiyiwa (8e) a poursuivi la restructuration de ses activités en créant le holding Cassava Technologies pour y loger ses projets les plus innovants *(lire pp. 126-128)*. À la tête de Teraco Data Environments, le Sud-Africain Jan Hnizdo (15e) devrait, lui, voir son entreprise accélérer sa croissance grâce à la prise de contrôle de l'américain Digital Reality. Annoncé au début de janvier, le deal, qui valorise le leader africain des data centers à 3,5 milliards de dollars, devrait être entériné d'ici à la fin de juin.

Cette opération suit de quelques mois l'acquisition de MainOne, leader des services de connectivité en Afrique de l'Ouest, par un autre américain, Equinix, pour 320 millions de dollars. L'acheteur, en conservant la Nigériane Funke Opeke (17e) au poste de DG de sa nouvelle filiale, confirme la réputation de la dirigeante, qui a profondément fait évoluer son entreprise créée au départ pour gérer un câble sous-marin.

Essor du e-commerce

JA a également voulu souligner la montée en puissance du e-commerce africain. Aux côtés des pionniers de Jumia, Jérémy Hodara et Sacha Poignonnec (23es), le Nigérian Onyekachi Izukanne (21e), fondateur de TradeDepot, intègre le classement après le rachat en février de son concurrent ghanéen Green Lion contre un chèque de 110 millions de dollars.

Nommée en octobre 2021 CEO de Takealot, la Sud-Africaine Mamongae Mahlare (22e) bénéficie, elle, de la performance de la filiale de Naspers, qui pourrait être le premier acteur du secteur à atteindre son point d'équilibre. Et parce que la plateforme d'e-commerce égyptienne Brimore a levé 25 millions de dollars en février, son CEO, Mohamed Abdulaziz, figure aussi dans notre classement, à la 28e position.

Pour finir, il faut aussi attirer l'attention sur la diversité des jeunes pousses qui parviennent à lever des fonds : si les représentants de la fintech trustent le haut du panier, les douze derniers mois ont vu la confirmation de l'intérêt porté au spécialiste de l'éducation Andela, dont le fondateur occupe le 11e rang, ainsi que la percée des start-up dans les secteurs de la santé, de la logistique et même des jeux vidéo avec, pour la première fois pour un éditeur africain, un tour de table de 20 millions de dollars à mettre au crédit de Lucy Hoffman (29e), cofondatrice de Carry1st. ●

Le dilemme Flutterwave

Dans l'enquête publiée le 12 mars sur son média *West Africa Weekly*, le journaliste nigérian David Hundeyin, par ailleurs ex-collaborateur de *The Africa Report*, met en cause, documents à l'appui, la gouvernance de la start-up Flutterwave. Après avoir levé 250 millions de dollars au début de 2022, celle-ci est actuellement la plus importante valorisation du continent (3 milliards de dollars).

Les accusations sont sérieuses et visent son cofondateur et directeur général Olugbenga Agboola (surnommé GB dans l'univers de la tech). L'article dénonce un délit d'initié (le journaliste utilise le terme d'insider trading), du harcèlement moral et sexuel à l'égard de plusieurs collaboratrices, ainsi que des pratiques commerciales frauduleuses. Sans nous prononcer sur la véracité de ses allégations, plusieurs éléments portés à notre connaissance nous ont poussé à ne pas inclure l'entrepreneur dans notre classement cette année. Cela ne disqualifie en rien la qualité des services apportés par la société et le rôle de locomotive qu'elle a joué pour la tech africaine ces dernières années.

La première accusation est relative à l'identité fictive que GB aurait utilisée en 2016 pour s'arroger 10 % de participation supplémentaire dans la société créée avec Adeleke Adekoya et Iyinlowula Aboyeji. Désormais à la tête de la société de capital-risque Future Africa, ce dernier a confirmé le 16 avril auprès du media TechCabal – dont lui-même et Flutterwave sont actionnaires – que GB avait bien mentionné à ses associés qu'un certain « Greg », directeur technique de la start-up, devait récupérer 10 % de la société. « Après un certain temps, on a compris ce qu'il s'était passé. À ce moment-là, cela n'avait plus d'importance. Nous [Aboyeji et le troisième cofondateur Adeleke Adekoya] avions déjà signé des accords, et j'ai décidé de passer à autre chose », a confié Iyinowula Aboyeji au média nigérian. En parallèle, les jours qui ont suivi la publication de l'article, « Iyin » Aboyeji, sur les réseaux sociaux, n'a eu de cesse, de défendre fermement sa réputation et celle de sa fintech tout en affirmant par ailleurs ne plus posséder aucune action de Flutterwave.

La deuxième allégation qui a motivé notre décision est liée au fait qu'Olugbenga Agboola aurait poussé certains de ses collaborateurs et investisseurs à revendre leurs actions à un prix plus bas que le marché, parfois bien en-dessous de leur véritable valeur selon l'enquête journalistique. Outre les témoignages avancés dans l'article de David Hundeyin, un investisseur un temps proche de Flutterwave nous a confirmé auprès de l'existence de ce genre de pratiques.

Contacté par *Jeune Afrique*, le directeur général de la licorne n'a pas donné suite. Dans un mail interne relayé le 20 avril par le site américain *TechCrunch,* le principal intéressé a affirmé qu'une partie des accusations contenues dans l'enquête était fausse, tout en admettant que certains des points soulevés avaient déjà été « signalés, étudiés et traités par la direction », sans toutefois préciser lesquels. ●

Quentin Velluet


CORIS HOLDING

Un Groupe, une synergie, des ambitions pour l'Afrique.



www.coris-holding.com



Les 10 lanceurs de tendances de la communauté tech

Qu'ils soient chefs d'autorités de régulation, lobbyistes, fondateurs d'incubateurs ou influenceurs, ils œuvrent à l'accélération de la numérisation sur le continent.

LA RÉDACTION

Jeune Afrique a choisi de placer en première position de ce classement des lanceurs de tendance celui qui pendant longtemps a été un cauchemar pour les opérateurs.

Après des années d'attente, Godwin Emefiele, le gouverneur de la Banque centrale du Nigeria a autorisé, début avril, l'attribution d'une licence de mobile money à MTN, leader du marché des télécoms, permettant à son pays de franchir une étape importante en matière d'inclusion financière. En 2021, Globacom et 9Mobile avaient déjà bénéficié de ce précieux sésame. Numéro deux du marché, Airtel attend désormais la sienne.

La libéralisation du marché éthiopien, même si elle est incomplète, a été un événement fort. Artisan de la fin du dernier monopole africain dans ce domaine, Balcha Reba, patron du régulateur des télécoms, prend de ce fait la deuxième place de notre sélection.

Il est suivi par l'Ivoirien Lacina Koné (3ᵉ), qui a renforcé l'influence de Smart Africa, devenu un espace de dialogue continental pour l'harmonisation des politiques africaines, réunissant gouvernements et acteurs privés. Son combat pour la mise en place d'un système d'identité numérique partagée est une étape importante pour le continent.

Respectivement classés 4ᵉ et 5ᵉ, le Nigérian Bosun Tijani et la Camerounaise Rebecca Enonchong sont devenus les meilleurs ambassadeurs des startupers. Fondateur du CcHub, présent au Nigeria, au Kenya et au Rwanda, le premier vient de lancer un nouveau programme d'accompagnement de jeunes pousses, nommé Seedr, au Botswana et en Namibie. Quant à la patronne d'AppsTech, elle reste l'un des porte-voix les plus populaires de la tech sur Twitter. Parce qu'elle joue un rôle fédérateur pour cette communauté, JA a aussi intégré dans son palmarès Anna Ekeledo (7ᵉ), présidente d'Afrilabs qui fédère aujourd'hui 347 tech hubs dans 52 pays sur le continent.

Rôle de la société civile

La sixième position de Marc André Loko, directeur général de l'Agence béninoise pour le développement du numérique vient elle récompenser l'ambitieux projet de lancement de l'opérateur de télécoms public SBIN, dont il a été l'un des principaux artisans. *Jeune Afrique* n'a pas voulu oublier le rôle de la société civile en incluant l'Éthiopien Dawit Bekele (8ᵉ), représentant de l'ONG Internet Society, qui continue d'œuvrer pour le développement des points d'échange, et la Sud-Africaine Onica Makwakwa (9ᵉ), qui se bat pour la baisse du prix des connexions.

Ancrée dans l'actualité, notre sélection inclut enfin l'influenceur, auteur, enseignant et entrepreneur nigérian Chris Ani (10ᵉ), le plus célèbre promoteur de la technologie blockchain et des cryptomonnaies dans son pays. Comme un pied de nez à Godwin Emefiele, qui reste opposé à leur utilisation – une position qui participe à l'explosion des transactions clandestines. ●

RANG	GENRE	PRÉNOM	NOM	NATIONALITÉ	FONCTION	RAISON SOCIALE
1	M	Godwin	Emefiele	Nigériane	Gouverneur	Central Bank of Nigeria
2	M	Balcha	Reba	Éthiopienne	Directeur général	Ethiopian Communications Authority
3	M	Lacina	Koné	Ivoirienne	Directeur général	Smart Africa
4	M	Bosun	Tijani	Nigériane	PDG	Co-Creation Hub
5	F	Rebecca	Enonchong	Camerounaise	PDG	AppsTech
6	M	Marc André	Loko	Béninoise	Directeur général	Agence pour le Développement du Numérique
7	F	Anna	Ekeledo	Nigériano-Sénégalaise	Directrice exécutive	Afrilabs
8	M	Dawit	Bekele	Éthiopienne	Vice-président région Afrique	Internet Society
9	F	Onica	Makwakwa	Sud-Africaine	Coordinatrice région Afrique	Alliance for Affordable Internet
10	M	Chris	Ani	Nigeria	Fondateur et PDG	Digital Abundance

2ᴱ ÉDITION PALMARÈS EXCLUSIF 2022

Les 10 investisseurs qui boostent les start-up

Leurs noms ne sont souvent connus que des spécialistes. *Jeune Afrique* a sélectionné dix patrons phares de fonds d'investissement et de fonds d'amorçage qui ont fait l'actualité au cours des douze derniers mois.

LA RÉDACTION

Depuis deux ans, les grosses levées de fonds se sont multipliées. Derrière ces deals, des géants comme Visa, des fonds internationaux comme Séquoia Capital ou des entreprises de la Silicon Valley. Un marché où les acteurs africains sont encore rares, tant dans le domaine du capital-investissement que dans celui de l'amorçage.

Notre sélection, qui regroupe 10 investisseurs, illustre à la fois cette effervescence et cette carence. Déjà classé dans l'édition 2021, TLCom a de nouveau retenu notre attention. Mais, cette fois, c'est le travail de la Zimbabwéenne Andreata Muforo (1ʳᵉ) que nous mettons en avant. Après un premier fonds de 71 millions de dollars, sa société ambitionne de lever 150 millions de dollars, dont la moitié est déjà acquise.

Le Sénégalais Tidjane Dème (2ᵉ) est aussi un récidiviste. Si l'ex-représentant de Google en Afrique francophone avance à pas comptés, les investissements de Partech Africa font mouche, comme le montrent les trajectoires de Wave, TradeDepot et Reliance Health.

Projet enthousiasmant

Concernant les fonds d'amorçage, JA a décidé de saluer le travail de l'Indien Zachariah George, patron de Launch Africa Ventures (plus de 60 investissements, selon la base de données sur les levées de fonds Africa : The Big Deal), du Japonais Ryosuke Yamawaki, à la tête de Kepple Africa (35 deals dans 8 pays en 2021), du Nigérian Iyinoluwa Aboyeji, fondateur de Future Africa (27 deals dans 4 pays) et de l'Américain Peter Orth, qui dirige 4DX Ventures (18 deals dans 7 pays).

S'ils ne sont pas centrés sur le continent, les acteurs nord-américains, comme Y Combinator, 500 Global et Techstars, font aussi autorité dans ce domaine, et leurs patrons – ou responsables régionaux, comme Mareme Dieng (8ᵉ) – intègrent aussi notre sélection.

Classée en dixième position parce que son fonds, Norrsken22, n'a pas encore annoncé d'investissement, la Sud-Africaine Natalie Kolbe, ex d'Actis, est à la tête du projet de capital-investissement consacré à la tech le plus enthousiasmant de ce début d'année. Créé par la fondation Norrsken et par 30 fondateurs de licornes, il a sécurisé 110 millions de dollars et compte doubler ce montant cette année. ●

RANG	GENRE	PRÉNOM	NOM	NATIONALITÉ	FONCTION	RAISON SOCIALE
1	F	Andreata	Muforo	Zimbabwéenne	Associée	TLCom
2	M	Tidjane/Cyril	Dème/Collon	Sénégalaise/Française	Associé général	Partech Africa
3	M	Zachariah	George	Indienne	Associé général	Launch Africa Ventures
4	M	Ryosuke	Yamawaki	Japonaise	Associé général	Kepple Africa Ventures
5	M	Iyinoluwa	Aboyeji	Nigériane	Fondateur et associé général	Future Africa
6	M	Michael	Seibel	Américaine	Fondateur et directeur général	Y Combinator
7	M	Peter	Orth	Américaine	Cofondateur et associé général	4DX Ventures
8	F	Mareme	Dieng	Sénégalaise	Responsable Afrique	500 Global
9	M	Sunil	Sharma	Canadienne	Directeur général	Techstars
10	F	Natalie	Kolbe	Sud-Africaine	Associée générale	Norrsken22

ÉCONOMIE



Le Ghanéen Maijid Moujaled (à g.) et l'Ougandais Ham Serunjogi, les fondateurs de Chipper Cash, se sont rencontrés dans l'Iowa, aux États-Unis.

KARAMINDER GHUMAN/CHIPPER CASH

CLASSEMENT 2022 1er

CHIPPER CASH

Réseau américain, succès africain

Avec 250 millions de dollars levés et un nouveau statut de licorne, la fintech, qui doit en partie son succès à la grande proximité de ses fondateurs avec la Silicon Valley, a connu une année 2021 de folie.

KÉVIN POIREAULT

Classée parmi les start-up à suivre en 2021 selon les médias *Techgist Africa* et *African Vibes* et l'influenceur Alex Mitchell, Chipper Cash a tenu ses promesses. Alors que le monde économique se redresse lentement après un an de pandémie, la start-up de transfert d'argent international, fondée en 2018 par l'Ougandais Ham Serunjogi et le Ghanéen Maijid Moujaled, n'a pas cessé de se hisser en une de l'actualité au cours de l'année écoulée.

En mai 2021, elle lève 100 millions de dollars dans un tour de table mené par SVB Capital, l'un de ceux qui font « probablement » d'elle « la start-up africaine la mieux valorisée », avance son PDG, Ham Serunjogi, sans pour autant révéler le montant de cette valorisation. Si ces propos ont fait quelques sceptiques, l'extension de série C de 150 millions de dollars en novembre, cette fois dirigée par FTX, la plateforme d'échange de cryptomonnaies du plus jeune milliardaire du monde, Sam Bankman-Fried, a donné raison à l'Ougandais, puisque la valorisation de Chipper atteint alors 2 milliards de dollars.

Nageur professionnel

La start-up devient officiellement la quatrième licorne africaine de l'année et la sixième de l'Histoire. « C'est une étape importante, mais je crois que certains s'attardent un peu trop sur la valorisation », rétorque Ham Serunjogi lors d'une table ronde virtuelle organisée par MTN Soudan du Sud en novembre. →

→ Cet ancien nageur professionnel, qui préfère mesurer son succès « à la longévité » de sa start-up plutôt qu'à ses performances à court terme, a notamment utilisé les fonds levés pour s'implanter au Royaume-Uni en mai 2021 et aux États-Unis en octobre de la même année. Chipper Cash est désormais présent dans neuf pays, dont sept pays africains (Ghana, Nigeria, Rwanda, Ouganda, Kenya, Tanzanie et Afrique du Sud).

La start-up devient officiellement la quatrième licorne africaine de l'année et la sixième de l'Histoire.

L'une des spécificités des levées de Chipper Cash, qui se montent aujourd'hui à plus de 302,2 millions de dollars, réside dans la nature de certains de ses investisseurs. Avant elles, SVB Capital, FTX, Deciens Capital – qui a mené un tour d'amorçage en 2019 et participé à trois autres levées depuis – ou même Bezos Expeditions, fonds personnel du fondateur et propriétaire d'Amazon, qui finance Chipper depuis 2020, n'avaient jamais montré d'intérêt pour l'Afrique. C'est grâce à leur réseau américain que Ham Serunjogi et Maijid Moujaled ont réussi à financer la croissance de leur start-up.

L'aventure de Chipper Cash démarre loin du continent, quand les deux hommes se rencontrent dans l'Iowa, en 2013. Ils évoquent l'envie de monter un projet ensemble pendant un *road trip* en Californie. Au fil des miles, podcasts sur les fintechs et les cryptomonnaies en fond sonore, ils décident de lancer une solution de transfert d'argent, « pas seulement d'envoi de fonds depuis les pays occidentaux, comme cela existe déjà, mais aussi entre États africains », précise Ham Serunjogi.

Conquête de l'Ouest

Deux ans plus tard, après une pige chez Facebook à Dublin, Ham Serunjogi rejoint Maijid Moujaled, qui travaille chez Imgur, à San Francisco. Ensemble, ils fondent Chipper Cash, depuis la Bay Area californienne, suivant les traces du Nigérian Olugbenga Agboola, dit « GB », dont la fintech Flutterwave est aussi basée à San Francisco. « Cette localisation proche de la Silicon Valley y est sans conteste pour quelque chose dans la capacité de Chipper Cash à lever des fonds si rapidement, argue Dario Giuliani, du cabinet d'analyse britannique Briter Bridges. Plus de la moitié de l'argent versé dans les dix plus grosses levées de start-up africaines ces trois dernières années provient des États-Unis. »

Dans cette conquête de l'Ouest, le patron peut s'appuyer sur le chanteur nigérian Burna Boy, qui fait lui aussi du marché américain un objectif majeur et dont il loue les services en tant qu'ambassadeur.

Mais si 2021 a été l'année des financements pour Chipper Cash, 2022 sera celle de la consolidation. En plus de sa solution de transfert interétatique, qui offre à plus de 4 millions d'utilisateurs des frais autour de 5 %, contre 10 ou 15 % avec les solutions d'envoi de fonds (MoneyGram, Western Union, WorldRemit...) et près de 30 % avec les banques traditionnelles, la start-up développe une poignée de nouveaux produits, comme Chipper Checkout, un service de paiement pour les professionnels, des cartes Visa ou des solutions pour investir en Bourse ou dans les cryptomonnaies.

Sur ce sujet, le PDG reste prudent : « Les cryptos représentent un potentiel énorme pour la fintech africaine, mais nous voulons les intégrer à nos produits de manière sûre et en accord avec la régulation », insiste-t-il lors de la table ronde organisée par MTN. C'est la raison pour laquelle le service crypto de Chipper, limité au bitcoin, est indisponible au Nigeria, où il serait hors la loi.

Régulièrement cité en exemple, Ham Serunjogi veut utiliser le succès financier de Chipper Cash pour contribuer à faire grandir l'écosystème des start-up africaines : « J'aurais tellement aimé savoir, quand j'ai commencé ma carrière, qu'il était important d'avoir un réseau puissant. C'est pourquoi, avec Chipper, nous allons investir de plus en plus dans les entrepreneurs africains qui n'ont pas eu la chance d'accéder au capital aussi facilement que nous. » ●

AFRICA CEO FORUM
ANNUAL SUMMIT
RE CONNECT BOOT SHAPE
ABIDJAN
13 & 14 JUIN 2022
CO-HOST IFC International Finance Corporation
ORGANIZER JEUNE AFRIQUE MEDIA GROUP

WEBB FONTAINE



ALIOUNE CISS | Président Directeur Général

DÉVELOPPER LE COMMERCE AFRICAIN PAR LA TECHNOLOGIE : Le défi numérique

Le déploiement de la ZLECAf, le Covid-19, et un effort de mobilisation des recettes et de lutte contre la fraude expliquent l'effet de numérisation. Alioune Ciss en tire des opportunités pour le continent.

LE DÉPLOIEMENT DE LA NUMÉRISATION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX EST SPECTACULAIRE, MAIS QUEL EN EST LE MOTEUR ?

Nous voyons à travers les produits Webb Fontaine de nombreuses opportunités pour l'Afrique de devenir un leader mondial du commerce numérique. La pandémie a joué un rôle d'accélérateur. La numérisation s'est imposée forçant les gouvernements et les entreprises à revoir leurs rapports à ces outils et à adopter l'utilisation de documents électroniques.

Cela a permis de prendre conscience de l'étendue des avantages que les solutions numériques peuvent offrir, en termes de coût, de temps ou et de sécurisation des recettes.

Le contexte change aussi rapidement. En introduisant des régimes préférentiels, la ZLECAf augmentera la complexité (par exemple, règles d'origine ou tarifs différenciés), et par là même les risques de détournement. Pour fluidifier les échanges et limiter la fraude, il faudra envisager de nouvelles procédures, fondées sur l'informatisation et le recours aux technologies numériques (par exemple pour le suivi d'expéditions le long d'un itinéraire de transit complexe).

Notre expérience en Afrique montre que le continent, avec de nombreuses années d'expérience dans l'informatique douanière et les procédures numérisées, est non seulement capable d'internaliser rapidement les technologies, mais aussi de dépasser les autres régions

Pour que la ZLECAf soit vraiment efficace, il faudra mettre en place des outils modernes pour le transit, revoir les stratégies de gestion intégrée des frontières, établir une segmentation des usagers (grâce au régime des Opérateurs Economiques Agréés), ainsi qu'une interconnexion entre administrations aux frontières et le long de corridors « intelligents ». Tout ceci fait appel à une numérisation renforcée.

La pandémie du Covid-19 a montré, compte-tenu des réductions des effectifs des services de l'Etat, et malgré la réduction des contrôles, que le niveau des recettes douanières restait élevé. En effet, des mesures d'organisation et de procédures ont été introduites avec un recours massif aux technologies nouvelles (dépôt à distance des déclarations, paiement électronique, gestion dynamique du risque, interface entre services).

Les outils pour atteindre ces objectifs existent donc et peuvent être déployés rapidement, pour autant que le cadre institutionnel le permette. L'Afrique est donc à la veille de la transformation numérique.

Webb Fontaine Group
Office 712, Concord Tower, Media City, Dubai, UAE
+971 4 449 53 72 | contact@webbfontaine.com
www.webbfontaine.com

CLASSEMENT 2022 5e

MOBILE MONEY

Coura Sène, une Dakaroise au sommet de la vague

Ingénieure formée en France, la directrice régionale de Wave pour la zone Uemoa incarne la réussite du Sénégal sur la scène tech panafricaine.

QUENTIN VELLUET

À 45 ans, elle se décrit comme timide mais gère pourtant son exposition médiatique avec beaucoup de maîtrise. Coura Carine Sène, directrice régionale de Wave pour l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), est devenue, malgré elle, l'incarnation d'un Sénégal qui gagne, petit à petit, ses lettres de noblesse au sein de la tech panafricaine depuis que l'entreprise qu'elle dirige dans quatre pays a levé 200 millions de dollars lors d'un premier tour de table en septembre 2021.

« J'ai surmonté ce handicap lorsque je suis arrivée en France pour étudier après le bac, explique l'intéressée à *Jeune Afrique*. Je n'étais plus dans le cocon familial, j'ai donc dû m'ouvrir aux autres. » Sur le campus de Polytech Lille, la future ingénieure en génie informatique et statistiques se donne du courage en s'inspirant de son principal modèle : Hélène Tine, sa mère. Cette ex-militante de l'Alliance des forces de progrès (AFP), le parti de Moustapha Niasse, et ancienne députée a concouru au début de 2022 pour la mairie de Thiès sous l'étiquette de la coalition Wallu Sénégal.

« C'est une femme forte, fille de paysan, sérère, chrétienne, qui a fait son chemin dans le milieu masculin de la politique jusqu'à devenir porte-parole de son parti, sans jamais céder à la facilité », confie la manageuse.

Femme ingénieure noire dans un monde d'hommes blancs, Coura Sène est, elle, parvenue à se faire une place dans l'informatique en France, malgré une condition « au carrefour de beaucoup de minorités », pour reprendre les mots prononcés il y a une dizaine d'années par la scientifique sénégalaise Rose Dieng-Kuntz – une autre de ses modèles, pionnière du web et de l'intelligence artificielle.

Neuf années passées à participer à la digitalisation du groupe d'assurance SMA, entre 2003 et 2012, forgent ses connaissances de l'entreprise et du management. Neuf années durant lesquelles elle obtient la nationalité française et donne naissance à trois enfants, avec un mari, lui aussi sénégalais, au parcours académique et professionnel similaire.

La vie de cette lectrice boulimique – bien qu'elle reconnaisse ne plus avoir le temps de se consacrer réellement à la lecture – semble alors installée sur des rails immuables : une famille, un bon salaire, un domicile au Plessis-Robinson (une banlieue tranquille aux abords de Paris), un travail dans le 15e arrondissent auquel elle se rend en voiture… Pourtant, les doutes naissent à mesure que sa progéniture grandit. Que peut-elle transmettre à ses enfants de son pays natal ? Trouveront-ils vraiment leur place en France sans avoir vraiment conscience de leur double culture ? Comment peut-elle se rendre plus utile à l'Afrique ?

En 2013, elle convainc sa famille de rentrer à Dakar. « Coura est une femme très honnête, fiable et dynamique », indique Sébastien Vetter. Ce Français installé à Dakar a connu la dirigeante en 2015 lorsqu'elle travaillait pour Aviso Consulting, le cabinet de conseil qu'il a créé avant de fonder Wizall, une plateforme de mobile money tournée vers des clients professionnels et institutionnels.

Féministe revendiquée

En tant que consultante, l'ex-élève du cours Sainte-Marie de Hann développe une expertise sur le mobile money, activité encore récente à cette époque. Elle s'initie au secteur en accompagnant le lancement de Wizall au Sénégal. Pour le compte d'Orange, elle constitue ensuite les dossiers réglementaires permettant l'octroi de licences dans les différents pays de l'Uemoa. Puis elle rejoint Omar Cissé, qu'elle aide à définir le premier modèle d'affaires de l'agrégateur de solution de paiement InTouch. « Cela nécessitait d'intégrer des compétences financières, d'analyse des risques, de compréhension des produits et des activités opérationnelles », se souvient Sébastien Vetter, qui précise que rares sont les personnes en Afrique de l'Ouest à disposer d'une connaissance aussi complète de l'environnement sur plusieurs pays.

Elle apporte à la start-up américaine son aisance particulière, couplée à une expérience opérationnelle de neuf mois très intenses chez InTouch.

Cette aisance particulière, couplée à une expérience opérationnelle de neuf mois très intenses chez InTouch sont les deux atouts que la dirigeante franco-sénégalaise apporte à la start-up américaine fondée par Drew Durbin et Lincoln Quirk. « Les Américains nous donnent carte blanche. En réalité, ils sont très en retrait de l'opérationnel et se concentrent sur le produit en prenant en compte nos recommandations », explique Coura Sène. C'est cette écoute et ce désir de comprendre les usages sur le terrain qui l'ont d'ailleurs convaincue de rejoindre la marque au pingouin sur fond bleu.

Avec Wave, cette féministe revendiquée bénéficie aussi d'une confiance qui lui permet de constituer autour d'elle une équipe très féminine, composée notamment de Stéphanie Sarr, directrice du produit et ancienne consultante d'Aviso. Et lorsque la start-up est attaquée, comme récemment par Alioune Ndiaye, directeur général d'Orange Afrique et Moyen-Orient, qui accuse Wave d'avoir détruit 20 000 emplois au Sénégal, c'est Coura Sène qui monte au créneau pour défendre son bilan.

« Coura est une personne très honnête, pieuse et très impliquée, insiste Omar Cissé. Piloter l'opérationnel d'InTouch lui prenait ses samedis, ses dimanches et ses soirées, car ce poste est lourd et nécessite de gérer une grosse équipe. Nous lui en avons d'ailleurs trop demandé, ce qui l'a amenée à partir », reconnaît le dirigeant, qui garde néanmoins de très bons contacts avec son ancienne collaboratrice, qui lui a permis, il y a peu de temps, d'intégrer Wave aux solutions de paiement qu'il agrège pour le compte des stations-service Total.

Partie de InTouch pour éviter un éventuel surmenage, la dirigeante n'en est pas moins occupée chez Wave. Coura Sène passe ses rares moments de calme à jouer à des jeux de société avec ses adolescents et, en bonne introvertie, à rêver. Comme un fantasme, le désir d'écrire trotte dans la tête de cette admiratrice de Fatou Diome. « J'envie les écrivains parce qu'ils ont la liberté d'être hors du monde », veut-elle croire. Pour l'heure, celle qui se ravit de « voir l'océan tous les jours » assure demeurer ancrée dans le monde, même si la vague sur laquelle elle surfe ne cesse de grandir. ●

WAVE

Focus sur…

CLASSEMENT 2022
7e

Nitin Gajria, le « Monsieur Afrique » de Google

Nommé directeur général de la multinationale juste avant la pandémie, le patron de 43 ans n'a pas pu parcourir le continent comme il l'aurait souhaité. En mars, il a effectué à Lomé l'un de ses tout premiers déplacements officiels pour signer avec l'État togolais l'arrivée du câble sous-marin Equiano.

On l'attendait à Lagos, il est arrivé à Lomé. Equiano, le câble sous-marin de fibre optique de Google qui doit relier Lisbonne au Cap, a été inauguré au Togo le 18 mars. « L'atterrissement d'Equiano concrétise l'engagement de Google pour soutenir la transformation numérique de l'Afrique », s'est enthousiasmé Nitin Gajria, le directeur général de Google pour l'Afrique subsaharienne.

Lomé

Nommé à ce poste en 2019, Nitin Gajria, 43 ans, dirige depuis Johannesburg un trio chargé de la stratégie de la firme de Mountain View en Afrique composé de la Nigériane Juliet Ehimuan, de la Kényane Agnes Gathaiya et du Sud-Africain Alistair Mokoena. Lomé est l'un de ses premiers déplacements officiels, hors Afrique du Sud, la pandémie l'ayant empêché de « voyager autant [qu'il l'aurait] voulu », regrette-t-il. Il attribue cet atterrissement surprise à la concordance des intérêts de Google et du Togo, tout en confirmant que le câble Equiano sera « opérationnel au dernier trimestre de 2022, comme prévu ».

Au moins 1 milliard de dollars

Nitin Gajria se consacre principalement au déploiement de l'investissement de 1 milliard de dollars promis par Google pour l'Afrique dans les cinq ans. L'annonce, faite en octobre dernier, répond à trois objectifs. « Apporter internet à plus d'Africains » grâce au câble sous-marin Equiano, au projet de transport de données Taara – qui utilise des faisceaux de lumière invisible – et à une collaboration avec Safaricom pour financer des smartphones 4G, « que nous exportons désormais dans toute l'Afrique ». Google veut aussi « aider l'entrepreneuriat africain » via l'African Investment Fund, aujourd'hui doté de 50 millions de dollars, et un accélérateur, qui en est à sa septième cohorte. Enfin, il s'agit pour Nitin Gajria de « soutenir les ONG » via google.org, qui débloquera 40 millions de dollars sur cinq ans pour favoriser l'inclusion des femmes et des jeunes africains.

Novice

« Avant ce poste, je n'avais jamais mis les pieds en Afrique », admet aisément Nitin Gajria. Pourtant, le numéro un de Google sur le continent est persuadé que c'est l'endroit où il faut être dans le numérique : « L'Afrique est encore au rez-de-chaussée de l'internet, fait-il remarquer. Il y a 700 millions de gens qui n'en ont encore aucune expérience. Comment celui-ci pourra améliorer leur vie et résoudre leurs problèmes ? Voilà la question majeure qui m'habite. »

Formé par P&G

S'il a débarqué en 2019 à Johannesburg vierge de toute expérience africaine, Nitin Gajria a apporté dans ses bagages huit années de parcours chez Google. Après plus de treize années dans le secteur de la grande consommation, chez Procter & Gamble puis chez Mead Johnson Nutrition, il est recruté en 2014 par le géant d'internet (où sa femme travaille) comme responsable de marque pour l'Inde et l'Asie du Sud-Est, à Singapour. Deux ans plus tard, toujours depuis la cité-État, il devient directeur pour le Vietnam, le Cambodge et le Laos.

Nintendo

Amoureux de gadgets pas toujours utiles et collectionneur de montres mécaniques, Nitin Gajria est fasciné par la tech. Un intérêt qui date de son enfance en Inde, lorsque ses grands-parents, qui habitaient à Tokyo, lui rendaient visite pour les vacances : « Mon frère et moi ne pouvions pas dormir la nuit précédant leur arrivée, car ma grand-mère venait toujours avec une valise rouge pleine de cadeaux, notamment des consoles portables Nintendo. » Pour Marcus Jilla, un ancien collègue de Procter & Gamble, « Nitin n'est pas très procédurier, et une firme tech comme Google lui convient probablement mieux qu'une entreprise plus traditionnelle ».


GOOGLE

Entrepreneurs

S'il a fait toute sa carrière dans de grandes entreprises, Nitin Gajria est familier des projets entrepreneuriaux. « Dans ma famille, je suis entouré d'entrepreneurs : mon frère l'est dans l'industrie, mon père a son propre cabinet d'expertise-comptable. C'est comme ça de génération en génération, je suis un peu l'exception. »

« Business angel »

S'il n'est pas lui-même un entrepreneur, Nitin Gajria a toutefois investi dans près de 30 start-up, en Asie et en Afrique. En juillet 2021, il a rejoint XA Network, un réseau d'anciens salariés de Google devenus *business angels* en Asie du Sud-Est.

Indian connection

Étudiant, il fréquente l'Institut indien de management de Calcutta, comme le PDG de Bharti Airtel, Gopal Vittal, ou Indra Nooyi, l'ex-PDG de Pepsi. Il est aussi l'un des nombreux Indiens à un poste de responsabilité dans les Big Tech, dont les plus connus sont Satya Nadella, Sundar Pichai et Parag Agrawal, respectivement PDG de Microsoft, d'Alphabet (Google) et de Twitter.

Africanisation

Il y a trois ans, à son arrivée à la tête de Google en Afrique, Nitin Gajria s'est donné pour mission de « recruter des équipes dirigeantes quasi 100 % africaines et surtout issues des écosystèmes locaux. » Pas question de tomber dans cette tendance qu'ont certaines firmes internationales à « mener leurs activités africaines depuis Abou Dhabi ou ailleurs ». Pourquoi pas une personnalité originaire du continent à la tête de Google Africa ? « C'est vers cela que nous nous dirigeons », confie-t-il.

Profondément multiculturel

On a peu de peine à imaginer Nitin Gajria s'installer ailleurs dans le monde. « Il est profondément multiculturel », assure son ex-collègue Marcus Jilla. Et pour cause : né et élevé en Inde, avec des grands-parents paternels habitant à Tokyo et des grands-parents maternels à Singapour, Nitin Gajria parle cinq langues, a vécu dans la cité-État, en Australie et réside aujourd'hui en Afrique du Sud. Sa femme est philippine et ses deux garçons sont indo-philippins, nés à Singapour et vivant aujourd'hui à Johannesburg. ●

Kévin Poireault

CLASSEMENT 2022
STRIVE MASIYIWA
8e

STRATÉGIE

Hardy Pemhiwa

Cassava Technologies

« Nous sommes la seule entreprise technologique véritablement panafricaine »

Fibre optique, data centers, cybersécurité… Le milliardaire zimbabwéen Strive Masiyiwa a créé un holding pour coiffer l'ensemble de ses activités, à l'exception de celles d'Econet. *Jeune Afrique* a rencontré son directeur général.

NICHOLAS NORBROOK

Difficile de mettre l'entrepreneur Strive Masiyiwa dans une case. Depuis trois décennies, le Zimbabwéen n'a cessé de faire évoluer ses entreprises pour accompagner la transformation technologique du continent. Après avoir brisé le monopole d'État de Harare dans le secteur des télécoms au début des années 1990, il a investi l'univers du mobile money, tenté une incursion dans celui des contenus et bâti l'un des plus importants gestionnaires de fibre optique du continent.

Un réseau de plus de 100 000 km, auquel il a connecté ses propres data centers. En parallèle, l'entrepreneur a intégré des services de cybersécurité, construit une plateforme digitale consacrée aux services financiers et veut maintenant connecter 100 millions d'Africains à un wifi nouvelle génération. Pour donner plus de lisibilité à ces développements tous azimuts, Strive Masiyiwa a revu l'an dernier l'organisation de son groupe en séparant ses activités télécoms, regroupées au sein d'Econet Wireless (Burundi, Lesotho, Botswana, Zimbabwe), et ses autres entreprises, placées désormais au sein du holding Cassava Technologies. Sur les neuf premiers mois de 2021, celui-ci a généré un chiffre d'affaires d'environ 800 millions dollars. Pour *Jeune Afrique*, son directeur général, Hardy Pemhiwa, revient sur les fondements de cette nouvelle approche, très inspirée de la Chine.

Jeune Afrique : Pourquoi Strive Masiyiwa a-t-il voulu réorganiser ses entreprises autour du holding Cassava Technologies ?

Hardy Pemhiwa : Nous avons pris conscience que le continent ne parviendrait pas à réaliser sa transformation numérique en misant tout sur les télécommunications. Nous avons donc décidé de réunir nos activités d'infrastructures numériques et de services numériques en les séparant de nos activités de télécommunications (Econet Wireless). Notre vision reste celle d'un avenir connecté où aucun Africain ne sera laissé de côté. Pour y parvenir, nous comptons nous appuyer sur le réseau de fibre optique que nous avons bâti ces vingt dernières années et sur nos data centers (nous en possédons actuellement neuf). À cela s'ajoutent les activités dans le domaine des énergies renouvelables pour faire face aux défis du continent. →



CASSAVA TECH

Une équipe engagée pour votre transformation

Depuis plus de 6 ans, **MQash,** l'un des pionniers dans l'inclusion financière en Afrique subsaharienne, offre des services financiers numériques à des millions d'Africains.

Aujourd'hui, et pour s'inscrire une nouvelle fois dans le leadership d'un monde qui bouge, **MQash** devient **AKILI**, pour accompagner les Entreprises et les Administrations dans leur transformation avec une approche inclusive de bout en bout :

- **Conseil en technologies**
- **Assistance technique**
- **Conduite du changement**
- **Implémentation des solutions**

Parce que notre parcours est intimement lié à l'évolution de notre continent et de l'ensemble des organisations qui en font sa force, **AKILI** est à vos côtés pour vous aider à faire face aux défis de demain.

akili **Accompagner votre transformation**

www.akilicorp.com

→ Ces trois éléments nous permettent de nous positionner sur le champ des services numériques, y compris la cybersécurité. L'idée est de nous concentrer sur une connectivité du dernier kilomètre en associant la technologie FSO (Free Space Optic : la lumière transporte dans l'air des données codées) développée par Google et notre réseau très haut débit en fibre optique. C'est la possibilité de construire le réseau wifi qui permettra au continent de réduire le coût de l'accès à internet et d'accélérer ainsi sa transformation numérique.

Le Covid-19 a-t-il accéléré cette transition numérique ?

Le Covid-19 a en effet favorisé ce grand bond en avant. Pour vous donner une idée, sur la plupart de nos marchés, le volume des données passant par nos réseaux a triplé. Dans certains cas, il a même été multiplié par cinq.

Quand l'idée de restructurer vos activités est-elle née ?

Nous avons commencé à l'envisager il y a plus d'un an, en examinant notre stratégie et la trajectoire qu'empruntait le continent. Notre réflexion de départ portait sur la meilleure façon de tirer parti de notre plateforme numérique. L'Afrique n'a jamais vraiment eu d'entreprise technologique présente à l'échelle continentale, et nous pensons que c'est ce qui lui manque pour répondre aux besoins d'une population jeune en pleine croissance, de millions de petites et moyennes entreprises. Cela répond aussi à l'intérêt naissant des géants du numérique.

Cassava pourrait-il être racheté par des intérêts non africains, comme on le voit pour certaines start-up ?

Nous sommes la seule entreprise technologique véritablement panafricaine. Et nous sommes très fiers de ce que nous avons construit au cours des deux dernières décennies. Par conséquent, nous sommes moins sous pression que les start-up que vous évoquez. Nous avons investi plus de 2 milliards de dollars pour bâtir l'écosystème de Cassava Technologies. Notre réseau très haut débit en fibre optique s'étend sur plus de 100 000 km. Du Cap au Caire, de Port-Soudan à Lagos, de Dar es-Salaam à Moanda, sur la côte ouest de la RD Congo, 300 villes et communes sont couvertes. Nous pouvons donc affirmer que nous avons terminé le « gros œuvre ». Par conséquent, nous ne regardons que les offres de partenaires comme IFC (la filiale de la Banque mondiale a apporté 90 millions de dollars en novembre 2021) ou DFC (l'institution américaine a annoncé investir 300 millions de dollars pour le développement des data centers de Cassava à la fin de 2020), qui nous disent : « Votre présence s'appuie sur 9 data centers, or nous avons cru comprendre que vous aviez l'ambition d'étendre cette présence à 10 autres villes en Afrique ; pouvons-nous vous proposer un partenariat ? » Les organismes avec lesquels nous avons choisi de travailler ont une vision à long terme.

> « **Résoudre les problèmes quotidiens des Africains, soutenir la transformation économique des paysans, voilà nos objectifs.** »

Créer des contenus pour stimuler la demande de données, est-ce cela qui vous a poussé à essayer de percer dans la télévision payante, tentative à laquelle vous avez depuis renoncé ?

Effectivement. La production et la consommation de contenus locaux représentent toujours une opportunité en plein développement. À l'origine, notre bifurcation vers les médias a été plus classique, mais, avec notre super-application Sasai, nous avons créé un WeChat africain (plateforme chinoise qui regroupe plus de 1 milliard d'utilisateurs), en rassemblant un service de paiement et de contenus sur une même plateforme, ce qui permet de valoriser et de monétiser la créativité de l'Afrique tout en favorisant la consommation de données. Sur une journée, nous accueillons 4 000 à 5 000 vidéos générées par des utilisateurs, de Kinshasa à Lagos.

Cela fonctionne un peu comme YouTube ?

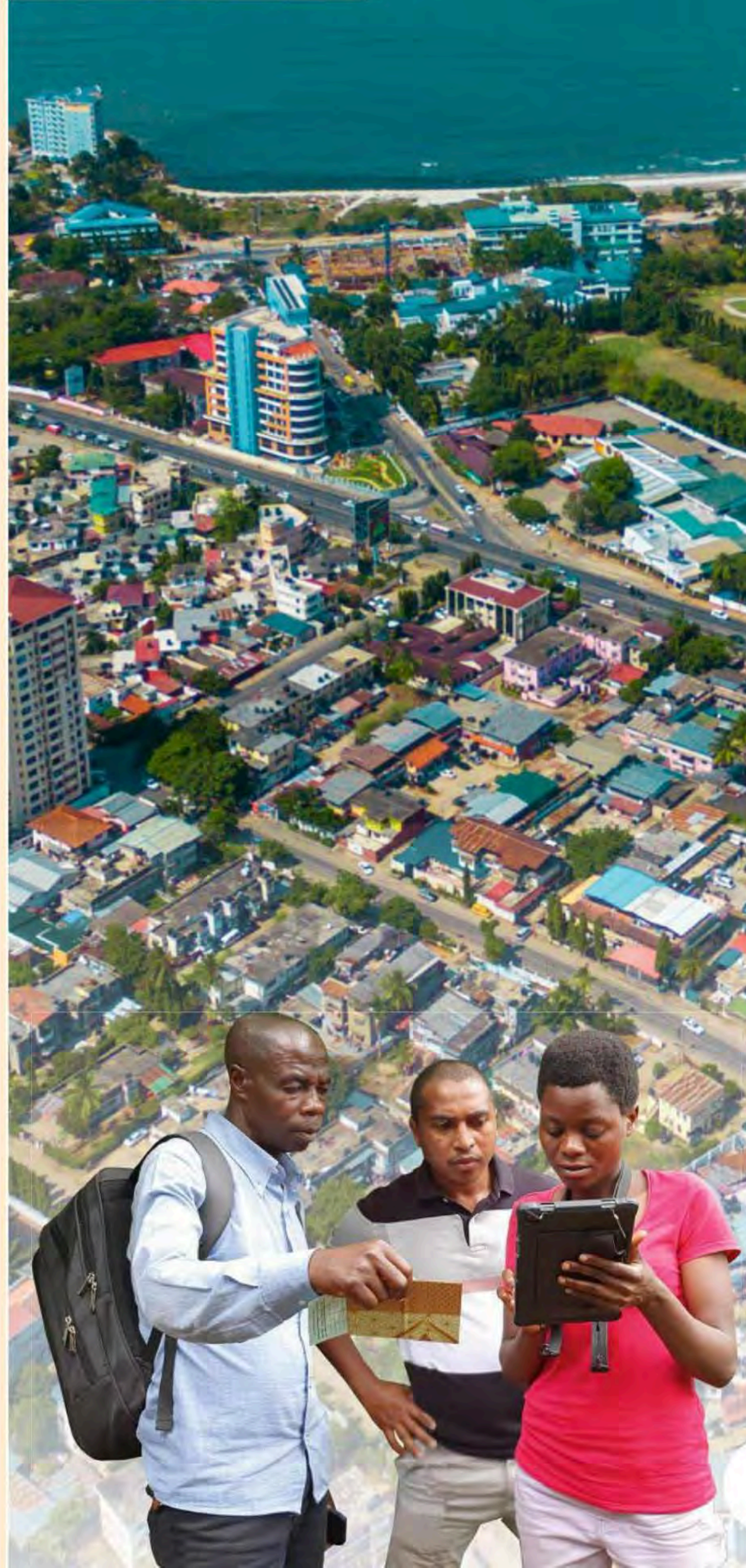
Tout à fait. Si vous allez dans l'application Sasai, vous aurez presque l'impression d'être sur un YouTube pour l'Afrique. L'idée est de rediriger la production et l'accès sur des contenus locaux. Mais, contrairement à ce que nous avons essayé de réaliser auparavant, l'accent est mis sur les contenus générés par les utilisateurs. Nous travaillons également à faire en sorte que, depuis l'application Sasai, les programmes de YouTube soient directement accessibles.

Qu'est-ce qui vous a poussé à créer cette super-application ?

Nous avons eu l'idée de créer Sasai il y a quatre ans, en regardant de près la domination d'Alipay et de WeChat sur le marché chinois des paiements. L'un de ses atouts est d'être en accès ouvert, reliée aujourd'hui à 46 banques et à tous les réseaux mobiles. Nous ne nous considérons pas nécessairement comme des concurrents des réseaux mobiles, ni comme des concurrents des banques. Nous sommes des intégrateurs et des facilitateurs de flux financiers sur ces différents supports.

Pour accélérer la transition numérique en Chine, Alipay a aidé des villages entiers à revoir leur mode de production agricole. C'est un exemple que vous pourriez suivre ?

Absolument. Notre objectif est de résoudre les problèmes quotidiens des Africains. En matière de technologies agricoles, nous venons de terminer une étude de faisabilité au Togo, où nous avons mis en relation des agriculteurs et des propriétaires de milliers de tracteurs. En quelques clics, on peut les louer et suivre leur livraison. Soutenir la transformation économique de ces paysans est une manière de pérenniser nos activités. Si ces personnes deviennent plus autonomes financièrement, elles consommeront davantage nos services. ●



IGN FI, PARTENAIRE DE VOS PROJETS DE MODERNISATION FONCIÈRE

Dans le monde, seulement 30 % des habitants détiennent un titre de propriété officiellement reconnu. Dans de nombreux pays, le foncier constitue l'un des premiers motifs de litiges voire de conflits. À la croisée des enjeux économiques, sociaux et environnementaux, les politiques foncières jouent désormais un rôle central dans les stratégies de développement, notamment en Afrique. La question du foncier devient stratégique.

Spécialisée dans l'information géographique, l'aménagement et le développement durable des territoires et les systèmes d'information, IGN FI accompagne les transformations des acteurs publics du foncier pour moderniser en profondeur leurs méthodes de travail et leurs outils.

Ainsi, chaque jour, grâce à l'apport du numérique, les services de l'État peuvent disposer d'une information foncière numérique, centralisée, à jour et fiable, qui devient plus facile à conserver, à manipuler, à partager et à traiter. Les administrations délivrent ainsi plus rapidement des services digitaux de qualité aux usagers, qu'ils se rendent sur place ou depuis leur smartphone. Au bénéfice de tous.

Opérateur reconnu à l'international, IGN FI est un acteur clé dans les projets de modernisation digitale dans le domaine du foncier et du cadastre en milieu urbain et rural.

Les systèmes d'information foncier actuellement en vigueur en Ouganda au niveau national et en Tanzanie au niveau de Dar Es Salaam ont été développés puis implémentés par IGN FI. D'autres projets sont en cours de réalisation notamment en Côte d'Ivoire.

www.ignfi.com

JAMG - © IGN FI

GALAXIE

Au cœur des cercles d'influence de Hassanein Hiridjee

Le PDG d'Axian, premier groupe malgache, a reçu en avril les autorisations réglementaires lui permettant de finaliser l'acquisition des filiales de l'opérateur Millicom en Tanzanie. JA a passé au crible les réseaux d'un homme aussi puissant que secret.



BRUNO LEVY POUR JA

JULIEN CLÉMENÇOT

Exit les activités de distribution de matériaux de construction et d'automobiles. À partir du début des années 2000, Hassanein Hiridjee, 46 ans, a réorganisé les intérêts de sa famille autour des télécoms, des services financiers, du secteur énergétique et de l'immobilier. Des activités consolidées depuis 2015 au sein du holding Axian.

Après l'océan Indien et l'Afrique de l'Ouest, le patron du premier groupe malgache vient d'étendre ces activités à l'Afrique de l'Est. Au début d'avril, il a obtenu l'autorisation du régulateur pour la reprise des filiales de l'opérateur Millicom (Tigo) en Tanzanie et à Zanzibar. Son groupe pèse aujourd'hui environ 1,7 milliard d'euros de chiffre d'affaires et emploie 5 000 salariés.

La famille avant tout

L'homme d'affaires est attaché à la dimension familiale et s'est entouré de ses proches pour diriger le groupe Axian. Ses oncles **Bashir (1)** et **Raza Aly (2)** sont coprésidents du conseil d'administration. Son frère, Amin, qui fuit la lumière, supervise le pôle énergétique, lui-même dirigé par son ami et ex-camarade à l'ESCP Benjamin Memmi.



DR; DR

De discrets liens politiques



YEGOR ALEYEV/TASS/SIPA USA/SIPA; LUDOVIC MARIN/AFP; BRUNO LEVY POUR JA

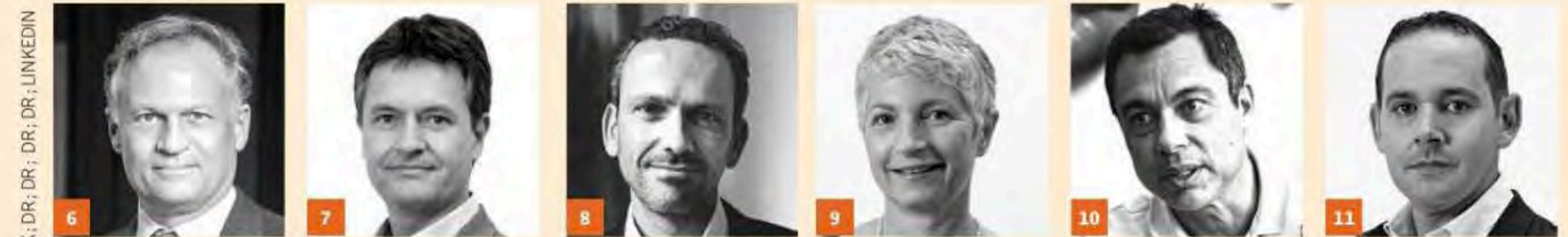
Patron du premier groupe privé de Madagascar, Hassanein Hiridjee figure naturellement parmi les interlocuteurs du locataire du palais d'Iavoloha. Si l'entrepreneur ne parle jamais de ses échanges avec le président **Andry Rajoelina (3)**, les deux hommes se sont affichés ensemble à quelques occasions ces dernières années, comme lors de l'inauguration, en 2019, de l'incubateur Nexta, créé par Axian dans la capitale malgache.

Il a aussi compté parmi les invités au dîner organisé à l'occasion de la visite du chef de l'État en France, en août 2021. Un événement parisien auquel l'ex-président français **Nicolas Sarkozy (4)**, qui apprécie de longue date Andry Rajoelina, était également présent. Depuis quelques années, le fondateur du parti Les Républicains met à profit son carnet d'adresses sur le continent pour aider différents groupes privés. Il fait partie des conseillers réguliers du patron d'Axian. En France, Hassanein Hiridjee est aussi en lien avec **Franck Paris (5)**, le conseiller Afrique du président Emmanuel Macron. En septembre 2021, l'homme d'affaires a en outre pu s'entretenir directement avec le chef de l'État lors de la soirée de clôture de la saison culturelle Africa 2020. Le développement des affaires d'Axian en Afrique de l'Ouest a enfin poussé l'entrepreneur à y développer son réseau.

Depuis qu'il est actionnaire d'un opérateur de télécoms au Togo et au Sénégal, il est également introduit dans l'entourage des présidents Faure Essozimna Gnassingbé (notamment via la ministre togolaise de l'Économie numérique, Cina Lawson) et Macky Sall.

CLASSEMENT 2022 14e

Une garde rapprochée française



FACEBOOK; DR; DR; DR; DR; LINKEDIN

Autour de lui, Hassanein Hiridjee a composé une équipe presque exclusivement française. **Rémy Huber (6)**, ancien d'EDF, pilote le consortium CGHV chargé de construire le barrage de Volobe. Romain de Villeneuve, passé par IHS au Nigeria, a été recruté pour développer les activités de WeLightAfrica, filiale spécialisée dans l'électrification rurale, hors de Madagascar.

La division télécoms, première source de revenus du groupe, est dirigée par **Stéphane Oudin (7)**, polytechnicien, ex-Canal+, en lien avec la Camerounaise Linda Kouam, directrice commerciale, ainsi que Nicolas Sylvestre-Boncheval, responsable des financements, et Philippe Prodhomme, directeur financier.

Pour monter ses projets d'acquisitions, Hassanein Hiridjee fait appel au consultant **Stephane Benichou (8)**, rencontré à Paris au début des années 1990, lorsque tous deux étaient en classe préparatoire. Quant au secteur financier d'Axian, il est sous les ordres du Franco-Libanais Hassane Muhieddine, ex-Crédit agricole, lequel travaille en étroite relation avec Mathieu Macé, chargé des innovations et de la fintech.

Une hégémonie bleu-blanc-rouge complétée par **Véronique Perdigon (9)** secrétaire générale du groupe, **Jean-Denis Boudot (10)**, ex-Ogilvy, directeur de la communication, et **Teddy Hardy (11)**, directeur commercial des activités immobilières (First Immo). Seuls à déroger à la règle : les Malgaches Michael Ratovoson, DRH, et Carole Rakotondrainibe, ex-Microsoft, à la tête de l'incubateur Nexta.

Pléthore d'associés et de conseillers



CIEL; CHRISTOPHE MASENGESHO POUR JA; VINCENT FOURNIER/JA; VINCENT FOURNIER/JA

Afin de développer ses affaires en un temps record, Hassanein Hiridjee a fait le pari des associations. En 2004, après avoir envisagé un partenariat avec Orange, il entre au capital des activités internet de l'opérateur de télécoms Telma aux côtés de Distacom, en se rapprochant de David White, l'un de ses actionnaires. Lors de la vente de la banque malgache BNI par le Crédit agricole en 2013, c'est le Mauricien **Jean-Pierre Dalais (12)**, patron du groupe familial Ciel, qui est venu le chercher pour faire partie du tour de table.

Son expansion internationale est, elle, indissociable du milliardaire français Xavier Niel. Au début de 2015, ils ont racheté ensemble les activités d'Outremer Telecom à Mayotte et à La Réunion et, quelques mois plus tard, décroché une licence aux Comores.

Ce compagnonnage s'est ensuite poursuivi en 2017, au Sénégal, où les deux hommes, associés au Sénégalais **Yerim Sow (13)**, patron du groupe Teyliom et proche de Macky Sall, ont arraché la reprise de la filiale locale de Millicom (Tigo) pourtant promise à Kabirou Mbodje.

Axian a ensuite continué ses achats avec l'acquisition de Togocom en partenariat avec la société d'investissement ECP, cocréée par **Vincent Le Guennou (14)**. C'est enfin avec l'homme d'affaires tanzanien Rostam Azizi, ancien actionnaire de la filiale locale de Vodacom, qu'il a racheté Millicom en Tanzanie.

Des affaires où il est conseillé par l'avocat Arash Attar-Rezvani, associé au sein du cabinet Skadden, et par Quentin Sauzay, directeur de la banque d'affaires Southbridge, cofondée par son ami l'ex-Premier ministre du Bénin **Lionel Zinsou (15)** et par l'ancien président de la Banque africaine de développement (BAD) Donald Kaberuka.

Liens étroits au sein de Havas

Côté communication, il fait confiance à Havas, au sein duquel il entretient notamment des liens étroits avec Yffic Nouvellon et Stéphane Fouks, respectivement vice-président de Havas Paris et président du groupe.

Financier averti, Hassanein Hiridjee a aussi participé au tour de table de plusieurs fonds d'investissement. Ces opérations, gérées au sein d'Axian par Agnès Beri, lui permettent d'exercer une veille active sur l'ensemble du continent. C'est le cas de ses participations dans ECP ou encore dans Partech Africa, dirigé par Tidjane Deme (ex-Google) et Cyril Collon ; Amethis, copiloté par Luc Rigouzzo et Laurent Demey ; Adenia Partners, créé par Antoine Delaporte, et Blisce, fondé par l'entrepreneur Alexandre Mars.

Dans un autre registre, il a apporté son soutien au fonds Miarakap, de la société I&P de Jean-Michel Severino (ex-AFD), pour investir dans des PME malgaches.

START-UP

Les champions africains à l'ère de la consolidation

En réussissant à réaliser une troisième levée de fonds, une vingtaine de jeunes pousses du continent sont en mesure de conclure des fusions-acquisitions, qui représentent une option de choix pour maintenir leur rythme de croissance.

QUENTIN VELLUET

Dopée par les fonds étrangers, la tech africaine a levé en 2021 plus de 5 milliards de dollars. Sur le continent, on compte désormais une vingtaine d'entreprises ayant déjà réalisé leur troisième levée de fonds (dont douze au cours des deux dernières années), appelée série C et capable de conclure des mouvements stratégiques de taille, qu'il s'agisse de fusion ou d'acquisition. Elles évoluent principalement dans les fintech (Flutterwave, Chipper ou Jumo), les transports et les livraisons (SWVL ou Elmenus), la santé (mPharma), l'e-commerce (Copia Global) ou la formation (Andela et Spark Schools).

« À ce niveau, les entreprises n'ont que deux solutions pour créer de la croissance : développer de nouveaux produits ou ouvrir de nouveaux marchés », expose Johanna Monthé, avocate camerounaise au sein du cabinet Epena, spécialisée dans les fusions et acquisitions dans le secteur de la tech en Afrique de l'Ouest.



Wasoko envisage d'entrer, au travers d'acquisitions, sur les marchés nigérian et sud-africain.

Après avoir levé 250 millions de dollars en série D en février, Flutterwave a choisi de jouer sur les deux tableaux. À la fin de février, la fintech a annoncé par la voix de son patron, Olugbenga Agboola, l'arrivée de nouveaux services et de la plateforme de paiement dans de nouveaux pays, comme la Tanzanie, réputée pour sa complexité réglementaire. « Consolider permet d'acquérir rapidement des utilisateurs et des parts de marché, de récupérer une base de données existante tout en gagnant en rentabilité grâce à des économies d'échelle », résume Chiheb Ghazouani, avocat et fondateur du cabinet CAG, installé à Tunis.

Problèmes de recrutement

Mais, pour racheter, encore faut-il trouver l'élu. « Plus que la solution développée, qui passe souvent au second plan, c'est surtout l'équipe qui est scrutée en détail, car le recrutement est le grand problème des start-up », reconnaît Johanna Monthé. Fin 2021, Flutterwave s'est ainsi offert les services de Disha, en rachetant la place de marché nigériane pour un montant à six chiffres. Au passage, la fintech, valorisée à 3 milliards de dollars, a aussi raflé une base de données de 20 000 utilisateurs supplémentaires.

La scène tech africaine est donc définitivement entrée dans l'ère des consolidations et de la constitution de futurs champions régionaux, largement financés par des mastodontes comme SoftBank ou Tiger Global, qui injectent des tickets à plusieurs dizaines de millions de dollars.

Poussées par ces actionnaires géants, certaines start-up tentent l'aventure avant même d'avoir atteint la série C, à l'image de l'égyptien MaxAB, spécialisé dans l'e-commerce pour les professionnels, qui vient d'avaler son concurrent marocain Waystocap. C'est aussi le cas du logisticien Wasoko (ex-Sokowatch), créé pour servir les petits épiciers →





Rejoignez-nous sur
www.idemia.com

→ et qui revendique 50 000 clients. Pour sa deuxième levée de fonds, conclue mi-mars 2022, il a presque décuplé le montant collecté il y a deux ans, lorsque l'entreprise bouclait un premier tour de table de 14 millions de dollars.

Établi à Kigali, Wasoko dispose, cette fois, de 125 millions de dollars pour se lancer en Côte d'Ivoire et au Sénégal, et profite ainsi de l'engouement croissant des investisseurs étrangers pour la tech africaine. Valorisée 625 millions de dollars, l'entreprise a réalisé 300 millions de dollars de chiffre d'affaires l'an dernier. Elle envisage à présent d'entrer, au travers d'acquisitions, sur les marchés nigérians et sud-africains, réputés exigeants.

Rachats précoces

« Ces projets sont désormais intégrés très tôt dans la majorité des *business plan* des start-up africaines, même si toute l'Afrique ne fonctionne pas au même rythme », estime Johanna Monthé. « La totalité de mes clients anglophones [en Égypte, en Afrique du Sud et au Nigeria] cherchent à faire des acquisitions, à la différence des francophones, moins bien financés et qui se placent donc plutôt dans l'optique de croître suffisamment afin de susciter l'intérêt de potentiels acquéreurs », explique-t-elle. « On parle souvent des transactions dans la logistique, l'assurance et la fintech, mais en réalité cela se passe dans tous les domaines », pointe l'experte, qui a notamment conseillé la plateforme d'e-commerce TradeDepot lorsque celle-ci a racheté Green Lion au Ghana en février.

Les investisseurs vivent dans « la peur de rater l'opportunité » et sont parfois moins regardants quant à la gouvernance.

Cette course effrénée à la croissance ultrarapide peut-elle mener à une bulle spéculative ? Difficile à dire, estime Johanna Monthé. Une chose est sûre, les investisseurs vivent désormais dans « la peur de rater l'opportunité » et sont parfois moins regardants quant à la gouvernance des start-up. La mésaventure de l'application de paiement Dash illustre bien cette problématique. Deux semaines seulement après une levée de fonds d'amorçage record de 32,8 millions de dollars, la jeune pousse a dû fermer boutique à la demande de la Banque centrale ghanéenne parce qu'elle exerçait depuis plus de deux ans sans licence.

Prince Boakye Boampong, son fondateur multi-entrepreneur, passé par Y Combinator avec une précédente start-up, avait séduit des investisseurs prestigieux comme Insight Partners, qui compte dans son portefeuille de grands noms comme Twitter, Tumblr ou encore la plateforme d'e-commerce Shopify et la licorne française Qonto. ●

UN CLUB ENCORE RESTREINT

Douze start-up africaines ont atteint la série C entre janvier 2020 et février 2022.

NOM	PAYS	MONTANT LEVÉ (en millions de $)	DATE
Copia	Kenya	50	2022
POA Internet	Kenya	28	2022
MFS Africa	Afrique du Sud	100	2021
Chipper Cash	États-Unis	250	2021
Twiga Foods	Kenya	50	2021
Opay	Nigeria	400	2021
Yoco	Afrique du Sud	83	2021
Flutterwave	Nigeria	170	2021
Spark Schools	Afrique du Sud	10	2021
mPharma	Ghana	10	2021
Jumo	Afrique du Sud	55	2020
SWVL	Égypte	42	2020

Source : Africa Deals Database, Maxime Bayen



FORMATION

Le Sénégal, nouvel eldorado des développeurs ?

Le pays a vu le nombre de programmeurs augmenter plus vite que partout ailleurs sur le continent. Mais une partie d'entre eux choisit l'exil, faute d'opportunités.

KÉVIN POIREAULT

Selon Jobs Now Africa Coalition, il faudrait créer 15 millions d'emplois par an sur le continent jusqu'en 2025 pour réparer les dégâts occasionnés par la pandémie. Les 40 ONG africaines que ce groupe de travail rassemble invitent les États à miser sur le développement de l'économie numérique.

Pour de plus en plus de jeunes Africains, la programmation informatique apparaît comme un métier d'avenir, et les chiffres leur donnent raison. Selon le cabinet de conseil Accenture, dont le travail a été publié par Google en mars, on dénombrait 716 000 développeurs en Afrique en 2021, un chiffre en augmentation de 3,8 % sur un an.

Un secteur sur lequel misent aussi les investisseurs, comme le montrent les différentes levées de fonds opérées pour la plateforme Andela, devenue une licorne en 2021, et dont le premier modèle d'affaires visait à fournir des développeurs aux entreprises.

Sans grande surprise, les bassins les plus importants sont en Afrique du Sud (121 000 développeurs), en Égypte, au Nigeria (89 000 chacun), au Kenya (60 000) et au Maroc (50 000). Mais c'est au Sénégal que ce vivier augmente le plus vite : l'étude recense 10 000 codeurs professionnels au pays de la Teranga en 2021, soit un bond de 7,5 % par rapport à 2020, contre 6 % au Nigeria, au Maroc ou en Éthiopie. À tel point que l'étude place le pays d'Afrique de l'Ouest parmi les puissances « émergentes » du code en Afrique.

Dynamisme

Cette position ne surprend pas Léger Djiba, initiateur de « La nuit du code », organisée à Dakar tous les ans depuis 2011, et coordinateur de l'Africa Dotnet Developers Group (A2DG), une communauté panafricaine de formation des technologies Microsoft. « Le →



Le nombre de développeurs a bondi de 7,5 % au Sénégal entre 2020 et 2021.

SONATEL ACADEMY

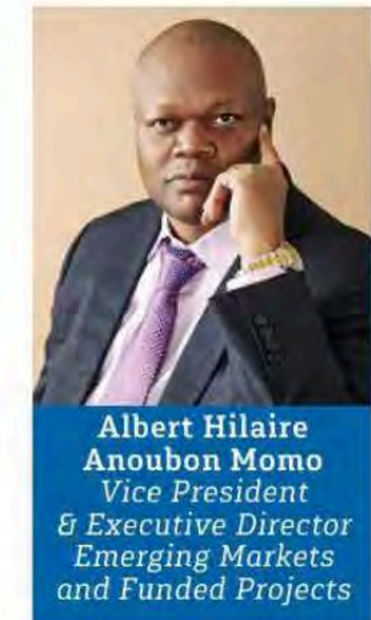
COMMUNIQUÉ

AVIS D'EXPERT



Trimble
935 Stewart Drive
Sunnyvale, CA 94085 - USA
Tél. : +1 408 481 8000
www.trimble.com

La transformation digitale de l'Afrique : défis, enjeux et perspectives



Albert Hilaire Anoubon Momo
Vice President & Executive Director Emerging Markets and Funded Projects

Qu'entendez-vous par transformation digitale et que peut en attendre l'Afrique ?

La transformation digitale est l'intégration des technologies numériques dans tous les domaines, modifiant fondamentalement la façon dont l'organisation opère. C'est aussi un changement culturel qui oblige les organisations à remettre continuellement en question le statu quo. Cela signifie s'éloigner des vieux processus au profit de pratiques nouvelles.

Les organisations en Afrique sont confrontées aux mêmes défis. Les technologies numériques devraient leur offrir une plus grande connectivité, un meilleur partage d'informations et un important accroissement de la productivité. Ceci est vrai pour les gouvernements et pour le secteur privé. Nous vivons la quatrième révolution industrielle, toutes les organisations peuvent s'améliorer à travers une véritable transformation digitale, qui est une question de transparence, de technologie et de données.

La quatrième révolution industrielle offre aux africains l'opportunité de mettre en avant leur savoir-faire, de valoriser l'énorme potentiel du continent et de permettre ainsi la transformation digitale de l'Afrique.

Quel rôle joue Trimble comme acteur de la transformation digitale ?

La transformation digitale est influencée par trois facteurs : la portée, la gouvernance et l'intention stratégique. A Trimble, nous transformons la façon dont les organisations fonctionnent en leur fournissant des produits et des services qui connectent les mondes physique et digital. Notre approche répond aux questions : « quoi », « qui » et « pourquoi ».

Quatre secteurs sont particulièrement stratégiques en matière de transformation digitale : l'agriculture, la construction, les transports et la géolocalisation. En agriculture, Trimble, pionnier de l'agriculture de précision, propose des technologies permettant une réduction des coûts et des impacts environnementaux ainsi qu'une amélioration du rendement. En construction, grâce à une technologie avancée de la conception à la construction, l'exploitation et la maintenance, nous permettons la réalisation d'infrastructures durables et améliorons les délais de livraison des projets. En transport, notre technologie permet de capturer des données sur toute la chaîne et d'analyser ces données induisant de meilleures prévisions et des décisions plus intelligentes. Quant à la géolocalisation, il est impossible d'envisager une transformation digitale sans les outils de positionnement et de navigation dont Trimble est la référence.

La transformation digitale de l'Afrique n'est donc pas qu'un rêve alors ?

Certainement pas. La quatrième révolution industrielle offre aux africains l'opportunité de mettre en avant leur savoir-faire, de valoriser l'énorme potentiel du continent et de permettre ainsi la transformation digitale de l'Afrique. Ici et là sur le continent des « Silicon Valley » se créent, des gouvernements développent des stratégies digitales, des entreprises s'arriment aux technologies numériques, et des jeunes font preuve d'ingéniosité. Des éléments comme l'intelligence artificielle, la robotique ou l'Internet des objets ne sont plus des concepts étrangers en Afrique. C'est avec plaisir que nous accompagnons ces acteurs en collaborant avec eux et en leur permettant d'accéder aux outils technologiques les plus pointus. Fort de tout cela, je suis très optimiste quant à une véritable transformation digitale de l'Afrique.

JAMG - PHOTOS DR

→ Sénégal a toujours bénéficié de la crème de la crème de l'enseignement supérieur en Afrique. L'université Cheikh-Anta-Diop ou l'École supérieure polytechnique (ESP) attirent toute l'Afrique francophone. » À cela s'ajoutent des communautés numériques très dynamiques depuis les années 2010, « comme l'A2DG ou encore le Linux User Group (LUG), piloté par l'influenceur du logiciel libre Genova, ou des groupes autour de logiciels tels que Drupal, ou de langages de programmation tels que Java », énumère Léger Djiba.

Malgré ce dynamisme, la demande en développeurs professionnels a commencé à dépasser l'offre au milieu de la dernière décennie. La grogne des entreprises sénégalaises a connu son apogée en décembre 2015, au Salon international des professionnels de l'économie numérique (Sipen) de Dakar, où les chefs d'entreprise ont tapé du poing sur la table, se plaignant de ne pouvoir attirer assez de spécialistes en programmation informatique, condition sine qua non pour rester compétitif.

Initiatives privées

Le gouvernement a semblé avoir compris le message puisqu'il a lancé, en 2016, le plan Sénégal numérique 2025 (SN2025), promettant d'y consacrer près de 1,7 milliard d'euros. L'un de ses axes consiste à créer des « filières de formation sur les technologies émergentes [Big Data, cloud, IA, IoT] ». Depuis, plusieurs initiatives privées ont renforcé l'offre de formation dans le pays. En 2017, Sonatel, filiale d'Orange et premier opérateur de télécoms du pays, a d'abord lancé Sonatel Academy, une école de code gratuite en partenariat avec l'organisme français Simplon, « pour appuyer la politique de l'État sénégalais dans l'insertion des jeunes grâce au numérique », indique Baye Niass, son responsable.

En 2020, dans le sillage de son entrée au capital de l'opérateur sénégalais Tigo, devenue Free, le milliardaire français Xavier Niel implantait à Dakar une succursale de l'École 42 sur le modèle du campus informatique gratuit et ouvert à tous, inauguré à Paris en 2013.

Une ouverture suivie, un an plus tard, par celle de l'ICT Academy, sponsorisée, au sein de l'Institut supérieur d'informatique (ISI), par l'équipementier chinois Huawei qui avait déjà créé en 2018 Huawei ICT Competition, un concours annuel pour les étudiants en informatique sénégalais. Enfin, en avril dernier, Nicolas Poussielgue, ex-attaché scientifique du ministère français des Affaires étrangères, a inauguré le Dakar Institute of Technology, une école qui forme aux technologies d'intelligence artificielle. Même les écoles de commerce s'y mettent. En mars, l'Institut africain de management a inauguré son Innovation Center, qui va rapidement proposer des initiations au code.

Cette dynamique vertueuse conforte les entreprises technologiques internationales, déjà nombreuses – Orange, Free, Huawei, Atos, Google, Microsoft –, à investir localement, et participe à l'arrivée de nouvelles pépites comme la start-up américaine Wave. Plusieurs jeunes pousses locales ont également profité de ces formations, comme Digital Nisa, Sendawal, Yoon bi ou encore EDMG, dont les fondateurs sont passés par la Sonatel Academy.

Fuite des cerveaux

Selon une étude de la plate-forme panafricaine de développeurs Tunga, le Sénégal serait le 4e pays africain en matière de dépenses logicielles. « L'innovation est dans l'ADN sénégalais, et le développement de la formation au code prend beaucoup mieux à Dakar qu'à Abidjan », analyse Léger Djiba, l'un des quatre ambassadeurs de Microsoft en Afrique de l'Ouest.

« Les jeunes que nous formons ont tous des projets concrets. Mais qui prend le relais pour les incuber, les financer? »

Néanmoins, ces jeunes talents ne parviennent pas toujours à s'insérer sur le marché local. Amadou Daffe, initiateur de feu Coders for Africa au Sénégal, s'est installé en Éthiopie pour lancer Gebeya, un concurrent à Andela. Et si l'on en croit les chiffres avancés par Tunga, le Sénégal est le pays africain qui exporte le plus de développeurs.

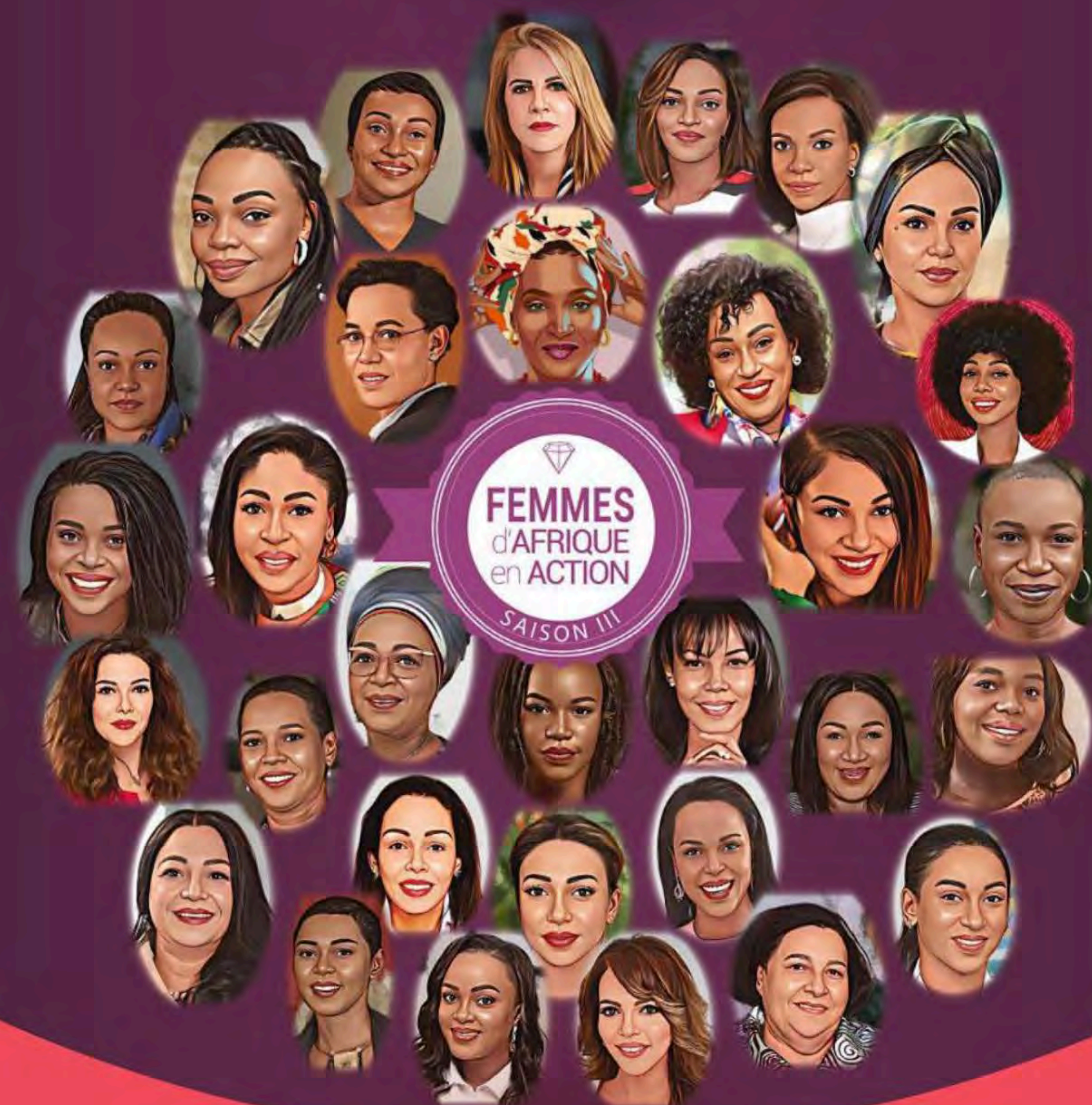
L'écart trop important entre les salaires et le coût de la vie explique cette fuite des cerveaux, due aussi à un manque d'accompagnement post-formation, argue Bouna Kane, président de Simplon Afrique. « Les jeunes que nous formons ont tous des projets concrets. Mais qui prend le relais pour les incuber? Pour les financer? Je peux vous lister au moins une dizaine de projets qui ont dû être abandonnés simplement parce qu'ils n'ont pas trouvé de financement. »

Conserver ses développeurs et les aider à faire fructifier leurs idées constitue un nouveau défi pour le Sénégal et conditionnera grandement la réussite du Start-up Act, lancé à la fin de 2019. ●



La Sonatel Academy a été lancée en 2017.

SONATEL ACADEMY



tv5mondeplus.com
Partout. Tout le temps. Gratuitement.
Une collection de 10 épisodes à découvrir en exclusivité sur TV5MONDEplus
© ONYX consulting / TV5MONDE

ÉCONOMIE

Tribune



Franck Kié
Président de Ciberobs



Nathalie Kienga
Vice-présidente de Ciberobs



Frédéric Maury
Directeur général délégué Events de Jeune Afrique Media Group

La cybersécurité, une urgence africaine

Le déploiement des technologies numériques en Afrique a connu une croissance fulgurante ces vingt dernières années. Le taux de pénétration d'internet, qui était de moins de 1 % de la population dans les années 2000 selon la Banque mondiale, atteint désormais 43,2 % dont 25 % d'utilisateurs connectés tous les jours (Internet World Stats, 2021). Une hausse qui ne cesse de se confirmer puisque, entre octobre 2018 et avril 2019, plus de 9 millions d'individus ont obtenu un accès à internet pour la première fois.

Cette évolution s'est également accompagnée d'un développement des plateformes en ligne (phénomène connu sous le nom de « plateformisation de l'économie »), avec une importance croissante du traitement des données numériques. Aujourd'hui, de nombreux pans de l'économie africaine sont dépendants de ces technologies pour s'assurer d'un développement optimal. Les grandes entreprises elles-mêmes, ayant recours au télétravail, utilisent des chaînes d'approvisionnement et d'infrastructures réseau internes exposées à de nombreux risques en matière de sécurité.

Cette révolution exige donc une maturité en matière de cybersécurité à la hauteur des menaces qu'elle engendre. Malheureusement, les standards en matière de sécurité ne sont pas encore généralisés en Afrique : 90 % des entreprises du continent ne disposent pas de protocoles de cybersécurité suffisants, selon l'évaluation 2021 des cybermenaces en Afrique réalisée par Interpol. Or, dans le cas spécifique des organisations et des infrastructures critiques, un incident peut provoquer de sérieux voire d'irréversibles dégâts.

L'absence de mesures concrètes a également un impact financier. En 2016, la cybercriminalité a coûté

Il faut adopter une approche holistique du phénomène et fonctionner en réseau.

36 millions de dollars à l'économie kényane, 573 millions à l'Afrique du Sud et 500 millions au Nigeria. Bâtir un écosystème sécurisé à l'ère de la numérisation d'un monde stratégique, critique et sensible est donc une priorité majeure pour les États africains.

La crise liée au Covid-19 a accru le problème, avec un net regain des activités cybercriminelles. En juillet 2021, une attaque ciblant l'Afrique du Sud a conduit à la fermeture de quatre de ses principaux ports, alors que le pays peine encore à se remettre des conséquences de la pandémie. Un aperçu de ce à quoi nous pourrions devoir faire face à l'avenir…

Mobiliser l'intelligence collective

Les cyberattaques n'épargnent personne, et leurs auteurs ne font aucune distinction de taille, de secteur ou de localisation géographique. Les cybercriminels ciblent les services les plus exposés dans les grandes entreprises et utilisent volontiers la vulnérabilité d'une branche pour prendre le contrôle de l'ensemble du réseau. Par conséquent il est désormais crucial d'adopter une approche holistique de la cybersécurité et de fonctionner collectivement.

Des comités spécialisés réunissant l'ensemble des départements devraient être formés dans les entreprises afin de pouvoir discuter des questions de cybersécurité. Ce, dans un environnement confidentiel et sous la direction d'une personne suffisamment qualifiée. C'est déjà le cas dans de nombreux conseils d'administration en Europe et aux États-Unis, et l'impact positif sur la relation entre les conseils d'administration et les responsables de la sécurité des systèmes d'information est tangible. À tel point que, selon le cabinet d'études Gartner, 40 % des conseils d'administration dans ces régions auront un comité spécialement dévolu à la cybersécurité supervisé par un membre qualifié du conseil d'ici à 2025, contre moins de 10 % aujourd'hui.

Il est surtout crucial de poursuivre le désenclavage de la cybersécurité en renforçant non seulement la collaboration entre les cœurs de métiers, mais aussi le partage d'informations par aire d'expertise et par zone géographique. Ainsi, il est pertinent que des experts évoluant dans divers contextes géographiques et maîtrisant des sujets liés à la finance, aux télécommunications ou encore aux infrastructures puissent se réunir et partager leurs problématiques et leurs solutions vis-à-vis de la cybercriminalité. En mobilisant l'intelligence collective professionnelle et en confrontant les situations et les différents points de vue, nous serons en mesure de protéger une plus grande aire de vulnérabilité.

Initiatives multisectorielles

À ce titre, l'existence d'initiatives multisectorielles portées par les grandes entreprises et les gouvernements est importante, afin de faire progresser la réflexion sur ces sujets tout en structurant l'écosystème économique africain autour des questions de sécurité de l'information. C'est l'une des vocations du Cyber Africa Forum 2022, qui se tiendra les 9 et 10 mai à Abidjan, organisé par Ciberobs – Make Africa Safe et Jeune Afrique Media Group. Plus de 300 acteurs et décideurs de la cybersécurité et de la confiance numérique en Afrique (dont les dirigeants de Huawei, d'Ecobank et d'Orange) débattront des problématiques liées à la « souveraineté numérique et à la protection des données » ainsi qu'à l'ensemble des enjeux majeurs, actuels et futurs, auxquels l'Afrique doit faire face. Avec un objectif : favoriser le développement d'une cybersécurité solide au service d'une innovation durable.

« Digitaliser sans protéger, c'est dangereux », aime à dire le ministre ivoirien de l'Économie numérique, Roger Adom. Or, pour protéger, il nous faut dialoguer, réfléchir et agir ensemble. C'est ainsi que nous pourrons faire face à la menace de cybercriminels qui, eux, n'hésitent pas à collaborer et à s'associer pour parvenir à leurs fins. ●

CRÉDITS DE GAUCHE À DROITE : CIBEROBS ; BENITOSNOOB ; ERIC LARRAYADIEU POUR ACF/JA



BANK OF AFRICA

Othman Benjelloun, l'indéracinable ?

Son goût du mystère n'a d'égal que sa soif de développement. À 91 ans, le patriarche de la banque marocaine n'envisage pas de prendre sa retraite, mais la question de sa succession revient avec insistance.

BILAL MOUSJID, AVEC AURÉLIE M'BIDA

« Il oublie son âge. C'est une information qu'il ne faut pas lui rappeler », confie d'emblée un lieutenant d'Othman Benjelloun. À 91 ans, le deuxième homme le plus riche du Maroc, selon Forbes, continue de présider aux destinées du groupe Bank of Africa (BOA, ex-BMCE BOA), qui a dévoilé à la fin de mars de solides performances au titre de 2021.

Avec un résultat net de quelque 2 milliards de dirhams (188 millions d'euros), en croissance de 47 % par rapport à 2020, son groupe se targue même d'un « niveau record jamais atteint » s'agissant des résultats hors filiales, qui ont représenté 1,5 milliard en 2021.

Le nom de Bank of Africa a récemment été associé à un scandale : une enquête pour fraude et falsification de documents bancaires dans le cadre de l'affaire Babour Sghir, ce député accusé d'escroquerie via des emprunts et des facilités de caisse pour 30 millions d'euros.

Mais la banque entend bien poursuivre sur sa lancée. Cap a d'ailleurs été mis sur le développement dans le royaume et en Afrique subsaharienne lors de la présentation des résultats. Deux emprunts obligataires doivent servir ces ambitions : l'un d'un montant de 1 milliard de dirhams par appel public à l'épargne, l'autre par « émission inédite » d'un *social bond* pour 500 millions de dirhams.

« Othman Benjelloun a toujours été résolument tourné vers le futur. Il se projette en 2030, 2050... », évoque l'ancien conseiller royal Mohamed Kabbaj, qui siège au conseil d'administration de BOA en tant qu'administrateur indépendant, pour illustrer ce qui anime le magnat marocain.

L'année 2022 devait donc démarrer sous les meilleurs auspices pour le troisième groupe bancaire du Maroc et pour sa figure tutélaire. C'était compter sans les rumeurs, persistantes, autour de la succession de ce dernier. Conjugué à l'âge de son PDG, le caractère stratégique de la banque alimente en effet, depuis plusieurs semaines, les spéculations sur le devenir du groupe.

Succession patrimoniale

Des spéculations amplifiées par la récente fusion de deux holdings familiaux (FinanceCom et HBM) pour donner naissance à O Capital Group, doté d'un capital de 1 milliard de dirhams et qui regroupe, en dehors de la banque, les activités de la famille Benjelloun dans les secteurs des télécoms, des transports, du tourisme, de l'agriculture et de la communication.

Que fallait-il voir derrière cette manœuvre ? D'autant que nul n'a jamais douté du fait que les héritiers du milliardaire n'étaient pas voués à prendre les rênes de la banque, navire amiral de l'empire Benjelloun. L'épouse du patriarche, Leila Mezian Benjelloun, qui est à la tête de la Fondation BMCE Bank, œuvre dans les activités caritatives. Sa fille, Dounia, est productrice de films documentaires et publicitaires, tandis que son fils, Kamal, est anthropologue de formation et travaille dans le domaine de l'environnement.

Mais en plaçant sa femme et ses enfants comme coactionnaires du holding de tête de l'empire Benjelloun – issu de la fusion du Holding Mezian Benjelloun et de FinanceCom – en mai 2021, le natif de Fès a bel et bien achevé sa succession patrimoniale. →



Le PDG de BOA, en 2017.

JEAN-MICHEL RUIZ/CAIF POUR JA


HASSAN OUAZZANI POUR JA

Brahim Benjelloun-Touimi, administrateur et DG du groupe BMCE Bank, et président du CA de BOA Group.

→ Pour ce qui est de la banque, aucun projet n'a été annoncé officiellement, ni du côté de BOA ni de celui d'Othman Benjelloun lui-même. Un sujet jugé « secondaire » par un ancien associé de l'homme d'affaires, l'avenir de l'institution financière étant assuré. « La structure du groupe est construite de telle sorte qu'en cas de décès d'Othman Benjelloun ses héritiers gardent le contrôle sur BOA, à travers O Capital », explique-t-il.

Qui piloterait la banque en cas de disparition du patriarche ? En effet, aux côtés de la famille Benjelloun, qui détient 35,5 % du capital [8,02 % directement à travers O Capital et 27,47 % via la Royale marocaine d'assurance (RMA) et la Société financière de crédit du Maghreb, autre filiale du holding], plusieurs actionnaires pourraient rebattre les cartes.

Nouvelle stratégie

Au 31 décembre 2020, on trouve ainsi au tour de table du groupe bancaire marocain des institutionnels comme le britannique CDC Group (devenu British International Investment ; 5,38 %), la Caisse de dépôt et de gestion marocaine (CDG ; 8,32 %), le français Banque fédérative Crédit Mutuel-CIC (24,56 %), le groupe d'assurance et de prévoyance marocain MAMDA-MCMA (5,01 %), le solde étant constitué du flottant et d'une petite participation du personnel.

Ce n'est pourtant pas un scénario de changement du rapport des forces dans l'actionnariat qui semble privilégié. Benjelloun, qui cultive un certain goût pour le secret autour de sa personne et de son indissociable « business », l'a concédé à demi-mot dans la presse locale il y a quelques semaines : le dévoilement d'une nouvelle stratégie pour l'ancienne Banque marocaine du commerce extérieur – fondée en 1959 sous le gouvernement Abdellah Ibrahim et qui a rejoint en 1995 l'empire d'Othman Benjelloun – est à espérer pour septembre. Une stratégie élaborée depuis plus d'un an avec le cabinet de conseil McKinsey.

En attendant, Othman Benjelloun place ses cavaliers dans la banque. Discrètement installé en novembre dernier, le nouvel état-major du groupe laisse entrevoir les grands axes de sa future stratégie. Rattachés au président via un « comité présidentiel », trois pôles chapeautés par trois directeurs exécutifs distincts ont été créés. L'ancien wali Mounir Chraibi, qui a rejoint la banque en 2010, devient directeur des opérations et pilote, à ce titre, les activités financières du groupe – dirigées par Driss Benjelloun – et la gestion des risques, dirigée par Khalid Laabi.

Le milliardaire veut laisser sa marque dans l'histoire du royaume. Il a ainsi associé sa banque à une usine de vaccins.

Amine Bouabid, autre visage connu du groupe, DG de Bank of Africa, a été nommé à la tête du pôle Afrique (qui comprend BOA Afrique, ainsi que La Congolaise de Banque et la Banque de développement du Mali). Enfin, Khalid Nasr est responsable du pôle Banque Maroc, que dirige Omar Tazi, et du pôle recouvrement et autres missions spéciales, dirigé par Mfadel El Halaissi (actuellement en détention dans le cadre d'une affaire d'escroquerie et de falsification de documents bancaires). De son côté, Brahim Benjelloun-Touimi conserve les fonctions d'administrateur-directeur général dans le nouvel organigramme.

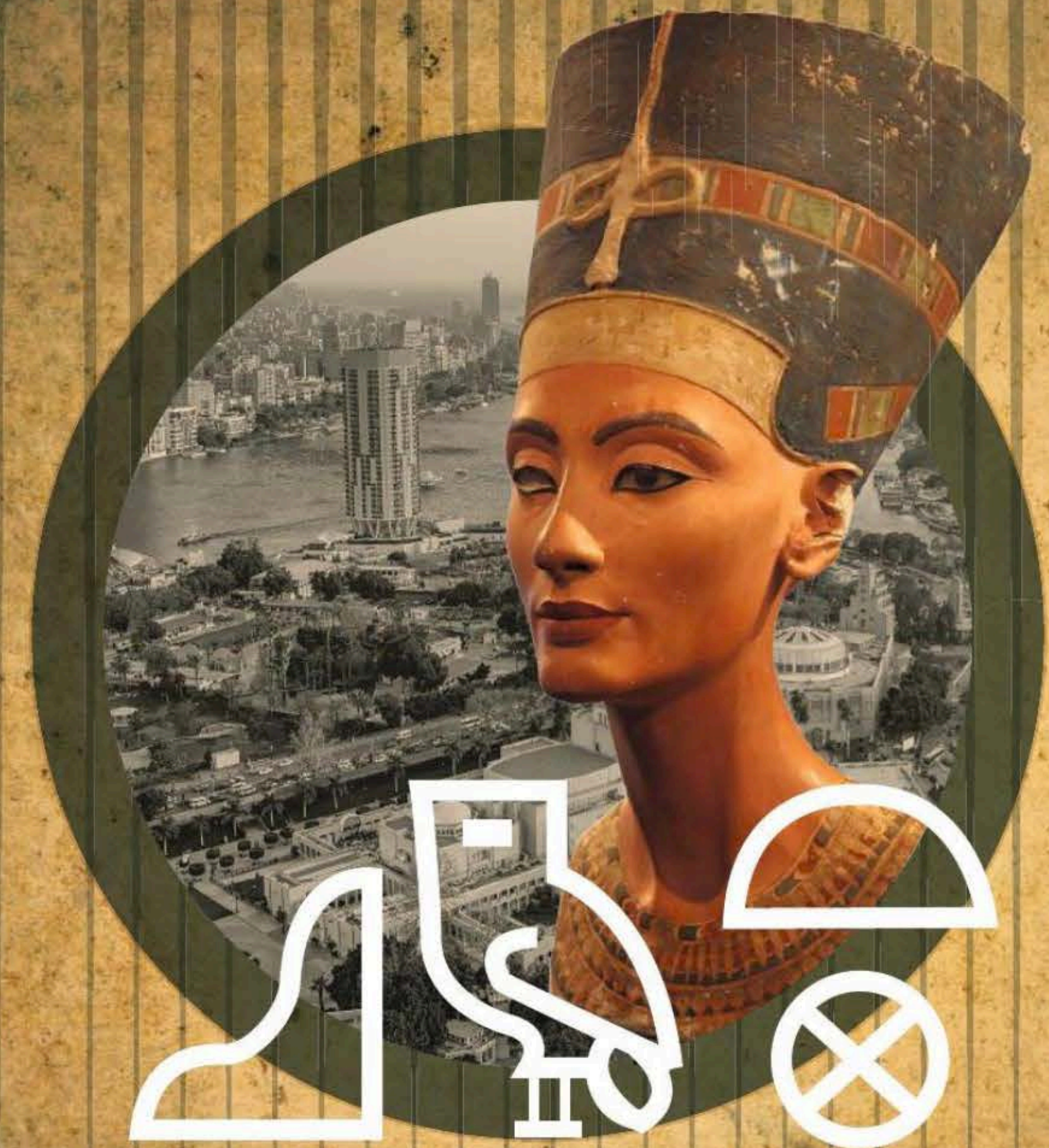
Expansion subsaharienne

La création des deux pôles Afrique et Banque Maroc correspond à la volonté d'Othman Benjelloun de structurer son groupe dans la course au sud du Sahara face à ses principaux concurrents marocains et de se renforcer dans le royaume. Aujourd'hui, premier investisseur institutionnel au Maroc, BOA est présent dans 20 pays africains en dehors du Maroc mais aussi en Europe, en Asie et au Canada, avec 6,6 millions de clients et près de 2 000 agences physiques.

Et, pour l'un des pionniers de l'expansion subsaharienne des banques marocaines, l'Afrique fait partie de l'avenir. Du moins de celui de son groupe. « Je me souviendrai toujours d'une conversation avec Othman Benjelloun en 2007 : "En 2030 ou en 2040, me disait-il, je voudrais être présent dans 50 pays africains" », raconte un proche du PDG.

Après avoir jeté son dévolu en 2008 sur le malien BOA Group, présent depuis 1982 dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, Othman Benjelloun a rapidement étendu l'empreinte de son groupe bancaire en Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Bénin, Mali, Niger, Sénégal, Togo et Ghana), en Afrique de l'Est (Rwanda, Ouganda, Kenya, Tanzanie, Djibouti), en Afrique centrale (RDC) et en Afrique australe (Madagascar). En 2021, plus de →


MEILLEURE BANQUE AU MONDE
DANS LES MARCHÉS ÉMERGENTS
GLOBAL FINANCE





WWW.CIBEG.COM /CIBEgypt THE BANK TO TRUST



Les bureaux de BOA à Abidjan.

ISSOUF SANOGO/AFP

→ 40 % du résultat net du groupe provenaient du continent.

La dynamique devrait s'accélérer. Selon nos informations, la stratégie en cours de préparation vise à renforcer BOA en Afrique de l'Ouest, en parallèle d'un redéploiement à l'Est, voire à cibler de nouvelles acquisitions.

En attendant, le milliardaire s'attelle à un autre de ses moteurs : laisser sa marque dans l'histoire du royaume. Othman Benjelloun a ainsi récemment associé sa banque, dans le contexte de la pandémie, à l'usine de fabrication de vaccins dont la construction a été lancée par Mohammed VI au mois de janvier à Benslimane, dans la région de Casablanca.

« Il est attiré par les grands destins, les grands projets, les grandes idées », remarque Mohamed Kabbaj. Toutefois, le succès n'est pas toujours au rendez-vous. En témoigne la cité Mohammed-VI-Tanger Tech, un projet annoncé en 2016 comme la future Shanghai du Maroc, devant abriter 200 usines pour un investissement de 10 milliards de dollars et qui n'est toujours pas sorti de terre.

En construction sur la rive du Bouregreg à Salé depuis 2018, la tour Mohammed-VI est un autre exemple de ces projets ambitieux portés par Benjelloun. Haute de 250 mètres et de 55 étages, la bâtisse financée par la banque doit finalement être achevée cette année, malgré un enchaînement de déboires.

« Projet coûteux », « folie des grandeurs »... Les critiques négatives sont nombreuses sur ce projet de « plus grande tour d'Afrique », très éloigné du cœur de métier de Bank of Africa. Mais les proches de l'indéboulonnable financier le reconnaissent : « La tour Mohammed-VI, qu'on le veuille ou non, restera des siècles après la mort d'Othman Benjelloun. » ●

AFIS
AFRICA FINANCIAL INDUSTRY SUMMIT
2 0 2 2
SAVE THE DATE
28 & 29 novembre 2022
Lomé Togo
FOUNDER

ORGANISER

CO-HOST



Orabank
un partenaire à votre écoute

Réinventez-vous,
Orabank vous accompagne !



La vie est faite de moments de grâces, de légèreté, mais aussi d'épreuves, sources de résilience et porteuses d'espoir. Toutes ces expériences nous font grandir, résister et rebondir.

www.orabank.net



CONCURRENCE

Bataille serrée en Afrique de l'Ouest

BCP, Attijariwafa, BOA… La nette progression des banques marocaines dans la zone Uemoa fait peser sur elles des contraintes plus lourdes, dans un contexte de compétition exacerbée.

JOËL TÉ-LÉSSIA ASSOKO

Bank of Africa (BOA, ex-BMCE Bank of Africa) partagera avec les investisseurs de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) d'Abidjan les 66,3 millions d'euros de dividendes dégagés par ses filiales locales (Burkina Faso, Bénin, Côte d'Ivoire, Mali, Niger et Sénégal), s'est réjoui Amine Bouabid, directeur général chargé des filiales africaines du groupe marocain, au début d'avril.

Cette générosité envers les acteurs boursiers locaux sera-t-elle un rempart en cas de futurs coups durs, quand on sait qu'« être coté en Afrique constitue une protection pour les multinationales », comme aime à le rappeler Edoh Kossi Amenounve, le patron de la BRVM ? Ou permettra-t-elle à BOA de lever plus facilement, si besoin, les ressources nécessaires sur un marché financier local bien disposé à son égard ? Mystère.

Quoi qu'il en soit, cette distribution de dividendes en Afrique de l'Ouest francophone (+ 21 % par rapport à 2020) traduit le net regain de forme de BOA, dont le bénéfice net part du groupe tiré de ses 18 implantations subsahariennes (dont un bureau à Addis-Abeba) a crû de 60 %, s'établissant à 105,3 millions d'euros en 2021, après avoir reculé de 4,6 % l'année précédente en raison de la crise liée à la pandémie de Covid-19.

Outre sa forte implantation en Afrique centrale et en Afrique de l'Est, BOA marque ainsi sa différence avec ses consœurs Banque centrale populaire (BCP) et Attijariwafa Bank (ATW), dont quasiment aucune filiale n'est cotée à Abidjan. Une exception – la Société ivoirienne de banque (SIB) – confirme cette règle : sa présence en Bourse a été décidée par le gouvernement du président Alassane Ouattara, qui, à la mi-2016, avait décidé de céder en Bourse 20 % des parts de l'État, conservant 5 % de capital public, contre 75 % pour le groupe Attijariwafa Bank.

À l'instar de ce qu'il s'est passé pour BOA, l'activité au sud du Sahara de la BCP et d'ATW a connu un rebond en 2021. Les revenus africains (hors Maroc) d'ATW ont légèrement progressé, s'élevant à 8,27 milliards de dirhams (781 millions d'euros, + 2,5 %), pour un résultat net part du groupe (RNPG) de 1,548 milliard de dirhams (+ 24 %), porté par le reflux des provisions sur créances.

BCP a vu son chiffre d'affaires subsaharien progresser de 1,7 %, à 4,97 milliards de dirhams. Son RNPG bondit à 687 millions de dirhams. Il avait chuté à 192 millions en 2020.

Importance systémique

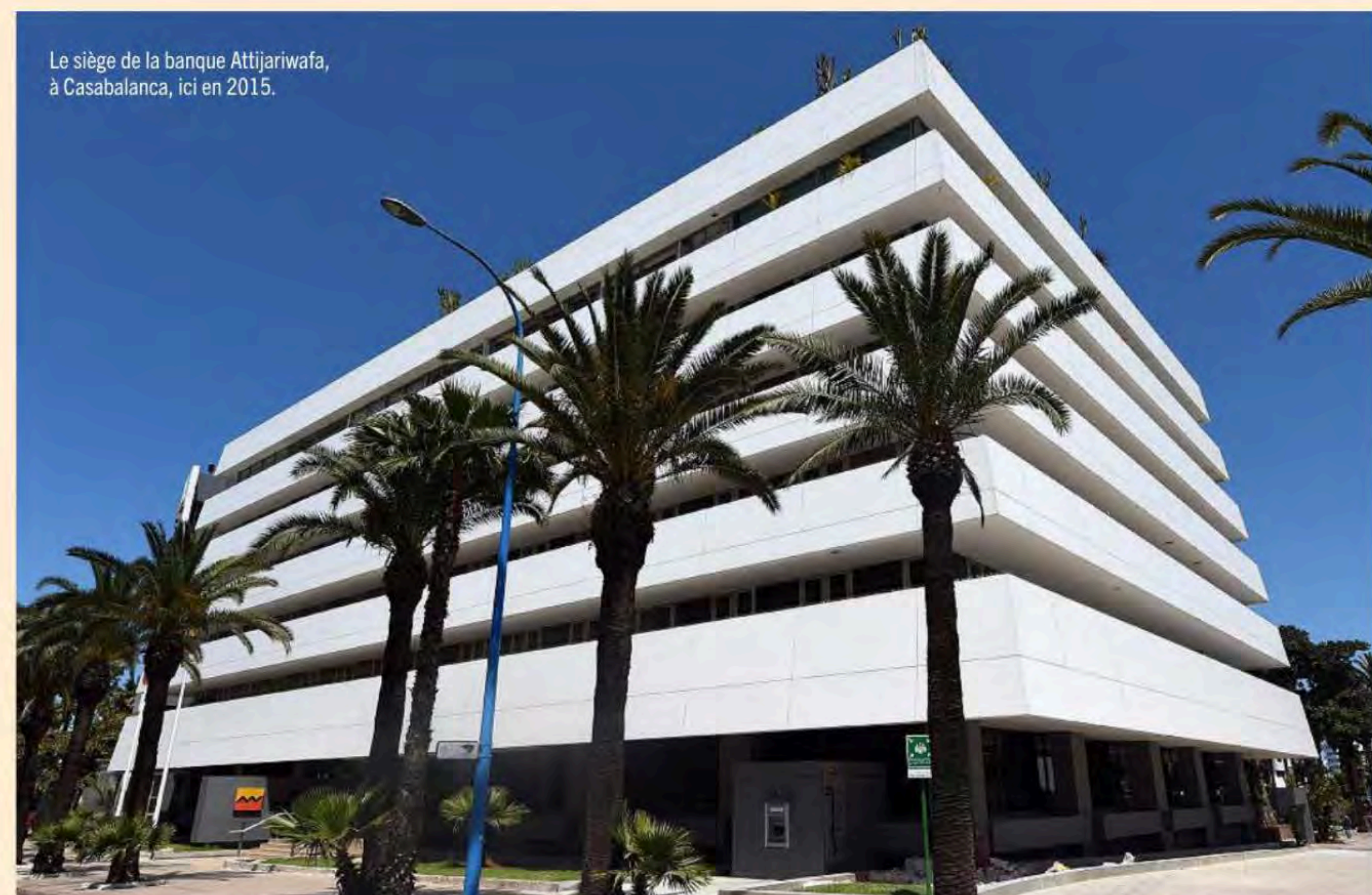
« Les stratégies panafricaines des banques marocaines leur offrent une plus grande diversification des revenus [ses filiales africaines ont contribué pour environ la moitié des revenus consolidés de BOA en 2021] et des opportunités de croissance plus importantes », explique Jamal El Mellali, analyste chez Fitch Ratings, qui rappelle que la rentabilité des filiales d'Afrique subsaharienne a été moins affectée par la pandémie que celle des établissements sis au Maroc. « Toutefois, les environnements opérationnels des pays d'Afrique subsaharienne présentent un risque plus élevé et pèsent sur les évaluations de crédit autonomes de ces banques », nuance l'analyste.

La nette progression des banques marocaines au sud du Sahara fait peser sur elles des contraintes plus lourdes. Dans la zone Uemoa, BCP, BOA et ATW sont, avec Ecobank, Oragroup et Manzi Finances (NSIA), trois des six établissements bancaires d'importance systémique (EBIS) identifiés par la BCEAO. Leurs filiales individuelles ont le statut d'EBIS dans six des huit pays de la zone, à l'exception du Burkina et du Togo. Une défaillance de ces banques pouvant « mettre en péril le système financier et l'activité économique », ces établissements sont soumis à une surcharge de 1 point sur le ratio de solvabilité, ce qui mobilise encore plus de fonds propres. En raison de la pandémie, l'application de ce ratio de solvabilité minimum de 12,5 % a été repoussée de 2021 à 2023. En 2020, les banques concernées affichaient en moyenne un ratio de 12,7 %…

Résultat de ces stratégies : une diversification des revenus et davantage d'opportunités de croissance.

Par ailleurs, les parts de marché sont de plus en plus disputées. En 2010, les banques aujourd'hui dans le giron des trois leaders marocains représentaient environ 27 % des actifs bancaires de l'Uemoa. En 2020, cette part n'était plus que de 23,7 %, selon les chiffres de la BCEAO. Le total de bilan de l'ensemble des banques de l'espace Uemoa a cependant triplé durant cette période, atteignant 72,7 milliards d'euros.

Entre-temps, un acteur local, Coris Bank, du Burkinabè Idrissa Nassa, s'est glissé dans le top 5 régional, devançant ATW (6e) et précédant BOA (3e) et BCP (4e). L'entrepreneur ouagalais est également candidat à la reprise d'Oragroup (8e). La dynamique aurait-elle changé de camp ? ●



Le siège de la banque Attijariwafa, à Casabalanca, ici en 2015.

FADEL SENNA/AFP

FILIALES EN AFRIQUE DES TROIS GRANDES BANQUES MAROCAINES

◆ Attijariwafa Bank (ATW)
● Banque centrale populaire (BCP)
● Bank of Africa Group (BOA)
□ Pays où les 3 banques sont présentes

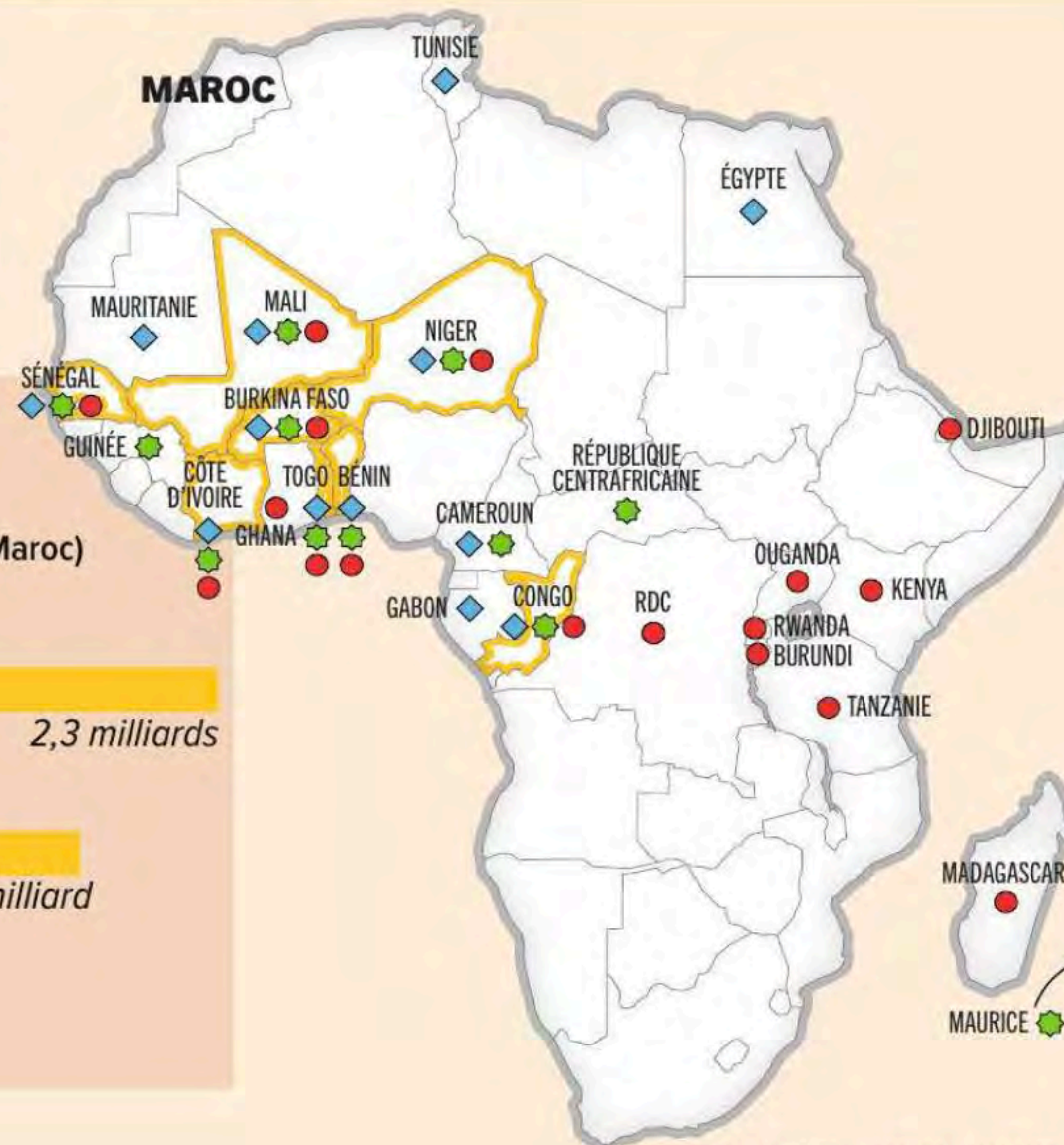
Produit net bancaire 2021 *(en euros)*

Produit net bancaire groupe
Produit net bancaire Afrique (hors Maroc)

Attijariwafa
781,4 millions – *2,3 milliards*

Banque centrale populaire
470 millions – *1,9 milliard*

Bank of Africa Group
604 millions – *1,38 milliard*



Sources : Résultats annuels, Jeune Afrique.

DOSSIER **BANQUES**

Ade Ayeyemi

Ecobank

« En tant qu'Africains, notre détermination doit rester inflexible »

À quelques mois de céder les rênes d'un groupe présent dans 33 pays du continent, le Nigérian revient sur quatre décennies d'activité financière. Et formule ses prédictions pour l'avenir.

AURÉLIE M'BIDA ET NICHOLAS NORBROOK

À près de 60 ans, Ade Ayeyemi est un homme apaisé mais toujours bien arrimé à son siège, d'où il entend « délivrer le meilleur pour le bien de l'organisation ». À la fin de cette année, le Nigérian raccrochera les gants d'une longue carrière dans la banque, dont plus des trois quarts passés à Citibank. Entré à Ecobank Transnational Incorporated (ETI) lors d'une période mouvementée, après la crise de gouvernance qui a occasionné une vague de départs à la tête de l'institution en 2015, il a œuvré à l'assainissement du bilan du principal contributeur de revenus du groupe, Ecobank Nigeria, mais également enduré la crise liée au Covid-19… Pourtant, le dirigeant, réputé pour son style ascétique, qui a les ratios financiers du groupe pour boussole, ne résume pas son parcours à la tête du holding bancaire panafricain à une succession de difficultés. Bien au contraire.

Et c'est fort de résultats solides pour 2021, avec un revenu net de 1,8 milliard de dollars (+ 5 %) et un bénéfice avant impôts de 478 millions de dollars (+ 174 %), que le dirigeant s'attarde sur les prochains défis que son « industrie » va devoir affronter pour avancer vers un continent plus indépendant, plus inclusif et qui aura su prendre le virage numérique.

Pour JA, Ade Ayeyemi se prête aussi à l'exercice de la rétrospective. Regardant dans le rétroviseur, à travers les sept années au cours desquelles il a dirigé le premier groupe bancaire d'Afrique de l'Ouest et ses trente-cinq années de carrière, il revisite quatre décennies de finance sur le continent.

Jeune Afrique : Vous venez de présenter vos derniers résultats annuels en tant que directeur général d'Ecobank aux actionnaires. Quel est votre sentiment sur le travail accompli ces derniers mois par le groupe ?

Ade Ayeyemi : Je suis très fier de notre performance, en tant qu'entreprise, en 2021. Nous avons été en mesure de surmonter les obstacles de la pandémie, les défis auxquels nos clients et la société dans son ensemble ont été confrontés.

Nous avons enregistré les meilleurs résultats de l'histoire récente du groupe : nos revenus ont augmenté (+ 5 %), nos dépenses ont été maîtrisées (le ratio coût/revenu est retombé au-dessous des 60 %), et la qualité de notre portefeuille s'est améliorée.

Avec la distribution de dividendes (0,16 cent de dollar par action) pour la première fois en cinq ans, vous terminez votre mandat sur une bonne note…

Grâce à notre assise financière et aux performances que nous anticipons pour l'avenir, Ecobank Transcorporated International est en mesure de commencer à verser des dividendes aux actionnaires. Certes, il ne s'agit pas de notre plus important niveau de dividendes, mais c'est un signal : Ecobank dispose à présent des moyens de redistribuer ses revenus aux actionnaires.

> « Le groupe a besoin d'une personne compétente pour le diriger, mais aussi et surtout d'un leader qui comprenne les évolutions technologiques. »

Vous évoquez la situation de votre capital, comment êtes-vous parvenu à le renforcer ? →



En fin d'année, Ade Ayeyemi mettra un terme à trente-cinq années de carrière dans la banque.

ECOBANK

→ Le renforcement du capital est passé par deux choses : nous devions d'abord générer des bénéfices – ce qu'a fait ETI de manière constante lors des derniers exercices. Ensuite, nous avons obtenu du capital sur le marché obligataire dernièrement, ce qui nous a aidés à nous renforcer. Mais les principaux pourvoyeurs de capital ont été nos bénéfices non distribués, à la suite du retour de la rentabilité.

Lorsque vous avez rejoint Ecobank, en 2015, le groupe venait tout juste de traverser une période assez difficile, et la confiance d'une partie des actionnaires était ébranlée. Comment avez-vous réussi à la rétablir ?

Déjà, parce que nous avançons ensemble. Nous poursuivons le même objectif depuis la création d'Ecobank : renforcer l'intégration économique et le développement de l'Afrique. Et si nous connaissons des difficultés, nous souffrons ensemble. Mais au-delà de cet état d'esprit, le groupe a pris des mesures pour en finir avec ses problèmes – notamment un travail sur la qualité de certains actifs présents dans notre portefeuille. Nous avons assaini notre bilan.

Par ailleurs, en tant qu'institution financière, nous sommes gouvernés par une certaine éthique. Nous nous devons d'être transparents pour garder la confiance de nos actionnaires, de nos clients et de notre personnel. Toutes les organisations connaissent, à un moment ou à un autre, des périodes difficiles, c'est la vie d'une entreprise. L'important est de regarder vers l'avenir. Pour Ecobank, avoir les yeux rivés sur 2025, l'année de nos 40 ans, est crucial.

Votre mandat n'est pas écoulé – il vous reste encore l'année 2022 à boucler –, mais, si vous regardez dans le rétroviseur, quel est votre meilleur souvenir en tant que dirigeant du groupe panafricain Ecobank ?

Les meilleurs moments pour moi sont ceux où des personnes sont parvenues à faire aboutir leur projet alors qu'elles n'en auraient pas eu l'opportunité sans Ecobank. Me viennent à l'esprit de nombreux exemples du monde des petites et moyennes entreprises qui, avec notre appui, ont pu accomplir un projet, réaliser un objectif, se développer...

Mais mon meilleur souvenir vient du Ghana, à Accra, lorsque nous avons lancé notre application mobile. Une commerçante qui vendait des bananes sous un arbre a pu réaliser sa transaction sans échange de monnaie pour la première fois. Cette femme est entrée dans le XXIe siècle, en une transaction, grâce à notre produit. C'est un bel exemple d'inclusion financière.

> « **Les citoyens qui ne paient pas leurs dettes limitent le potentiel de développement de l'économie et la politique du gouvernement.** »

À l'inverse, une mauvaise expérience ?

Vous savez, en tant qu'Africains, notre détermination doit rester inflexible, car il y a toujours des défis sur le continent appelé Afrique. Si vous vous attardez trop sur les défis à relever, alors vous perdez l'opportunité de jouir des petits moments de l'existence. Le verre à moitié vide ou à moitié plein est une question de perspective.

Quel est le principal défi que le secteur bancaire doit relever rapidement ?

Le plus urgent est la question de l'inclusion. C'est-à-dire être capable d'effectuer des paiements, d'avoir accès au financement... Pas seulement pour les PME, mais aussi pour les particuliers et les ménages, qui doivent pouvoir accéder à des prêts hypothécaires, aux cartes de crédit et à tous les instruments de la société moderne.

Nous devons y travailler avec la société civile, avec les États, notamment pour faire évoluer les mentalités sur le crédit. Nous devons nous assurer que nous formons notre personnel à l'idée que les personnes qui ne paient pas leurs dettes sont un fardeau pour toute la société, rendant difficile la transformation de la vie des habitants de cette dernière.

Que voulez-vous dire ?

Il est important que les gouvernements prennent conscience que, lorsque les citoyens ne paient pas leurs dettes, cela limite le potentiel de développement de l'économie. Par ricochet, la capacité de celle-ci à créer des emplois est amoindrie, et, lorsque les emplois manquent et que les impôts ne sont pas payés, cela restreint la politique du gouvernement.

Le mot « technologie » revient sans cesse dans les entretiens que nous avons avec les divers cadres des télécoms ou de la banque qui ont quitté leur poste récemment. Quelle est, selon vous, la compétence primordiale que devra avoir la personne qui vous succédera ?

Pour être totalement clair : un plan de succession se met en place à Ecobank. Il est entre les mains du conseil d'administration, qui prendra la bonne décision le moment venu, d'ici à la fin de l'année.

Mais pour vous répondre, je pense que trois qualités sont attendues : avoir du leadership, être passionné et posséder une bonne compréhension des évolutions technologiques. Il est toujours facile de trouver des compétences, mais le groupe a besoin d'un leader, avec un objectif et une capacité à encourager ses équipes à aller de l'avant. Une personne qui prétend occuper de telles responsabilités doit comprendre qu'elle est un élément de passage dans une organisation. Une pièce dans un jeu infini dont le rôle est de préparer la suite.

Et pour vous, comment la suite s'écrira-t-elle, à compter de 2023 ?

Être avec ma famille, mes enfants et revenir à ma « première loi », qui est d'apprendre et d'impacter la connaissance. Cela inclut le mentorat pour de futurs entrepreneurs, retourner à l'université pour m'instruire mais aussi pour transmettre. Une chose est certaine, en revanche : je ne ferai jamais de politique ! ●

ALLEZ À LA CONQUÊTE DU MONDE DU TRAVAIL
#CRÉATEURSDAVENIR
VOODOO

REJOIGNEZ-NOUS ET PARTICIPEZ À LA TRANSFORMATION DE LA RÉGION.
DEVENEZ CRÉATEURS D'AVENIR À LA BOAD.
CARRIERES.BOAD.ORG


BNP PARIBAS

Bal des prétendants à Abidjan et à Dakar

Les poids lourds de la finance ouest-africaine sont sur les rangs pour reprendre les filiales ivoirienne et sénégalaise du groupe français, qui se retire encore un peu plus du continent, misant sur l'Europe et l'Asie.

AURÉLIE M'BIDA ET BAUDELAIRE MIEU

« En Afrique, nous avons adopté une stratégie ciblée et nous continuons à nous renforcer là où les caractéristiques du marché correspondent bien à nos forces et aux conditions souhaitées en matière de développement et de maîtrise des risques », expliquait-on au siège de BNP Paribas, en France, à la fin de mars. Officiellement, le premier groupe bancaire français en termes d'actifs, qui a réalisé un bénéfice net de plus de 9,5 milliards d'euros en 2021 et compte encore sept implantations en Afrique (Afrique du Sud, Algérie, Côte d'Ivoire, Namibie, Maroc, Sénégal et Botswana), voit toujours le continent comme une composante de son « dispositif international ». Mais les faits et la dynamique de cessions entamée depuis trois ans disent le contraire. Comme le révélait *Africa Business+* à la fin de février, BNP Paribas a engagé une opération de cession de sa filiale détenue à 54,11 % dans le Pays de la teranga : la banque française est sur le point de vendre ses parts dans sa filiale Banque internationale pour le commerce et l'industrie du Sénégal (Bicis) à un repreneur pour le moment non identifié. →



Les bureaux de la Bicis, à Dakar, au Sénégal, en 2013.

PHOTONONSTOP VIA AFP

COMMUNIQUÉ

MISSION ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE BELGE EN RDC

Rawbank, sponsor engagé pour l'accélération de la croissance économique

Mars 2022 | RAWBANK



Du 19 au 25 mars, la République Démocratique du Congo a accueilli la délégation de la mission économique belge à Kinshasa. Plus de 120 entrepreneurs ont été invités à découvrir les opportunités d'investissement du pays et à échanger avec l'écosystème de décideurs politiques et d'affaires local.

Tout au long de la semaine, Rawbank s'est mobilisée pour contribuer à l'objectif des 90 entreprises belges en visite à Kinshasa, afin qu'elles puissent saisir pleinement les spécificités du potentiel d'affaires qu'offre la RDC.

Cette visite est l'initiative de l'Ambassade Belge et la Conseillère économique et commerciale des régions bruxelloise, flamande et Wallonne. Lors de sa première visite officielle à Bruxelles, le Président de la République, Félix Antoine Tshisekedi avait soutenu ce projet, qui va dans le sens d'un renforcement de la coopération entre la RDC et la Belgique.

M. Rudi Vervoort, Ministre-Président en charge du Développement territorial, de la Rénovation urbaine, du Tourisme et la Promotion de l'image de Bruxelles conduisait la délégation qui a été accueillie par le Gouverneur de la ville de Kinshasa, Gentiny Ngobila.



Lundi 21 mars, le Premier MinistreJean-MichelSama Lukonde, a lancé officiellement les travaux. En sa qualité de sponsor de la Semaine économique et commerciale belge en RDC, Rawbank a participé activement aux échanges.



Le Directeur commercial, Etienne Mabunda, est notamment intervenu lundi lors d'un panel de haut-niveau axé sur la problématique de financement des projets en RDC. Pendant son intervention, il a détaillé à un public d'investisseurs les atouts stratégiques du pays et présenté les actions menées par Rawbank pour contribuer à l'amélioration du cadre d'investissement national.

Dans un second temps, Rawbank a reçu mercredi 23 mars au sein de son siège social Atrium les entrepreneurs belges pour un échange B2B avec sa clientèle afin de favoriser les synergies commerciales.



Des discussions prometteuses se sont tenues entre des acteurs économiques de différents secteurs tels que l'énergie ou le transport. Les invités de la mission économique et commerciale Belge et la clientèle de la Banque ont, tour à tour, adressé des remerciements à l'institution bancaire pour avoir permis d'initier des discussions prometteuses.

Cette médiation demeure l'un des piliers adoptés par Rawbank qui vise à innover et adopter une approche avant-gardiste des projets pour des fins utiles et profitables à la RDC.

(+243) 99 60 16 300 · Rawbank · Rawbank Sa · Rawbank

contact@rawbank.cd - www.rawbank.com

RAWBANK is my bank.

→ Quatre semaines plus tard, les rumeurs d'une opération similaire, en Côte d'Ivoire cette fois, ont poussé le colosse tricolore à préciser ses intentions et à confirmer sa volonté de revendre ses parts dans la Banque internationale pour le commerce et l'industrie de la Côte d'Ivoire (Bicici).

« Le groupe BNP Paribas a porté à la connaissance du conseil avoir reçu des manifestations d'intérêt de groupes bancaires internationaux qui pourraient conduire à une évolution de sa participation au capital de la Bicici », indique une communication du conseil d'administration de la filiale ivoirienne, datée du 1er avril.

En coulisses, deux visages bien connus du paysage financier en Afrique de l'Ouest s'apprêtent à s'affronter pour mettre la main sur les deux derniers actifs de la banque française dans la région.

Pathé Dione, fondateur du groupe d'assurances Sunu, étudie à la fois les dossiers sénégalais et ivoirien, selon nos confrères d'*Africa Business+*, lui qui contrôle déjà 19 % du capital de la Bicici. Fondé à la fin des années 1990, Sunu Group s'est considérablement développé, avec une présence dans quinze pays d'Afrique subsaharienne.

Au premier semestre de 2021, il mettait la main sur une septième filiale africaine de l'allemand Allianz, en République du Congo, deux ans après avoir conclu le rachat de six d'entre elles. Un regain d'appétit pour le groupe, qui avait, en 2018, réalisé sa première incursion dans la banque avec la prise de contrôle de Banque populaire pour l'épargne et le crédit (BPEC) du Togo – rebaptisée depuis Sunu Bank Togo.

Trouble-fête

L'autre figure panafricaine n'est autre que Bernard Koné Dossongui, à la tête d'Atlantic Financial Group. Toujours selon la même source, le septuagénaire, qui a signé un retour surprise dans la banque à la mi-2020, compte positionner son enseigne Banque Atlantique pour reprendre la Bicici.

Mais la puissante Banque nationale d'investissement (BNI) pourrait bien jouer le rôle de trouble-fête, en se positionnant également pour la reprise de cet actif. Au début d'avril, la première banque publique de Côte d'Ivoire était à la recherche d'un conseiller pour remettre une offre de rachat de la filiale qui a dégagé un PNB de 70 millions d'euros en 2021, après l'avoir maintenu à près de 68 millions en 2020, au plus fort de la crise sanitaire.

Le raisonnement de BNP s'est fait de manière empirique. Selon nos informations, la banque aurait décidé de se désengager après la décision de l'État sénégalais de réduire ses parts dans l'actionnariat : à la fin de décembre 2020, l'État détenait près de 25 % du capital de la Bicis contre 42 % lors de sa privatisation partielle en 1991.

À noter que le projet de cession de la filiale sénégalaise, discuté à l'occasion d'un comité exécutif exceptionnel à la fin de février, s'inscrit par ailleurs dans la stratégie de recentrage du groupe.

Deux figures bien connues de la finance s'apprêtent à en découdre : Pathé Dione et Bernard Koné Dossongui.

Sixième banque du Sénégal en total au bilan, la Bicis a enregistré un produit net bancaire (PNB) de 52 millions d'euros l'année dernière, soit 3,5 fois moindre que celui de la première filiale africaine du groupe (l'Afrique du Sud). La Bicis reste la moins performante des deux dernières filiales ouest-africaines de BNP puisque la Bicici a réalisé 70 millions d'euros de PNB en 2021.

« Les indices du recentrage de l'activité du groupe se multiplient ces derniers mois », confie à JA un cadre africain de la banque qui souhaite conserver l'anonymat. « Cela ne concerne pas uniquement l'Afrique, alors que le groupe souhaite se concentrer sur l'Europe et l'Asie », poursuit-il, rappelant la ligne directrice du plan stratégique 2020-2025 de la banque française. À la fin de décembre, BNP Paribas a en effet cédé sa banque américaine Bank of the West pour plus de 16 milliards de dollars et signé par là même son retrait du marché américain de la banque de détail après plus de quarante années de présence.

Sur le continent, BNP Paribas vient de céder au groupe Vista Bank, du Burkinabè Simon Tiemtoré, ses filiales burkinabè (Biciab) et guinéenne (Bicigui) en juillet dernier. Il y a un an, le groupe bancaire avait revendu ses participations au Gabon, au Mali et dans les Comores à son partenaire ivoirien Atlantic Financial Group de Koné Dossongui.

En Tunisie, plus de deux ans ont été nécessaires pour finaliser la cession, entamée en 2019, de la majorité de contrôle de sa filiale Union bancaire pour le commerce et l'industrie (UBCI) au tunisien Carte.

Maintien au Maghreb

Aujourd'hui, pour la banque de détail (les implantations en Afrique australe étant réservées à l'activité de *personal finance*), les forces de BNP ne sont donc plus concentrées qu'en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest – pour le Sénégal et la Côte d'Ivoire.

Mais la cure d'amincissement du portefeuille se précise. « BNP Paribas souhaite rappeler que son implantation en Afrique fait partie de son dispositif international et qu'il continue à accompagner ses clients à travers ses banques de détail au Maroc et en Algérie, et, plus largement, la grande clientèle corporate et institutionnelle sur le continent », souligne auprès de JA le holding bancaire français.

« Même si la Côte d'Ivoire et le Sénégal sont rattachés à la région Europe Méditerranée de BNP [tout comme le Maroc et l'Algérie], la banque est plus proche des établissements d'Afrique du Nord, et les investissements réalisés dans ces filiales le prouvent, notamment dans le domaine technologique », enchaîne un cadre. De fait, en 2021, le Maroc pèse le plus lourd dans la balance, avec un PNB de 278 millions d'euros, soit un résultat quatre fois supérieur à celui de la première filiale en Afrique de l'Ouest.

Le plan stratégique de BNP Paribas arrivant à échéance en 2025, il reste du temps pour voir venir. ●

YUP

Autopsie de l'échec de Société Générale dans le mobile money

Le groupe français a mis un terme à sa solution de paiement par téléphone au début de mars. Une activité structurellement déficitaire, du fait, notamment, de la guerre des prix pratiquée par des concurrents plus agiles.

BAUDELAIRE MIEU (À ABIDJAN) ET OMER MBADI (À YAOUNDÉ)



Une centaine d'employés répartis sur sept marchés travaillaient pour le service Yup.

SGCAMEROUN

L'information avait fuité au début du mois de mars. D'abord sur les sites d'information sénégalais et camerounais, puis elle s'est vite répandue, laissant les clients désabusés et les observateurs du petit milieu de la finance ouest-africaine pantois. Société Générale met un terme à l'aventure de Yup, sa solution de paiement mobile lancée cinq ans auparavant en partenariat avec l'éditeur de logiciels bancaires TagPay. La fin d'un rêve pour une centaine d'employés répartis dans les sept pays (Cameroun, Sénégal, Côte d'Ivoire, Ghana, Burkina Faso, Guinée et Madagascar) où la solution opérait.

Pourtant, le groupe bancaire se prévalait de plus de 2 millions de clients en 2020, soit le double de →

→ son objectif initial à cet horizon. En Côte d'Ivoire et au Cameroun, ses deux principaux marchés, la solution a particulièrement pris. La Côte d'Ivoire totalisait déjà plus de 3 500 points de vente deux ans après son lancement, en 2019. Un chiffre qui a doublé à la fin de l'année 2021. Quant au Cameroun, ce sont pas moins de 5 000 distributeurs de Yup qui ont fini par voir le jour, quand l'objectif initial pour l'ensemble des huit marchés de la société s'élevait, lui, à 8 000 points de vente.

Mais derrière ces chiffres, la réalité est tout autre. Déjà, le portefeuille de clients actifs ne comportait que 1 million de comptes. Ensuite, en matière de rentabilité, si Société Générale ciblait un seuil de profitabilité « important » pour justifier les 20 millions d'euros investis par le holding français pour développer ce service, il n'a jamais été atteint.

« Il aurait fallu atteindre une taille critique de plus de 5 millions de clients pour cela », avance un cadre du groupe qui préfère conserver l'anonymat. « Le déficit était significatif et structurel, c'est ce qui nous a amenés à prendre cette décision », confirme de son côté Philippe Amestoy, le directeur délégué des réseaux bancaires internationaux, région Afrique, bassin méditerranéen et outre-mer du groupe, sans donner de chiffres.



TWITTER

Ce projet d'innovation bancaire avait été lancé sur le continent en 2019.

« L'arrivée de nouveaux concurrents a provoqué une très forte baisse des prix que nous ne pouvions pas anticiper. »

Ce dernier se veut lucide sur les raisons de cet échec. « Deux constats se sont imposés à nous : nous ne voulions pas transiger avec nos standards de conformité. En outre, l'arrivée de nouveaux concurrents a provoqué une très forte baisse des prix que nous ne pouvions pas anticiper », soutient-il. En effet, s'agissant du premier constat, Société Générale avait décidé de faire de Yup une filiale à part entière qui fonctionnait comme une société d'émission et de distribution de monnaie électronique. À ce titre, elle était soumise à la réglementation applicable aux banques, et notamment la fameuse KYC (Know Your Customer).

La « déferlante Wave »

La procédure qui permet à une banque d'identifier un client est en réalité assez exigeante : contrôle des données au regard des lois antiblanchiment et anticorruption, établissement d'un profil de risque de crédit… Là où les concurrents de Yup, comme Orange Money – le service de transfert d'argent et de paiement mobile du groupe de télécoms Orange –, sont considérés comme de simples opérateurs. Donc non soumis aux réglementations bancaires.

Et d'ailleurs, l'argument principal pour l'institution financière française, qui a enregistré un résultat net en forte progression en 2021, à 5,6 milliards d'euros, et qui est établie dans 19 pays en Afrique, reste la concurrence. Entendre la « déferlante Wave », qui s'est imposée en 2020 sur le continent. Wave, la start-up américano-sénégalaise spécialisée dans les transactions à bas coût, qui a cassé les prix au point de mettre également à mal Orange. Les efforts faits par le groupe français tant sur les prix que sur les volumes n'ont visiblement pas suffi pour stopper l'hémorragie.

Société Générale n'entend, malgré tout, pas totalement déserter ce créneau. Et ce en dépit de l'échec de Yup, qui survient après celui, il y a deux ans, de Manko, son concept bancaire destiné à atteindre le secteur informel africain. « Le besoin existe toujours. Nous réfléchirons à la manière de proposer la distribution de ce type de service, pas forcément sous la forme de produits maison, mais plutôt dans le cadre de notre stratégie d'*open-banking* », souligne Philippe Amestoy. ●

CANAL+
BUSINESS



CANAL+ INTERNATIONAL S.A.S AU CAPITAL DE 3 912 064 € 592 033 401 RCS NANTERRE

DONNEZ UN +
A VOTRE ETABLISSEMENT
AVEC NOTRE OFFRE RESERVEE
AUX PROFESSIONNELS

CANALPLUSBUSINESS-AFRIQUE.COM

Focus
Voyages d'affaires





Maquette des chambres du Radisson Resort Saly, au Sénégal.

RADISSON HOTELS

HÔTELLERIE

Les « Big Four » plus puissants que jamais

La crise aidant, Accor, Marriott, Radisson et Hilton représentent désormais les deux tiers des chambres d'hôtel qui doivent ouvrir sur le continent.


RADISSON HOTELS

NELLY FUALDES ET LOZA SELESHIE

Circulez, il n'y a rien à voir ? Malgré deux années de pandémie qui ont vu chuter la fréquentation hôtelière, les annonces d'ouverture d'établissement vont bon train sur le continent.

Rien qu'au cours du premier trimestre 2022, Hilton a signé quatre nouveaux projets d'établissement (un à N'Djamena, un à Kinshasa et deux à Douala) et a inauguré en mars le Hilton Garden Inn de Casablanca Sud. De son côté, Radisson a ouvert trois unités à Madagascar et s'apprête à en ouvrir une autre à Accra, deux en Tunisie, une en Zambie…

Tout juste Reda Faceh, vice-président d'Accor chargé du développement, concède-t-il « quelques problèmes logistiques d'approvisionnement qui ont pu légèrement décaler l'agenda des nouvelles ouvertures ». Mais le géant mondial totalise tout de même six nouveaux établissements inaugurés en 2021, soit 1013 chambres supplémentaires sur le continent, hors Égypte.

Une bonne santé qui va jusqu'à surprendre les spécialistes du secteur eux-mêmes. Ainsi Trevor Ward, directeur général du cabinet nigérian W Hospitality Group, fait-il part dans la préface de son rapport « Hotel Chain Developement Pipelines in Africa 2021 », de son « étonnement » devant le relativement faible impact de la pandémie sur les projets des chaînes hôtelières en Afrique.

Au contraire : la situation semble avoir profité aux géants du secteur. Accor, Marriott, Hilton et Radisson comptabilisent à eux seuls les deux tiers des chambres qui ouvriront sur le continent, soit 54773 chambres sur un total de 81999, selon les données de W Hospitality Group.

« Dans les sollicitations que nous avons reçues pour des nouveaux projets, nous n'avons pas vu de ralentissement sur les derniers mois, plutôt même une accélération », explique ainsi Andrew MacLachlan, directeur exécutif de Hilton chargé du développement en Afrique subsaharienne.

Les grandes enseignes assurent avoir profité de la parenthèse Covid pour assainir leur tunnel de projets.

Ces nouveaux contrats répondent au constat qu'« il y a encore beaucoup de villes africaines avec une carence d'hôtels de qualité par rapport à la demande », selon Reda Faceh. Mais Andrew MacLachlan évoque aussi un virage stratégique des

investisseurs dans le domaine hôtelier : « Une partie de ceux qui voulaient développer des hôtels pour leur propre compte ont changé d'avis en constatant la puissance commerciale des marques internationales et la vitesse à laquelle elles peuvent s'adapter et se relancer. Ils jugent alors préférable de s'y associer », analyse-t-il.

Essor du virtuel

Le développement des grandes marques de l'hôtellerie internationale sur le continent ne dépend pas seulement de ces enseignes, qui ne possèdent elles-mêmes aucun établissement. Les acteurs locaux sont incontournables, qu'il s'agisse de groupes diversifiés, d'institutions ou encore d'investisseurs particuliers. Souvent, ce sont de nouveaux propriétaires, même si l'objectif des grandes chaînes est, dans la mesure du possible, de les fidéliser pour mener avec eux un deuxième, voire un troisième projet sur un marché donné.

« Ces investisseurs souhaitent être présents sur un secteur qu'ils ont identifié comme rentable, mais sans être impliqués dans la gestion quotidienne d'une activité qui n'est pas leur cœur de métier », rappelle Andrew MacLachlan en précisant que le portefeuille africain de Hilton est composé à 80 % d'hôtels sous contrat de gestion et à 20 % d'établissements franchisés, mais d'aucun établissement en propriété. Ce qui est également le cas d'Accor, de Marriott et de Radisson.

« On ne pourrait pas atteindre la croissance soutenue que nous enregistrons si nous investissions en propre dans nos hôtels. En l'état, notre modèle de développement ne nécessite aucun capital. En revanche, nous investissons dans nos ressources, dans nos outils, dans nos équipes et dans nos marques », détaille Ramsay Rankoussi, vice-président de Radisson chargé du développement Afrique et Turquie.

Un constat que fait également Mossadeck Bally, fondateur du groupe ouest-africain Azalaï. Propriétaire à ce jour de l'intégralité de son portefeuille hôtelier, il songe lui aussi à passer à un modèle *asset-light* afin d'accélérer son développement. « Nous en sommes à une phase de démarchage de propriétaires d'hôtels et de potentiels investisseurs », précise l'homme d'affaires malien, qui ouvrira à la fin de l'année son futur établissement dakarois et fait avancer ses projets à Niamey, Conakry et Douala.

Les investisseurs africains sont plus habitués qu'ailleurs à intégrer des aléas dans leur *business plan*.

Le fait que les investisseurs africains sont peut-être « plus habitués qu'ailleurs à prendre en compte des aléas dans leur *business plan* » contribue à préserver le développement des « Big Four » sur le continent. Ce facteur peut expliquer que la pandémie ne les ait pas découragés outre mesure, souligne Reda Faceh. Ni la longue fermeture des frontières marocaines ni la série de coups d'État en Afrique de l'Ouest ne semblent avoir freiné les ambitions des acteurs que nous avons interrogés.

En revanche, les groupes hôteliers doivent s'adapter aux nouveaux usages professionnels. S'ils ne se disent pas inquiets quant à l'avenir du secteur événementiel sur le long terme, ils ont pris acte de l'essor du virtuel. Aussi ont-ils développé leurs plateformes d'événements hybrides (présentiel/virtuel) : Connect with Confidence pour Marriott International, Hybrid Solutions pour Radisson ou encore AllConnect pour Accor.

Il leur a fallu absorber les conséquences du télétravail sur une clientèle d'affaires qui souhaite de plus en plus associer le travail à un temps de loisir, d'où l'émergence de termes comme *workation* (travail et vacances) et *bleisure* (affaires et loisirs). « Cela signifie généralement que la plupart des voyageurs resteront beaucoup plus longtemps dans le pays hôte », estime ainsi Oz Desai, directeur général de Corporate Traveller South Africa.

Développement du *living*

De quoi confirmer le virage vers les appart'hôtels et les offres « long séjour » amorcé ces dernières années. Après l'appart'hôtel Adagio ouvert en 2019 à Casablanca, Accor se prépare à ouvrir à la fin de 2023 un combo Novotel Adagio sur le boulevard VGE à Abidjan et a signé pour un futur Novotel Living à Conakry.

« Avant la pandémie, nous avions déjà pris la décision stratégique de développer en *living* chacune de nos enseignes, pour répondre à une vraie demande du marché », explique Reda Faceh, précisant que la crise a seulement fait émerger la demande de « plus d'espace ».

Mais si les projets sont bien au rendez-vous, « il y a un écart considérable entre un tunnel de projets qui compte chaque année plusieurs centaines de signatures et les quelques dizaines d'ouvertures réelles d'établissements en Afrique », met en garde Trevor Ward.

« Même si les choses se matérialisent, elles prennent beaucoup plus de temps en Afrique qu'ailleurs »,

	Hôtels ouverts	Chambres	Hôtels en développement	Chambres
Accor	150	25 000	60	11 032
Marriott	132	24 550	94	18 183
Hilton	44	11 715	62	12 051
Radisson	57	11 200	46	6 300
Total chaînes internationales	478	93 217	447	81 999

SOURCES : HOTEL CHAIN DEVELOPEMENT PIPELINES IN AFRICA 2021, ACCOR, HILTON, RADISSON

concède Ramsay Rankoussi, qui évoque des difficultés d'accès au financement pour les investisseurs, d'approvisionnement en matières premières, d'administration ou de logistique. « Un même projet peut mettre quatre à cinq ans en Afrique là où il prendrait deux à trois ans en Europe. »

Les grandes enseignes assurent avoir profité de la parenthèse Covid pour assainir leur pipeline de projets. Elles assurent un accompagnement pas à pas des investisseurs, « qui sont pris beaucoup plus au sérieux par les potentiels prêteurs s'ils ont signé avec une grande marque internationale », souligne Andrew MacLachlan.

Accor va plus loin en mettant à la disposition de ses partenaires la puissance d'investissement du Kasada Hospitality Fund LP, mis sur pied avec Katara Hospitality pour faciliter le financement du secteur. Un premier fonds de 500 millions de dollars avait été ouvert en avril 2019.

À une moindre échelle, l'Africa Growth Initiative Fund de Hilton, doté de 50 millions de dollars, a également été mis à disposition en 2017 pour accélérer la conversion d'hôtels sous les marques du groupe. ●

Tourisme : une reprise à plusieurs vitesses

Réouverture des frontières, allégement des protocoles sanitaires : en Afrique, l'hôtellerie respire enfin.

Avec un taux d'occupation de 51,5 % en 2021, contre à peine 15,7 % en 2020, les marques du groupe Marriott implantées dans la zone Afrique-Moyen-Orient relèvent la tête. Le début de l'année 2022 semble confirmer ce rebond : selon l'Organisation mondiale du tourisme, le continent a enregistré en janvier 2022 une hausse de 51 % des arrivées internationales par rapport à l'année précédente. Un bon signe, même si l'on est encore loin des niveaux d'avant la crise (– 69 % par rapport à janvier 2019).

« Les gens ont tellement souffert du manque de liberté et de voyages que les destinations du bassin méditerranéen, comme Hammamet et Agadir, marchent très bien », assure ainsi Reda Faceh, vice-président Afrique du Nord et Afrique de l'Ouest d'Accor.

Quant au tourisme d'affaires, si son horizon s'éclaircit avec la reprise des conventions, des congrès et autres conférences internationales, il est un peu plus lent à repartir. Ainsi, à Hammamet, Sami Riahi, directeur des ventes et du marketing au Radisson Blu Resort & Thalasso, s'attend à une reprise de la clientèle d'affaires internationale surtout à partir de septembre.

Tout comme la reprise n'est pas uniforme, la crise n'a pas affecté toute l'hôtellerie africaine de la même façon. Au Maroc, où les frontières ont été longuement fermées à deux reprises pour freiner la pandémie, le secteur n'a pas sombré.

« Casablanca, qui est une ville d'affaires, a beaucoup souffert. Mais Marrakech et les villes balnéaires du Nord ont enregistré des taux de remplissage tout à fait satisfaisants », explique Ramsay Rankoussi, vice-président de Radisson chargé du développement Afrique et Turquie. « Comme le Maroc était fermé sur lui-même, les étrangers ne pouvaient certes pas rentrer, mais les Marocains ne pouvaient pas sortir non plus ! Il y a donc eu une énorme demande domestique sur les destinations comme Agadir, Al Hoceima ou Taghazout », poursuit-il.

Même chose en Afrique de l'Ouest, où la clientèle d'affaires est largement dominante. La région « a pu garder une dynamique intrarégionale car les frontières étaient ouvertes », indique Ramsay Rankoussi. Wayne Troughton, PDG du cabinet HTI Consulting, place ainsi Abidjan, Accra et Lagos en tête des marchés les plus résilients.

En janvier 2022, le continent a enregistré une hausse de 51 % des arrivées par rapport à 2021.

D'autres destinations de pur loisir, comme les Seychelles ou Zanzibar, ont enregistré des performances record en 2020-2021. En revanche, en Afrique australe et en Afrique de l'Est, les pays comme le Kenya, le Rwanda et l'Afrique du Sud, qui avaient parié sur le tourisme d'affaires international, ont été très lourdement affectés par l'annulation des événements, indique l'analyste, qui ne prévoit pas de reprise complète avant 2024.

Un constat qui a provoqué une adaptation stratégique chez Radisson : « Sur le continent africain, nous étions fortement positionnés sur des hôtels de congrès ou d'affaires, situés dans les principaux centres urbains. Or la crise a démontré qu'il existait d'autres marchés complémentaires. Désormais, nous nous positionnons également sur des offres de loisir », détaille Ramsay Rankoussi, selon qui sept des onze nouveaux établissements signés par le groupe en 2021 au Maroc sont des hôtels balnéaires, « ce qui change radicalement le positionnement de Radisson sur le marché local ». ●

N.F. et L.S.

INTERVIEW

Florent Sériès

« L'engouement pour l'aviation d'affaires n'est pas retombé »

Dopée par l'effondrement de l'offre commerciale et la fermeture des frontières, la demande de location de jets privés a explosé sur le continent, comme l'explique le directeur général de la société suisse Tag Aviation.


FREDERIC ALBERT

NELLY FUALDES

Pendant la crise du Covid, l'arrêt de la quasi-totalité des vols commerciaux internationaux a eu pour conséquence une hausse soudaine de la demande de jets privés. C'est le cas de la société suisse Tag Aviation, dont le directeur général, Florent Sériès, évalue à 10 % la part de l'Afrique dans l'activité. Rencontre.

Jeune Afrique : L'engouement pour l'aviation d'affaires constaté lors de la crise liée au Covid-19 est-il retombé maintenant que les compagnies commerciales tendent à reprendre leurs activités normales ?

Florent Sériès : Pas vraiment. Le gros pic de l'été 2020 était en partie retombé avec la deuxième vague. Mais la demande est revenue au printemps 2021 et n'est pas redescendue depuis. Nous assistons en outre, depuis la fin de l'année 2021, au retour des vols professionnels, qui reprennent la tête du marché. Nous sommes dans une phase très active.

Quels sont les contraintes particulières et les atouts liés à l'aviation privée sur le continent ?

L'aviation d'affaires vous permet d'aller au plus près de votre lieu de rendez-vous, qui n'est pas forcément dans la capitale, en se posant dans des aéroports plus petits. Malheureusement, en Afrique, l'état des infrastructures, par exemple en matière de sécurité incendie, limite parfois l'accès aux aéroports. Il peut aussi être difficile d'obtenir les permissions, le processus administratif peut être un peu long.

Qui sont vos clients pour les vols vers l'Afrique ou intra-africains ?

Il s'agit d'entreprises, à 90 %. Des clients essentiellement établis en Europe qui veulent organiser des tournées et visiter leurs sites de production. L'aviation d'affaires leur permet de se rendre dans quatre ou cinq pays au cours d'une semaine. Nous avons aussi quelques vols touristiques et des vols diplomatiques.

Quelles sont les destinations les plus demandées ?

On se déplace beaucoup à Abidjan, Kinshasa, Abuja, Luanda et Lagos pour les affaires, et à Marrakech en tant que « destination plaisir ».

Quel est le coût d'un vol au départ de Paris ?

Un Kinshasa-Paris avec un *heavy jet*, qui nécessite une escale pour remplir le réservoir de carburant, coûte entre 60 000 et 80 000 euros. Avec un *ultra long range jet*, qui effectue un vol direct, la facture oscillera entre 100 000 et 120 000 euros.

Pour un trajet entre Paris et Casablanca, ce sera entre 25 000 et 30 000 euros sur un *heavy jet* et entre 40 000 et 50 000 euros sur un plus gros modèle.

La guerre en Ukraine et les hausses de prix des carburants ne risquent-elles pas de freiner cet élan ?

Bien sûr, les hausses brutales auront forcément des conséquences. Le carburant représente presque le quart du prix de l'heure de vol d'un avion.

Le jet privé avait perdu de sa superbe ces dernières années, au fur et à mesure de la prise de conscience des enjeux climatiques. Où en est-on aujourd'hui ?

Ces questions ont été mises momentanément en suspens pendant le Covid, mais la prise de conscience écologique revient en force. C'est un mouvement de fond. Notre industrie reste très consommatrice d'énergies fossiles, mais nous progressons : nouveaux moteurs moins consommateurs de fioul, programmes de compensation carbone proposés aux clients, utilisation de biocarburant…

Toutes ces solutions mises bout à bout auront une incidence significative. ●

CORSAIR
Voyagez en bonne compagnie

ON ADORE VOUS PRENDRE SOUS NOTRE AILE
Avoir une équipe attentionnée, à l'écoute de vos envies et de vos attentes, c'est ça voyager en bonne compagnie.

STRATÉGIE

Première classe, stop ou encore ?

Si Qatar Airways, Turkish Airlines ou Brussels Airlines y ont renoncé au profit d'une business améliorée, d'autres compagnies continuent à proposer des cabines très haut de gamme à quelques happy few.

NELLY FUALDES

Un repas gastronomique concocté par un chef étoilé, une séance de balnéothérapie à l'aéroport… Pour séduire une clientèle très haut de gamme, les compagnies aériennes rivalisent d'attentions. Du moins celles qui proposent encore ce service de niche qui se réduit comme peau de chagrin. « Seules 16 des 208 compagnies aériennes effectuant des vols réguliers vers l'Afrique proposent une cabine de première classe », précise John Grant, analyste en chef du fournisseur de données sur le voyage OAG.

Si certaines compagnies comme Brussels Airlines n'ont jamais proposé ce niveau de service, d'autres, comme Turkish Airlines, y ont renoncé dès le début des années 2000, préférant améliorer la classe business. C'est le modèle adopté par Qatar Airways en 2017 : la Qsuite, classée affaires, propose un niveau de services proche de la première, avec un lit double et un système de panneaux modulables permettant de voyager dans un espace privatif. Une prestation disponible uniquement sur les vols au départ et à destination du Cap et de Johannesburg.

Une poignée de destinations

« La demande de première classe est en baisse, et la qualité des produits de la classe affaires de nombreuses compagnies aériennes augmente, ce qui rend le différentiel avec la première classe marginal », analyse John Grant, qui souligne la « meilleure marge bénéficiaire » de la classe affaires. « Les nombreux sièges de première classe utilisés par le personnel en service ou par des clients surclassés ne génèrent pas de revenus supplémentaires », ajoute-t-il.

L'analyste évoque aussi la croissance rapide des sièges en classe économique premium, notamment chez British Airways et Emirates.

Chez Air France, pourtant, pas question de renoncer à la très sélect « la première », dont le concept a été revu et amélioré en 2014 et qui « n'équipe qu'une sélection de sièges d'une sélection d'avions pour une sélection de destinations ». En l'occurrence, sur le continent, Abidjan et Johannesburg. Compter 8 000 à 11 000 euros pour un Paris-Abidjan, contre un peu plus de 6 600 euros en « business » et 1 651,77 euros en « economy ».

Chez Lufthansa aussi « on croit fortement à ce produit, qu'on va continuer à développer », indique la compagnie. Mais seulement vers l'Afrique du Sud, pour la compagnie allemande comme pour sa filiale Swiss, explique le groupe, qui souligne une « demande très variable selon les lignes ». Quant à Emirates, qui a fait de sa première classe une véritable signature, elle la propose sur la quasi-intégralité de son réseau africain (21 destinations). Contactée, la compagnie assure recevoir « une forte demande ».

Du côté des compagnies africaines, seules cinq d'entre elles proposent des sièges de première classe, dont la principale est Air Algérie. « Mais il s'agit essentiellement d'un produit court-courrier, la compagnie ne dispose pas d'un grand réseau long-courrier », précise John Grant. ●



La Qsuite de Qatar Airways propose un niveau de service proche de celui de celui de la première classe.

QATAR AIRWAYS

République du Mali



Avis d'Appel International d'offres (AAIO) relatif aux travaux d'aménagement du tronçon urbain de la route nationale numéro 27 (Bamako-Koulikoro), à Bamako en République du Mali

Ministère des Transports et des Infrastructures
AAIO N° 0002/T/DGR/2022

1. Cet Avis d'appel d'offres fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés paru dans l'Essor N°19597 du 03.03.2022 et Jeune Afrique le 15.03.2022.

2. Le **Ministère des Transports et des Infrastructures** a sollicité et obtenu de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) des fonds (Réf. 2021033/PR ML 2021 16 00 du 30/07/2021), afin de financer **le projet d'aménagement du tronçon urbain de la route nationale numéro 27 (Bamako-Koulikoro), à Bamako en République du Mali,** et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché des :

- **Travaux d'aménagement du tronçon urbain de la route nationale numéro 27 (Bamako-Koulikoro), à Bamako en République du Mali (Tranche ferme + Tranche conditionnelle).**

Les Travaux seront exécutés à **Bamako en République du Mali** dans un délai de trente-six (36) mois dont **24 mois pour la tranche ferme.** Toute offre proposant un délai de plus de 36 mois sera écartée.

3. Le **Ministère des Transports et des Infrastructures** sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser les travaux suivants : **(i)** l'installation et le repli de chantier ; **(ii)** travaux préparatoires [Nettoyage de l'emprise (130 200 m^2), démolition du réseau d'assainissement (13 283 ml)] ; **(iii)** l'exécution des travaux de terrassements [Déblai mis en dépôt (96 467 m^3), Remblai d'apport (91 994 m^3), Purges (3 400 m^3)] ; la réalisation des travaux de chaussée et de revêtement [Scarification de la chaussée existante (163 800 m^2), Couche de fondation et amorces (33 896 m^3), Stabilisation au ciment de la couche de fondation (4 582,87 Tonnes), Couche de base en grave bitume (32 734 m^3) ; le revêtement en béton bitumineux (13 639,5 m^3) la réalisation des ouvrages de drainage et d'assainissement [Caniveaux (17 594 ml), Dalots (2 500 ml)], la réalisation des ouvrages d'art (3 ponts de 20 ml chacun). L'appel d'offres ne comporte pas de lots, ni de variantes.

La tranche ferme consistera à l'aménagement du :

- Tronçon de l'Avenue Van Vollemhoven (compris entre le Rond-point du Grand Hôtel-Carrefour Enfant de la Palestine sur un linéaire de 670 m) et le ;
- Tronçon entre le Carrefour Monument Enfant de la Palestine et le PK 4+350 au-delà du Carrefour de Banconi, y compris 2 ponts (Pk3+784 et Pk4+150).

La tranche conditionnelle consistera à l'aménagement du :

- Tronçon compris entre le Carrefour de Banconi (Pk4+350) et à Boulkassoumbougou (fin de la section des 2x2 voies) sur un linéaire de 4,4 km y compris un pont (Pk5+250).

La poursuite des travaux de la tranche conditionnelle avec l'entreprise attributaire est conditionnée à la mobilisation du financement auprès de la Banque.

4. La participation à cet appel d'offres ouvert tel que défini dans les Directives pour la passation des marchés de travaux, biens et services (autres que les services de consultants) financés un prêt ou une avance de fonds de la BOAD, est ouverte à tous les candidats éligibles et remplissant les conditions définies dans le présent Dossier d'Appel d'Offres et qui ne sont pas frappés par les dispositions des Directives.

5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès du **Ministère des Transports et des Infrastructures / Monsieur Mamadou SAMAKE, Directeur Général des Routes, Avenue de la Liberté, face Grand Hôtel, BP 1758, Tél. : (+223) 20 22 29 02 / 20 23 60 88, email : samake1@hotmail.fr et sounfsy@gmail.com, Bamako/République du Mali** et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après : Direction des Finances et du Matériel, Ministère des Transports et des Infrastructures, Dar Salam, Avenue de la Liberté, face Grand Hôtel, BP. 78, Tél. : (+223) 20 22 23 81/20 23 14 50, Fax : (+223) 20 23 90 60 Bamako/République du Mali de 7h30 à 16h TU (heure locale), du lundi au jeudi avec une pause entre 12h30 et 13h, et de 7h30 à 17h30 TU (heure locale), le vendredi avec une pause entre 12h30 et 14h30.

6. Les exigences en matière de qualifications sont :

- Avoir réalisé un chiffre d'affaires annuel moyen au cours des trois dernières années (2018, 2019 et 2020) de dix (10) milliards de francs CFA HT ;
- Avoir réalisé en zone urbaine au moins deux (02) marchés de construction et de bitumage avec un revêtement en Béton Bitumineux (BB) d'au moins 5 cm d'épaisseur d'un montant cumulé de 28 milliards F CFA TTC au cours des cinq (05) dernières années (2017 à 2021) dont un marché avec une couche de base en Grave Bitume (GB) ;
- Disposer d'une capacité de financement d'un montant de trois (3) milliards de F CFA.

Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées.

Il n'est pas prévu de préférence communautaire dans le cadre du présent dossier d'appel d'offres.

7. Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet à l'adresse mentionnée ci-après : Direction des Finances et du Matériel, **Ministère des Transports et des Infrastructures,** Dar Salam, Avenue de la Liberté, face Grand Hôtel, BP. 78, Tél. : (+223) 20 22 23 81/20 23 14 50 Fax : (+223) 20 23 90 60 Bamako/République du Mali, à compter de la date de publication du dossier d'appel d'offres contre un paiement non remboursable **d'un montant de deux cent mille (200 000) F CFA**. La méthode de paiement sera chèque de caisse auprès du régisseur de la Direction des Finances et du Matériel. Le document d'Appel d'offres sera immédiatement remis aux candidats intéressés ou adressé à leurs frais par la poste aérienne pour les candidats à l'étranger et par acheminement à domicile localement pour les candidats résidents. L'envoi par voie électronique n'est pas autorisé.

8. Une visite du site sera organisée par l'Autorité contractante à Bamako, **le 24 mai 2022 à 09 heures (heure locale).**
Le lieu de rendez-vous est la cour de la **Direction Générale des Routes (Avenue de la Liberté, face Grand Hôtel).**

Un certificat de visite de site, signé par le Directeur Général des Routes, sera délivré à cet effet aux entreprises ayant visité les sites. Chaque participant prendra en charge les frais liés à la visite du site.

9. Les offres devront être rédigées en langue française et déposées à l'adresse ci-après : Direction des Finances et du Matériel du Ministère des Transports et des Infrastructures, Avenue de la Liberté (face Grand Hôtel) BP 78, Bamako, Tél. : (+223) 20 22 23 81 / 20 23 14 50 ; Fax : (+223) 20 23 90 60, au plus tard **le 14 juin 2022 à 10 h TU (heure locale).** Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées sans être ouvertes, aux frais des soumissionnaires concernés. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires et le cas échéant d'un observateur indépendant, qui désirent participer à l'ouverture des plis, à l'adresse ci-après : **Direction des Finances et du Matériel du Ministère des Transports et des Infrastructures,** Avenue de la Liberté (face Grand Hôtel) BP 78, Bamako, Étage n°1, salle de réunion, Tél. : (+223) 20 22 23 81 / 20 23 14 50 ; Fax : (+223) 20 23 90 60, **le 14 juin 2022 à 10 h30 TU (heure locale)**. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission, **d'un montant de quatre cent soixante (460) millions de F CFA** Les offres devront demeurer valides pendant une durée de cent vingt (120) jours à compter de la date limite de soumission.

Pour le Ministre et par Ordre
Le Secrétaire général,
Mama DJENEPO
Chevalier de l'Ordre National

SOCIÉTÉ

Fatou Diome

« Je combats l'assignation identitaire »

Avec *Marianne face aux faussaires,* un essai incisif, l'écrivaine dénonce à la fois le racisme et les formes radicales d'antiracisme. Mais si sa langue reste acérée, c'est pour mieux libérer la parole et lever les barrières des entre-soi communautaires.

CLARISSE JUOMPAN-YAKAM



À Paris, en 2019.

ASTRID DI CROLLALANZA/EDITIONS ALBIN MICHEL

En 2017, en pleine période électorale, Fatou Diome publiait *Marianne porte plainte!*, un poème en prose qui interroge le concept d'identité nationale, son omniprésence dans le débat politique et les excès de ses défenseurs. Cinq ans plus tard, dans un contexte similaire, l'écrivaine franco-sénégalaise de 54 ans revient avec *Marianne face aux faussaires*, un essai incisif et inquiet sur la défense des valeurs républicaines, dans une France prise en tenailles entre identitaires xénophobes brandissant la menace du « grand remplacement » et militants antiracistes prisonniers d'un passé colonial qui dévoient la lutte qu'ils prétendent mener. Une France qui doit supporter leurs discours amers, tristes et déclinistes.

Dans une langue acérée, l'autrice, entre autres, du *Ventre de l'Atlantique* et de *Celles qui attendent*, qui dit écrire pour réparer son chaos intérieur, s'interdit de regarder sans broncher les loups dépecer la Constitution et la transformer. Forte de sa double identité, elle tente de dessiner une autre France, la vraie, qui véhicule des valeurs humanistes et lui donne envie de se sentir pleinement française et sénégalaise.

Jeune Afrique : Qu'est-ce qui justifie ce nouveau rendez-vous avec Marianne ? Votre coup de gueule de 2017 contre la cristallisation du débat autour de l'identité, l'islamophobie et l'instrumentalisation de la laïcité a-t-il échoué à apaiser le climat politique ?

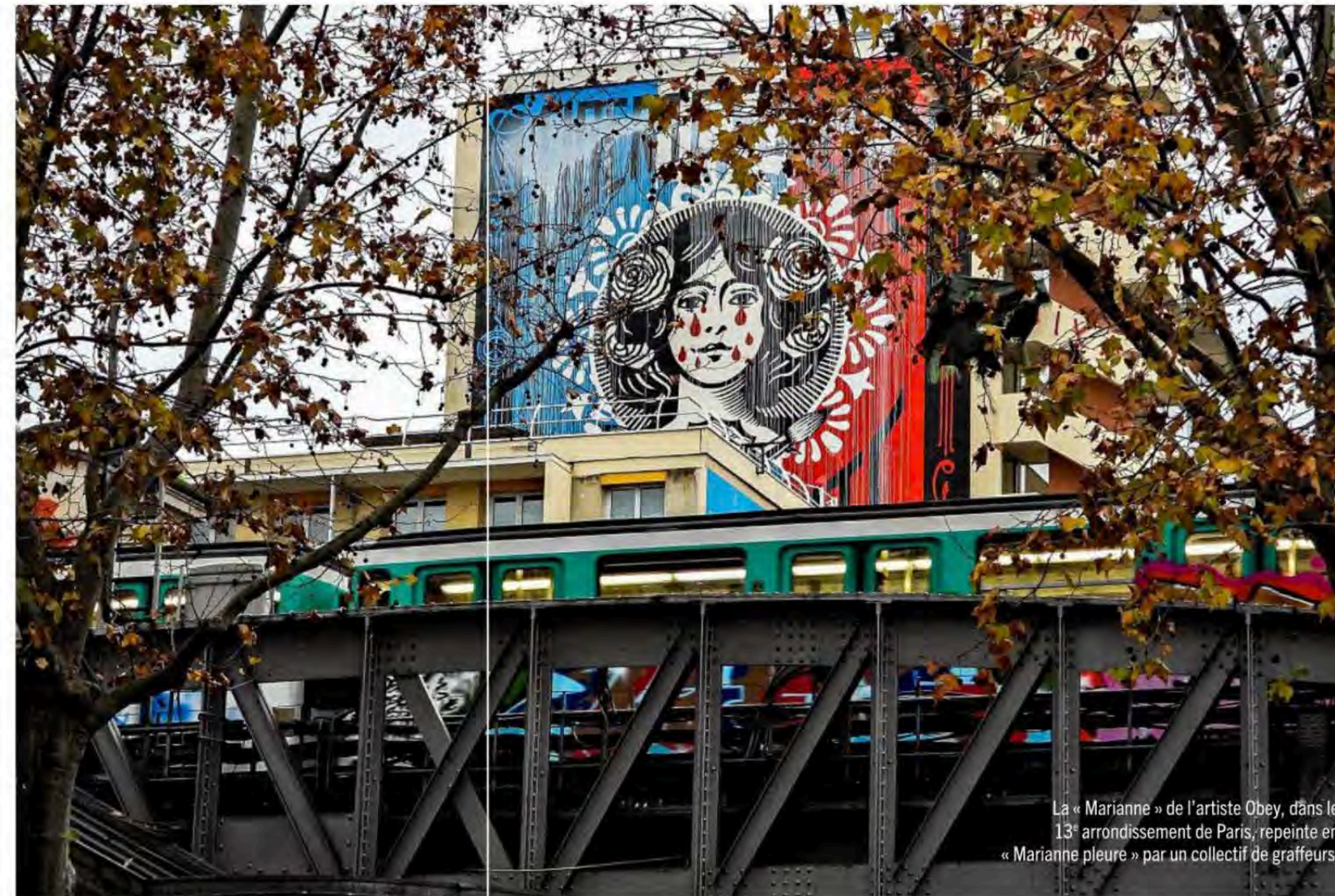
Fatou Diome : Il y a cinq ans, l'extrême droite, déjà fort inquiétante, n'avait encore qu'une branche. Aujourd'hui, elle s'est ramifiée, et sa progression dans les urnes apparaît absolument effrayante. Marine Le Pen s'est « normalisée » aux yeux de nombreux Français, alors même que ses thèses n'ont pas changé. Je pensais naïvement que la période agitée qui avait motivé la rédaction de *Marianne porte plainte!* disparaîtrait. La situation s'est plutôt envenimée, un discours violent et identitaire décomplexé a envahi l'espace médiatique. Je veux marquer ma désapprobation. Comme disait mon grand-père, l'inertie hâte le naufrage, même à terre. Alors, je fais ce que je peux pour tirer la sonnette d'alarme.

Vous dressez le portrait des faussaires qui, selon vous, menacent la cohésion de la République. Qui sont-ils ?

Ils appartiennent à deux camps opposés, mais s'entretiennent et s'alimentent mutuellement. D'un côté, les loups de l'extrême droite qui hurlent fort leur détestation de l'altérité. Ils désignent sans vergogne des boucs émissaires – forcément Noirs ou Arabes – qu'ils tiennent pour responsables de tous les maux, et n'aspirent qu'à les voir chassés hors du territoire. Face à ces loups, les faux bergers. Piètres activistes, ils détournent le militantisme des causes honorables qu'il défend pour l'installer dans l'invective, la haine et l'agressivité, lesquelles sont dirigées non seulement contre les loups, mais aussi contre toutes les personnes qui ne partagent pas leurs points de vue ou leurs méthodes – et qu'ils considèrent comme des traîtres à la cause noire. Ces faux bergers s'accommodent tellement de l'idée d'être des victimes désignées qu'ils ne peuvent plus se départir de leur posture victimaire.

Comment l'obsession identitaire s'est-elle progressivement installée en France ?

Depuis mon arrivée en France, en 1994, le champ sémantique du discours politique n'a cessé d'évoluer. On est passé de la « fracture sociale » de Jacques Chirac, lors de la campagne présidentielle de 1995, à « l'identité nationale » de Nicolas Sarkozy, en 2007 et en 2017, puis au « grand remplacement » en 2022. Au fil des ans, à cause du terrorisme, on a stigmatisé tous les musulmans et évoqué la déchéance de nationalité. Et, parce que quelques Africains ne parvenaient pas à s'intégrer – souvent faute d'emploi ou de logement –, on a dénié aux autres leur nationalité française. Comment voulez-vous que celui à qui on répète à longueur de temps qu'il est un étranger développe un réel sentiment d'appartenance à la nation ?



La « Marianne » de l'artiste Obey, dans le 13e arrondissement de Paris, repeinte en « Marianne pleure » par un collectif de graffeurs.

HOUPLINE-RENARD/SIPA

Dès les premières pages de votre livre, on découvre quelques-unes des lettres anonymes que vous avez reçues après la parution de *Marianne porte plainte !* Ce sont des injonctions au silence…

Avec ces nombreuses lettres, j'aurais pu faire un recueil d'âneries. Les unes intiment à la « guenon » que je suis l'ordre d'arrêter de s'occuper des affaires de la France, les autres la menacent d'un retour au Sénégal les pieds devant. Au début, je m'en débarrassais systématiquement. L'une de mes attachées de presse m'a conseillé de les conserver parce qu'elles pourraient servir un jour en cas d'enquête. Longtemps aussi, je me suis abstenue d'en parler pour ne pas faire de publicité à leurs auteurs – c'est précisément ce qu'ils cherchent – ou leur donner l'impression que je suis terrorisée.

L'êtes-vous ?

Pas du tout. Ça m'est égal de mourir aujourd'hui ou demain. Ne cédant pas à la peur, je peux publier ce que je veux. Écrire, c'est ma manière d'être au monde. Quel sens aurait ma vie si je ne pouvais plus faire état de ce qui me tracasse dans mes livres ? Si je cessais d'être le porte-voix des milliers de personnes qui partagent mes révoltes mais qui, elles, n'ont ni la capacité ni l'opportunité de les exprimer publiquement ? Continuer à écrire malgré les menaces participe d'un devoir citoyen.

Cette injonction à vous taire vient-elle des deux côtés ?

Ceux qui m'accusent d'être « une putain de Daech » et me somment de « retourner bouffer des bananes chez [moi] » sont visiblement des Caucasiens. En revanche, ceux qui me traitent de « vendue » ou de « négresse de service » sont forcément des Africains ou, en tout cas, des Noirs. C'est paradoxal : les mêmes m'applaudissent quand je critique les contrats léonins avec l'Europe. Je deviens alors leur sœur préférée, presque leur nouveau Sankara. Quand je m'insurge contre la polygamie, qui n'est pas adaptée au mode de vie citadin – en appartement, dans la promiscuité –, qui aggrave la pauvreté et favorise les maladies sexuellement transmissibles, on crie à la pensée blanche. Qu'est-ce que cela signifie ? L'intelligence et le bon sens seraient-ils des plantes rares qui ne poussent que chez les Blancs ? Si vous êtes Noir, dès que vous remettez en question une pratique dans votre communauté, vous êtes accusé de valider le discours occidental. On se respecte donc si peu pour s'estimer incapable de mener un raisonnement

> **« Si vous êtes Noir, dès que vous remettez en question une pratique dans votre communauté, vous êtes accusé de valider le discours occidental. »**

scientifique, dialectique, équilibré et progressiste ? C'est une pensée victimaire qui intègre la médiocrité comme faisant partie de nous. C'est ce que je combats : j'ai été élevée pour dépasser les choses qui m'écrasent. Quand je m'exprime ainsi, on m'accuse de ne pas avoir de compassion pour ceux qui échouent.

En avez-vous ?

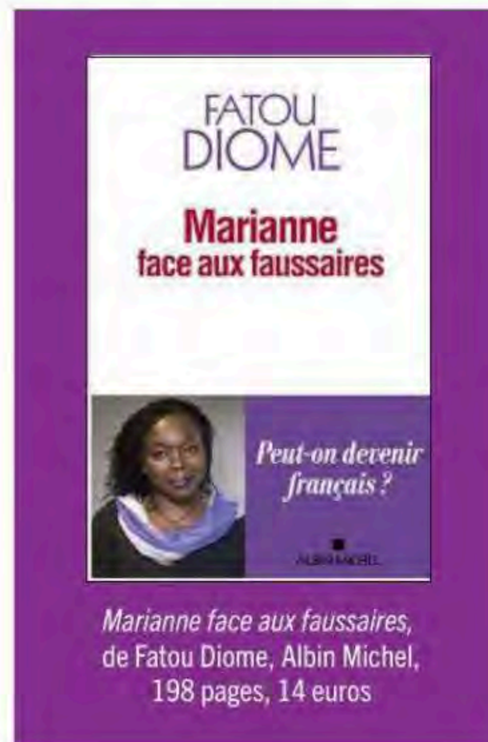
J'ai été femme de ménage pendant sept ans en France. La galère, je sais à quoi elle ressemble. Je sais ce que c'est que d'envoyer 170 CV et de ne recevoir que deux réponses, l'une négative et l'autre proposant deux heures de travail par semaine. Ces déboires ne m'ont pas empêchée de regarder les étoiles et de me dire que j'en voulais une. C'est détruire une jeunesse entière que de lui faire croire qu'à cause de la colonisation et de l'esclavage elle est foutue pour toujours, parce qu'on l'aurait écrasée et appauvrie pour toujours. Il y a des pays européens plus pauvres que les nôtres. On n'hésite pas à y immigrer parce qu'on estime que tout ce qui est hors d'Afrique est toujours bon à prendre. Et on se retrouve dans d'obscurs bleds en train de crever de faim. À un moment donné, il faut dire : « Ouvrez les yeux ! » La pauvreté n'a pas de nationalité et elle ne demande pas de visa. C'est pareil pour la détresse humaine.

Vous revendiquez votre liberté de penser. Est-ce cela qui vous fait dire que votre peau n'est pas une camisole de force?
Nul ne peut m'y enfermer. Serions-nous les seuls, nous, artistes africains, à n'avoir pas la liberté d'écrire sur ce que nous voulons? Cette espèce d'injonction à parler et à se battre pour l'Afrique est assez révoltante. Je ne suis pas un soldat engagé dans une armée. Je fais ce que je veux : ma conscience, ma vie, mon histoire familiale et mon parcours m'appartiennent. Je peux être solidaire de mon peuple et du pays dans lequel je vis, comme n'importe quel être humain qui se sent une conscience politique, mais personne n'a le droit de me prescrire mes luttes ou mes engagements.

Sommes-nous tous obligés d'aborder les mêmes thèmes? On dirait que nous, Africains, avons décidé que, parler des difficultés des Noirs maintenant, hier et avant-hier, est notre seule raison de créer. Je le déplore : c'est une manière de réduire le champ des possibles pour les artistes du continent.

Ressasser les mêmes sujets est finalement une forme de lâcheté, dites-vous.
C'est une manière de se protéger en restant enfermé dans le cocon de l'esclavage et de la colonisation, deux thèmes qui font toujours consensus. Ils rallient le plus grand nombre, qui pleurniche, critique, sans être capable de formuler la moindre solution. Je préfère être force de proposition.

Cette camisole de force peut aussi être imposée par les Blancs.
Oui. C'est de l'assignation identitaire. L'accepter, c'est faire le jeu des racistes et des sectaires. Elle consiste à nier l'aptitude de l'autre à se définir. Un Noir n'en vaut pas un autre; chacun a sa propre histoire. De la même manière que la Shoah n'a pas touché toutes les familles juives, l'esclavage et la colonisation n'ont pas concerné tous les Noirs au même degré. Les uns ont très mal vécu la colonisation, les autres, retirés dans des zones de campagne et sans contact avec les gouverneurs de colonie, l'ont à peine expérimentée. Cette vérité, beaucoup ne veulent pas l'entendre. Tu es Noir? Alors, tu as une révolte à mener, une amertume à gérer. Je m'y refuse car la vie humaine est trop courte. Je préfère combattre les fléaux qui causent de réels soucis, lutter pour le développement et pour la dignité de l'Afrique.



Marianne face aux faussaires, de Fatou Diome, Albin Michel, 198 pages, 14 euros

Ce qui vous apparaît comme de l'assignation identitaire est vu par d'autres comme une invitation à participer au combat.
Les Africains sont enclins à utiliser un « nous » globalisant. Généralement, j'y adhère, sauf quand ce « nous » devient dictatorial, quand l'outrage répond à l'outrage, conduisant parfois à la castagne. Comme l'a dit Martin Luther King : « Notre soif de liberté ne doit pas nous pousser à boire à la coupe de l'amertume et de la haine. » Lorsqu'ils combattent, certains des nôtres oublient qu'ils ont en face des gens qui les provoquent pour faire ressortir leurs mauvais côtés et mieux accréditer une image de nous qu'ils tentent d'imposer au public.

À quel exemple de castagne pensez-vous?
Déboulonner les statues. S'il faut absolument en déboulonner, faisons-le à Dakar, Abidjan ou Cotonou. En tant que pays indépendants, nous sommes libres de changer les noms de nos rues et monuments. Une statue représentant Colbert a beau nous irriter en France, nous n'avons pas à nous en prendre à elle parce qu'elle est érigée dans son pays.

Si j'étais députée française, je pourrais faire valoir que sa présence est dérangeante pour l'originaire d'Afrique que je suis. Ça peut se défendre… Pourquoi ne pas organiser un débat pour tenter de rallier la société à cette cause en lui expliquant que certains symboles peuvent heurter les citoyens ayant une histoire douloureuse avec l'esclavage? Cela pourrait se traduire par le vote d'une loi. Cette démarche pacifique me semble plus constructive. Constituer des meutes pour aller renverser des statues n'a rien de glorieux. C'est primaire, c'est primitif.

D'ailleurs, les déboulonner, n'est-ce pas discutable?
En effet. Comme les autodafés pour les livres. Faut-il passer un coup de gomme sur les symboles de l'Histoire pour se sentir en paix en faisant comme si cette histoire n'avait jamais existé? Si ces statues demeurent, elles permettent de mieux instruire les jeunes Français sur le rôle peu glorieux que leur pays a pu jouer dans l'Histoire. J'attends des jeunes générations africaines qu'elles maîtrisent leur passé, le comprennent, le contextualisent pour avancer fièrement, librement, dignement.

Le pire tort qu'on puisse leur causer, c'est de leur faire croire que la colonisation serait responsable de leur sort. Elles ne l'ont pas connue : tout est à leur portée, dès lors qu'elles acceptent de relever des défis. Évidemment, la lutte contre le racisme doit se poursuivre. Elle sera, je l'espère, plus facile pour les nouvelles générations, grâce notamment aux compétences qui sont les leurs. L'éducation permet de lever les barrières. C'est cette pensée-là que je souhaite installer. Elle est plus libératrice et, dans une certaine mesure, plus dangereuse que toutes les colères victimaires qu'on entend et qui ne servent à rien. Quand vous culpabilisez une personne, elle se braque, ne vous écoute plus. Quand vous argumentez, elle vous redoute davantage. Nul ne parvient à dominer celui qui argumente et agit de manière déterminée et résolue. ●



VINCENT FOURNIER POUR JA

Chez Christie's, devant des œuvres de Sess Essoh, le 8 avril, à Paris.

ART CONTEMPORAIN

Gazelle Guirandou, la galeriste qui parie sur la jeune génération

Après une carrière à la BAD, l'Ivoirienne revient à ses premières amours : la création. Rencontre à Paris, lors de la foire internationale 1-54, qui présentait plus de 50 artistes d'Afrique et de sa diaspora.

FATOUMATA DIALLO

En cet après-midi pluvieux du 10 avril, tel un ballet, des voitures privées se succèdent devant le 9 de l'avenue Matignon, dans le 8e arrondissement de Paris. À leur bord, des collectionneurs d'art venus des quatre coins de la planète. Ils se sont donné rendez-vous chez Christie's. Pas de commissaire-priseur en vue, ni aucune vente aux enchères au programme aujourd'hui. Coupe de champagne à la main, les visiteurs de marque slaloment entre les peintures, les photographies et les sculptures d'artistes africains qui font la fierté du continent.

Dans la salle Mermoz, située sur l'aile gauche du 1er étage, la silhouette longiligne de Gazelle Guirandou attire l'attention. Entre les coups de téléphone qu'elle reçoit en permanence et les acheteurs présents ce jour, l'Ivoirienne n'a pas une seconde à elle.

Habituée des rencontres internationales, elle ne s'attendait pas à un tel succès lors de cette seconde édition de la foire d'art africain contemporain 1-54. En pratiquement

vingt-quatre heures, la galerie LouiSimone Guirandou (LSG), qu'elle représente, a vendu presque toutes les œuvres des Ivoiriens Ange Dakouo et Sess Essoh, qui feront le voyage d'Abidjan pour l'occasion. « Excusez-moi, Madame, ce tableau est-il déjà vendu ? » lui demande une collectionneuse, en désignant *La Marche 4*, une toile tissée de Dakouo. « Oui, nous l'avons vendu ce matin, indique-t-elle. L'artiste s'envole ce soir pour Paris, il va arriver avec d'autres œuvres. Si cela vous intéresse, nous pouvons prendre vos coordonnés et vous contacter. »

À peine a-t-elle le temps de répondre aux acheteurs qu'elle est interrompue par le banquier d'affaires Tidjane Thiam, qu'elle surnomme affectueusement « mon petit frère ». La veille, Tidjane avait promis qu'il reviendrait la voir. C'est chose faite. Enfants de diplomates ivoiriens, proches du président Félix-Houphouët Boigny, tous deux se connaissent depuis toujours. Leurs « pères étaient des amis intimes », confie Tidjane.

Née en 1959 à Paris, Gazelle est l'aînée d'une fratrie de trois enfants. Son père, Louis Guirandou, avec qui elle entretenait une complicité aveugle, était ambassadeur. La relation de cette fonceuse, un brin tête brûlée, avec sa mère, Simone Guirandou, professeure d'histoire de l'art, pionnière de l'art contemporain ivoirien dont elle est et l'une des plus grandes figures, n'a pas été toujours aisée. C'est leur passion commune pour l'art qui a fini par les rapprocher. « Mes parents revenaient de chacun de leurs voyages avec des œuvres des pays visités », se souvient-elle. Cette passion a très rapidement transformé le domicile familial d'Abidjan en musée.

Soly Cissé, Ablade Glover...

Chez les Guirandou, la création est une affaire de famille : « On a baigné dans l'art », confie Gazelle. En 1985, quand la famille rentre définitivement en Côte d'Ivoire, Simone, qui possède une importante collection d'objets d'art dénichés lors de ses nombreux voyages, décide de promouvoir leurs créateurs à Abidjan. Pour l'occasion, elle transforme son jardin en une galerie à ciel ouvert, où elle présente aux convives, triés sur le volet, une partie de sa collection. C'est ainsi que Gazelle a grandi, entourée de tableaux du Sénégalais Soly Cissé et du Ghanéen Ablade Glover.

Devant le succès de ses expositions, la matriarche des Guirandou décide de voir plus grand et ouvre, en 1991, Arts pluriels, dans le quartier des Deux Plateaux. L'une des premières galeries du pays. Au fil des années, cet établissement spécialisé dans le classique et dans le contemporain devient un lieu incontournable à Abidjan pour les plasticiens, les designers, les photographes et les amateurs d'art.

Si l'art s'est très rapidement imposé dans sa vie, Gazelle n'y commencera pas pour autant sa carrière.

« Il faut une certaine sensibilité et le goût du risque pour ne pas forcément miser sur des artistes qui ont déjà un nom. »

Elle ne sait ni dessiner ni peindre, mais elle s'est toujours rêvée galeriste. Après avoir passé son enfance entre Paris, Addis-Abeba, Kampala, Nairobi, Gazelle décide à 18 ans de s'inscrire à la faculté de médecine d'Abidjan pour devenir médecin généraliste. L'envie de poursuivre lui passe très vite. L'année suivante, elle s'envole pour le Canada, où elle étudie la linguistique à l'Université de Montréal (UDM). Après avoir terminé son cursus, elle rentre en Côte d'Ivoire. Elle y enseigne le français, avant de rejoindre les Nouvelles Éditions africaines, lesquelles, à l'époque, étaient présentes dans plusieurs pays ouest-africains.

Bilingue anglais, elle finit par intégrer la Banque africaine de développement (BAD) en tant que traductrice et réviseuse. Une carrière bien remplie, certes, mais Gazelle ne se sent pas accomplie. Celle qui a commencé à collectionner des objets d'art en 1991 ne s'épanouit que dans le domaine artistique. « L'art classique que ma mère exposait à Arts pluriels m'inspirait beaucoup. J'ai dans ma collection des lits mortuaires sénoufos et une statue de calao vieux de trente ans. Je suis assez fière de posséder ces œuvres qu'on ne trouve plus aujourd'hui. »

Vent de modernité

En 2014, la mère et la fille ont l'idée de retourner où tout a commencé, autour de la piscine familiale. Simone propose qu'elles transforment ensemble le domicile familial en une galerie qui s'appellerait LouiSimone Guirandou. Gazelle n'hésite pas une seconde. Le duo est complémentaire. Simone devient l'âme de la galerie, et Gazelle apporte un vent de modernité. Le pari est gagnant. Travaillant avec plus de trente artistes depuis 2015, LSG offre un nouvel écrin à la promotion culturelle et artistique à Abidjan.

Depuis qu'elle a pris sa retraite de la BAD, en 2018, Gazelle se consacre principalement à LSG. Sous son impulsion, la galerie s'est renouvelée, en allant à la conquête de jeunes artistes africains, des trentenaires pour la plupart. « Notre stratégie est de dénicher des artistes émergents. Quand j'ai des coups de cœur pour certaines œuvres, je contacte directement l'artiste. » Alors que LSG est la galerie qui a toujours exposé le Ghanéen Ablade Glover en Côte d'Ivoire, Gazelle estime que, pour favoriser la transmission, il est nécessaire de faire cohabiter des artistes de toutes générations : « Il faut avoir une certaine sensibilité et savoir prendre des risques pour ne pas forcément miser sur des artistes qui ont déjà un nom. »

Frank Ezan, Dramane Diarra, Alhassane Konté... Ces noms, encore inconnus du grand public, Gazelle entend les propulser sur le devant de la scène. « Il faut savoir construire une relation singulière avec son artiste. Connaître son histoire sans trahir son intimité pour pouvoir la raconter. Je ne vais pas travailler avec un artiste parce qu'on parle beaucoup de lui. Il faut que j'apprécie d'abord son travail, car quand je crois en quelqu'un, j'y vais. » ●

CAMEROUN

Quand nature et culture garantissent l'harmonie

Jusqu'au 17 juillet 2022, le Musée du quai Branly-Jacques-Chirac, à Paris, entraîne ses visiteurs « sur la route des chefferies, du visible à l'invisible ».



La chefferie bangoua est implantée dans l'ouest du pays.

PEREZ (MEKEM)

NICOLAS MICHEL

A priori, l'idée était franchement risquée. Sur le papier, exposer les patrimoines traditionnels des chefferies du Cameroun dans le cadre très français et très parisien du Musée du quai Branly-Jacques-Chirac, aborder « la culture des communautés dans une perspective inédite et immersive », le tout « le long d'un parcours conçu comme une plongée au cœur de la société bamilékée », avait un vague et malsain parfum de déjà-vu. N'allait-on pas assister, en déambulant dans l'exposition « Sur la route des chefferies du Cameroun, du visible à l'invisible » (jusqu'au 17 juillet 2022), à un remake modernisé de ces expositions coloniales de sinistre mémoire où il était possible de montrer, sur l'esplanade du champ de Mars, un « village nègre » (Exposition universelle de Paris de 1889) ou, quelques années plus tard, de représenter une case de chef bamoun et de reconstituer un village soudanais (Exposition coloniale internationale de 1931) ?

Que le commissariat soit assuré par le Camerounais Sylvain Djache Nzefa, architecte-urbaniste et coordonnateur général de l'association Route des chefferies, qui mène un travail de terrain impressionnant, pouvait rassurer, un peu, sans forcément convaincre.

Attendue comme un moment important de la vie culturelle française, l'exposition a ouvert ses portes le 5 avril en mettant en avant des chiffres impressionnants : 25 chefferies du nord et du nord-ouest camerounais représentées, 270 objets expliqués, dont seulement 40 issus des collections du Quai-Branly, 800 m² de « décors créés par des artisans du Cameroun », 6 artistes contemporains, 8 films, 4 « rotations de trônes » successivement mis à l'honneur...

Mise en scène exotique

Les premiers pas dans le musée à la sauce bamilékée ont bien failli →



LA ROUTE DES CHEFFERIES

La chefferie de Bafou a prêté son totem au Quai-Branly (un éléphant géant de plus de 3 m de longueur, en toile, rotin de paille et bois), alors qu'il ne sort que pendant les rituels.

→ confirmer les craintes d'une mise en scène exotique et toc introduite par la reconstitution d'une chefferie modèle – avec « cet "axe de la vie" qui traverse le marché, la cour centrale, le palais du chef et rejoint l'espace sacré » qui « se déploie aux confins de la chefferie, où seuls les initiés ont le droit d'entrer ». Fresques créées in situ, palais monté de toutes pièces sous les plafonds d'un bâtiment pensé par Jean Nouvel, papier peint représentant une forêt tropicale luxuriante : le début de l'exposition rappelle vaguement les salles de l'ancien Musée de l'homme du Trocadéro, la poussière en moins.

Part de mystère

Pourtant, au fur et à mesure que le visiteur s'enfonce plus avant dans les salles, la scénographie se dépouille en faveur des objets, et il peut progressivement établir des connexions, apprendre à comprendre des cultures extrêmement sophistiquées et, presque sans s'en rendre compte, s'éloigner du « visible » pour entrer dans « l'invisible ». Avec une certaine douceur, il prend conscience de ce qu'ont été et de ce que sont toujours les chefferies du Cameroun, de la manière dont elles fonctionnent. Surtout, il mesure ce qui lui restera inconnu – fût-il lui-même camerounais – à moins qu'il ne soit initié. « Sur la route des chefferies du Cameroun » est une exposition qui ouvre des portes et, dans le même temps, désigne celles qui resteront closes. Pourquoi pas, au fond, garder une part de mystère ?

Ce d'autant que les portes ouvertes sont nombreuses : art royal, culte des ancêtres, place des femmes au cœur du pouvoir, sociétés secrètes, liens entre art ancien et art contemporain, le parcours pensé par Sylvain Djache Nzefa avec l'historienne de l'art Cindy Olowou, l'enseignante-chercheuse Rachel Mariembe et le responsable des collections africaines du Musée du quai Branly, Aurélien Gaborit, invite à la curiosité et offre diverses pistes de compréhension.

La Terre a toujours été magnifiée par les peuples des Grassfields : dans leurs langues, elle porte le même nom que Dieu : Si.

L'une des plus stimulantes dans un monde où l'écologie est appelée à tenir une place essentielle concerne les rapports entre l'homme et la nature. Ainsi que l'écrit le chef *bapa fo* Simeu David II dans le catalogue de l'exposition : « La nature dans toutes ses composantes, et particulièrement la Terre, a toujours été magnifiée par les peuples des Grassfields : dans leurs langues, la Terre porte le même nom que Dieu (Si, en langue bapa). Ces peuples considèrent la nature comme étant la source de tout, d'où son assimilation au divin. Elle est la mère nourricière, la source de la vie, de notre bien-être et de notre équilibre tant individuel que social. Elle nous donne de quoi nous nourrir, nous vêtir, nous loger, nous chauffer, nous divertir… »

Les liens profonds qui existent entre les hommes et leur milieu, voilà sans doute un point commun entre toutes les chefferies, mais aussi entre les arts, les pratiques religieuses et sociales, ou encore la vie quotidienne. « Les éléments fondamentaux de la nature que sont la végétation, la terre, la pierre, l'eau, sont chargés d'énergie spirituelle ou en état de l'être, écrit Sylvain Djache Nzefa. Il naît donc chez l'homme une volonté de dialoguer avec la nature, de la transformer. Ce dernier apparaît comme un élément qui est au sommet, mais sans être le centre de l'univers. […] Cette vision se traduit par des connexions symboliques entre l'être humain et les autres éléments naturels. Chacun des systèmes de fonctionnement du corps et de l'esprit est rattaché à un élément minéral, végétal, animal ou spirituel. »



DELAFONTAINE/MUSÉE DU QUAI BRANLY

L'exposition « Sur la route des chefferies du Cameroun », au Musée du quai Branly, à Paris.

Du début à la fin, l'exposition ne cesse de démontrer ce lien organique, qui implique un grand respect du monde vivant. Ainsi, à titre d'exemple, la pratique de la chasse obéit à de nombreuses règles. Le chasseur n'a pas le droit d'abattre une bête endormie, pleine ou en train de mettre bas ; lors d'une battue collective, il ne peut appeler ses camarades que par leur diminutif. Dans le royaume de Bangoua, la chasse est même interdite certains jours tabous *(nzenze)* !

Totémisme

Ce pacte qui lie les individus au monde vivant se retrouve notamment dans la pratique du totémisme. « Dans les Grassfields, le totem est appelé *pi*, *giê* ou *mepi*, ce qui signifie littéralement "doublure de compagnie", écrit encore Sylvain Djache Nzefa. Il désigne tout animal, plante ou minéral qui vit en parfaite harmonie avec un individu, de telle manière que l'un des deux souffre lorsque sa doublure souffre et peut mourir lorsque son totem est atteint. […] Les liens qui unissent l'homme à son *pi* sont des liens d'interdépendance : l'homme prête son intelligence et son âme à son *pi* pour qu'il échappe aux pièges, et, en retour, le *pi* met à disposition ses qualités pour que l'homme puisse agir dans certaines circonstances. »

Et comme les totems servent d'emblèmes aux grands hommes de la chefferie, on les retrouve dans de très nombreuses créations, représentés de manière réaliste ou par des figures géométriques. Les animaux les plus puissants sont souvent associés à la figure du pouvoir royal. « Le serpent à deux têtes est l'emblème des Bamouns et symbolise l'invincibilité du roi et sa double puissance, spirituelle et régalienne, en tant qu'intercesseur entre les vivants et les morts », note Sylvain Djache Nzefa. Outre le serpent, de nombreux animaux reviennent souvent dans l'iconographie : le lion, →

HOMME OU HIPPOPOTAME ?

Les masques *batcham* sont sans doute parmi les plus connus du nord et du nord-ouest du Cameroun. Toute une exposition leur fut d'ailleurs consacrée par le Musée de la Vieille Charité, à Marseille, en 1993-1994. Aussi appelés *tshemabu* ou *katso*, ces objets sont aisément reconnaissables, leur composition en général similaire évoquant à la fois un visage humain et un hippopotame émergeant de l'eau. Selon l'historienne de l'art Cindy Olowou, « les masques *katso* sont utilisés, selon les chefferies, par différentes confréries : le Msop dans la région de Bandjoun, le Kah autour de Mbouda et le Troh dans le Bangwa occidental ». Leur utilisation est néanmoins exceptionnelle. Elle est destinée à célébrer l'intronisation d'un nouveau roi, les funérailles de grands dignitaires ou réservée à certaines danses rituelles. Lors de ventes aux enchères, leurs prix ont atteint près de 2 000 euros. ●

N.M.



NICOLAS EYIDI/LA ROUTE DES CHEFFERIES

Masque *katso* de la chefferie bamendjinda.

→ la panthère, l'éléphant, le buffle, mais aussi le hibou, le lézard, le touraco, le chimpanzé, le crocodile… Dans la salle où sont exposés les trônes des *fo* (« rois »), le lion apparaît à de multiples reprises, symbole des chefferies batoufam, bangoulap, bolatchi, foto… Tandis que la chefferie bandjoun célèbre l'éléphant.

De redoutables prédateurs

Symbole de force, de prospérité, de longévité et de puissance, l'éléphant se retrouve naturellement parmi les emblèmes du pouvoir du roi. Notamment dans la chefferie de Bafou, qui a prêté pour l'exposition son totem, un éléphant géant de plus de 3 m de longueur, en toile, rotin de paille et bois alors qu'il est en général gardé jour et nuit et ne sort que pour les rituels et les festivals. Le roi de la chefferie, *fo* Dong Kana Victor III, explique : « Les animaux que les rois des Grassfields utilisent comme doublures sont pour la plupart d'imposantes créatures, très visibles au sein des chefferies, et sont perçus dans l'imaginaire collectif comme de redoutables prédateurs, d'où le nom de *na'temah, nomtema* ("l'animal qu'on ne chasse pas"), qui, dans les chefferies, désigne le chef. »

L'éléphant est aussi fréquemment représenté via les masques des sociétés secrètes comme le *kemdjye,* qui joue un rôle essentiellement économique, et, surtout, le *kuo'si,* qui « soutient le roi sur les plans administratif, militaire, économique, agricole et ésotérique ». La puissance de cette dernière se manifeste notamment lors de la danse *tso,* la danse de l'éléphant…

Le lion apparaît à de multiples reprises, symbole des chefferies batoufam, bangoulap, bolatchi, foto…

La fin de l'exposition, avec ses vidéos de danses traditionnelles, pourrait donner dans le folklorique : ce n'est pas le cas, parce que l'ensemble du parcours a offert à tout visiteur attentif une variété de clés de compréhension. Et une vision de l'homme peut-être moins déconnectée de la nature. Présentant sa case patrimoniale et son parcours scénographique, le chef *bapa fo* Simeu David II évoque « une tribune pédagogique et interpellative de tous sur l'absolue nécessité de créer un juste équilibre entre nos besoins vitaux et la préservation de la nature, afin de "ne pas scier la branche sur laquelle nous sommes assis" ». ●

Assedi
SILA 2022
SALON INTERNATIONAL DU LIVRE D'ABIDJAN
Côte d'Ivoire
12 Edition
République du Sénégal
Pays invité d'honneur
Thème :
"Engagement pour un lectorat africain actif et durable"
Écrivain à l'honneur :
CAMARA NANGALA
17 au 21 mai 2022
Au Palais de la Culture d'Abidjan
Jeune Afrique Media Group et Les Éditions du Jaguar sont heureux de vous accueillir sur leur stand, et de retrouver la joie d'être ensemble.
LES EDITIONS DU JAGUAR
JEUNE AFRIQUE MEDIA GROUP

GRAND FORMAT CONGO

ENJEUX p.182 | ÉCONOMIE p.196 | POINTE-NOIRE p.206



EDUARDO SOTERAS/AFP

Du bon usage de la crise

Dopée par la hausse des revenus pétroliers liée aux tensions internationales, l'économie est enfin en mesure de redécoller après huit années de dépression. À condition de ne pas répéter les erreurs du passé.



FEEL THE DIFFERENCE
reservations.brazzaville@radissonblu.com
+242 05.050.60.60



Édito
Cécile Manciaux

Révolution culturelle

Un long fleuve tranquille et passablement atone : ainsi se résume la vie politique congolaise, à quelques semaines d'élections législatives sans suspense et à quatre ans d'une présidentielle à laquelle nul n'ose encore faire référence, même s'ils sont quelques-uns à y songer chaque matin. Face à une opposition réduite à ses acquêts régionaux – lorsqu'elle participe au jeu institutionnel – ou aux réseaux sociaux – quand elle le boycotte –, l'espace dévolu à la majorité présidentielle et à son parti est d'autant plus vaste que la préoccupation numéro un des Congolais est leur pouvoir d'achat. La valse des prix de l'huile, de la boîte de sardines, du poisson séché et de la miche de pain, alors que le budget des ménages est sorti essoré des deux années de pandémie, voilà qui accapare bien plus sûrement que les joutes politiciennes.

Depuis la deuxième réélection, en 2016, de Denis Sassou Nguesso (DSN) – la troisième, en 2021, ne fut guère plus qu'une formalité –, ses compatriotes observent la scène politique avec un mélange de résignation et de soulagement. Si le régime suscite moins d'enthousiasme, il a su maintenir la paix et la stabilité.

La prospérité, elle, est encore un objectif lointain. Mais, pour la première fois depuis longtemps, cette perspective martelée à chaque discours présidentiel n'est plus un hologramme. La hausse des prix des hydrocarbures, aussi vertigineuse que la baisse qui l'avait précédée, permet d'espérer un apurement plus rapide que prévu des dettes de l'État. Et donc le financement, avec l'aide du FMI et des bailleurs de fonds, d'un nouveau Plan national de développement (PND), dont on espère qu'il aura su tirer les leçons de l'échec du précédent. Avec une hausse de 50 % des recettes publiques en 2022, selon les prévisions de l'agence de notation Fitch Ratings, le Congo devrait pouvoir faire face au choc de l'inflation des produits alimentaires importés avec plus de résilience que nombre de pays du continent.

Quant à la diplomatie – désormais axée sur l'économie et sur l'environnement, érigé en *soft power* –, elle demeure la prérogative régalienne de DSN, lequel n'est jamais aussi à son aise que dans les médiations panafricaines, où son statut de sage fait autorité.

Le vrai chantier est celui de la restauration de la valeur travail et du civisme.

Temps perdu

Si le rebond attendu de la croissance doit, en toute logique, profiter à court terme au niveau de vie des quelque 6 millions de Congolais, encore faut-il ne pas reproduire les erreurs du passé. En particulier, tenir les promesses de diversification et de redistribution contenues dans le PND. Ses résultats seront scrutés avec attention, tout comme le seront ceux du volet éducation et formation, secteurs clés trop peu abordés dans ledit programme. Car, il faut le dire, le niveau et la qualité des ressources humaines sont un problème transversal du pays, qui touche l'ensemble du secteur public et de l'administration, mais aussi la classe politique, les médias, les réseaux sociaux et jusqu'à la diaspora.

Quand on voit la nonchalance de nombre de ceux qui ont accédé à une parcelle de pouvoir, leur morgue à donner des ordres, le temps (et l'argent) considérable perdu dans les bavardages, les veillées, les mariages, comme si le sens de l'effort se dissipait au moindre progrès du statut social, on se dit qu'au Congo le vrai chantier est celui de la restauration de la valeur travail et de la réintroduction du civisme.

Il suffit de regarder le « 20 heures » de Télé Congo pour identifier une partie du problème. Les ministres jouent des coudes pour que la plus ordinaire de leurs activités donne lieu à un « reportage », qui sera vu par le téléspectateur suprême – le chef de l'État. DSN, qui possède de la mentalité de ses compatriotes une science de topographe, n'est certes pas dupe.

Reste que, dans la mesure où les Congolais ne savent le plus souvent rien du résultat concret des annonces que leur sert chaque soir le journal télévisé, celui qui préside à leur destinée serait bien inspiré d'imposer à chaque responsable une obligation publique aux allures de petite révolution culturelle : la reddition des comptes. ●

GRAND FORMAT **CONGO**

Le chef de l'État congolais, le 19 mars 2021, lors de son dernier meeting avant la présidentielle.

ENJEUX

Une Assemblée « absolument » Sassou ?

Grand favori des élections législatives prévues en juillet, le parti de Denis Sassou Nguesso ambitionne de conserver la très confortable majorité acquise en 2017. Car tout autre résultat pourrait être considéré comme un échec…

OLIVIER CASLIN, ENVOYÉ SPÉCIAL

ALEXIS HUGUET/AFP

A

Aux urnes, Congolais ! Après avoir en mars 2021 réélu Denis Sassou Nguesso (DSN) à la présidence – pour le quatrième de ses mandats successifs –, le pays s'apprête à se remobiliser en juillet, cette fois pour les élections législatives et locales. Pour la majorité présidentielle, réunie autour du Parti congolais du travail (PCT), l'objectif est clair : conserver la majorité absolue à l'Assemblée nationale, acquise pour la première fois lors du dernier scrutin législatif, en 2017, et, si possible, faire encore mieux que les 99 sièges sur 151 remportés alors par le parti au pouvoir et ses alliés. « Nous voulons consolider notre position pour être en mesure de mieux accompagner le président Sassou Nguesso dans la mise en œuvre de son projet de société, qui est développé dans le Plan national de développement [PND] 2022-2026 », résume Parfait Iloki, le porte-parole du PCT. La tâche ne s'annonce pas insurmontable pour le camp présidentiel – le seul à disposer des fonds nécessaires pour assurer sa présence sur l'ensemble du territoire.

En face, les partis d'opposition, minés par le manque d'argent, les divisions internes et les agendas contradictoires de leurs leaders, en sont réduits à espérer conserver leur position dans leurs fiefs respectifs : la Bouenza et le Niari pour l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads), de Pascal Tsaty Mabiala ; le Pool et une partie de Brazza pour l'Union des démocrates humanistes (UDH-Yuki), le parti de Guy-Brice Parfait Kolélas, décédé du Covid-19 en mars 2021. Les autres mouvements constitués autour de personnalités comme Mathias Dzon, Clément Mierassa ou Jean Itadi sont pour l'instant aussi inaudibles qu'invisibles, à moins de deux mois de l'ouverture de la campagne officielle. Tous n'ont d'ailleurs pas été conviés aux travaux de la concertation politique – organisée par le ministère de l'Intérieur avant chaque élection nationale depuis 2009 – qui s'est tenue cette fois à Owando (Cuvette), du 3 au 5 mars. Même si, officiellement, « 98 % des partis politiques congolais étaient présents », répond Parfait Iloki à ceux qui reprochaient à l'initiative gouvernementale de ne pas être assez inclusive.

Les absents ne semblent de toute façon pas avoir manqué grand-chose, puisque la principale décision de cette concertation a été de ne pas en prendre dans l'immédiat, sur des questions pourtant aussi récurrentes que l'usage de la biométrie, la mise à jour du fichier électoral, le découpage administratif ou le renforcement de l'indépendance de la Commission nationale électorale indépendante (CNEI). « Cette fois encore, les règles du jeu électoral n'ont pas changé », constate un diplomate en poste à Brazzaville. « Mais la concertation d'Owando s'est distinguée des précédentes car elle a permis de faire des avancées substantielles sur tous ces points de divergence », estime Guy Georges Mbaka, le ministre de l'Administration du territoire, de la Décentralisation et du Développement local – qui ne sera candidat à rien en juillet mais se réjouit de voir que « toutes les conditions sont réunies pour que chaque Congolais puisse exprimer son choix ». En attendant, peut-être, qu'elle se fasse entendre dans les urnes, la contestation ne viendra en tout cas pas de la rue.

Vingt-cinq ans après la guerre civile, la population, en particulier à Brazzaville, ne semble aspirer qu'à la paix et à la stabilité.

Alignement des planètes

Vingt-cinq ans très exactement après les tragiques événements de 1997, la population, brazzavilloise en particulier, ne semble aspirer qu'à la paix et à la stabilité, alors que, pour la première fois depuis longtemps, l'avenir semblerait être prometteur pour le Congo et les Congolais. « Le pays peut bénéficier d'un certain alignement des planètes », confirme notre diplomate, même s'il va devoir compter comme les autres sur les effets de balancier provoqués par le conflit ukrainien, parfois positifs – comme le bond spectaculaire des cours de brut –, parfois négatifs, dans la foulée de la hausse préoccupante des factures énergétiques et alimentaires.

Au fil des douze derniers mois, le Congo a tourné la page de la crise sanitaire et retrouvé une certaine aisance économique, laquelle devrait lui permettre d'afficher un taux de croissance positif – autour de 2 %, selon le FMI – dès la fin de cette année. Sous la gestion du ministre Rigobert Roger Andély, les finances publiques suivent à nouveau les chemins tout tracés d'une orthodoxie budgétaire qui rassure les bailleurs de fonds. Et si l'endettement du pays reste encore loin des minimums imposés par les instances sous-régionales, son développement ne devrait pas être bridé plus longtemps.

En parvenant à maintenir le dialogue avec le FMI, jusqu'à obtenir en janvier un nouvel appui budgétaire de l'institution, le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, et son gouvernement ont réussi la première de leur mission, celle de replacer le Congo dans le viseur des investisseurs. La facilité élargie de crédit (FEC) de 455 millions de dollars accordée sur trois ans par le Fonds « n'a pas vocation à financer le développement du pays mais de permettre l'arrivée de ceux qui le feront », précise le représentant local d'une grande institution financière internationale. L'envolée actuelle des cours du baril ne suffira pas à elle seule à payer l'addition du PND, véritable programme →



SOCIÉTÉ DE PEINTURE, ÉCHAFAUDAGE ET CONSTRUCTION DU CONGO





PEINTURE INDUSTRIELLE
PEINTURE MARINE
PEINTURE BÂTIMENT
ÉCHAFAUDAGE
REVÊTEMENT SPÉCIFIQUE
ISOLATION






SO.P.E.C vous accompagne dans tous vos projets

SO.P.E.C
BP : 8143 / Zone Industrielle Portuaire, Avenue Massafi
Pointe-Noire, République du Congo
Tél. : (+ 242) 06 823 49 40
Email : antoine.guilpain@sopec-congo.com
www.sopec-congo.com



Pierre Moussa, secrétaire général du Parti congolais du travail (PCT).

VINCENT FOURNIER/JA

→ économique de ce quinquennat, qui doit donner au pays, et plus encore à son président, les moyens de se projeter en 2026 – date de la prochaine présidentielle – et au-delà. « Le plus dur commence peut-être pour le Congo », avancent les experts, qui attendent de voir, dès les prochains mois, les autorités de Brazzaville avancer bien plus concrètement qu'elles ne l'ont fait jusqu'à présent en matière de gouvernance et de climat des affaires.

L'art de conserver les équilibres

Sur ce point comme sur d'autres, « pour vraiment voir la tournure que prendra ce quinquennat, estime un observateur étranger, il faudra attendre la nomination du nouveau gouvernement, qui devrait suivre les législatives ». Lequel sera certainement placé, une nouvelle fois, sous la houlette d'Anatole Collinet Makosso, suffisamment consensuel et proche de la première dame pour conserver son poste quelque temps encore. De nouvelles tendances, de nouveaux équilibres pourraient voir le jour, mais toujours avec l'aval du chef.

Censée être publiée à la mi-février, la liste des candidats investis par le PCT pour les législatives n'a pu être dévoilée qu'à la mi-avril. « Maître dans l'art de conserver les équilibres », selon les mots d'un éditorialiste local, DSN aurait tenu à faire lui-même les derniers arbitrages depuis son fief d'Oyo, où il a multiplié les rencontres. Une tâche aussi ardue que délicate, avec 819 candidats à la candidature dans les 151 circonscriptions : certains choix semblent avoir été mal accueillis lors de la réunion du comité d'investiture du PCT qui s'est tenue à Brazzaville au début d'avril.

« Pour voir la tournure que prendra ce quinquennat, il faudra attendre la nomination du nouveau gouvernement, juste après les législatives. »

Le « camarade » secrétaire général Pierre Moussa a eu beau exhorter ses troupes « à s'engager sans faille derrière ceux qui ont été investis pour assurer une large victoire du parti », il a prononcé son discours de clôture du 8 avril sans qu'aucun candidat n'ait été officiellement confirmé. Une première pour le PCT, qui a fait languir ses troupes pendant six jours, avant que la direction politique du parti approuve une liste finale de 145 candidats : plus étoffée que celle de 2017, où ils n'étaient que 128, mais inférieure à l'ambition d'être « présent dans chaque circonscription » affichée par le PCT et relayée par son porte-parole.

Ministres-candidats

Dix-neuf membres du gouvernement, dont le Premier ministre, vont se présenter à la députation, gage, selon les observateurs, de « récompense pour services rendus », dans un pays où l'attrait de la carrière politique se substitue peu à peu à celui qu'exerçait auparavant l'armée ou la fonction publique.

Parmi eux, Denis-Christel Sassou Nguesso, qui, à 47 ans, concourt pour un troisième mandat dans sa circonscription d'Oyo. Sa nomination dans le dernier gouvernement, en tant que ministre de la Coopération internationale et de la Promotion des partenariats public-privé (PPP), a été perçue par beaucoup comme la volonté du père de « lui mettre enfin le pied à l'étrier », prenant le risque de lever un coin du voile sur un sujet longtemps considéré comme tabou autant au sein du parti qu'au sein du gouvernement, celui de la succession. Une telle interprétation se révélerait inévitable, même si rien ne démontre qu'elle soit vraiment fondée.

Depuis son entrée en fonction, si Denis-Christel Sassou Nguesso a bien signé quelques contrats, il a surtout fait en sorte qu'un coup de projecteur soit mis sur son pays, auprès des places financières de Paris, Londres ou Bruxelles, en tentant lui-même de prendre un peu la lumière. L'hypothèse d'instaurer une dynastie – ce dont le chef de l'État s'est toujours défendu, répétant que le Congo n'était pas une monarchie – semble en tout cas laisser perplexes les Congolais. Y compris au sein du PCT, où « certains vieux compagnons de route du président peuvent nourrir de légitimes ambitions pour eux-mêmes », résume notre éditorialiste. Les clans peuvent se former et les alliances évoluer, les liens familiaux maintiendront l'édifice. Au moins aussi longtemps que la question de la succession ne s'imposera pas. Ce qui ne semble pas devoir être le cas avant 2026, voire au-delà. ●

MAMIWATA
Sur les berges du Fleuve Congo, Avenue de la Corniche, derrière Casino
BP 264 Brazzaville
+242 05 534 28 79
restaurantmamiwata.com

BAR VOG
Avenue Denis Sassou N'Guesso
BP 264 Brazzaville
06 480 40 86 / 06 429 71 71
vogbrazza.com

Mami Wata
Restaurant

PREMIUM QUALITY
BRAZZA BURGER

BAR VOG
CLUB PRIVÉ

Jardin des Saveurs

BRAZZA BURGER
Rue de la musique tambourinée, derrière la grande Poste, à coté de l'Ambassade de la Turquie
Centre ville, BP 264 Brazzaville
+242 04 490 72 75 / 06 575 75 77
brazzaburger.com

JARDIN DES SAVEURS
Avenue de l'Amitié en face de l'Hôtel Olympic Palace
Centre ville, BP 264 Brazzaville
+242 05 525 22 61 / 05 617 20 85
jardindessaveursbrazza.com

JAMG - PHOTOS DR

L'opposition, de pères en fils

À l'approche des élections législatives et départementales prévues en juillet, l'Upads et l'UDH-Yuki semblent davantage préoccupées par des questions de succession que par une éventuelle union.

Qu'il semble loin le temps où l'opposition congolaise proposait de s'unir en vue de participer aux scrutins législatifs et locaux de 2022 ! En juin 2021, quelques mois seulement après la réélection de Denis Sassou Nguesso (DSN), Pascal Tsaty Mabiala, premier secrétaire de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads) et chef de file officiel de l'opposition, avait saisi au bond la proposition d'unité alors avancée par Clothaire Moussa, le président du Comité d'action pour le renouveau (CAR), estimant même « que c'était la seule façon de résister au parti au pouvoir ».

Un an plus tard et à quelques semaines des législatives, attendues en juillet, le Parti congolais du travail (PCT) peut dormir tranquille. Bien sûr, la Fédération de l'opposition congolaise (FOC), constituée autour de Claudine Munari hier, de Clément Mierassa aujourd'hui, ainsi que le Collectif des partis de l'opposition, de l'ancien ministre Mathias Dzon, maintiennent une certaine illusion. Mais ils ne réunissent sous leur nom que des partis non reconnus officiellement, à l'audience des plus confidentielles.

Au sein de l'opposition officielle, l'idée même d'une véritable union ne semble plus d'actualité auprès des principaux partis, dont certains laissent même éclater leurs divisions au grand jour. C'est le cas de l'Union des démocrates humanistes (UDH-Yuki), pas certaine de survivre très longtemps à la disparition de son chef, Guy-Brice Parfait Kolélas, décédé du Covid-19 le 22 mars 2021, quelques heures après la clôture du scrutin présidentiel.

Depuis 2016, Guy-Brice Parfait Kolélas apparaissait comme le principal rival du chef de l'État congolais.

Depuis les 15 % de suffrages qu'il avait récoltés en 2016 face à DSN, le fils de Bernard Kolélas apparaissait comme le principal rival du chef de l'État congolais, plus encore après la décision de Pascal Tsaty Mabiala de ne →


Jérémy Lissouba, député de Dolisie et président du groupe parlementaire de l'Upads.

DR

ENEX INDUSTRIE

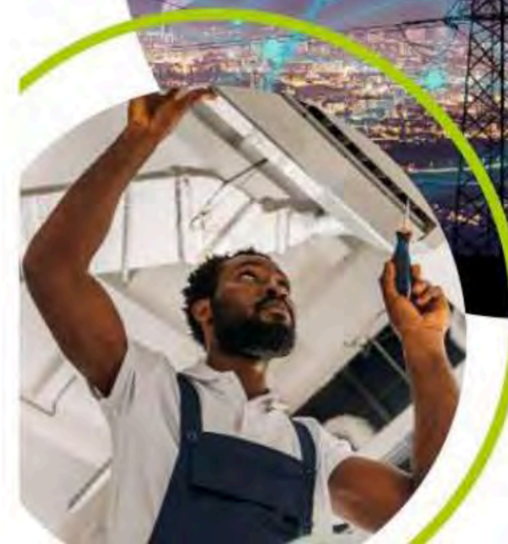
VOS SOLUTIONS GLOBALES
SUR LES RÉSEAUX D'ÉNERGIE ET FLUIDES

ENEX Industrie est votre spécialiste réseaux au Congo Brazzaville (Réseau d'énergie et Fluide). Elle accompagne ses clients de la conception, à la mise en œuvre et concrétisation du projet. Sa valeur ajoutée réside dans le savoir-faire et l'expérience de ses équipes à tous les stades de réalisation. **ENEX Industrie** dispose de son propre bureau d'études et d'équipes spécialisées dans la maintenance.





INDUSTRIE
RÉSEAU HYDRAULIQUE
MAINTENANCE



RÉSEAU DÉNERGIE
DOMOTIQUE
TERTIAIRE



JAMG - ADOBE STOCK



Enex Brazzaville :
250 rue Mbama, sis Case De Gaulle, Brazzaville - Congo
Tél. : (242) 06 704 80 91 / 06 589 11 11 / 05 606 22 22
Enex Pointe Noire : Tél. : (242) 06 735 82 39
Enex Oyo : Tél. : (242) 06 735 08 32
Email : secretariat@enex-industrie.com

ENEX,
plus qu'une entreprise,
une famile, un savoir-faire !



Pascal Tsaty Mabiala, premier secrétaire de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads) et chef de file de l'opposition.

→ pas participer à la présidentielle de 2021. Alors qu'il était évacué en avion médicalisé vers Paris, Kolélas recueillait 7,84 % des voix, plaçant ainsi l'UDH-Yuki au rang de premier parti d'opposition du pays.

Mal profond

Un héritage que les successeurs de Guy-Brice Parfait Kolélas auraient pu chercher à faire fructifier s'ils n'avaient pas engagé une guerre de succession qui ne dit pas son nom. « L'absence du leader a exacerbé les rivalités », regrette Christian Rodrigue Mayanda, le secrétaire général de l'UDH-Yuki.

Le parti a bien médiatisé sa réconciliation en mars, mais le mal semble profond, et il n'est pas certain, aujourd'hui, que tous les militants partent aux élections sous la même bannière.

D'autant plus que, sur le duel qui oppose aujourd'hui les deux vice-présidents du parti, Pascal Ngouanou et Gilles Fernand Bassindikila, plane aussi l'ombre d'Euloge Landry Kolélas, le frère cadet de Guy-Brice. Le président du Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI) – créé par leur père dans les années 1990 – se verrait bien faire une OPA sur la formation politique de feu son aîné. Déjà ambitionne-t-il de se présenter à Kinkala, dans une circonscription détenue depuis 2007 par Guy-Brice Parfait, avec comme second objectif de renforcer sa position personnelle dans le fief familial du Pool, qu'il rêve de faire tomber dans l'escarcelle de la majorité présidentielle, où figure en bonne place son MCDDI.

> **Beaucoup estiment que les différences idéologiques entre l'Upads et le PCT sont très ténues.**

Fragile leadership

Dans les rangs de l'Upads, qui a fêté ses trente ans d'existence en septembre 2021, l'unité est encore au moins de façade. « Pascal Tsaty Mabiala tient toujours les rênes du parti », confirme un diplomate en poste à Brazzaville. Reste que la réintégration, le 13 mars, d'Honoré Sayi provoque quelques remous dans les rangs de la formation. Il avait été mis « en réserve du parti » après être entré au gouvernement en mai 2021, et remplacé à la présidence du groupe parlementaire par Jérémy Lissouba, député de Dolisie, devenu depuis de plus en plus visible au sein du parti créé par son père, l'ancien président Pascal Lissouba.

À bientôt 40 ans, le « fils de », remarqué pour sa verve oratoire, s'est fait un prénom à la tête des députés de son groupe. Son émergence pourrait fragiliser le leadership de Pascal Tsaty Mabiala, dont le refus de se présenter à la dernière présidentielle n'a pas toujours été bien compris par ses troupes.

À moins que l'Upads ne finisse par rejoindre la majorité présidentielle, nombre d'analystes politiques estimant que les différences idéologiques avec le PCT sont aujourd'hui des plus ténues. « La question est de savoir si l'Upads est plus utile au pouvoir dans la majorité que dans l'opposition », résume un observateur de la scène politique congolaise. ●

Olivier Caslin



« Les Salons du bains by THG Paris », au cœur de l'excellence française

THG Paris a confié aux **Salons du bains,** nouvel acteur de l'agencement de salle de bains haut de gamme, basé à Brazzaville, le soin d'accompagner les clients privés, les architectes et les investisseurs hôteliers, dans la création et réalisation de leurs projets de salle de bains.

Née dans le Nord de la France, **THG Paris** imagine, conçoit et fabrique des robinetteries et accessoires de bain depuis 1956. **THG Paris** a pour vocation d'enrichir le design de la salle de bains en offrant des modèles de robinetterie aux styles bien distincts. En tant que fabricant français, la maison **THG Paris** évoque à la fois l'artisanat et l'industrie à son plus haut niveau. **THG Paris** s'est toujours entouré des grands designers de renommée internationale et de prestigieuses Maisons françaises telles que Lalique, Baccarat, Daum, Haviland, Bernardaud, entre autres, pour créer ses collections.

Illustrant l'attachement de l'entreprise pour la recherche esthétique et technique, les différentes gammes de la Maison répondent aux exigences et aux normes des pays du monde entier. **THG Paris** propose des produits d'exception aux formes et aux textures uniques, et, est reconnue « Entreprise du Patromoine Viviant », label du savoir-faire français. L'excellence de ses créations lui permet de mériter son appellation de « Haute Couture de la robinetterie ».

Les **Salons du bains** sont à votre service pour concevoir l'agencement de votre salle de bain, intégrant l'étude technique, l'installation et la maintenance. Toute l'équipe des **Salons du bains** se mobilise pour réaliser et suivre vos projets au Gabon, en République du Congo et en R.D.C.

Les Salons du bains
250, rue Mbama bis Bacongo,
Brazzaville, République du Congo
Email : commercial@lessalonsdubains.com
Tél. : (+242) 06 73 54 377

Les Salons du bains

THG PARIS

RÉPUBLIQUE DU CONGO
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
GABON

JAMG - © THG PARIS.

CETTE ANNÉE-LÀ

1992
ou l'alternance avortée

Il y a trente ans, le 31 juillet 1992, Denis Sassou Nguesso (DSN), battu dans les urnes, remettait les clés du palais du Plateau à Pascal Lissouba. Il y a vingt ans, le 10 mars 2002, le même DSN se faisait élire pour le premier mandat de sa deuxième vie de président du Congo, après être revenu au sommet de l'État au terme d'une sanglante guerre civile, qui ne dura « que » quatre mois, mais dont les Congolais pansent encore les plaies. Retour sur cette année 1992, particulièrement dense sur le plan politique, où le pays enthousiaste, tout en jouant à fond la carte de la démocratie, réveilla ses vieilles douleurs.

Émulsion électorale

Le 15 mars 1992, la première Constitution post-ère socialiste est massivement adoptée par référendum. Issue des travaux de la Conférence nationale souveraine (CNS), qui s'est tenue à Brazzaville du 25 février au 10 juin 1991, elle entérine la démocratie multipartite et instaure un régime semi-parlementaire concentré autour du président de la République – élu pour cinq ans au suffrage universel direct, rééligible une fois –, du Premier ministre et du Parlement.

Une révolution au Congo, où, depuis mars 1979, le Parti congolais du travail (PCT), parti unique régnant en maître, avait élu et reconduisait à la tête de son comité central le colonel – puis général – Denis Sassou Nguesso (DSN), lequel était donc de droit président de la République… Jusqu'à ce que, en 1990, les changements en cours dans les pays d'Europe de l'Est, conjugués à une profonde crise économique et sociale, conduisent le PCT à mettre fin à la primauté du parti sur l'État, à abandonner l'idéologie marxiste-léniniste et à instaurer le multipartisme. Il n'en fallait pas plus pour que les partis se forment, que les Congolais caressent l'espoir de voir « dé-PCTiser » la vie politique, les institutions et l'administration. Et pour que l'émulsion électorale prenne.

Le 3 mai 1992, les élections locales sont largement remportées par l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads), le parti fondé par Pascal Lissouba en 1991, alors rejoint par de nombreuses personnalités et par le Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI), créé par Bernard Kolélas en 1989 – il ne sera enregistré qu'en 1990, après la légalisation du multipartisme.

> **Les résultats des scrutins font ressortir une tendance au régionalisme et au tribalisme.**

À l'issue des législatives des 24 juin et 12 juillet, les nouveaux partis transforment l'essai et relèguent le PCT au rang de troisième force politique du pays (avec 18 sièges sur 125), loin derrière l'Upads (39) et le MCDDI (29). Le Rassemblement pour la démocratie et le progrès social (RDPS), du Ponténégrin Jean-Pierre Thystère-Tchicaya, ex-baron du PCT, remporte 9 sièges (exclusivement à Pointe-Noire et dans le Kouilou).

Contestés par de nombreuses formations, y compris par le PCT, les résultats des locales et des législatives font ressortir une tendance au régionalisme et au tribalisme. L'Upads obtient son meilleur score dans le Sud, fief de Lissouba (en particulier dans le Niari, la Bouenza et la Lékoumou) ; le MCDDI s'impose dans plusieurs quartiers de Brazzaville et dans le Pool, région natale de Kolélas ; et le PCT, dans le nord du bassin du Congo, berceau de DSN. Même constat aux sénatoriales de juillet, où l'Upads obtient 23 sièges ; le MCDDI, 23 ; et le PCT… 3.

Le 2 août, au premier tour de la présidentielle, Lissouba arrive en tête avec près de 36 % des suffrages, loin devant Kolélas (20,3 %) et Sassou Nguesso (16,9 %). L'Upads et le PCT signent alors un accord : ils vont faire campagne commune pour le second tour et gouverneront ensemble quel que soit le résultat du scrutin. Le 16 août, Pascal Lissouba l'emporte dans sept régions sur dix (Brazzaville et le Pool sont acquis à Kolélas, et au Kouilou les candidats sont au coude à coude), avec 61,32 % des suffrages exprimés. Il est investi le 31 août au Palais du peuple et nomme Premier ministre un cadre de l'Upads, Stéphane Bongho-Nouarra.



Le 7 septembre, Pascal Lissouba forme un gouvernement de 27 membres, dont la plupart des poids lourds de son parti, au sein duquel il fait cependant quelques mécontents. Sept ministres sont en effet originaires de la Bouenza, alors qu'un seul représente la Lékoumou (Clément Mouamba, aux Finances) et aucun, le Niari. Par ailleurs, seuls trois membres du PCT (dont Isidore Mvouba, au Commerce) figurent dans la composition du gouvernement. Dès le lendemain, furieux de ce que celle-ci a été publiée avant la conclusion de négociations, Ambroise Noumazalaye, le secrétaire général du PCT, déclare caduc l'accord de gouvernement passé avec l'Upads, selon lequel sept portefeuilles auraient dû être attribués à son parti.

Pas d'état de grâce

Au même moment, sans même laisser l'alternant faire ses preuves, sans état de grâce ni état d'âme, le MCDDI et le RDPS, avec l'appoint de quelques petits partis, annoncent déjà vouloir « renouveler » le nouvel ordre politique et scellent une alliance : l'Union pour le renouveau démocratique (URD). Grâce à leurs voix conjuguées, c'est un député du PCT, André Mouélé, qui est élu au perchoir, et dans la foulée l'URD forme une coalition avec le PCT.

Le 15 octobre, revendiquant la majorité à l'Assemblée, l'étonnante et détonante coalition « URD-PCT et apparentés » adopte une motion de censure contre le gouvernement Bongho-Nouarra. Se refusant à nommer un Premier ministre issu de la nouvelle majorité parlementaire, Lissouba dissout l'Assemblée le 17 novembre. Le 30, lors d'une marche menée par l'URD-PCT pour protester contre la dissolution, trois personnes sont tuées par balle.

Un accord de sortie de crise est signé le 3 décembre entre le général Yhombi-Opango (ex-président du comité militaire du PCT et de la République populaire du Congo), pour la mouvance présidentielle, et Bernard Kolélas, pour l'alliance URD-PCT. Trois jours plus tard, Lissouba nomme un gouvernement de transition – 60 % de ses membres sont issus de l'opposition, 40 % du camp présidentiel –, et une commission indépendante est chargée d'organiser de nouvelles législatives. Elles se tiennent les 2 mai et 6 octobre 1993, accordant une fragile majorité à la tendance présidentielle (64 élus) face à l'URD-PCT (58).

On prend les mêmes…

Ces premiers pas, mal assurés, sur le chemin du multipartisme ont malheureusement semé les germes de la guerre civile, dans laquelle le pays basculera le 5 juin 1997, trois mois avant la fin du mandat de Pascal Lissouba. Lorsque la guerre s'achève, à la mi-octobre, par la victoire des Cobras de Sassou et de ses alliés sur les forces de Lissouba, Brazzaville est exsangue. Et le vainqueur, logiquement investi président de la transition.

Quatre ans et demi et un référendum constitutionnel plus tard, c'est le retour à la « normalité » institutionnelle. On prend les mêmes, et on recommence. En mars 2002, Denis Sassou Nguesso est élu à la présidence de la République sur un projet de société baptisé « Nouvelle espérance », marqué par le ralliement au chef de l'État d'un certain nombre d'anciens collaborateurs de Pascal Lissouba – à titre individuel ou à travers la création de mouvements voués à se fondre dans la nébuleuse de la majorité présidentielle. Une stratégie qui contribuera à fragiliser l'Upads jusqu'aujourd'hui.

1992, 2002… Un double anniversaire et une longévité, en deux périodes cumulées, de trente-huit ans au pouvoir pour DSN, dont on ne peut s'empêcher de se demander si, à 82 ans, il sera une fois encore candidat en 2026, si les Congolais sont pour ou s'y résignent par peur de l'inconnu et, pour ceux qui disent vouloir une « vraie » alternance, s'ils laisseront une nouvelle personnalité accéder au sommet de l'État. ●

Cécile Manciaux



Groupe **BUROTOP**

Hassan ATIE,

PDG du Groupe, l'affirme : « En termes de développement à 360 degrés, le continent Africain n'est pas seulement celui de l'avenir mais bel et bien celui déjà du présent ! »

La quarantaine, regard déterminé, humble et clairvoyant, toujours souriant et de bonne humeur, cet entrepreneur entreprenant se souvient de la jeune entreprise familiale fondée par son père et lancée au Sénégal à la fin des années 70.

« J'ai très tôt compris que l'Afrique, avec cette jeunesse qui fait sa force, avait besoin de TOUT » se souvient Hassan Atie.

« DU STYLO À LA TECH »

C'est avec la papeterie qu'en 2000 tout a commencé à Brazzaville.
Sur une surface de vente de près de 4 500 m², ***BUROTOP IRIS*** a proposé ses produits aux particuliers, aux professionnels et aux institutions étatiques. « La qualité a été notre critère de choix prioritaire » souligne ***Issa Attye, DGA du Groupe et frère cadet du PDG.***

Les solutions informatiques, le mobilier de bureau, l'intégration de systèmes informatiques innovants sont venus compléter l'offre originelle de papeterie.
Des partenariats privilégiés (MICROSOFT, HP, CISCO, ORACLE) et des clients prestigieux nous ont fait confiance (Banque Mondiale, Eni, Total...)



« BÂTIR ! »

MBTP, leader sur son marché, est un acteur majeur et reconnu dans le secteur du ***BTP*** en République du Congo.

De la conception à la réalisation, nous construisons des bâtiments résidentiels et administratifs, villas de luxe, infrastructures routières, aéroportuaires, électrification et ponts métalliques.
MBTP, certifié ***ISO 9001,*** possède 2 bases d'exploitation opérationnelles de 250 000 m² à Brazzaville et à Pointe-Noire ainsi qu'une flotte de camions et d'engins parmi les plus importantes d'Afrique Centrale.

MBTP, en matière d'impact environnemental et social a contribué au désenclavement des quartiers précaires, restructuration urbaine, accessibilité à l'électricité, et à la création d'emplois.



Ainsi, j'ai créé en 2011 ***IMMO INVEST,*** expert en développement et transaction immobilière associé à la gestion de patrimoine.

Créée en 2012, CELEC s'est rapidement imposée comme une référence dans la distribution électrique. De l'étude à la réalisation, elle répond à un secteur énergétique en pleine mutation et apporte toute son expertise afin d'accompagner la société nationale d'électricité ***E2C*** dans la réhabilitation du réseau ***HT/MT/BT.***



« MISER SUR L'INDUSTRIE ET L'AGRO-ALIMENTAIRE »

Entre 2016 et 2021, le pays a connu 5 années très difficiles économiquement. J'ai pris le risque de la diversification en misant sur le secteur agroalimentaire industriel. J'ai ainsi créé ***PRIMA MARKET*** et ***ITE***, respectivement dans la distribution de produits surgelés en gros, devenant ainsi l'un des plus gros importateurs du pays, puis dans la production et distribution d'eau minérale naturelle, ***VIVAL.***





« L'EAU, C'EST LA VIE ! »

Avec une capacité de production de 15 000 bouteilles d'eau par heure, j'ai doté l'usine d'une ligne de production ultramoderne de dernière génération.
Notre rigueur dans le management de la qualité a été reconnue et honorée, je suis fier que notre usine ***ITE*** ait été ***certifiée ISO 22 000 !***

ENTREPRISES



9

COLLABORATEURS



+ 3 000

PRÉSENCE EN AFRIQUE



4 PAYS

CERTIFICATIONS



ISO 22000
ISO 9001 : 2015

65% Équipe d'ingénierie

35 Ans d'expérience



« SOUTENIR LES PLUS FRAGILES ! »

Le Congo nous a accueilli à bras ouverts, il en va de notre responsabilité societale et humaine de venir en aide aux plus vulnérables. Il était donc tout à fait légitime de créer la ***FONDATION BUROTOP IRIS*** en 2010.
Nos actions se focalisent dans quatre domaines : Éducatif, Santé, Social et Environnemental.
« Donner, c'est recevoir ... »

www.**burotopiris**.com / www.**mbtpsa**.com / www.**celecsa**.com
www.**primaket**.net / www.**itecongo**.com / www.**fondationburotop**.com
www.**millennium-motors**.com / www.**immoinvest-congo**.com

GRAND FORMAT **CONGO**

ÉCONOMIE

Anatole Collinet Makosso

Premier ministre

« Nos objectifs restent les mêmes : désendettement et investissements ! »

PROPOS RECUEILLIS À BRAZZAVILLE PAR OLIVIER CASLIN



ALEXANDRE GOUZOU POUR JA

Mission accomplie pour Anatole Collinet Makosso et les membres de son gouvernement. Nommés le 12 mai 2021, ils avaient comme objectifs de trouver d'urgence un accord avec le Fonds monétaire international (FMI) et de finaliser la reprise d'une coopération budgétaire au point mort depuis 2018. C'est chose faite, depuis le début de cette année. Brazzaville a même immédiatement perçu une première tranche de 90 millions de dollars sur les 455 millions attendus sur trois ans. De quoi redonner le sourire au Congo et à son Premier ministre, qui, après avoir remis de l'ordre dans les finances publiques, va pouvoir s'attaquer au développement économique et social du pays.

Jeune Afrique : Le 21 janvier, le conseil exécutif du FMI a approuvé le démarrage d'un nouveau programme au titre de la facilité élargie de crédit (FEC). Quel est désormais l'agenda pour le Congo ?

Anatole Collinet Makosso : Avoir signé un accord avec le FMI est une chose, conduire ce programme à son terme en respectant les différentes échéances en est une autre. Nous travaillons pour que les recommandations émises par le Fonds soient exécutées, de sorte que ses experts puissent constater, à chacune de leurs revues, les bonnes dispositions du Congo à appliquer la feuille de route.

En 2018, le Congo avait signé un accord identique, interrompu quelques mois plus tard après un premier décaissement. Comment éviter que l'histoire ne se répète ?

En accélérant nos réformes. Nos partenaires nous ont reproché un manque d'audace dans la première mouture de notre loi contre la corruption, nous avons donc adopté un nouveau texte législatif sur la lutte, la prévention et la répression de tels actes.

Nous avons également lancé plusieurs réformes afin de mobiliser les ressources internes au pays et d'améliorer son climat des affaires. Nous pouvons nous appuyer sur nos bonnes relations avec nos partenaires extérieurs. Et la dette fait l'objet d'une vaste restructuration, également en interne. Toutes ces actions, accompagnées d'une gestion prudente de nos ressources, doivent permettre de conclure favorablement ce programme.

Le Congo évitera-t-il à l'avenir d'avoir recours aux prêts non concessionnels ?

Tout à fait ! Et cela fait partie des conditions fixées par le FMI. Nous voulons désormais limiter notre endettement, et, si vraiment nous devons recourir à un emprunt, nous chercherons uniquement des prêts concessionnels et formels.

Ce gouvernement est en exercice depuis un an, et personne ne l'a vu s'engager dans des opérations hasardeuses.

Avec l'appui budgétaire du FMI, le Congo clôturera-t-il enfin le dossier du désendettement pour ouvrir celui du développement ?

C'est notre objectif, comme le veut l'adage selon lequel « qui paye ses dettes s'enrichit ». Une partie des financements liés à la FEC sera consacrée au paiement de la dette auprès de nos partenaires financiers, commerciaux, mais aussi sociaux. La réduction de notre dette sociale représente un défi majeur pour le pays. À mon arrivée, en mai 2021, la situation était tendue au Congo. Un an plus tard, ce front social est apaisé.

Et comment comptez-vous conforter cet apaisement ?

Nous avons réussi à tempérer la situation en versant les salaires et les retraites qui permettent aux Congolais de vivre au quotidien, de consommer, et donc de produire de la richesse pour le pays. Même le versement des bourses étudiantes s'est amélioré. C'est ainsi que l'économie se développe. Nous veillerons à maintenir le rythme pris l'année dernière pour que, à la fin de chaque mois, le retraité touche sa pension et le fonctionnaire perçoive son salaire. Et cela à tous les niveaux de l'État.

> « **Nous avons signé l'accord avec le FMI. Et, déjà, les banques, les entreprises et les agences de développement sont de retour.** »

L'État a-t-il réussi à restaurer la confiance des partenaires et des bailleurs internationaux ?

Nous étions arrivés à un point où nous avions même perdu confiance en nous ! Entre 2015 et 2020, la crise économique a été destructrice, au Congo comme dans beaucoup d'autres pays. Est venue s'y ajouter la crise sanitaire que nous avons affrontée quasiment à mains nues, puisque le FMI a refusé de nous accompagner sur ce front, au risque de se livrer à de la non-assistance à peuple en danger.

Comment un pays comme le nôtre, vivant essentiellement de l'exportation de ses ressources naturelles, pouvait-il sortir d'un tel contexte sans

rétablir la confiance autour de lui, à un moment où les médias insistaient sur sa situation d'endettement pour en faire un pays presque infréquentable ? Il était urgent de reprendre langue avec nos partenaires bilatéraux, pour leur montrer que le Congo restait une terre de paix et d'opportunités, et que nous méritions d'être soutenus et accompagnés.

Quel rôle la France a-t-elle joué à cet égard ?

Son rôle a été déterminant tout au long du processus avec le FMI. Lors de notre visite à Paris en août 2021, nous avons bénéficié d'un engagement ferme de la part du ministre français de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, et nous l'avons senti par la suite dans nos négociations avec le Fonds. Nous étions tenus régulièrement informés des différentes étapes et avons rapidement pu mesurer l'apport de nos différents partenaires siégeant au conseil d'administration du FMI, en particulier la France.

« **Nous veillerons à ce que, à la fin de chaque mois, le retraité perçoive sa pension, et le fonctionnaire, son salaire.** »

Pourrez-vous compter sur vos partenaires internationaux pour contribuer au financement de votre Plan national de développement (PND) 2022-2026, et à quel montant évaluez-vous ce dernier ?

À près de 8800 milliards de F CFA [environ 13,4 milliards d'euros]. Et nous travaillons en effet à la mobilisation des ressources nécessaires à son financement. Ce PND ne reposera pas sur l'endettement, mais sur des formules innovantes, en nous ouvrant aux marchés financiers, en faisant la promotion des partenariats public-privé [PPP]… Si, par le passé, les mécanismes de financement n'étaient pas toujours clairement définis, ce n'est pas le cas pour ce PND.

Comme nous avons signé cet accord avec le FMI, déjà les entreprises, les banques, les agences de développement reviennent au Congo. Après avoir réussi à renforcer notre crédibilité, nous sommes donc plutôt optimistes quant à notre capacité à financer notre plan.

Le secteur privé international est appelé à tenir toute sa place pour y contribuer. Comment comptez-vous l'attirer ?

Par l'amélioration continue du climat des affaires. Nous nous sommes attelés au rétablissement de la confiance et du dialogue social, il convient également de restaurer l'autorité de l'État afin de rassurer les opérateurs économiques qui veulent sentir sa présence : l'État doit les accompagner en permanence, leur accorder davantage de facilités. Et c'est ce que nous faisons, en dénonçant et en corrigeant, en faveur des entreprises, certains abus ou erreurs judiciaires.

En intervenant ainsi, dans le respect de la séparation des pouvoirs, nous renforçons au quotidien le rôle de l'État auprès du secteur privé pour que ce dernier ne se sente plus lésé.

Quand les Congolais verront-ils les premiers effets concrets de ce PND ?

L'impact devra être ressenti dans les deux prochaines années. Nous avons mis à profit ces six derniers mois pour nous approprier ce PND et allons commencer à le mettre en œuvre concrètement au cours des six prochains mois.

Nous disposons des ressources budgétaires nécessaires et bénéficions d'une embellie financière, ce qui nous permettra de travailler sur des investissements bien ciblés. Nous devons encore préparer l'exécution du PND sur le terrain en améliorant l'environnement économique, en multipliant les mesures d'accompagnement et en œuvrant pour la paix et la stabilité. C'est ainsi que nous motiverons nos partenaires et que nous pourrons mobiliser les ressources dont nous avons besoin.

Quelles sont les priorités du PND ?

Six piliers ont été retenus : l'agriculture, l'industrie, les zones économiques spéciales [ZES], le tourisme, le numérique et l'immobilier. En matière d'agriculture tout particulièrement, notre but est d'atteindre rapidement l'autonomie alimentaire, en mettant l'accent sur la production locale des aliments de consommation courante afin de réduire nos volumes d'importation, estimés chaque année à plus de 600 milliards de F CFA. Une cellule de résilience a été mise en place pour faire face à la flambée des prix que nous constatons déjà sur certaines denrées depuis le début de la guerre en Ukraine.

Quelles sont les premières conséquences de l'invasion de l'Ukraine sur votre économie ?

La flambée du prix du pain, l'Ukraine et la Russie étant parmi les principaux exportateurs de blé au monde. Nous devons faire face à cette crise pour éviter le spectre d'une famine.

Notre défi est de transformer les difficultés engendrées en une opportunité pour notre jeunesse, et cela passe par le développement de notre secteur agricole. Mon gouvernement travaille déjà dans ce sens : l'État a prévu plusieurs dispositifs pour encourager les agriculteurs à produire davantage, pour permettre aux jeunes d'investir dans le secteur et de travailler à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles, mais aussi pour aider les populations rurales à acheminer leurs produits vers les marchés de consommation.

La guerre menée par Moscou a également causé une envolée des cours des hydrocarbures. Que va faire le pays de cette nouvelle manne ?

Dans le programme signé avec le FMI, il a été prévu qu'en cas d'augmentation des cours la priorité était de financer la dette sociale, l'amélioration du niveau de vie des Congolais, ainsi que tout investissement sur des projets concourant à l'assainissement de la situation économique actuelle. Nos objectifs restent les mêmes : désendettement et investissements ! Et cela, autant que nous le pourrons. ●

X OIL CONGO
L'ENERGIE D'AVANCER ENSEMBLE !
Station côte mondaine, Pointe-Noire
L'Energie d'Avancer Ensemble !
Avec ses 20 années d'expérience, **X-OIL CONGO** a acquis une connaissance solide et approfondie du secteur de la distribution des produits pétroliers, notamment à travers son réseau de 27 stations-service réparties sur l'ensemble du territoire national et auprès d'une clientèle BtoB composée de PME's, de grandes entreprises et de multinationales installées au Congo.
X-OIL étend ses services et vous propose désormais une gamme variée de lubrifiants et de fluides pour tous types de véhicules et d'équipements industriels.
BIENTÔT DISPONIBLE
« Vous l'attendiez, **Nous l'avons fait** »
Ya biso moko !
X OIL LUBRICANTS
POUR DES MOTEURS QUI DURENT
MTN SEFYD PERENCO eni Mokabi
TAMAN INDUSTRIES LTD EST FORESTIER ASIA CONGO THANRY SOCOPEC
MERCI ! Ils nous font confiance
POUR SE PROTÉGER ET PROTÉGER LES AUTRES
SPONSOR OFFICIEL DES DIABLES NOIRS
X-OIL CONGO
www.xoil.cg
20 ANS 2002 - 2022

Sur le chemin très étroit du développement

Les négociations avec le FMI et les traders ont enfin abouti, le cours du baril est au plus haut… Mais Brazza doit désormais répondre à des exigences de transparence extrêmement strictes et démontrer que sa feuille de route est réaliste.

OLIVIER CASLIN


Le champ pétrolifère de Moho Nord, au large de Pointe-Noire, a été mis en production en mars 2017 par Total (opérateur majoritaire). Avec une capacité de 140 000 barils/jour, il assure désormais plus de la moitié de la production congolaise.

MALFERE DAMIEN - TOTAL

« Nous sommes toujours sous la très haute surveillance du FMI [Fonds monétaire international] », choisit de rappeler Rigobert Roger Andély pour démarrer l'entretien qu'il a réussi à caler dans son emploi du temps surchargé. C'est que, depuis sa nomination il y a tout juste un an, le ministre des Finances et du Budget du Congo est en première ligne de l'action gouvernementale. D'abord pour obtenir un nouvel accord de coopération budgétaire avec le Fonds – mission accomplie le 21 janvier –, ensuite pour remettre à flot les finances publiques et permettre le redémarrage économique du pays, qui était au point mort depuis la chute des cours du baril, à la fin de 2014.

Les deux parties ayant enfin pu signer un contrat de confiance, le plus dur commence peut-être maintenant pour le Congo, qui ne pourra pas se contenter de paver de bonnes intentions le long chemin qui doit le mener du désendettement au développement. « Même l'actuelle flambée des prix des hydrocarbures n'exonérera pas les autorités congolaises de faire des efforts », prévient le résident à Brazzaville de l'un des principaux bailleurs internationaux du pays.

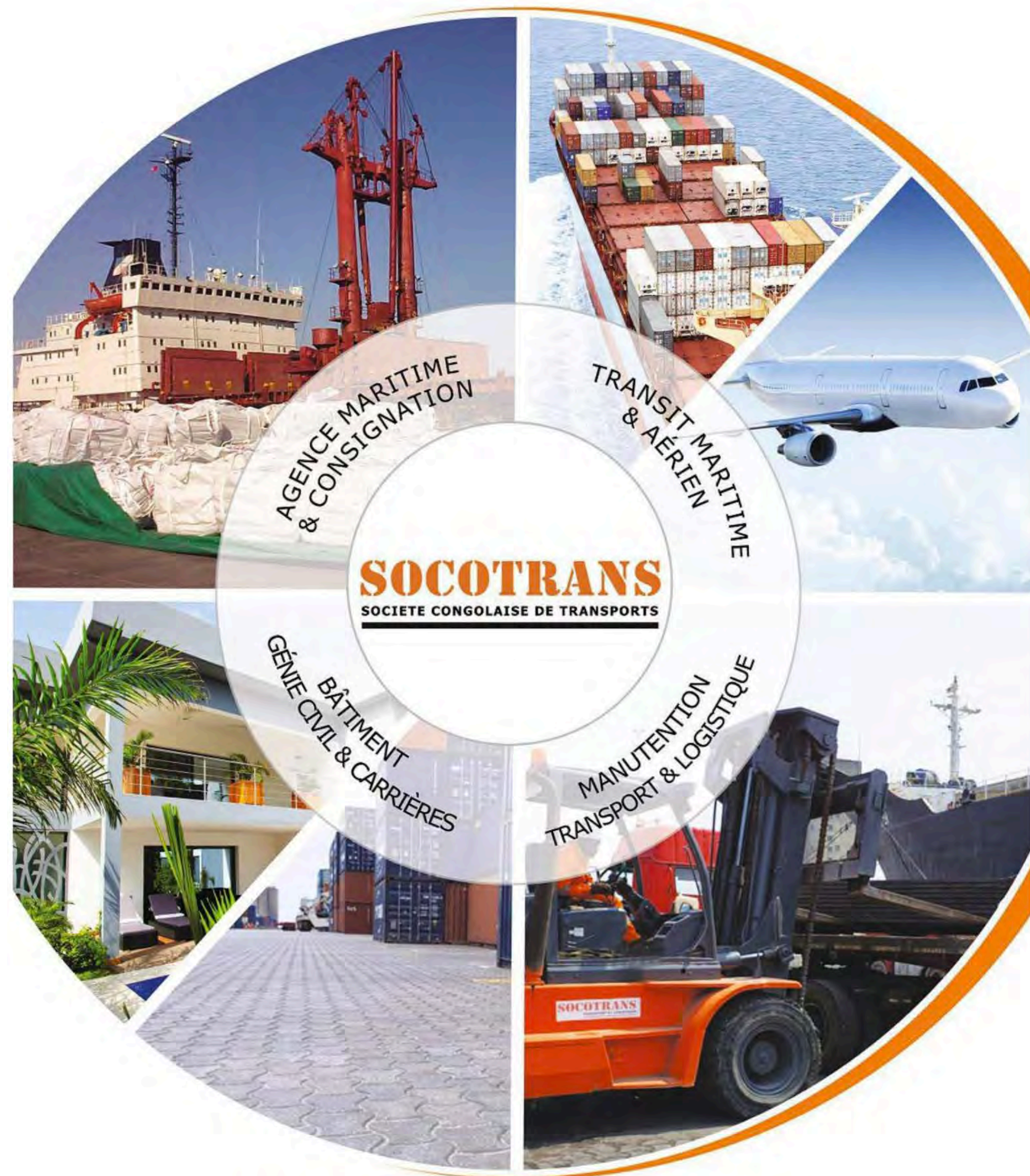
Rigobert Roger Andély en est bien conscient. Passé par le FMI puis par la Banque des États de l'Afrique centrale (Beac), dont il fut vice-gouverneur, il connaît sur le bout des doigts la feuille de route à suivre pour remettre son pays sur les rails de l'orthodoxie financière et, donc, pour rassurer des bailleurs, multilatéraux comme bilatéraux. Son entrée au gouvernement en mai 2021 avait déjà été perçue comme la confirmation que le Congo souhaitait, cette fois, vraiment assainir ses comptes publics. À 68 ans, le grand argentier retrouvait alors un portefeuille qu'il avait déjà occupé de 2002 à 2005 et où il avait, semble-t-il, laissé de bons souvenirs en remettant de l'ordre dans les finances du pays.

De retour aux affaires, il a donc rapidement ressorti le Bic rouge, qui avait assis sa réputation de père la rigueur lors de son premier passage aux Finances, l'outil idéal pour tailler dans les lignes budgétaires, parfois au plus grand mécontentement de certains autres membres du gouvernement. Mais, avec un endettement encore estimé à 94 % du produit intérieur brut (PIB) et un taux de croissance nul pour l'année 2021, le Congo pouvait difficilement choisir une autre voie que celle de la discipline budgétaire dictée par son ministre des Finances, qui s'est imposé au fil des mois comme le véritable « économiste en chef » du pays.

Nouveau cycle de confiance

« Le Congo n'était pas endetté, il était surendetté », affirme Rigobert Roger Andély en insistant sur la nuance. Le gouvernement n'a donc pas ménagé sa peine pour retrouver, en quelques mois, les bonnes grâces des experts du FMI qui, en 2021, avaient même refusé d'accorder à Brazzaville l'aide d'urgence destinée à faire face à la crise sanitaire, pourtant distribuée à la plupart des autres pays de la sous-région.

Les premières réformes budgétaires, couplées à une embellie des cours pétroliers qui favorise la croissance du PIB, permettent au Fonds de revoir ses calculs et, en septembre dernier, de reconnaître →



WWW.SOCOTRANSCONGO.COM
Follow us on LinkedIn
10, RUE MASSABI BP. 617 POINTE-NOIRE / REPUBLIQUE DU CONGO
+(242) 06 636 00 00 / info@socotranscongo.com



Porter l'énergie de l'avenir.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES PÉTROLES DU CONGO

ÉTABLISSEMENT PUBLIC À CARACTÈRE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL AU CAPITAL DE 81.334.654.844 FRANCS CFA
Siège : Tour SNPC - Boulevard Denis SASSOU-NGUESSO - BP 188 Brazzaville - République du Congo
Etablissement Pointe-Noire : Tour SNPC - Boulevard Charles DE GAULLE - BP 822 Pointe-Noire - République du Congo
Téléphone : (+242) 06 555 21 00 | Site web : www.snpc-group.com

→ officiellement « la soutenabilité de la dette congolaise ». Première étape obligée d'un nouveau cycle de confiance, qui aboutit à l'ouverture d'un nouveau round de négociations avec Brazzaville. Jusqu'à ce que, le 21 janvier, le conseil exécutif du FMI approuve une facilité élargie de crédit (FEC) de 455 millions de dollars sur trois ans, avec un premier décaissement immédiat de 90 millions de dollars. De quoi permettre au pays de voir ses finances repasser dans le vert et de tabler sur une croissance avoisinant les 2 % à la fin de 2022, selon les experts de l'institution monétaire. Pour s'en assurer, ces derniers vont multiplier les revues à Brazzaville. Trois doivent d'ores et déjà se tenir d'ici au mois de septembre. Difficile, dans ces conditions, de s'écarter « des exigences très, très, très fortes » – aux dires d'Andély – imposées par le FMI et par les autres bailleurs multilatéraux.

En tête de liste des bonnes pratiques à suivre immédiatement et impérativement par le Congo figurent la lutte contre la corruption, l'amélioration du climat des affaires et la rationalisation de la fiscalité. « Le pays doit renforcer la mobilisation de ses recettes intérieures et l'efficacité de ses dépenses publiques, résume le Fonds. Avec l'objectif de finaliser la restructuration de sa dette extérieure. »

Trois priorités : la lutte contre la corruption, l'amélioration du climat des affaires et la rationalisation de la fiscalité.

Le Congo est aussi fermement appelé à en finir pour de bon avec certaines pratiques douteuses, comme les fameux prêts non concessionnels obtenus ces dernières années auprès de certains négociants pétroliers, qui ont plombé les comptes du pays en même temps qu'ils ruinaient sa crédibilité auprès de ses partenaires financiers. Après Orion et Trafigura à la fin de 2021, Glencore a concédé le 28 janvier une décote à Brazzaville, qui espère clore pour de bon un dossier qui a nécessité l'intervention personnelle du président Denis Sassou Nguesso (DSN). « Nous avons retenu la leçon », veut croire le ministre des Finances, qui rappelle que, depuis le 21 janvier et pour les trois prochaines années, il est interdit au Congo d'avoir recours à ce type de prêts.

Décidément sur tous les fronts, le Congo a également pu renégocier ses dettes avec le Brésil, la Turquie, la Libye, l'Inde… Et il doit engager un second round de négociations pour la restructuration de sa dette avec la Chine, après celui de 2018-2019. Si Brazzaville arrive à ses fins, la dette publique pourrait être ramenée à 74 % du PIB à la fin de cette année, donc proche de la norme de 70 % fixée par la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac).


MINISTÈRE DES FINANCES DE LA RÉPUBLIQUE DU CONGO

Rigobert Roger Andély, le ministre des Finances et du Budget.

Une manne inespérée

Il sera temps alors pour Rigobert Roger Andély et son pays de lancer le Plan national de développement (PND) 2022-2026, sur lequel s'est fait réélire DSN en 2021. Les 8 789 milliards de F CFA (13,4 milliards d'euros) nécessaires à son financement doivent être apportés aux deux tiers par les investisseurs internationaux et le solde par le gouvernement congolais, qui peut compter sur la bonne santé actuelle des cours du baril pour disposer des fonds nécessaires.

L'agence de notation internationale Fitch Ratings table désormais sur un cours moyen de 100 dollars le baril de brut en 2022, qui devrait permettre au Congo de tripler ces ressources en devises étrangères cette année. Sachant que la loi de finances 2022 s'est basée sur un baril à 65 dollars, le pays pourrait donc disposer d'une manne inespérée, qui restera d'abord orientée vers la réduction des créances internes et externes, comme le précise l'accord avec le FMI. « Notre priorité est de retrouver un peu d'aisance financière », explique Rigobert Roger Andély, notamment pour reconstituer des réserves auprès de la Banque centrale. Celles-ci ne représentent actuellement que 2,4 mois d'importation : trop peu, au moment où l'inflation se fait déjà sentir sur de nombreux produits alimentaires depuis le début du conflit ukrainien.

L'un des objectifs du PND, soutenu par le FMI, est justement de permettre au Congo de sortir du tout pétrole – 90 % des recettes d'exportation, 60 % des recettes budgétaires – et de diversifier son économie, en particulier vers l'agriculture. L'idée est de développer, à terme, des filières locales de produits de substitution susceptibles de renforcer l'autonomie alimentaire du pays et donc de réduire sa dette extérieure. À charge pour le Congo de poursuivre ses efforts afin de disposer, dès les prochains mois, des moyens financiers nécessaires à de telles ambitions. ●

HYGIENE PRODIGE
HPCI
S.A.R.L.
ENGINEERING
Maintenance industrielle



NETTOYAGE INDUSTRIEL

- Nettoyage des espaces professionnels
- Application 4D
- Entretien des espaces verts
- Bio nettoyage en milieu hospitalier



ENGENEERING

- Dessin industriel
- Étude et conception
- L'analyse des systèmes des eaux de chaudière et d'eau potable
- Installation des racleurs de fond et de surface
- Installation des pompes de transfert des hydrocarbures
- Fourniture et Installation des tambours OLEOPHILES fixes et flottants.
- Électricité Industrielle



PHONIX_A - STOCK.ADOBE

MAINTENANCE INDUSTRIELLE

- Hydrocureur
- Pompage des boues des hydrocarbures
- Décaissement du sol pollué
- Nettoyage des bassins API
- Nettoyage et surveillance des fours prosers
- Nettoyage des capacités (Espaces confinés)
- Nettoyage des gares à racleurs
- Déshuilage des bassins de décantation à niveau fixe
- Nettoyage des filtres colmatés des boues des hydrocarbures ;
- Mise à disposition des opérateurs industriels (bassin API, Installation pétrolière, raffinage, …)

JAMG - PHOTOS D.R. SAUF MENTION

HPCI-S.A.R.L., ACTEUR MAJEUR DU NETTOYAGE AU CONGO SE DIVERSIFIE

En peu de temps, HPCI-S.A.R.L, est devenue une actrice Influente dans l'évolution de son corps de métier, le nettoyage des espaces professionnels. Elle a su se diversifier dans l'industrie : Engeneering, Maintenance Industrielle et Nettoyage Industriel.

HYGIÈNE PRODIGE COM INTERNATIONAL (HPCI) est une société de droit congolais à responsabilité limitée (S.A.R.L).

Elle a été créée en 2004 par Monsieur Jean-Serge Sita, dirigeant actuel de l'entreprise. Après la Licence en administration économique et sociale (AES) en France, Diplôme européen d'Études supérieures en communication (DEES - OM), il intègre le groupe AXA Assurance au service réseau informatique à la défense. Après 8 années d'expérience, il quitte pour être responsable commercial zone Afrique centrale au sein de la société Hygiène Île de France et environnement, en France. Il rentre au Congo en 2004 et met en place HPCI dont les activités ont été officiellement lancées en 2008.

HPCI c'est une équipe à votre écoute forte de ses 14 années d'expérience, qui intervient auprès de nombreuses structures. Au fil des années, nous avons ainsi pu acquérir l'expertise nécessaire pour répondre aux besoins de nos clients, grâce à l'appui du Contenu Local TOTAL E8P Congo, qui a su nous apporter la formation nécessaire à notre amélioration.

Nous collaborons avec ENI Congo : Nettoyage industriel & Application 3D Désinsectisation, Dératisation Désinfection, off/onshore (Barges et Plateformes), avec TOTAL ÉNERGIE Congo : Nettoyage industriel et Application 3D (Terminal de Djeno & Base industrielle), CORAF : Nettoyage, maintenance industrielle & projet et la SNPC : Nettoyage industriel & Application 3D Désinsectisation, Dératisation Désinfection, off/one shore (Barges et Plateformes)

HPCI dispose d'importants moyens logistiques, techniques et informatiques afin de répondre aux attentes de ses clients afin de leur apporter la prestation la plus adaptée à leurs demandes et besoins.

Son offre multiservices vous propose diverses prestations comme : l'entretien et le nettoyage des espaces verts, le nettoyage des vitres, le nettoyage de bureaux et commerces, mais également divers travaux dans des domaines de la maintenance industrielle comme : L'installation des écrémeurs, type tambours oléophiles sur les bassins des API, pompage des hydrocarbures à l'aide d'un véhicule hydro-cureur, Pompage des huiles avec séparateur, tambours oléophiles pneumatiques mobiles, travaux en espaces confinés, ou encore les nettoyages des équipements pétroliers avec la machine HP.

Aujourd'hui, HPCI intervient dans les divers segments Engineering maintenance industrielle. Nos prestations portent sur le nettoyage des espaces confinés, le pompage des hydrocarbures, le nettoyage des bacs à hydrocarbures, l'installation des écrémeurs sur les bassins, le nettoyage des installations, la surveillance des pompes des bassins API, le traitement des eaux usées, l'entretien des piscines et le traitement d'eau potable. Pour « Nettoyer autrement », HPCI s'est dotée d'équipements innovants, qui confèrent une efficience effective à sa démarche de nettoyage. Chacune de ses prestations est effectuée avec des équipements haut de gamme. Aujourd'hui, nous disposons des hommes, des compétences terrain et d'une structure nous permettant de proposer une offre de qualité en apportant entière satisfaction à nos clients.

PARTENARIATS

Pour accélérer sa croissance tant au plan national qu'international, HPCI se veut offensive, en développant de nombreux projets de partenariat avec d'autres grandes compagnies et majors étrangers, à diversifier ses prestations, en on/offshore dans les domaines de la maintenance et du nettoyage industriel.

Forte de notre expertise et de son savoir-faire sur toute la chaine de valeur des prestations de maintenance et de nettoyage industriel, HPCI étend désormais sa politique de coopération à l'industrie du raffinage et de la pétrochimie, deux axes forts du développement de ses activités.

Nos prestations multiservices s'adressent aussi bien au segment pétrolier de la maintenance et du nettoyage industriel, qu'à l'assainissement de l'environnement.



Monsieur Jean-Serge Sita, Directeur général de HPCI.

« NOUS VOULONS DEVENIR UNE RÉFÉRENCE MONDIALE PARMI LES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES NATIONALES, INTERNATIONALES ET RESTER L'ÉTENDARD DE L'ÉCONOMIE EN AFRIQUE ET DANS LA SOUS-RÉGION. »

Pour relever ces défis, nous avons lancé la stratégie de transformation de l'entreprise. un plan de transformation ambitieux et rigoureux, un plan qui répond aux enjeux clés de HPCI - S.A.R.L.

La stratégie de transformation vise à améliorer la performance de toutes les activités. Elle s'applique à optimiser notre organisation et à moderniser nos processus.

Notre transformation passe par une évolution de notre culture et de nos valeurs. Cette transformation implique tous les collaborateurs de HPCI - S.A.R.L.

Ensemble, devenons une référence mondiale de l'industrie pétrolière.

CONTACTS :

DIRECTION GÉNÉRALE :
Croisement av. A. A. Neto et Mgr Pwaty, Ex-Bâtiment CFCO Centre-Ville
Pointe-Noire - République du Congo
Tél. : (+ 242) 05 520 91 88
(+ 242) 06 665 27 28
hygieneprodige@hpci-sarl.net

AGENCE ABIDJAN :
Cité des Arts – Rue Marcelin Yacé, face domaine UEESO BP 30/2296
Abidjan – Cocody - Côte d'Ivoire
Tél. : (+ 225) 27 22 24 02 47
(+ 225) 07 02 608 307
info.abidjan@hpci-sarl.net
hygieneprodige.adj@hpci-sarl.net

AGENCE BRAZZAVILLE :
Av Felix Eboué, Face Ambassade de Russie
Tél. : (+ 242) 04 437 80 55
(+ 242) 05 791 16 80
hygieneprodige.bzv@hpci-sarl.net

www.hpci-sarl.net



La gare centrale, terminus de la célèbre ligne du Chemin de fer Congo-Océan (CFCO).

ANTONIN BORGEAUD POUR JA

SPÉCIAL
POINTE-NOIRE



100 ans et l'espoir d'un nouveau printemps

Le 11 mai 2022, la capitale économique congolaise célèbre le premier siècle de sa fondation. L'occasion de (re)découvrir la cosmopolite et atypique métropole.

OLIVIER CASLIN

Il y a tout juste cent ans, le 11 mai 1922, le gouverneur général Victor Augagneur signait le décret portant création de la ville de Pointe-Noire, dans la baie du même nom. Ce mois de mai 2022 est l'occasion pour les autorités municipales et départementales de fêter dignement le centenaire de leur cité océane. Peut-être les Ponténégrins regrettent-ils les aléas du destin et du calendrier, qui imposent d'organiser ces cérémonies au moment où Pointe-Noire traverse l'une des périodes les plus délicates de son histoire.

Florissante dès les années 1930 grâce à la combinaison de son port et de la célèbre ligne du Chemin de fer Congo-Océan (CFCO), qui en fait dès sa naissance un point de passage obligé pour toute l'économie sous-régionale, la ville devient flamboyante quelques décennies plus tard, quand les premiers gisements de pétrole découverts au large de Pointe-Indienne entrent en phase de production. Les crises et la guerre civile qui ont secoué le Congo de 1992 à 1999 ont, elles aussi, provoqué la migration de nombreux Congolais vers Pointe-Noire, épargnée par les turbulences.

Pourtant, depuis 2014, la deuxième ville du pays et son million d'habitants ont souffert, subissant coup sur coup les effets de la chute des cours des hydrocarbures et, six ans plus tard, ceux de la pandémie de Covid-19. Une succession de crises financières et sociales qui a encrassé le poumon économique congolais. Selon les chiffres de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Pointe-Noire, la ville aurait perdu 50 000 emplois depuis 2015 : aux employés des compagnies pétrolières et à leurs sous-traitants locaux – qui n'ont plus guère de perspectives de redéploiement depuis l'entrée en production du gisement de Moho Nord, en 2017 – se sont ajoutés les personnels de maison des expatriés, lesquels sont désormais bien moins nombreux que durant les fastes décennies 1970 et 1980 de la ville. Le mois et demi de confinement, au début de 2020, n'a rien arrangé, « à un moment où l'économie de Pointe-Noire connaissait un début de reprise », se souvient Sylvestre Didier Mavouenzela, le président de la CCI.

Deux ans plus tard, la cité océane semble sortir de sa torpeur. « Pointe-Noire est entrée dans une phase de stabilité économique en retrouvant une partie de son activité, mais à un rythme très lent », constate le représentant consulaire d'un secteur privé local en difficulté. Dans cette morosité ambiante, seul le Port autonome de Pointe-Noire (PAPN) – qui, lui, a fêté ses 83 ans le 2 avril – n'a pas ralenti la cadence. Il a conservé ses tonnages et les a même améliorés, grâce notamment aux extensions et aux équipements réceptionnés en février 2020, quelques semaines seulement avant le début de la pandémie.

Vaisseau amiral

Comme un symbole de cette bonne santé conservée, les autorités portuaires ont inauguré, en janvier, le nouveau siège du PAPN et la salle de conférences de 600 places qui l'accompagne. Unique bâtiment d'envergure réalisé à Pointe-Noire ces dix dernières années, son installation a tout de même été l'occasion d'aménager quelques kilomètres de voirie, qui le relient désormais aux routes fatiguées desservant les quartiers environnants.

Aujourd'hui un peu esseulé, ce vaisseau amiral de verre et de métal domine la ville de ses quinze étages. À ses pieds, il est prévu de construire un nouveau quartier – à demi d'affaires, à demi résidentiel – autour du nouveau port de pêche et d'une marina. Une perspective réjouissante mais lointaine pour la ville et ses autorités, qui scrutent avec attention et une pointe d'espoir retrouvé l'actuelle flambée des cours du pétrole. Si le cours du brut se maintient à plus de 100 dollars le baril, quelques projets jugés trop coûteux pourraient devenir rentables et ressortir des cartons dans lesquels les avaient soigneusement rangés les opérateurs. « Certains forages reprendront dès cette année », parie Sylvestre Didier Mavouenzela. À commencer, peut-être, par l'énorme projet gazier que ENI Congo envisage de démarrer au large de Pointe-Noire dans les prochains mois, pour une mise en production attendue dès 2023. Un investissement de trois milliards de dollars qui, s'il se concrétise, devrait aider la ville à retrouver un peu de sa superbe.

Au-delà des célébrations, ce centenaire permettra enfin à Pointe-Noire de disposer de sa propre université, ainsi que d'un marché central rénové. Les chantiers doivent en effet être lancés à l'occasion du jour anniversaire de la ville par le président Denis Sassou Nguesso, avec à ses côtés le « régional de l'étape » : son Premier ministre, Anatole Collinet Makosso. Comme beaucoup de Ponténégrins, celui-ci voit dans sa nomination à la primature, en mai 2021, un alignement des planètes, dont sa ville natale se doit de profiter pour se réinventer. « Il faut la dépoussiérer, la redessiner, pour retrouver "la belle Pointe-Noire" », souligne le chef du gouvernement. « Nous devons aussi diversifier notre économie locale et ne plus dépendre d'un modèle reposant sur l'activité pétrolière, qui ne redeviendra jamais ce qu'elle a été », ajoute Sylvestre Didier Mavouenzela.

Si le cours du brut se maintient à plus de 100 dollars le baril, quelques projets jugés trop coûteux pourraient ressortir des cartons.

Les habitants de « Ponton » auront l'occasion de réfléchir à leur avenir, sans forcément devoir tourner le dos à ce passé ouvert aux vents du grand large qui continue de faire de Pointe-Noire une ville à part. C'est ce patrimoine qu'ont décidé de mettre en avant la municipalité ainsi que les instances départementales et nationales impliquées, réunies autour du maire, Jean-François Kando. Législatives en juillet obligent, les célébrations se dérouleront en deux temps. Si le programme de septembre reste à définir, celui du mois de mai est bien rempli, avec cinq jours de festivités prévus du 11 au 15. Au menu : des événements sportifs et gastronomiques, l'embellissement de quartiers, un hommage à cent personnalités marquantes de la ville, des colloques (dont l'un organisé par le ministre en charge de l'Éducation et de l'Alphabétisation, Jean-Luc Mouthou). Le tout enrubanné de soirées culturelles ou dansantes.

Le 11 mai, la cité océane lèvera aussi le voile sur son projet de construction d'une colonne de près de quinze mètres de haut, qu'elle souhaite faire construire au bout de la longue avenue Charles-de-Gaulle, au centre de ce qui deviendra la place du Centenaire. Le long du tube en béton fibré, les Ponténégrins pourront voir les grandes étapes de l'évolution de la ville durant son premier siècle d'existence. Et, en contemplant en arrière-plan l'iconique gare centrale abandonnée à elle-même, mesurer le chemin à (re)parcourir pour que Pointe-Noire retrouve l'éclat de sa jeunesse. ●



Le nouveau siège du Port autonome de Pointe-Noire (PAPN), inauguré en janvier.

PAPN

COULEUR LOCALE

Dos à la mer

La cité océane semble vouloir ignorer l'Atlantique, qui est pourtant à l'origine de sa naissance et de presque toutes ses ressources. Paradoxal ?



Le vieux phare de Pointe-Noire ne voit plus l'océan depuis longtemps. Construit en 1927, les pieds dans l'eau trouble de la baie, il a été relégué quelques années plus tard loin de la mer, à cause de la construction du port, inauguré en 1939. Aujourd'hui, il est davantage une vigie pour la noria de poids lourds faisant la navette entre les parcs à conteneurs qu'un guide pour les navires qui croisent au large.

Depuis l'installation des premiers portiques de Congo Terminal, en 2012, le phare et les 30 mètres de hauteur de sa tour octogonale en béton zébrée de noir ne dominent même plus l'horizon. Encore moins depuis l'inauguration, en janvier, du siège du port autonome de Pointe-Noire, le PAPN : nouveau phare de verre et de métal qui, avec ses quinze étages, permet à la capitale économique de prendre un peu de hauteur... tout en rapprochant la ville de son port.

Si Pointe-Noire doit beaucoup à la mer et à ses bassins portuaires, elle leur a longtemps tourné le dos. Peut-être parce que le port devait à l'origine être construit plus au nord, près de Loango... Mais, en 1922, le gouverneur général Victor Augagneur lui préfère la baie de Pointe-Noire, qui devient la porte océane de l'Afrique équatoriale française, grâce à son port raccordé à l'hinterland par la ligne Congo-Océan, mise en service en 1934. Au passage, la construction du wharf entraîne la disparition de l'éperon noirâtre de grès qui donna son nom à la cité : la fameuse Punta Negra, identifiée sur la côte du royaume vili et mentionnée sur les cartes des navigateurs portugais dès 1484.

Mystère et mysticisme

C'est de sa façade maritime que « Ponton » tire sa richesse. Grâce à son port, unique en son genre dans la région, grâce aussi à la découverte des premiers gisements d'hydrocarbures offshore à partir des années 1940. Et c'est depuis l'océan que débarquent les différentes communautés qui font de Pointe-Noire une ville à part, où souffle – selon ses habitants – un vent de libre entreprise apporté par les embruns du grand large.

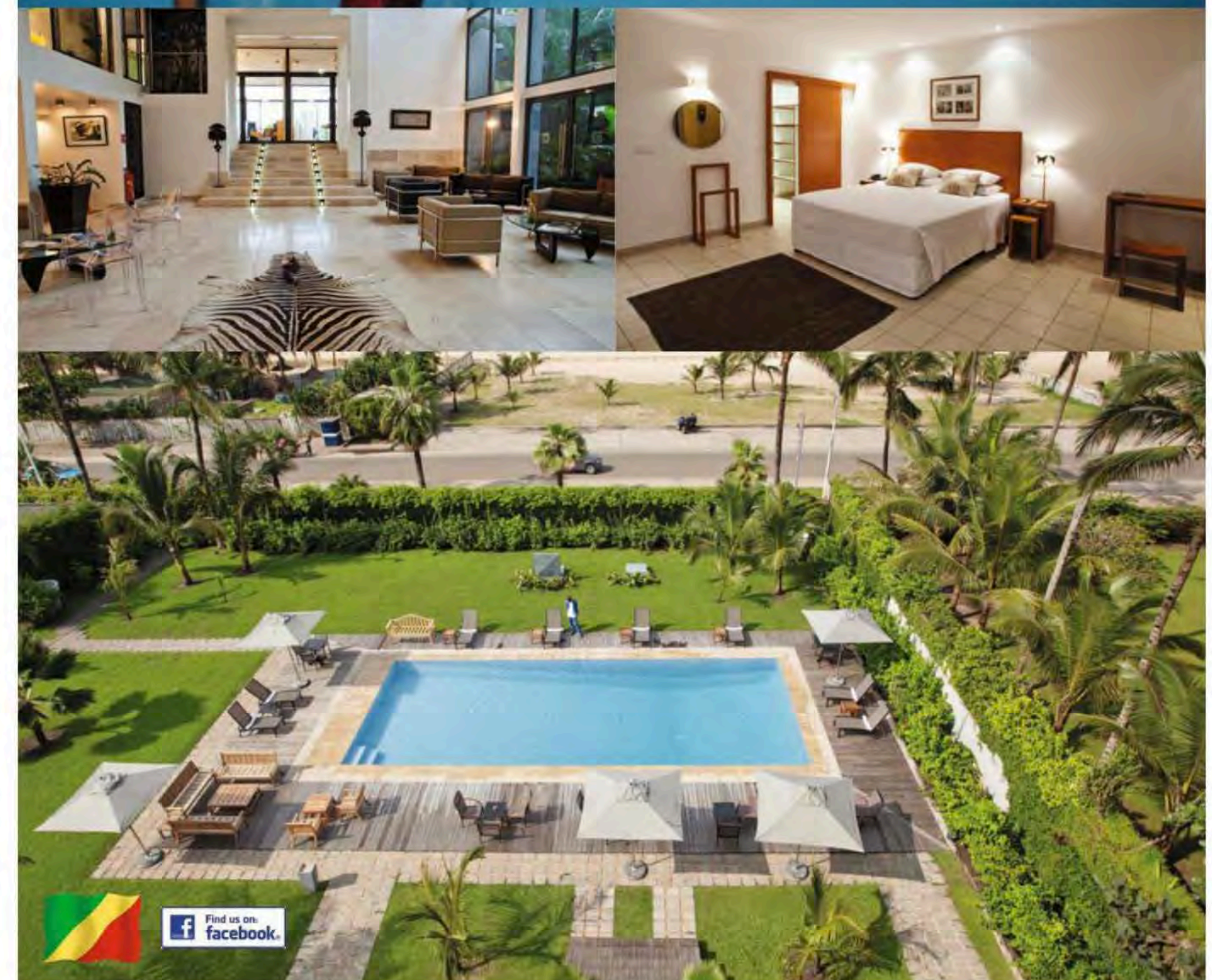
Pourtant, Pointe-Noire ne regarde pas la mer. Les Ponténégrins n'ont commencé à goûter aux plaisirs de la Côte mondaine que dans les années 1980. Ils ont suivi l'exemple des Français expatriés, amateurs de plage, mais aussi des Grecs et des Portugais, qui ont longtemps tenu les commerces de la ville avant de laisser la place aux Libanais (spécialisés dans la vente de véhicules d'occasion) et aux Indiens (experts en informatique). Sans oublier « les Sénégalais », les Ouest-Africains, présents, eux, depuis le début du XXe siècle : les pêcheurs béninois, les commerçants sénégalais et maliens, à la tête de la plupart des échoppes de la vieille ville, toujours appelée « cité indigène » par les locaux.

Les Ponténégrins de souche ont appris à vivre avec l'océan sans trop s'en approcher. Sans doute parce qu'ils craignaient ses flots indomptés (quand la digue n'existait pas), et redoutent cette sirène vili qui, selon la légende, vient s'emparer des noyés. Mystère et mysticisme, comme la tradition qui impose de faire des offrandes aux esprits marins pour calmer leur susceptibilité – même Total n'oublie jamais de respecter le rituel lors de l'inauguration d'un nouveau puits.

L'océan, les Ponténégrins préfèrent s'en tenir à l'écart. Ils se contentent d'y mettre les pieds et d'en apprécier les poissons, qu'ils vont déguster braisés chez Gaspard. Et ce n'est pas parce que leur cité célèbre son centenaire qu'ils vont changer leurs habitudes. ●

Olivier Caslin





« Ponton » en pole position

Principal port en eau profonde du golfe de Guinée, la capitale économique s'impose comme une escale incontournable pour desservir le cœur de l'Afrique. Un rôle bientôt renforcé par de nouveaux aménagements.

OLIVIER CASLIN

Si l'économie de la ville de Pointe-Noire semble encore tourner au ralenti, son port, lui, a retrouvé la cadence qui était sienne avant la pandémie de Covid-19. Il paraît d'ailleurs ne l'avoir jamais vraiment perdue durant ces deux dernières années. L'extension récente de ses terminaux à conteneurs, la qualité de ses installations de manutention et son positionnement en eau profonde, au cœur de la côte ouest du continent, à mi-chemin entre Le Cap, au sud, et Tanger, au nord, ont en effet permis au Port autonome de Pointe-Noire (PAPN) de capter d'importants trafics détournés, hier d'Afrique du Sud, aujourd'hui du Gabon et des ports nigérians congestionnés.

Après avoir réceptionné 929 000 conteneurs équivalent vingt pieds (EVP) en 2020, soit 8 000 de plus qu'en 2019, le port a établi un nouveau record en 2021 et atteint l'objectif imposé par l'autorité portuaire de dépasser la barre plus que symbolique du million, même si ce n'est que de quelques « boîtes ». Et que près de 90 % des 1,004 million EVP traités l'année dernière proviennent des activités de transbordement du port, l'*hinterland* local ne retrouvant que péniblement ses volumes d'avant la pandémie, à hauteur de 100 000 boîtes, comme en 2015.



Manutention de conteneurs sur les quais de Congo Terminal, filiale de Bolloré Transport & Logistics.

ANTONIN BORGEAUD POUR JA

Une autre dimension

« Le port justifie plus que jamais sa vocation de "porte océane" de la sous-région, puisque près de la moitié des trafics réceptionnés sur nos quais sont destinés aux marchés de la RD Congo et de la Centrafrique », souligne un responsable du PAPN. Et la situation ne devrait pas changer avant longtemps pour l'escale ponténégrine, alors que le projet du port de Banana, dans l'estuaire du fleuve Congo (en RDC), n'avance pas et que le port camerounais de Kribi peine toujours à jouer le rôle de hub auquel il aspire depuis sa naissance.

D'autant que Pointe-Noire ne perd pas son temps. Après avoir inauguré de nouvelles installations en février 2020, l'autorité portuaire veut poursuivre sa marche en avant. Elle est accompagnée dans ses ambitions par son partenaire historique, Bolloré Transport & Logistics (BTL), qui, depuis son arrivée en 2009 en tant qu'opérateur de Congo Terminal (aux côtés du Danois A.P. Moller et de la Société congolaise de transport, Socotrans), a propulsé la place portuaire ponténégrine dans une autre dimension.

BTL poursuit l'aménagement de son terminal à conteneurs, capable aujourd'hui de traiter 1,8 million de boîtes par an, en réceptionnant de nouveaux portiques et engins de levage et en prévoyant également d'augmenter, dès cette année, de 15 % le nombre de prises pour les marchandises frigorifiées, « afin de mieux anticiper l'augmentation de la demande sous-régionale sur ce genre de trafic », explique Anthony Samzun, le directeur général de Congo Terminal, qui attend aussi que Bureau Veritas lui délivre son label Green Terminal cette année.

La direction du PAPN voit, quant à elle, déjà plus loin, puisqu'elle prévoit la construction d'un second terminal à conteneurs, sur des bassins qui viennent d'entamer leur mue. Les autorités portuaires ont aussi pris un peu de hauteur en 2021, en réceptionnant leur nouveau siège, inauguré le 22 janvier dernier, en présence du chef de l'État congolais. Le bâtiment de quinze étages surplombe ce qui est pour l'instant un vaste chantier : à sa gauche, le quai multi-vracs en cours de construction par le français Razel ; à sa droite, le tout nouveau port de pêche industrielle, qui devrait être opérationnel à la fin de cette année ; à ses pieds, ce qui devrait être un jour une marina mais n'est pas encore sorti des cartons de ses concepteurs.

Ligne de chemin de fer

Pointe-Noire compte, à terme, sur l'arrivée de ces futurs aménagements pour jouer la carte de la diversification. Celle-ci a déjà commencé, avec la réalisation des nouvelles installations de stockage, sur le môle Est, de la Société des Grands Moulins du phare (SGMP, filiale du groupe Somdiaa).

Un autre projet, annoncé en conseil des ministres le 17 janvier, devrait diversifier les activités du complexe portuaire et renforcer son rôle de hub : la construction d'une ligne de chemin de fer de 1000 km qui relierait le futur terminal minéralier de Pointe-Noire aux gisements de fer de la Shanga (Nord). Plusieurs dizaines de millions de tonnes de minerai de fer pourraient être acheminées à Pointe-Noire à partir de 2025. « De quoi convaincre les compagnies forestières du Nord-Congo de passer également par cette voie plutôt que de sortir leur bois du pays via Kribi », espère-t-on du côté du port congolais.

Reste que, pour l'instant, l'expansion du PAPN dépend surtout de la croissance des trafics conteneurisés qui, à moyen terme, pourrait souffrir des difficultés liées à la desserte terrestre du port. En effet, la route nationale (RN1) entre la capitale économique et Brazzaville est en très bon état... mais son péage en fait l'une des plus chères du continent. Quant au Chemin de fer Congo-Océan (CFCO), construit au début du XX[e] siècle, il a été mis à l'arrêt pendant six mois à la suite d'un éboulement. Susceptible d'irriguer l'ensemble du bassin du Congo via le fleuve, le corridor Pointe-Noire-Brazzaville est donc loin d'être aussi opérationnel que le souhaiteraient les autorités congolaises, ainsi que les responsables de BTL, qui, en plus de Congo Terminal, gère également, depuis le port fluvial de Brazzaville, les Terminaux du bassin du Congo (TBC). ●

La RN1 entre Pointe-Noire et Brazzaville est en très bon état... mais son péage en fait l'une des routes les plus chères du continent.

Fluvial Brazza sort la tête de l'eau

« Mal nés », c'est la formule employée chez Bolloré Transport & Logistics (BTL) lorsque l'on parle des Terminaux du bassin du Congo (TBC), installés à Brazzaville et tombés dans le giron du groupe quand celui-ci mettait la main sur Necotrans, en 2017. L'opérateur hérite alors « d'un chantier à ciel ouvert », selon Dzema Ayessa Ndinga, le directeur général adjoint de TBC. Depuis sa nomination, en octobre 2020, ce dernier s'est évertué à remettre le terminal fluvial de la capitale en état de marche et ses comptes d'exploitation dans le vert. C'est désormais chose faite.

Après deux années passées à réceptionner de nouvelles grues pour la manutention des trafics vraquiers et conteneurs, à réorganiser le parc à bois, rendre le matériel existant opérationnel, revoir le management et limiter les pertes financières d'un terminal alors ouvert aux quatre vents, TBC a pu clore son bilan 2021 sur une année complète et représentative d'une activité normale (avoisinant 170 000 tonnes de marchandises diverses). « Nous allons pouvoir utiliser ces résultats pour présenter un business plan réaliste lors de nos discussions avec l'État », souligne Dzema Ayessa Ndinga.

Renégociation

L'opérateur a en effet décidé de revoir les termes de la concession signée en 2014 par Necotrans pour une durée de quinze ans. « Elle était fondée sur des valeurs de trafics qui n'ont jamais pu être atteintes », reprend le responsable de TBC. La société a par ailleurs vu les 13 hectares de superficie officielle de son terminal être rabotés de moitié pour des projets immobiliers qui n'ont rien à voir avec l'activité du port.

Après cette renégociation, les travaux pourront être relancés, assure Dzema Ayessa Ndinga. Réfection des terre-pleins, des clôtures et des voies d'accès, poursuite de l'électrification des quais... L'État congolais a prévu une enveloppe de 17 milliards de F CFA (plus de 25,9 millions d'euros) pour l'ensemble du chantier. « Ce qui prouve l'intérêt des pouvoirs publics pour ce terminal », veut croire Ayessa Ndinga, convaincu que BTL a mis la main sur une pépite. « Surtout avec l'eldorado que représente Kinshasa ! » insiste-t-il, le regard rivé sur la capitale de la RDC, de l'autre côté du fleuve.

Il suffirait de détourner une partie des trafics de transbordement débarqués au port de Pointe-Noire pour rallier par cabotage le port fluvial de Matadi (en RDC). Pour ce faire, il est nécessaire de remettre en ordre le terminal du port de Brazzaville et, surtout, de moderniser la vieille ligne ferroviaire du Chemin de fer Congo-Océan (CFCO), qui relie le port maritime ponténégrin à son alter ego fluvial. « Cela permettra de relancer sérieusement le corridor Pointe-Noire-Brazzaville et, pour le Congo, d'assumer enfin pleinement sa vocation de pays de transit de la Cemac, jusqu'à Bangui et N'Djamena », résume Dzema Ayessa Ndinga. ●

Olivier Caslin

Figures libres ponténégrines

À l'occasion du centenaire de la ville, JA retrace le parcours de trois de ses citoyens d'adoption. Qui expliquent pourquoi ils l'ont choisie comme port d'attache.

OLIVIER CASLIN

MAMBOU AIMÉE GNALI *Femme libérée*

Passer un moment à discuter avec Mambou Aimée Gnali, dans la fraîcheur de son jardin fleuri, reste un privilège. En écoutant cette grande dame de 87 ans dérouler le fil rouge de sa vie et égrener ses souvenirs par le détail, on a l'impression de tourner les pages d'un volumineux livre consacré à l'histoire de Pointe-Noire et du Congo. Le cheveu blanc se fait clairsemé au sommet du crâne, la main noueuse ne lâche pas la canne, mais ses grands yeux pétillent de malice à mesure qu'elle se raconte. Et la mémoire lui fait rarement défaut – hormis quelques dates fort lointaines. Pourtant, sa vie a été particulièrement bien remplie.



OLIVIER CASLIN POUR JA

Intellectuelle militante

Née à Brazzaville, Mambou Aimée Gnali a grandi à Pointe-Noire. Ce n'est donc pas par hasard si elle commence son récit en évoquant les heures passées au bord de la ligne du Chemin de fer Congo-Océan (CFCO), terminé quelques mois seulement avant sa naissance. Elle se souvient des trajets à bord du train à vapeur dans les années 1950 entre Pointe-Noire – où vit sa famille – et la capitale congolaise – où elle étudie, d'abord à l'école primaire, chez les sœurs, et plus tard au lycée Savorgnan-de-Brazza, inauguré en 1952. Trois ans plus tard, entourée de camarades originaires des pays de l'Afrique équatoriale française (AEF), elle devient la première bachelière congolaise.

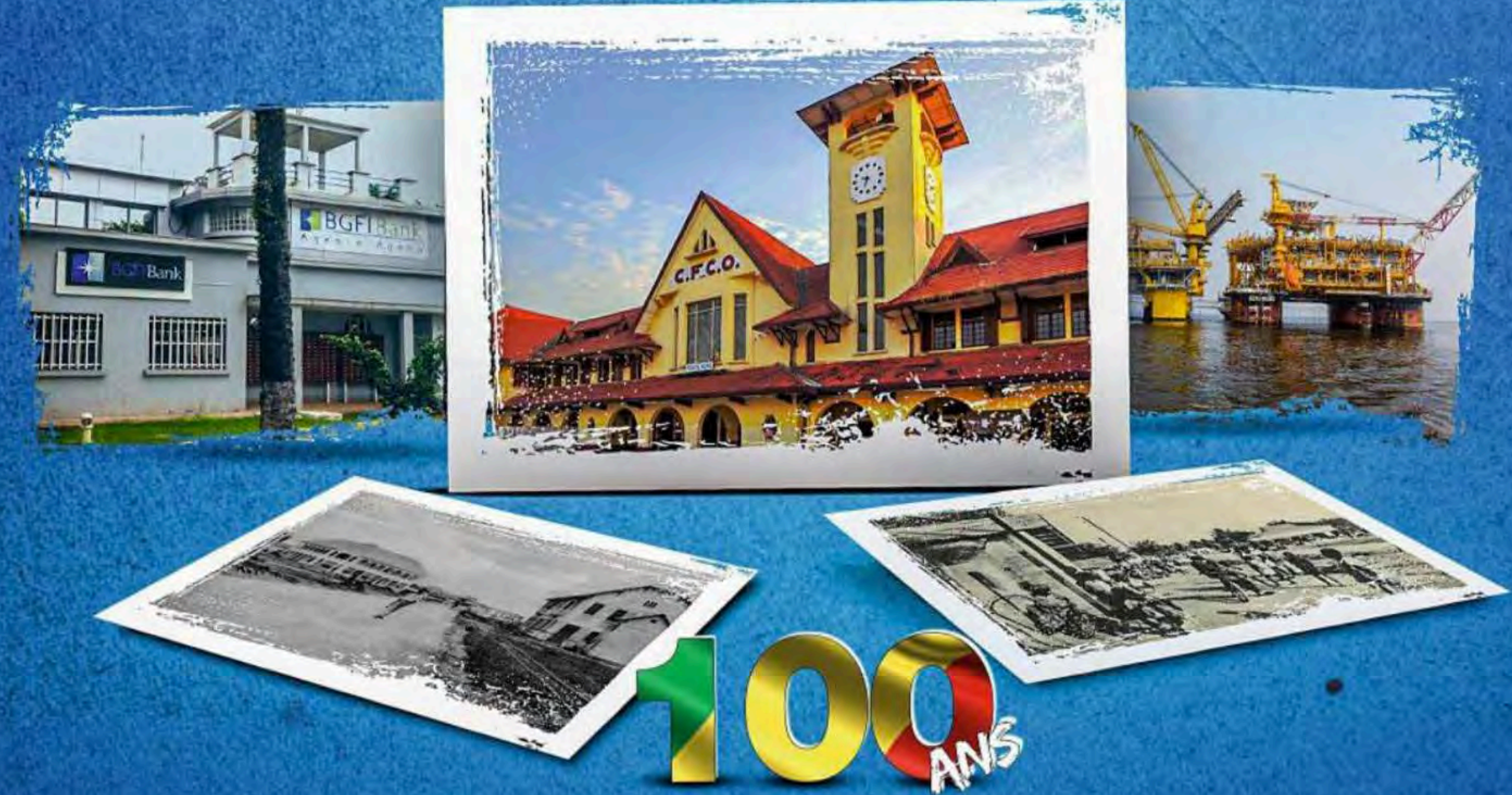
Nièce de Jean-Félix Tchicaya, alors député à l'Assemblée nationale française, la jeune fille étudie les lettres modernes à la Sorbonne. De retour au Congo, en 1963, elle choisit de s'installer dans la ville de sa petite enfance : la voilà professeure de français au lycée Victor-Augagneur de Pointe-Noire. En 1965, Mambou Aimée Gnali est élue à l'Assemblée nationale révolutionnaire, sous les couleurs du parti unique, le Mouvement national de la révolution (MNR), du président Alphonse Massamba-Débat. Elle se fait affecter à l'École normale supérieure d'Afrique centrale (ENS) de Brazzaville, nouvellement créée, et cumule pendant cinq ans sa profession et son mandat parlementaire. En 1971, elle s'engage dans une carrière internationale à l'Unesco, les sept premières années au siège parisien de l'organisation, puis au sein de son tout nouveau bureau régional de Dakar, où elle passera treize autres années, avant de revenir à ses amours ponténégrines et à la politique.

En 2016, à plus de 80 ans, elle publie son premier roman. Sur le quotidien de ses sœurs congolaises, sur la tradition et sur sa ville.

En 1991, Mambou Aimée Gnali participe à la Conférence nationale souveraine (CNS) du Congo et, en 1992, est élue conseillère municipale à Pointe-Noire sur la liste de Jean-Pierre Thystère Tchicaya. Elle devient sa première →

BGFIBank Congo

La banque N° 1 au Congo célèbre **100 ans** d'existence de la ville de **Pointe-Noire** et plus de deux décennies d'accompagnement économique.



À PROPOS de BGFIBank Congo
BGFIBank Congo est présente depuis 22 ans en République du Congo.
Organisée en marchés (Grandes entreprises & Institutionnels, Banque de détail et Banque privée), BGFIBank Congo a l'ambition permanente de satisfaire chacun des segments de sa clientèle en leur proposant des offres adaptées mais avant tout la meilleure qualité de service qui soit.

BANQUE CORPORATE
En tant que Banque Corporate, BGFIBank Congo soutient les grandes entreprises dans leur financement, tant en matière d'investissements que dans la gestion de leur trésorerie.

BANQUE de DÉTAIL
Par cette dénomination BGFIBank Congo intègre, mais avant tout accompagne les PME /PMI de la place et la clientèle de particuliers dans leurs besoins au quotidien.

BANQUE PRIVÉE
Nouvelle ligne de métier, la Banque Privée a été créée pour répondre à des besoins et demandes de clients particuliers haut de gamme. Service personnalisé, conseil, accueil sont les maitres mots qui caractérisent la relation avec cette gamme de clients.

PRODUITS & SERVICES
Avec une offre de produits & services variée et complète, répondant à la grande majorité des besoins de nos clients (crédit ; épargne ; banque digitale, Cartes bancaires internationales (visa), Transfert d'argent ; Banque assurance) BGFIBank Congo se veut, le partenaire indispensable de toute relation bancaire. Banque de la modernité et de la technologie, BGFIBank Congo développe des produits et services d'avenir parmi lesquels nous évoquerons :

Le produit CASH MANAGEMENT : véritable outil de gestion bancaire à domicile, fortement apprécié des entreprises.

L'offre BGFIMOBILE, qui à travers des partenariats avec les opérateurs de téléphonie mobile permet à tout client de réaliser ses opérations sans avoir à se déplacer. C'est donc fort de son histoire, de sa modernité mais des hommes et femmes qui la composent que BGFIBank Congo vous attend pour mieux vous servir.

BGFIBank, votre partenaire pour l'avenir.



Suivez-nous sur





BGFIBank
Votre partenaire pour l'avenir

→ adjointe en 1995, lorsque celui-ci est élu maire de la capitale économique, sous l'étiquette du Rassemblement pour la démocratie et le progrès social (RDPS). Elle démissionnera quelques années plus tard pour cause de « fâcherie » avec l'édile, qui accepte de lui confier les clés de la ville… « mais pas les finances ! » Au président Denis Sassou Nguesso (DSN), qui la nomme, en 1997, ministre de la Culture et des Arts dans le gouvernement d'union nationale et de salut public issu de la guerre civile, elle rendra aussi son tablier, en 2002. « Je m'ennuyais », précise en souriant Mambou Aimée Gnali. De ses expériences politiques, elle garde une certitude : « Si l'on n'est pas numéro un, on n'est rien du tout ! »

Racines vilies

Alors retour à Pointe-Noire, où elle s'installe enfin pour longtemps. D'abord pour participer au lancement de l'École supérieure de technologie du littoral (EST-littoral), ensuite pour se consacrer à l'écriture. En 2001, elle a déjà publié, chez Gallimard, *Beto na beto. Le poids de la tribu*, un récit autobiographique. En 2016, à plus de 80 ans, elle publiera son premier roman : *L'Or des femmes* (Gallimard, Continents noirs), dont les jeunes protagonistes sont vilis – comme l'écrivaine et ses deux parents.

Issue d'une famille dirigée par les femmes, Mambou Aimée Gnali – qui a eu de nombreuses aventures mais ne s'est jamais mariée – décide d'écrire sur le quotidien de ses sœurs congolaises et leurs amours impossibles, sur la tradition vilie et sur sa ville, qu'elle voit se faner, année après année. Bien loin de cette époque où le CFCO sifflait trois fois avant de faire son entrée dans l'imposante gare de Pointe-Noire, qui, aujourd'hui, finit de s'abîmer. « Rien n'est éternel », murmure Mambou Aimée Gnali. Sauf peut-être l'envoûtant parfum de ses frangipaniers. ●

KRISS BROCHEC « *Mama Digitale* »

La vie de Kriss Brochec ressemble à un aller-retour permanent entre la France, le pays où elle est née, et le Congo, celui de ses parents… et le sien. Elle a 12 ans lorsqu'elle découvre Brazzaville, et c'est un fiasco. « Je n'étais pas prête », convient-elle aujourd'hui. Après quatre années passées dans un collège de Makélékélé (le 1er arrondissement de Brazza), elle retourne en France, à Rennes, capitale de la Bretagne, où elle obtient son baccalauréat et se lance dans des études en langues appliquées (anglais et espagnol).


VALLONI

Brassage culturel

Après avoir sillonné le monde, puis lancé un business de boutiques en ligne en Bretagne, Kriss Brochec reprend la route, direction le Congo, à la fin des années 2000. « La France ne correspondait plus vraiment au pays multiculturel que je connaissais. C'était le moment de rentrer ! » explique-t-elle.

Son retour ne se fait pas à Brazza mais à Pointe-Noire, où elle a ses souvenirs de vacances et où, justement, elle retrouve ce brassage et l'esprit cosmopolite qu'elle aime

Après avoir créé, entre autres, Congo Web Agency et les Journées du numérique, elle veut désormais se lancer dans la transformation agricole.

tant. Elle y travaille d'abord avec sa tante, dans le prêt-à-porter. Puis, en 2009, elle fonde Congo Web Agency, spécialisée dans la création de sites internet.

Le marché local étant alors assez restreint, Kriss Brochec élargit le spectre de ses activités à la communication et à la publicité : sollicitée par les grandes enseignes hôtelières de la ville, elle fait connaître à l'international la Villa Madiba, un écrin de charme ponténégrin posé sur la côte sauvage. Elle commence également à travailler avec quelques ONG locales présentes auprès des femmes ou des personnes âgées. Et un jour vient le déclic.

En 2013, Pointe-Noire connaît quelques troubles sociaux, notamment dans le quartier populaire de Mpaka, situé dans l'ancienne ville indigène, où Kriss Brochec s'est installée, avec ses enfants, sur une parcelle qui appartenait à sa famille. Elle voit une jeunesse désœuvrée, réalise la chance qu'elle a eue, et crée l'Association de Mpaka pour l'intégration et le développement (Amid). Dans la foulée, elle organise un arbre de Noël, « le premier, pour plus de 600 enfants du quartier », se souvient-elle. Pendant trois ans, l'Amid aide les jeunes à « peaufiner leur employabilité » et fournit des repas aux personnes âgées. Mais à partir de 2016, la chute des cours des hydrocarbures met à mal l'économie congolaise, à commencer par celle de Pointe-Noire, ce qui se répercute sur les ressources →

COMMUNIQUÉ



Alimenter le développement du Congo Brazzaville

Alimenter le développement du Congo tout en valorisant ses ressources est un pilier de la présence d'Eni dans le pays. Aujourd'hui, l'entreprise se concentre sur la production de gaz, l'agrandissement de la centrale électrique CEC et le développement de matières premières agricoles pour le bioraffinage, soutenant les efforts de transition énergétique du pays.



« Le Congo a d'énormes réserves de gaz prêtes à être libérées », a déclaré le PDG d'Eni, Claudio Descalzi, lors de la dernière Capital Market Day, en avril 2022. Le gaz joue un rôle central dans la stratégie mondiale d'Eni mais est aussi au cœur de ses activités au Congo, car il assure la production d'électricité nationale. Depuis 2007, Eni a développé un modèle d'accès à l'énergie à grande échelle dans le pays, en construisant la Centrale Électrique du Congo (CEC) alimentée par le gaz des champs Marine XII, en modernisant l'infrastructure de transport d'énergie entre Pointe-Noire et Brazzaville, et en étendant le réseau de distribution d'électricité dans la ville de Pointe-Noire, ce qui a conduit à l'installation de 6 500 lampadaires dont bénéficient 350 000 personnes. Aujourd'hui, le CEC a été modernisée avec une troisième turbine à gaz, atteignant une capacité de 484 MW, et couvre désormais 70 % de la capacité de production d'électricité du pays. Cependant, le potentiel gazier du Congo est tel qu'Eni développe des projets de production et d'exportation de GNL, tout en assurant la continuité de la production électrique nationale.

Vers de nouvelles sources d'énergie

Eni et l'IRENA, l'Agence internationale pour les énergies renouvelables, coopèrent dans la promotion des énergies renouvelables et accélèrent la transition énergétique, en particulier dans les pays exportateurs de combustibles fossiles. Dans ce cadre, Eni développe des projets agricoles à travers le continent africain pour fournir de l'huile végétale à utiliser comme matière première agricole dans le système de bio-raffinage de l'entreprise. Au Congo, Eni s'appuie sur l'expérience acquise avec le CATREP (Centre d'Appui Technique et Ressources Professionnelles), le centre développé dans le district de Hinda en étroite coordination avec le ministère des Hydrocarbures et le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, pour promouvoir une agriculture moderne. Une phase préindustrielle a débuté avec des activités de semis de ricin sur environ 300 hectares de terres, employant 1 000 agriculteurs ; l'huile de ricin sera utilisée pour produire du biocarburant. La phase de développement industriel devrait voir des cultures sur 150 000 hectares avec 90 000 bénéficiaires estimés d'ici 2030, fournissant des revenus supplémentaires aux agriculteurs, tout en tirant parti des cultures qui ne sont pas en concurrence avec la chaîne alimentaire.



JAMG - PHOTOS DR

eni.com

→ de l'association. Celle-ci poursuit cependant son action et se transforme peu à peu en centre communautaire, où tout le monde vient désormais en aide aux plus démunis.

Parallèlement, avec sa Congo Web Agency, Kriss Brochec continue de vouloir réduire la fracture digitale sur le continent. En 2018, la « Mama digitale », comme certains la surnomment, lance les premières Journées du numérique à Brazza et crée l'Africa Digital Academy, où elle conçoit et propose des programmes de formation intensifs pour la production locale de contenus (sites, applications mobiles, Mooc, etc.). Avec la consultante béninoise en stratégie digitale Daphné Niwaju, elle cofonde la Women Digital Week, qui, après une première édition en 2019 à Cotonou, au Bénin, s'est tenue à Brazzaville du 14 au 19 mars 2022. « Près de 4 000 personnes ont déjà été initiées au numérique depuis le démarrage du programme », se réjouit Kriss Brochec.

L'entrepreneuse souhaite désormais se lancer dans la transformation agricole et soutenir encore davantage l'autonomisation des femmes. Elle veut aussi que Pointe-Noire, sa ville de cœur, retrouve un peu de sa beauté et de ce magnétisme qui l'avait attirée il y a des années… Et dont le souvenir la pousse aujourd'hui à y rester. ●

O. C.

JEAN-SERGE SITA *Prodige de l'hygiène*

Il n'est pas né à Pointe-Noire, n'y a pas même passé son enfance. À 17 ans, après avoir obtenu le baccalauréat dans sa capitale natale, le Brazzavillois Jean-Serge Sita a préféré aller étudier en France, à l'université Paul-Valéry de Montpellier, avant de « monter » à Paris pour travailler. L'informaticien passe alors huit ans au sein du groupe Axa… et se fait licencier. « C'est ce qui m'a permis de redémarrer dans une nouvelle activité », résume le fondateur et directeur général de Hygiène Prodige Com International (HPCI), qui, à 47 ans, est aujourd'hui l'un des entrepreneurs les plus en vue de la capitale économique congolaise.


VALLONI

Hydrocarbures

Et pour cause, Jean-Serge Sita s'est spécialisé dans le nettoyage industriel et l'hygiène publique. Vaste chantier s'il en est. Après avoir appris le métier en France, il part représenter son employeur au Gabon, puis commence à prospecter dans son pays natal, où tout reste à faire en la matière. En 2004, il rentre au Congo et, quatre ans plus tard, le temps d'étudier et de créer son marché, il fonde HPCI. Au nom du *local content* (« contenu local »), les groupes internationaux présents à Pointe-Noire lui ouvrent grand leurs portes et le voilà prestataire de Total et d'Eni Congo, entre autres.

Fort de ce portefeuille de clients, HPCI se spécialise rapidement dans les hydrocarbures (récupération des hydrocarbures, déshuilage de bassins de décantation, nettoyage des installations…), tout en se diversifiant dans la maintenance industrielle. Jean-Serge Sita crée également son bureau d'études afin de concevoir ses propres solutions d'assainissement, d'hygiène et de nettoyage.

Aujourd'hui, l'entreprise compte environ 400 employés, répartis entre Pointe-Noire et Brazzaville, sans oublier ses effectifs en poste à Oyo, pour le compte de la Banque postale, et ceux chargés de l'entretien de la quarantaine de stations-service estampillées Total Distribution à travers le pays. HPCI a même commencé à s'attaquer au marché ivoirien et ouvert une filiale à Abidjan, à la fin de 2019. Pour Jean-Serge Sita, Pointe-Noire n'est pas seulement la ville où sont établis ses principaux clients, il y a rencontré son épouse et découvert un style de vie « les pieds dans l'eau » qui lui convient parfaitement. Tombé sous le charme de « Ponton » et de la douce brise qui vient, le soir, caresser ses plages et ses terrasses, le Brazzavillois s'est aussi peu à peu laissé séduire par la tradition vilie et ses nombreux rituels, qu'il continue de découvrir et pratique lui-même à l'occasion, pour mieux s'imprégner de l'âme de la cité océane. ●

O. C.



PORTE OCÉANE DE L'AFRIQUE CENTRALE

- UN TERMINAL À CONTENEUR DE 42 HECTARES
- PLUS DE 1 500M DE LONGUEUR DE QUAIS
- UN TIRANT D'EAU DE -16M
- UN PARC À BOIS DE 114 486 M²
- UN PARC AUTOMOBILE DE 11 000 M²
- UNE ZONE LOGISTIQUE DE DÉPOTAGE DE MARCHANDISE DE 4,5 HECTARES
- 1 003 734 EVP EN 2021
- UNE CAPACITÉ D'ACCUEIL DE PLUS DE 11 NAVIRES SIMULTANEMENT SUR SES QUAIS



www.papn-cg.org

Concernant cette rubrique, adressez-vous à Fabienne Lefebvre
Tél. : 01 44 30 18 76 - Email : f.lefebvre@jeuneafrique.com
DIFCOM Régie publicitaire centrale du Groupe Jeune Afrique
57 bis, rue d'Auteuil 75016 Paris - France

2iE



REJOIGNEZ LE PROGRAMME DE BOURSES INTERNATIONALES
« FORMATION INCLUSIVE DE LEADERS ET D'ENTREPRENEURS EN INGENIERIE EN AFRIQUE (FILE-IN AFRICA) »



L'Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (Institut 2iE) met en œuvre le prestigieux programme « Formation Inclusive de Leaders et d'Entrepreneurs en Ingénierie en Afrique (FILE-IN AFRICA) » financé par la Fondation Mastercard (https://mastercardfdn.org/all/scholars/) qui développe la prochaine génération de leaders africains avec la vision que :

- tous les jeunes, **sans discrimination,** devraient avoir **une chance égale** à recevoir une **éducation de qualité** et à réaliser leurs aspirations ;
- les étudiants issus de **milieux défavorisés** ayant un **grand potentiel**, ont la possibilité d'acquérir les **connaissances et compétences** dont ils ont besoin pour constituer la prochaine **génération de leaders imprégnés d'un fort sens de l'éthique.**

Objectif du programme

D'une durée de 10 ans (2022-2031), FILE-IN-AFRICA vise à créer dans l'espace francophone de l'Afrique subsaharienne un réseau de leaders transformationnels qui vont apporter des solutions technologiques innovantes, faciles à utiliser, rentables et intelligentes dans les domaines de l'eau, de l'assainissement, de l'énergie et de l'habitat.

Résultats attendus

Sur le plan individuel : 1265 boursiers dont 60% de femmes issus de milieux défavorisés sont préparés à acquérir les connaissances, les compétences, la mentalité et les réseaux nécessaires pour accomplir un travail digne et gratifiant, exercer un leadership transformateur et créer des opportunités pour les autres.

Sur le plan institutionnel : 2iE est un établissement d'enseignement supérieur de référence dans les pays francophones subsahariens, qui offre un environnement favorable aux femmes et aux jeunes handicapés et propose des programmes d'études et une pédagogie innovants en matière d'ingénierie.

Sur le plan de l'écosystème : une forte communauté d'institutions homologues, d'employeurs potentiels, d'institutions publiques et d'alumni est mise en place pour soutenir durablement l'employabilité des diplômés de 2iE et promouvoir la voix et l'action des jeunes. Un écosystème est donc créé, favorable à l'épanouissement des boursiers en multipliant les voies d'accès à l'enseignement supérieur, en concevant des programmes et des ressources qui développent des compétences et des mentalités pertinentes, donne la priorité à la santé mentale et au bien-être, et soutient les transitions des boursiers vers le travail ou l'entrepreneuriat.

Bénéficiaires des bourses

Les étudiants des milieux vulnérables et défavorisés de l'Afrique subsaharienne francophone, particulièrement :

- les jeunes filles,
- les déplacés internes,
- les réfugiés,
- les personnes vivant en situation de handicap
- les femmes

Attentes de l'Institut 2iE

L'atteinte des objectifs du programme nécessite l'accompagnement et le soutien de l'ensemble des parties prenantes. Aussi, l'Institut 2iE lance un appel à ses Etats membres, aux institutions internationales et nationales en charge des personnes vulnérables, à ses alumni, aux employeurs des secteurs privé et public et ONG. Plus spécifiquement, cet accompagnement consistera à :

Parties prenantes	Attentes
États membres de l'Institut 2iE	Soutenir la promotion du programme au niveau des Etats
Bureaux pays et institutions chargées des réfugiés, déplacés internes	Aider à l'identification et à l'inscription des boursiers ciblés
Organisations internationales et associations en charge des personnes vulnérables	Aider à l'identification et à l'inscription des boursiers ciblés
Employeurs (secteur privé, ONG, secteur public)	• Accueillir des stagiaires • Soutenir les travaux pratiques des étudiants • Recruter les boursiers diplômés
Alumni 2iE	• Accueillir des stagiaires • Soutenir les travaux pratiques des étudiants • Recruter les boursiers diplômés • Coacher les boursiers
Partenaires académiques	• Co-construire des programmes d'études et participer à l'organisation des cours

Pour toute information complémentaire : www.2ie-edu.org ou admission@2ie-edu.org
Institut 2iE, 1 rue de la Science, - Tél. : +226 25 49 28 00 - Ouagadougou Burkina Faso

Ministère de l'Économie et des Finances
Avis d'Appel d'Offres Ouvert International (AAOOI)
AAOI n°01/MEF-DFM-2022

Cet Avis d'Appel d'Offres fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés paru dans **L'ESSOR n°19324 du 2 décembre 2021.**

1. Le Ministère de l'Économie et des Finances dispose de fonds sur le budget du programme de vérification des importations (PVI), afin de financer le programme 310/1.011 : recouvrement des recettes fiscales, et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché : **Fourniture et installation de trois (03) nouveaux systèmes d'inspection non-intrusifs (Portal) au profit de la Direction Générale des Douanes (sites de Kayes ou à Diboli, Sikasso et Mahinamines) en lot unique.**

2. Le Directeur des Finances et du Matériel sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises : **Acquisition de trois (03) nouveaux systèmes d'inspection non-intrusifs (Portal) au profit de la Direction Générale des Douanes (sites de Kayes ou à Diboli, Sikasso et Mahinamines) en lot unique.**

3. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert International tel que défini dans le Code des Marchés publics à l'article 50 et ouvert à tous les candidats éligibles.

4. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Division Approvisionnement et Marchés Publics de la Direction des Finances et du Matériel et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après Direction des Finances et du Matériel du Ministère de l'Economie et des Finances sis à l'Hôtel des Finances à Hamdallaye ACI 2000, Tél : 20 22 57 26 – 20 22 58 58, tous les jours ouvrables de 7 h 30 à 16 h.

5. Les exigences en matière de qualifications sont : avoir un chiffre d'affaires moyen des années **2018, 2019 et 2020** au moins égal à **10 000 000 000 F CFA** de fourniture de systèmes d'inspection non-intrusifs, prouvé par les états financiers (bilans, extrait des bilans et comptes d'exploitation) certifiés par un expert-comptable agréé ou attestés par un comptable agréé inscrit à l'Ordre, desquels on peut tirer les chiffres d'affaires considérés. Sur ces bilans doit figurer la mention suivante apposée par le service compétant des Imports « Bilans ou extrait de bilans conformes aux déclarations souscrites au service des Impôts ».

Avoir réalisé trois **(03)** marchés similaires (Portal) dont les montants cumulés font un minimum de **10 000 000 000 de F CFA** au cours des cinq dernières années **(2016-2020).** Le marché similaire est constitué par la page de garde et la page de signature comportant le montant du marché, accompagnées du PV ou attestation de bonne exécution du marché correspondant, émanant d'institutions publiques ou parapubliques ou internationales.

Les sociétés nouvellement créées dont la date d'établissement du premier bilan n'est pas arrivée à la date de dépôt des offres, doivent fournir une attestation délivrée par une banque attestant que le candidat dispose de fonds d'un montant au moins égal à **10 000 000 000 F CFA**, ou un engagement bancaire à financer entièrement le marché. Voir les DPAO pour les informations détaillées.

6. Les candidats intéressés peuvent consulter le dossier d'Appel d'offres complet et le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de **250 000 FCFA** à l'adresse mentionnée ci-après : Division Approvisionnement et Marchés Publics de la Direction des Finances et du Matériel du Ministère de l'Economie et des Finances, Hôtel des Finances, Hamdallaye ACI 2000, tél. : 20 22 57 26 – 20 22 58 58. La méthode de paiement sera en espèce contre remise d'un reçu. Le Dossier d'Appel d'offres après paiement sera remis sur place en copie dure avec la version électronique sur clé du soumissionnaire après sa demande.

7. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après : Division Approvisionnement et Marchés Publics de la Direction des Finances et du Matériel du Ministère de l'Economie et des Finances, Hôtel des Finances, Hamdallaye ACI 2000, tél. : 20 22 57 26 – 20 22 58 58 au plus tard le **mercredi 8 juin 2022 à 10 h00.** Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

8. Les offres doivent comprendre une garantie bancaire de soumission, d'un montant de cent trente-deux millions **(132 000 000) de FCFA,** conformément à l'article 69 du Code des marchés publics.

9. Les Soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant une période de 90 jours à compter de la date limite du dépôt des offres comme spécifiées au point 19.1 des IC et aux DPAO.

10. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis le **mercredi 8 juin 2022 à 10h 30 min** à l'adresse suivante : Direction des Finances et du Matériel du Ministère de l'Économie et des Finances, Hôtel des Finances, Hamdallaye ACI 2000.

NB : en cas de groupement de sociétés, le groupement doit retirer le dossier au nom du groupement.



Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes

Section 0. Avis d'Appel d'offres ouvert à l'international (AAOI)

Avis d'Appel d'Offres – Cas sans pré qualification

Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes

N° F_ARTP_001

ACQUISITION D'OUTILS DE RADIOSURVEILLANCE LÉGÈRE DE SPECTRE (ANALYSEUR DE SPECTRE PORTATIF, SONDES ET ANTENNES DE MESURE).

1. Cet Avis d'appel d'offres fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés paru dans le quotidien d'informations générales « L'As » n°4864 du 13 janvier 2022.

2. L'Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes (ARTP) a obtenu dans le cadre de son budget 2022 des fonds, afin de financer la fourniture d'équipement de radiosurveillance légère du spectre de fréquence (Analyseur de spectre portatif, sondes et antennes de mesure) et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché N° F_ARTP_001, « **Acquisition d'outils de radiosurveillance légère de spectre (Analyseur de spectre portatif, sondes et antennes de mesure)** ».

3. L'ARTP sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir des outils de radiosurveillance légère du spectre de fréquence (Analyseur de spectre portatif, sondes et antennes de mesure).
Des variantes ne pourront pas être considérées.

4. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert à l'international tel que défini dans le Code des Marchés publics, et ouvert à tous les candidats éligibles.

5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes auprès de **Madame Mana AIDARA (Email : mana.aidara@artp.sn) ou de Mamadou Dieng (Email : mamadou.dieng@artp.sn)** ; et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après : **Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes, Ouakam, Route des Almadies ; immeuble ARTP, au rez-de- chaussée, bureau A 020 ouvert du lundi au jeudi de 9 heures à 15 heures avec un temps de pause de 13 heures à 13 heures 30 et le vendredi de 9 heures à 13 heures.**

6. Les exigences en matière de qualification sont :
   - La production des états financiers certifiés pour les années, 2018, 2019 et 2020. Ils doivent être certifiés par un « expert-comptable » agréé par l'Ordre National des Experts Comptables et des Comptables Agréés du Sénégal (ONECCA) ou par un « cabinet d'expertise comptable » agréé pour les candidats Sénégalais. Pour les non Sénégalais, les états financiers doivent être certifiés par un organisme équivalent ou similaire à l'ONECCA dans l'Etat dont ils sont ressortissants,
   - La réalisation, durant les cinq (5) dernières années (2017, 2018, 2019, 2020 et 2021) d'au moins, un (1) marché de nature et de taille similaires ;
   - Le soumissionnaire devra disposer d'une équipe ayant une bonne connaissance dans les domaines objet de l'appel d'offres. Le candidat doit prouver qu'il dispose d'au moins un ingénieur en électronique et / ou radiocommunication ou équivalent ayant au moins cinq (5) années d'expérience générale dans le support et l'assistance commerciale de Clients ayant acquis les outils techniques objet du présent appel d'offres.
   - La capacité d'exécuter des obligations contractuelles en matière de formation du personnel en prouvant la disponibilité d'un formateur avec un profil d'ingénieur en Télécommunications ou Electronique ou équivalent avec au moins 5 années d'expérience et ayant de solides connaissances dans le domaine des réseaux de radiocommunications, toutes technologies confondues ;
   - Le soumissionnaire doit apporter la preuve que le type de matériel proposé a déjà fonctionné dans au moins un (1) pays ayant les conditions climatiques similaires à celles du Sénégal.

   Une marge de préférence de 15% sera applicable à certaines fournitures fabriquées dans les Etats membres de l'UEMOA sera octroyée aux candidats éligibles. Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées.

7. Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-après : l'Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes, **Ouakam, Route des Almadies Immeuble ARTP,** contre un paiement non remboursable de **25.000 F CFA (vingt-cinq mille).** La méthode de paiement sera par chèque certifié au nom de l'ARTP ou en espèces. Le document d'Appel d'offres sera adressé par retrait au niveau de l'ARTP ou téléchargeable sur les sites **www.artp.sn** ou **www.marchespublics.sn**.
Un exemplaire sera disponible sur place pour être consulté gratuitement.

8. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après : l'Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes, **Ouakam, Route des Almadies, Immeuble ARTP, au rez-de–chaussée au bureau A 020 au plus tard le 20 juin 2022 à 12 heures précises.** Les offres soumises après la date et heure limite de dépôt des offres, ne seront pas acceptées.
Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse ci-après susmentionnée à la salle de conférence du 4ème étage le **20 juin 2022 à 12 heures précises.** Les offres doivent comprendre une garantie de soumission d'un montant de deux millions cinq cents mille (2.500.000) FCFA. La garantie de soumission doit être délivrée par un Etablissement financier ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministère des Finances et du Budget pour les candidats de droit sénégalais. Pour les candidats non Sénégalais, cette garantie doit être délivrée par un organisme équivalent ou similaire dans l'Etat dont ils sont ressortissants. La durée de validité de la garantie de soumission est de vingt-huit (28) jours après l'expiration de celle des offres. Les offres demeureront valides pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de soumission.

Le Directeur général

batiments moinschers

HANGARS GALVANISÉS EN KIT*
+ROBUSTE +QUALITATIF +ABORDABLE

DOUBLE BÂTIMENTS BI-PENTES ACCOLÉS
1 978m² 41,2X48X8m
2 x 40'OT
GRENAILLAGE +PEINTURE ANTIROUILLE $75 980*
GALVANISATION À CHAUD $81 238*

DEMANDEZ VOTRE DEVIS
00352 621 355 134 00352 20 20 10 12
commercial@batimentsmoinschers.com
https://afrique.batimentsmoinschers.com
*Conditions sur https://afrique.batimentsmoinschers.com | Prix HT au 15/03/2022





RÉPUBLIQUE TUNISIENNE AL KARAMA HOLDING

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR LE CHOIX D'UN CABINET CONSEIL POUR UNE MISSION D'APPUI À LA CESSION DES PARTICIPATIONS PUBLIQUES DIRECTES ET INDIRECTES DÉTENUES DANS LE CAPITAL DES SOCIÉTÉS

NOUVELAIR TUNISIE & NOUVELAIR HANDLING



Al Karama Holding lance un Appel d'Offres International auprès des Banques d'Affaires et des cabinets de conseil pour l'accompagner dans une mission d'appui à la cession des participations publiques directes et indirectes représentant 23,85% du capital de la société NOUVELAIR TUNISIE et 2,76% du capital de la société NOUVELAIR HANDLING.

Les soumissionnaires intéressés sont invités à retirer à partir du **Vendredi 15 Avril 2022 à 10H00** au siège de la société AL KARAMA HOLDING sis au Rue du Lac d'Annecy, Passage du Lac Malawi, Les Berges du Lac 1053 Tunis-Tunisie, les Termes de Référence contre le paiement d'un montant de 500 DT non restituable.

La date limite de remise des offres est fixée au **Jeudi 19 Mai 2022 à 17H00.**

HTG INDUSTRY SAS FRANCE
A MEMBER OF STM GROUP

HTG STM GROUP INDUSTRY
un souffle d'avance

LIGNES COMPLÈTES DE SOUFFLAGE ET DE REMPLISSAGE POUR BOUTEILLES EN PET, CANETTES ET BOUTEILLES EN VERRE

APPLICATION
Eau plate, jus, boissons gazeuses, lait, huile végétale, produits chimiques et brasseries clé en main.

CADENCE
1,000 BPH à 24,000 BPH

FABRICATION EUROPÉENNE
Machines tropicalisées garanties 3 ans
Service après-vente local assuré

Adresse
42 AV FOCH, 60300 SENLIS, FRANCE
Visitez pour plus d'informations
www.htgindustry.com
Téléphone
+33 (0) 344 265 893
Contact
contact@htgindustry.com



RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

Ministère des Infrastructures et des Transports
Direction Nationale des Investissements Routiers
Unité de Gestion des Projets de la BID (UGP-BID)

Projet de Construction de la Route Labé - Mali (107 Km) - Projet GIN 1019

Secteur : Infrastructures des transports - **N° de Financement du projet :** GIN 1019

Financement : Banque Islamique de Développement et Etat Guinéen

AVIS GÉNÉRAL DE PASSATION DES MARCHÉS

1. La République de Guinée a sollicité et obtenu un financement d'un montant de **159,56 Millions d'Euros, sous la forme de Vente à tempérament,** de la Banque Islamique de Développement pour financer le **Projet de Construction de la Route Labé-Mali (107 Km) - Projet GIN 1019** et a l'intention d'utiliser une partie de ce financement pour effectuer des paiements pour l'acquisition de biens, travaux et services connexes et de services de consultants nécessaires dans le cadre de ce projet. **Ce projet est financé conjointement par l'Etat Guinéen pour un montant de 1,2 millions d'Euros. Ce qui porte le coût total du projet à 160,76 Millions d'Euros.**

2. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un corridor de 1 151 Km reliant les deux capitales, Dakar au Sénégal à Conakry en Guinée à travers le corridor routier Labé-Mali-Kédougou. Le corridor s'étend sur 599 Km au Sénégal, alors qu'à l'intérieur de la Guinée, seuls 374 Km (de Conakry à Labé) sont bitumés sur 552 Km de route. La section non revêtue restante est d'un linéaire de 178 Km entre Labé - Mali - la frontière avec le Sénégal (RN8).
Aligné sur l'orientation stratégique d'amélioration de ce corridor qui se trouve dans cette zone hautement dotée en ressources naturelles, le projet a pour objectifs généraux le développement des infrastructures de transport en facilitant l'accès physique de la population rurale, en particulier des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables, aux marchés, aux services de santé, d'éducation et de protection sociale. Dans le même temps, le projet vise à améliorer l'intégration nationale en réduisant l'isolement interne de la Guinée et en renforçant les opportunités économiques et commerciales.

3. Description du projet
Le projet comprend trois lots :
- Lot 1 : Labé - Sarékaly (38 Km),
- Lot 2 : Sarékaly - Yembéring (31 Km) et
- Lot 3 : Yembéring - Mali (38 Km).

Le projet est réparti en deux phases par rapport aux lots référencés ci-dessus. La phase 1 pour le financement 2021 (AWP 2021) portera sur deux lots (Lot 1 : Labé- Sarékaly et Lot 2 : Sarékaly- Yembéring) et la phase 2 pour le financement 2022 (AWP 2022) portera sur le lot 3 (Yembéring- Mali).

Le projet comporte les cinq (05) composantes suivantes :
- **Composante 1 (Travaux de génie civil)** comprend deux sous-composantes :
  - **Sous-composante 1 : La construction du tronçon routier de 107 Km entre la préfecture de Labé et la préfecture de Mali,** aux normes CEDEAO (chaussée : 7 m et accotements de 2xl,5 m) avec une structure de chaussée composée d'une couche de fondation de 20 cm d'épaisseur de gravier latéritique ou litho-Stabilisation, d'une couche de base de 20 cm d'épaisseur de grave concassée et d'un revêtement en béton bitumineux de 6 cm d'épaisseur. Les travaux de génie civil ont été divisés en deux phases correspondant au financement pluriannuel comme suit :
    La phase 1 pour le financement 2021 (AWP 2021) portera sur deux lots : Lot 1 : Labé - Sarékaly (38 Km), et Lot 2 : Sarékaly - Yembéring (31 Km) et ;
    La phase 2 pour le financement 2022 (AWP 2022) portera sur un lot : Lot 3 : Yembéring - Mali (38 Km).
  - **Sous-composante 2 : Travaux connexes.** Elle sera mise en œuvre parallèlement aux travaux de la sous composante 1 en réponse à la demande de la population locale dans les villages. Les travaux connexes ont été identifiés dans le cadre des études environnementales du projet prenant en compte les préoccupations et attentes des populations. Il s'agit notamment de :
    (i) La réalisation de 10 forages :
    (ii) La construction de 5 hangars de marché pour le négoce :
    (iii) La construction de 50 Km de pistes rurales ;
    (iv) La construction de 4 000 m de clôtures pour les écoles et
    (v) L'acquisition de trois (3) stations de pesage mobiles.
- **Composante 2 (Indemnisation des populations) :** L'ensemble de la route de 107 Km est un tracé existant et il n'est donc pas nécessaire d'acquérir un terrain pour l'améliorer. L'indemnisation consiste en des compensations pour les personnes affectées par le projet (PAP), principalement situées au centre de certains villages dans le but d'élargir la plate-forme routière existante et d'assurer un drainage hydraulique adéquat. Cette composante sera entièrement financée par l'État Guinéen.
- **Composante 3 (Services de consultants) :** Des consultants seront recrutés pour assister l'Agence d'Exécution dans l'examen de la conception technique et pour entreprendre le contrôle et la supervision de la mise en œuvre de (a) la construction de la route et (b) les travaux connexes.
- **Composante 4 (Appui institutionnel à l'UGP-BID) :** Un appui institutionnel sera apporté à l'UGP-BID existante. Cela comprendra entre autres :
  - L'acquisition de véhicules, mobilier et équipements de bureau (ordinateurs et photocopieurs) :
  - Le Suivi de la mise en œuvre du Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) à travers l' Agence d'exécution du projet ;
  - Le renforcement des capacités de 50 Ingénieurs (Evaluation économique des projets et initiation au logiciel HDM4) ;
  - Un atelier de démarrage et de familiarisation avec les procédures de la BID sera organisé pour faciliter la mise en œuvre du projet.
- **Composante 5 (Audit comptable et financier) :** L'audit portera sur les états financiers et comptables du projet par un Cabinet local d'audit financier indépendant, qualifié et bien expérimenté.

4. Méthodes de passation des marchés du projet La passation des marchés de travaux de génie civil, y compris les travaux connexes, se fera suivant le processus d'appel d'offres International Ouvert (AOI/Ouvert) avec préqualification.
Les Biens et services connexes (équipement et logiciels informatiques, mobilier de bureau, véhicules, …) seront achetés par le biais de consultations auprès de fournisseurs nationaux.
La sélection des Bureaux de consultants pour les services de contrôle et de supervision des travaux se fera par le biais de la Méthode de Sélection Basée sur la Qualité et le Coût (QCBS) parmi la liste restreinte des Firmes de Consultants Pays Membres de la BID (QCBS/MC).
La sélection des Consultants pour le renforcement des capacités (y compris évaluation économique des projets et introduction au logiciel HDM4) se fera par le biais de la liste restreinte du Consultant Individuel/MC (MC = pays membres).
La sélection du Bureau de Consultant pour l'audit comptable et financier du projet se fera par la méthode de Sélection au Moindre Coût (LCS) parmi la liste restreinte des Firmes locales de Consultants.
Les listes restreintes d'entreprises locales seront entièrement composées de consultants nationaux.

5. Directives applicables pour les acquisitions
L'ensemble des acquisitions des travaux, fournitures et services connexes du projet seront effectuées conformément aux **« Directives pour l'acquisition de Biens. Travaux et services connexes dans le cadre des Projets financés par la Banque Islamique de Développement (édition courante) »** et sont ouvertes à tous les soumissionnaires éligibles, tels que définis dans ces Directives.
Les acquisitions de services de consultants seront effectuées conformément aux **« Directives pour l'acquisition de Services de Consultants dans le cadre des Projets financés par la Banque Islamique de Développement (édition courante) ».**
Les avis spécifiques de passation des marchés pour les acquisitions à effectuer par Appel d'Offres International (AOI) ou Sélections réservées aux pays membres (AOI/PM) ou pays bénéficiaire et les appels à manifestations d'intérêt (AMI) pour les services de consultants seront publiés, **à partir de Juin 2022,** au fur et à mesure qu'ils seront disponibles, sur le site internet de la BIsD. sur le dgmarket, sur le site officiel du Bénéficiaire (Ministère des Infrastructures et des Transports de la République de Guinée), sur des revues techniques, des journaux et publications commerciales largement diffusés sur le plan international et sur des journaux nationaux.
La préqualification d'entreprises est prévue pour les marchés des travaux. Les listes restreintes pour les consultants seront établies à partir des AMI (Appel à Manifestations d'intérêt).

6. Contacts du Bénéficiaire
Les potentiels Soumissionnaires intéressés et éligibles, qui souhaitent être considérés pour la fourniture de biens, travaux et services de consultants pour le projet, ou qui désirent obtenir des informations additionnelles, sont invités à contacter le Bénéficiaire à l'adresse ci-dessous :
Nom de l'Organisme : Unité de Gestion des Projets de la BID (UGP-BID), Ministère des Infrastructures et des Transports.
Nom de la personne à contacter : Karamoko TRAORE
Titre/fonction de la personne à contacter : Coordonnateur de l'UGP-BID
Téléphone : 00 224 625 28 47 75 / 00 224 626 44 29 37
Courriel : karamoko_tr@yahoo.fr / alybadarabangus@gmail.com

Conakry, le 19 Avril 2022
Le Ministre des Infrastructures et des Transports
Yaya SOW

AVIS DE PASSATION DES MARCHÉS

Le tour de la question

Massacres au Mali
Moura et Bounti, du pareil au même ?



REUTERS/BENOIT TESSIER

Un soldat des Forces armées maliennes lors d'une opération menée avec Barkhane, à Ndaki, en 2019.

Dimanche 23 mars... Alors que les villageois se ruaient au marché traditionnel de Moura, près du cercle de Djenné, des hélicoptères ont fait une descente sur les lieux. À bord se trouvaient des soldats des Forces armées maliennes (Fama) et leurs alliés de la nébuleuse russe Wagner. Les autorités de Bamako parlent d'une « opération d'envergure » de sept jours qui a permis la neutralisation de 203 jihadistes. Des ONG locales et des sources onusiennes ont, elles, qualifié cette opération de « massacre » qui aurait fait entre 200 et 400 victimes civiles.

Dès lors, sur les réseaux sociaux, les critiques ont afflué. Nouhoum Togo, président de l'Union pour la sauvegarde de la République (USR), s'est offusqué de « l'acharnement fait contre les Fama dans l'affaire Moura », contrairement à l'affaire Bounti, qui, elle, a été « passée sous silence », a-t-il dit. Et, le 15 avril, *Maliactu* donnait comme titre à l'un de ses articles : « La France encore impunie de ses crimes (Bounti) accuse les Fama sans preuves ».

Moura et Bounti, même scénario? Sur les réseaux sociaux, de nombreux chercheurs maliens et internationaux ont rejeté cette comparaison. En 2021, le bombardement, dans le cadre de l'opération Barkhane, qui avait entraîné la mort de dix-neuf civils et de trois jihadistes lors d'un mariage près du village de Bounti, avait largement fait le tour des médias. Le département des droits humains de la Minusma s'était même saisi de l'affaire, en ouvrant une enquête pour déterminer la responsabilité de la France. Avec l'appui des Nations unies, des enquêteurs avaient été dépêchés sur place pour « une mission spéciale d'établissement des faits ».

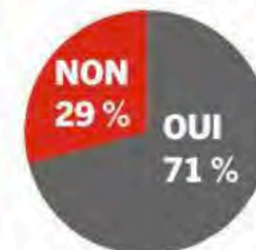
Enquête à distance

Or, dans le cas de Moura, le travail de la Minusma se trouve entravé. Début avril, la mission a demandé la permission aux autorités maliennes de se rendre sur les lieux pour une enquête de terrain. Quinze jours plus tard, elle attend toujours le feu vert de Bamako. Face à la réticence des autorités, la Minusma est obligée de se contenter d'une enquête à distance. Comme à Niono, où un charnier de 35 corps brûlés a été découvert le 2 mars. ●

Fatoumata Diallo

Paroles d'abonnés

Procès des assassins présumés de Thomas Sankara : la condamnation de Blaise Compaoré peut-elle faire « jurisprudence » sur le continent ?



OUI

« Il y aura un avant et un après. Cette décision de justice confirme la fin de l'impunité pour nos dirigeants, une tendance amorcée avec la condamnation du Tchadien Hissène Habré. »

J. AKBOYIBO
Togo

NON

« Certainement pas une réelle jurisprudence : le fonctionnement des juridictions varie d'un pays à l'autre. Mais ce jugement va "inspirer" les procédures et les décisions des tribunaux. »

M. SAUBOIN
Belgique

NOTRE RÉPONSE

La condamnation de l'ex-président burkinabè pour son rôle dans l'assassinat de son prédécesseur est incontestablement une décision historique. Pour autant, elle ne peut entraîner une réelle émulation que dans un environnement où l'alternance politique est la règle et dans lequel l'indépendance de la justice est garantie.

Ce jour-là...

25 mai 1963
Lendemains de communion

À Addis-Abeba, les dirigeants du continent portent l'Organisation de l'unité africaine (OUA) sur les fonts baptismaux. Envoyé spécial de JA, **Béchir Ben Yahmed** livre alors son analyse.

À l'aéroport d'Addis-Abeba, le 26 mai à 7 heures du matin, je regardais les chefs d'État faire leurs adieux à Haïlé Sélassié. Cinq heures auparavant seulement, ayant signé la charte africaine, ils regagnaient leur hôtel sous les acclamations.

Je me demandais, en voyant leurs avions décoller et s'engager dans des directions différentes, ce que pensaient ces hommes qui venaient de vivre ensemble des moments importants et de prendre des engagements précis. Je me demandais aussi, l'émotion dissipée, ce qui resterait de cette grande réunion.

Pour avoir vécu la conférence parmi les chefs d'État et leurs collaborateurs, je crois pouvoir dire ceci.

1. Chefs d'État, délégués, journalistes sont venus à la conférence dans l'ensemble assez sceptiques, appréhendant l'affrontement de tempéraments trop divers, le choc entre conceptions opposées de l'indépendance nationale, de l'unité africaine ou des rapports de l'Afrique avec l'étranger. Nous sommes tous repartis optimistes. Le niveau des hommes, et donc de la discussion, le désir sincère qu'ont montré les uns et les autres de s'entendre et de progresser ensemble ou, à tout le moins, parallèlement, ont convaincu les plus sceptiques : l'idée de l'unité africaine a sa résonance, la solidarité africaine est une réalité, le progrès en Afrique est une sérieuse possibilité. Les différences entre Africains blancs et Africains noirs, entre anglophones et francophones existent, mais elles ont tendance à s'estomper devant le passé colonial commun, le présent semblable et un avenir nécessairement interdépendant.

2. Les chefs d'État présents avaient une moyenne d'âge de 50 ans environ. L'Éthiopie, le Liberia et l'Égypte mis à part, les vingt-neuf autres pays africains sont indépendants depuis seulement quatre ou cinq ans. C'est assez pour que, les déboires et les difficultés aidant, apparaisse déjà une maturité certaine alliée à une jeunesse de sentiments très bien venue.

3. Il était à craindre que l'Afrique ne suive la voie de l'Amérique du Sud et du Moyen-Orient : les oligarchies cruelles et stupides bien accrochées au pouvoir n'empêchent pas l'instabilité politique, le tout favorisant la stagnation économique et la mainmise de l'étranger. Il semble que ce danger soit en grande partie et presque partout conjuré. Certes, bien peu de pays africains sont proches du décollage économique, bien peu forment suffisamment de cadres pour se libérer du néocolonialisme de fait, bien peu réussissent à assurer chez eux le respect de la personne, la démocratie politique et sociale, bien peu ont résolu le problème que pose une jeunesse exigeante. Mais tous ou presque cherchent, à travers une voie socialiste ou une autre, à y parvenir. Dans tous existent des forces réelles qui poussent au progrès et à la démocratie.

Le dialogue qui s'est instauré à Addis-Abeba entre les chefs d'État, la charte [de l'OUA] elle-même traduisent éloquemment cette « unité dans la diversité » qui est apparue d'une manière éclatante et qui ne demande qu'à se développer naturellement, ni trop vite ni trop lentement. Cette plante, il faut maintenant la nourrir d'eau claire et pure. Ni trop : on la noierait ; ni trop peu : elle s'étiolerait. ●


VINCENT FOURNIER/JEUNE AFRIQUE

Fresque murale des pères fondateurs de l'Union africaine, au siège de l'institution.



Post-Scriptum
Fawzia Zouari

De guerre lasse…

Quelle position les femmes doivent-elles adopter face à la guerre en Ukraine ? Nous nous sommes posé la question au sein du Parlement des écrivaines francophones. Je vous livre quelques-unes des réactions recueillies.

Suzanne Dracius (Martinique) : Nous pouvons toujours paraphraser Aristophane en tambourinant à tue-tête : « Quand la guerre sera l'affaire des femmes, elle s'appellera la paix. » Il faut donc jouer les Lysistrata – en grec, *Lysistrata* signifie « celle qui délie l'armée » – et délier nos langues en rédigeant un texte en faveur de la paix.

Michèle Rakotoson (Madagascar) : Il y a eu le Yémen, mais aussi le Mali, le Burkina Faso. Chez moi, il y a une « guerre » à basse ampleur. Il y a des hommes, des femmes, des enfants qui meurent dans des conditions horribles. Il y a des urgences, et cela n'est pas politique. Un enfant qui hurle n'est pas ukrainien, yéménite ou russe, c'est un enfant qui hurle, et je suis une maman et une grand-mère avant d'être une écrivaine.

Tanella Boni (Côte d'Ivoire) : Ici et là, partout, il y a d'autres conflits, d'autres massacres. On ne peut trier ni les morts, ni les violences, ni les massacres, ni toutes ces horreurs qui anéantissent la vie humaine partout dans le monde…

Annie Richard (France) : Nous aboutissons à une prise de conscience qui se doit de tenir compte de toutes les souffrances sans a priori de nationalité. L'Ukraine met à notre porte la question terrible de la violence mondiale.

Sophie Bessis (Tunisie) : Si je pense qu'aujourd'hui il faut prendre position pour l'Ukraine, c'est que la capacité de nuisance russe a déjà fait ses preuves dans bien d'autres régions du monde, à commencer par le monde arabe et l'Afrique. Il ne s'agit donc pas d'une quelconque posture de Panurge médiatique.

Gaël Octavia (Martinique) : Je pense au livre de Svetlana Alexievitch, *La guerre n'a pas un visage de femme*. Ma réaction spontanée face à ce énième conflit armé : encore une guerre, encore ce truc viriliste ringard ! Il ne s'agit évidemment pas d'affirmer que les femmes sont des anges. Il est cependant tentant de reconnaître dans la guerre cette fameuse susceptibilité mâle et cette triste triade virilité-fragilité masculine-violence avec laquelle tant de femmes doivent composer au quotidien.

Un enfant qui hurle n'est pas ukrainien, yéménite, russe, c'est un enfant qui hurle.

Nassira Belloula (Algérie) : La guerre, nous sommes contre ; mais pourquoi ne réagir à aucun autre conflit armé, comme au Yémen, qu'une coalition de pays avait envahi et bombardé ?

Rose-Marie Taupin-Pélican (Martinique) : Un ami du Panama m'a fait observer que, le 20 décembre 1989, l'armée des États-Unis avait envahi son pays sans que ne s'élève la moindre protestation. Beaucoup d'enfants, de femmes et d'hommes sont morts, mais ce n'était pas aux portes de l'Europe.

Fatoumata Ki-Zerbo (Burkina Faso) : La déraison est prête à massacrer pour l'orgueil d'amis devenus ennemis. Elle assassine des innocents sous l'inconfort tenace de certitudes erronées, avec des armes chargées de munitions de bêtises. Aucune empathie, pas la moindre sympathie avec la guerre. Pauvres populations prises en otage !

Mariem Garali (Tunisie) : Il s'agit là d'un problème politique majeur, et, personnellement, je ne veux pas m'y immiscer. Je refuse toute guerre, toute haine et tout massacre quel qu'il soit contre l'humanité ou la nature.

Anissa Bellefqih (Maroc) : Je suis d'avis qu'en tant qu'écrivaines du monde nous pouvons difficilement nous focaliser sur certains conflits et en oublier d'autres. La guerre, où qu'elle soit, doit être stigmatisée, et ce, quelle que soit la population qui en est victime. Une guerre oubliée est une injustice.

Lise Gauvin (Québec) : Il semble donc qu'on n'en finira jamais. Une suggestion pour le titre : *De guerre lasse…* ●

Au carrefour de l'Afrique, du monde arabe et de l'Asie



Un environnement propice à l'innovation

Une économie diversifiée
Un hub régional en transports et logistique
Des infrastructures et services aux standards internationaux
De nouvelles offres touristiques



© V. FOURNIER pour J.A. • Droits réservés

Un port d'attache pour les investisseurs



Orange Digital Center

Un espace gratuit d'accompagnement consacré à l'innovation :

- formations pratiques sur les technologies innovantes
- ateliers de prototypage numérique
- incubation technologique
- accélération de start-up à l'international

Les Orange Digital Centers sont présents en Tunisie, au Sénégal, au Cameroun, en Ethiopie, au Mali, en Côte d'Ivoire, en Jordanie, au Maroc, en Egypte, en Sierra Leone, au Burkina Faso, à Madagascar, en Guinée Conakry, au Libéria et prochainement en République Démocratique du Congo, au Botswana, en République Centrafricaine et en Guinée Bissau.



**Vous rapprocher
de l'essentiel**